



Statistiques sur le secteur public

Systeme de gestion financière
2002-2003



Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Coordonnatrice de la commercialisation et des services aux clients, Division des institutions publiques, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

| | |
|--|-----------------------------|
| Service national de renseignements | 1 800 263-1136 |
| Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1 800 363-7629 |
| Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt | 1 800 700-1033 |
| Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt | 1 800 889-9734 |
| Renseignements par courriel | infostats@statcan.ca |
| Site Web | www.statcan.ca |

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit no 68-213-XIF au catalogue est publié annuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 46 \$ CA. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires à www.statcan.ca, sous la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 62 \$ CA. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

| | Exemplaire |
|--------------------|-------------------|
| États-Unis | 6 \$ CA |
| Autres pays | 10 \$ CA |

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada
Division des institutions publiques

Statistiques sur le secteur public

Système de gestion financière
2002-2003

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2003

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juillet 2003

N° 68-213-XIF au catalogue
ISSN 1703-4906

Périodicité : Annuel

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 63-218-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique* relatives au secret
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Note concernant CANSIM

Le CANSIM (Système canadien d'information socio-économique) est le système de Statistique Canada qui se compose d'une banque de données informatisées et de son logiciel de soutien. La plupart des données présentées dans cette publication et beaucoup d'autres données contenues dans le CANSIM peuvent être extraites par l'intermédiaire d'un terminal, sous forme d'imprimés d'ordinateur ou sous forme lisible par machine. Des données historiques et des données plus actuelles qui n'apparaissent pas dans cette publication sont disponibles de CANSIM.

Pour des informations plus détaillées veuillez référer à la *Annexe IX*.

Table des matières

| | Page |
|---|------|
| Note aux utilisateurs | 6 |
| Faits saillants | 10 |
| Tableaux sommaires | |
| Tableau 1.0 Emploi et salaires et traitements dans le secteur public – Distribution selon les composantes du secteur public | 19 |
| Tableau 1.1 Emploi et salaires et traitements dans le secteur public, par province, territoire et à l'extérieur du Canada | 21 |
| Tableau 1.2 Emploi dans le secteur public et emploi par 1 000 habitants, par province, territoire et à l'extérieur du Canada | 23 |
| Tableau 1.3 Salaires et traitements dans le secteur public, par province, territoire et à l'extérieur du Canada | 25 |
| Tableau 1.4 Dépenses consolidées par habitant des administrations publiques provinciales, territoriales et locales | 27 |
| Tableau 1.5 Recettes, dépenses et surplus (déficit) totaux de l'administration publique générale fédérale | 29 |
| Tableau 1.6 Dette nette, dette nette par habitant et dette nette en pourcentage du PIB de l'administration publique générale fédérale | 30 |
| Tableau 1.7 Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire | 31 |
| Tableau 1.8 Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire | 33 |
| Tableau 1.9 Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales | 35 |
| Tableau 1.10 Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, par province et territoire | 37 |
| Tableau 1.11 Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales locales, par province et territoire | 39 |
| Tableau 1.12 Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques locales | 41 |
| Tableaux statistiques : Recettes et dépenses | |
| Tableau 2.0 Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales | 43 |
| Tableau 2.1 Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales – Total du Canada | 44 |
| Tableau 2.2 Recettes et dépenses de l'administration publique fédérale | 45 |
| Tableau 2.3 Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale | 46 |
| Tableau 2.4 Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés fédéraux | 48 |
| Tableau 2.5 Recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales – Total du Canada | 49 |

Table des matières - Suite

| | Page |
|--|------|
| Tableaux statistiques : Recettes et dépenses - Fin | |
| Tableau 2.6 Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales – Total du Canada | 50 |
| Tableau 2.7 Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux – Total du Canada | 51 |
| Tableau 2.8 Recettes et dépenses des universités et collèges – Total du Canada | 51 |
| Tableau 2.9 Recettes et dépenses des institutions des services de santé et services sociaux – Total du Canada | 52 |
| Tableau 2.10 Recettes et dépenses des administrations publiques locales – Total du Canada | 53 |
| Tableau 2.11 Recettes et dépenses des administrations publiques locales générales – Total du Canada | 54 |
| Tableau 2.12 Recettes et dépenses des commissions/conseils scolaires – Total du Canada | 56 |
| Tableau 2.13 Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada | 57 |
| Tableau 2.14 Recettes et dépenses du Régime des rentes du Québec | 57 |
| Tableau 2.15 Revenus et dépenses des entreprises publiques fédérales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre | 58 |
| Tableau 2.16 Revenus et dépenses des entreprises publiques provinciales et territoriales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre – Total du Canada | 58 |
| Tableaux statistiques : Actif et passif | |
| Table 3.0 Bilan consolidé des administrations publiques générales fédérale, provinciales, territoriales et locales, au 31 mars | 59 |
| Table 3.1 Bilan consolidé des administrations publiques générales provinciales, territoriales et locales, au 31 mars – Total du Canada | 60 |
| Table 3.2 Bilan de l'administration publique générale fédérale, au 31 mars | 61 |
| Table 3.3 Bilan des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars – Total du Canada | 62 |
| Table 3.4 Bilan des administrations publiques locales, au 31 décembre | 63 |
| Table 3.5 Bilan du régime de retraite non provisionné de l'administration publique fédérale - Régimes de retraite non provisionnés des employés, au 31 mars | 63 |
| Table 3.6 Bilan des régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux, au 31 mars – Total du Canada | 64 |
| Table 3.7 Bilan du Régime de pensions du Canada, au 31 mars | 64 |
| Table 3.8 Bilan du Régime des rentes du Québec, au 31 mars | 64 |
| Table 3.9 Bilan des entreprises publiques fédérales, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre | 65 |
| Table 3.10 Bilan des entreprises publiques provinciales et territoriales, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre – Total du Canada | 66 |
| Tableaux statistiques : Emploi et traitements – Total du Canada | |
| Tableau 4.0 Emploi, moyenne annuelle | 67 |
| Tableau 4.1 Salaires et traitements, total annuel | 67 |

Table des matières - Fin

| | Page |
|---|------|
| Qualité des données, concepts et méthodologie | |
| Description des concepts des données | 68 |
| Méthodologie statistique | 70 |
| Définition des principales variables financières | 72 |
| Annexes | |
| Annexe I : Classification des recettes et des dépenses de l'administration publique | 73 |
| Annexe II : Classification de l'actif et du passif | 79 |
| Annexe III : Recettes et dépenses – Tableaux de rapprochement | |
| <ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement I – Rapprochement des recettes et dépenses estimées de l'administration publique fédérale selon les comptes publics avec le SGF | 81 |
| <ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement II – Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF | 82 |
| <ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement III – Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le SGF | 95 |
| <ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement IV – Rapprochement des dépenses des universités et collèges selon le SGF et des dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE) | 108 |
| Annexe IV : Actif et passif – Tableaux de rapprochement | |
| <ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement V – Rapprochement du bilan de l'administration publique générale fédérale selon les comptes publics avec le SGF | 109 |
| <ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement VI – Rapprochement du bilan des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF | 110 |
| Annexe V : Emploi – Tableaux de rapprochement | |
| <ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement VII – Rapprochement de l'emploi dans l'administration publique et les entreprises publiques fédérales | 122 |
| <ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement VIII – Rapprochement des données sur l'emploi dans l'administration publique (EERH) et des données sur l'emploi dans le secteur public (DIP) | 122 |
| Annexe VI : Transferts de capital | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Tableau A1 : Transferts de capital de l'administration provinciale générale affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique | 123 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Tableau A2 : Transferts de capital de l'administration provinciale générale affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique, par province et territoire | 124 |
| Annexe VII : | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Tableau A3 : Estimations de la population, Canada, provinces et territoires | 125 |
| <ul style="list-style-type: none"> • Tableau A4 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché, en termes de dépenses, premier trimestre | 126 |
| Annexe VIII : Glossaire | 127 |
| Annexe IX : Tableaux de CANSIM II | 128 |

Note aux utilisateurs

Introduction

Les statistiques sur les administrations publiques que contient la présente publication, sont fondées sur un cadre de référence de la classification qui est le Système de gestion financière (SGF). Le SGF rajuste les données de base afin d'obtenir des statistiques cohérentes et comparables. Donc, les données SGF diffèrent des données publiées dans les états financiers des administrations publiques.

Le besoin d'une classification cohérente découle des états financiers des administrations publiques qui sont fondés sur les modes d'organisation et sur les méthodes comptables qui sont propres à chacune des administrations. Puisque ces modes d'organisation ainsi que ces méthodes comptables sont choisis afin de satisfaire aux besoins des administrations individuelles, l'uniformité de ces pratiques, d'une administration publique à l'autre, est faible. Ainsi, une administration s'acquiesce d'une tâche particulière par l'intermédiaire d'un ministère, tandis qu'une autre préfère recourir à une société d'État, à un conseil, à une commission ou à un organisme spécial. Lorsqu'on classe les dépenses selon leur objectif principal, un ministère donné n'assume pas nécessairement les mêmes responsabilités d'une administration publique à une autre. Le SGF assure que les dépenses des administrations publiques sont classées de façon cohérente selon leur objectif principal. Aussi, la structure organisationnelle des administrations publiques change souvent à la suite du lancement de nouveaux programmes, de la modification des programmes existants et de l'attribution ou de la réattribution des responsabilités. Le SGF minimise l'impact de ces changements sur les finances publiques.

De plus, les administrations publiques emploient diverses conventions comptables. Par exemple, certaines produisent leurs déclarations selon la méthode de la comptabilité de caisse, d'autres, selon celle de la comptabilité d'exercice, et d'autres encore s'appuient sur les deux méthodes. Les rajustements exigés par le SGF servent à uniformiser les données produites selon ces diverses conventions.

« Administration publique consolidée » est le terme utilisé pour la consolidation des données des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales ainsi que celles du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec.

Statistiques publiques consolidées

La consolidation est un aspect fondamental du SGF

La consolidation consiste à regrouper les comptes financiers de diverses unités d'une administration publique (fédérale, provinciale, territoriale ou locale) ou ceux établis pour divers paliers d'administration, afin de produire des statistiques financières agrégées sans doubles comptes. Autrement dit,

elle consiste à présenter des données financières pour plusieurs unités administratives comme si celles-ci n'en formaient qu'une seule.

La consolidation comporte deux dimensions fondamentales. La première correspond au choix des entités qu'il convient d'inclure dans toute consolidation (c.-à-d. la couverture). L'autre a trait aux règles comptables utilisées pour procéder effectivement à la consolidation, c'est-à-dire l'élimination des transactions entre les unités dont les comptes sont consolidés afin d'éviter les doubles comptes.

Couverture de la consolidation

Consolidation au sein d'une administration publique

Examinons l'exemple de la production de statistiques financières pour la composante administration générale de l'administration fédérale. Pour produire des statistiques financières pour l'administration générale fédérale, il est nécessaire de regrouper un grand nombre d'entités très variées.

Le SGF précise les règles qui dictent quelles entités doivent être incluses dans une consolidation particulière et lesquelles doivent en être exclues. L'application des règles du SGF (couverture) donne lieu à l'intégration de tous les ministères, comme Citoyenneté et Immigration Canada et Développement des ressources humaines Canada. Sont également inclus tous les organismes ou fonds autonomes (p. ex., la Société Radio-Canada et la Fondation canadienne pour l'innovation) qui tiennent des livres de comptes distincts, mais dont le rôle est considéré dans le SGF comme une extension des activités de l'administration publique générale.

Le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec sont regroupés pour créer une composante distincte des administrations publiques. De la même façon, plusieurs entités fédérales classées dans le SGF comme étant des entreprises publiques sont également exclues de la consolidation des administrations publiques générales, mais incluses dans la composante des entreprises publiques du secteur public (p. ex., la Banque de développement du Canada, la Société canadienne des postes, Via Rail Canada). (Voir le *diagramme du secteur public*).

Les comptes des régimes de pensions non provisionnés fédéraux et ceux de l'administration générale fédérale sont consolidés pour aboutir aux statistiques financières pour l'administration fédérale.

Choix des entités dont les comptes doivent être consolidés

La consolidation n'est pas une pratique propre au SGF. On l'observe ailleurs, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Par exemple, lors de la préparation des comptes publics/états financiers, chaque administration publique décide des entités qu'il convient d'inclure, ou d'exclure,

pour calculer des chiffres tels que la taille du déficit ou de l'excédent. Dans le secteur privé, les sociétés qui comptent un grand nombre d'entreprises distinctes décident des entreprises qui doivent être incluses dans l'état financier consolidé de la société « mère ».

Dans le cas du SGF, la tendance consiste à adopter une démarche inclusive lors de la création de catégories agrégées, comme l'administration générale. Par exemple, le SGF comprend une catégorie agrégée appelée administrations provinciales et territoriales générales qui représente un ensemble de comptes regroupant toutes les provinces et tous les territoires. Pour créer cette catégorie, il faut que les comptes de chaque administration provinciale et territoriale aient le même fondement, autrement dit, il faut que les mêmes règles soient suivies pour procéder à la consolidation de l'administration publique générale de chaque province et territoire. Comme il l'est mentionné dans l'introduction, les administrations publiques provinciales et territoriales s'appuient aussi sur diverses formes d'entités pour exécuter les fonctions administratives (ministères, organismes spéciaux, commissions, etc.). Une administration publique pourrait déléguer la responsabilité d'une activité à un ministère, alors qu'une autre pourrait choisir de créer un organisme spécial. Afin de produire pour les diverses sphères de compétences des données sur les administrations publiques générales aussi cohérentes que possible qu'elles peuvent être additionnées, il est nécessaire d'inclure une large gamme d'entités. Par conséquent, les statistiques basées sur le SGF sont généralement plus inclusives que celles des comptes publics des administrations.

Pour produire des statistiques provinciales et territoriales pour chaque province et territoire, il faut consolider les sous-composantes, c'est-à-dire les administrations provinciales et territoriales générales, les établissements de santé et de services sociaux, les universités et les collèges, et les régimes de retraite non provisionnés.

Les données sur les administrations publiques locales résultent de la consolidation des comptes des administrations locales générales et des commissions et conseils scolaires.

Avantages de la consolidation

Comparabilité des administrations publiques

Comme on l'a mentionné, chaque administration publique tient à jour ses propres comptes de la façon qui répond le mieux à ses objectifs. Par conséquent, les comptes publics publiés par les diverses administrations publiques ne peuvent être ni combinés ni comparés. On ne peut comparer de façon probante la grandeur de l'excédent ou du déficit d'une province à celle de l'excédent ou du déficit d'une autre.

La consolidation des comptes dans le SGF, par application des mêmes règles et procédures aux données financières de toutes les administrations publiques, produit des chiffres qui sont comparables. En utilisant les données consolidées du SGF il est possible de comparer l'état des finances d'une administration publique à celui d'une autre. Les statistiques consolidées du SGF permettent aussi de comparer l'état des

finances de l'administration fédérale à celui des finances de n'importe quelle province ou de toutes les provinces regroupées.

Consolidation des comptes des administrations provinciales, territoriales et locales

Grâce à la consolidation des comptes des divers *paliers* d'administration, les statistiques consolidées du SGF permettent de pousser encore plus loin les comparaisons entre provinces et territoires.

En effet, dans certains domaines, la répartition des responsabilités entre les autorités provinciales et locales varie selon la province ou le territoire. Une activité relevant des autorités provinciales dans une province pourrait incomber aux autorités locales dans une autre. Par conséquent, les données provinciales ne sont totalement comparables que si l'on procède à la consolidation des opérations des administrations provinciales et territoriales et des administrations locales. Voici quelques exemples de différence de répartition des responsabilités.

- À Terre-Neuve-et-Labrador, l'administration provinciale assume presque entièrement le coût des services de protection de la police, tandis que, dans d'autres provinces et territoires, les deux paliers de gouvernement assument chacun une part importante des dépenses
- Dans nombre de provinces et territoires, l'impôt scolaire, qui doit servir au financement de l'enseignement primaire et secondaire, est perçu par les administrations locales et ce sont ces dernières qui règlent les dépenses. Au Nouveau-Brunswick, les écoles primaires et secondaires font partie de la structure de l'administration publique provinciale. Au Yukon, l'administration territoriale est chargée du fonctionnement des écoles. Dans les Territoires du Nord-Ouest, l'administration territoriale est également chargée du fonctionnement des écoles, sauf dans le cas de deux districts scolaires à Yellowknife
- En Ontario, de nombreux établissements de soins pour bénéficiaires internes appartenant aux municipalités font partie de la structure de l'administration locale, tandis que dans d'autres provinces et territoires, la plupart des établissements de soins pour bénéficiaires internes relèvent des autorités provinciales

La répartition des responsabilités entre les autorités provinciales et locales dans une province peut aussi varier au cours du temps. Par exemple, en Ontario, l'administration provinciale s'est déchargée de certaines de ses responsabilités sur les administrations locales entre 1997 et 2000

- Depuis janvier 1998, les municipalités qui recevaient les services de la Police provinciale de l'Ontario sans coût direct doivent payer pour obtenir ces services
- Les municipalités doivent désormais assumer 20 % du coût des programmes de garde d'enfants
- Les municipalités assument entièrement la responsabilité des installations d'adduction d'eau et d'égouts qui incombaient antérieurement à l'Agence ontarienne des eaux

- L'administration provinciale a créé la Société ontarienne d'évaluation foncière (SOEF) pour effectuer les évaluations foncières réalisées antérieurement par le commissaire provincial à l'évaluation. La SOEF facture ses services aux municipalités

Pour créer des statistiques qui reflètent la combinaison des administrations provinciales et locales, il faut commencer par consolider les comptes d'une foule d'entités provinciales, comme nous l'avons mentionné plus haut, et d'une foule d'entités locales, puis combiner les données pour les deux paliers d'administration et éliminer les transactions entre ces paliers. Les ventes de biens et de services, les opérations d'emprunt (intérêts) entre administrations publiques et les transferts sont des transactions entre deux paliers d'administration.

Finances publiques consolidées

Les coûts totaux des services publics fournis par les administrations au pays et les recettes recueillies pour financer ces services ne peuvent être mesurés que si les données de l'administration fédérale, des administrations provinciales, territoriales et locales et des régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec sont consolidées. Les données consolidées sur les administrations publiques permettent d'évaluer l'incidence financière totale des administrations publiques sur l'ensemble de l'économie.

Règles comptables de consolidation

La consolidation comprend aussi un ensemble de règles à suivre pour combiner les comptes des entités visées par la consolidation.

Flux entre unités ou administrations publiques

La combinaison des comptes doit aussi tenir compte des flux entre les entités que l'on veut agréger. On peut, pour illustrer ce processus, décrire la consolidation des comptes d'administrations publiques de niveaux différents, comme les administrations provinciales et locales. Les provinces transfèrent de l'argent aux administrations locales à diverses fins. Ces transferts proviennent des recettes recueillies par l'administration provinciale. Ils constituent aussi des recettes pour les administrations locales qui les reçoivent. Sans l'application des règles de consolidation, la simple agrégation des données sur les recettes de l'administration provinciale et de ses administrations locales produirait un double compte.

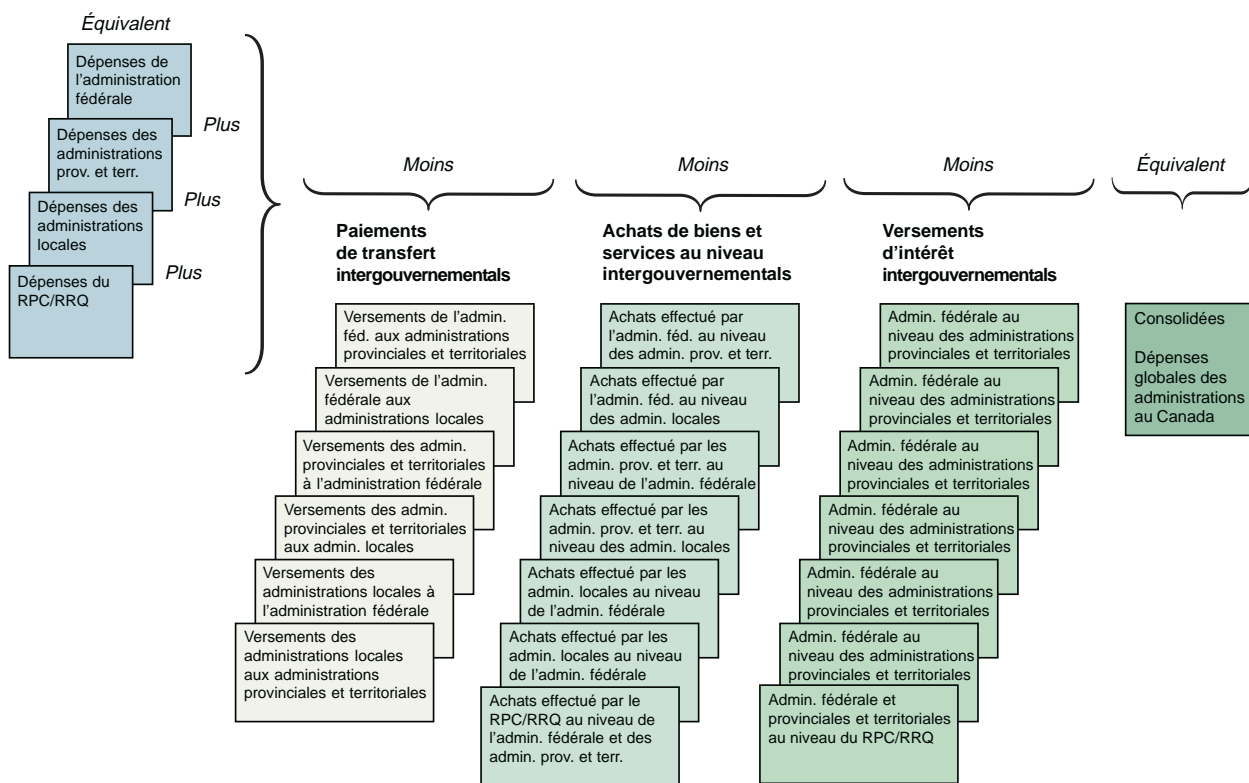
Uniformité des statistiques au cours du temps

Comme on l'a mentionné plus haut, la répartition des responsabilités entre les administrations provinciales et locales peut varier au cours du temps. De façon comparable, la structure utilisée par une administration publique pour fournir des services peut évoluer avec le temps. Une administration peut utiliser un ministère pour fournir un service particulier pendant plusieurs années, puis établir un organisme spécial, ayant son propre

CALCUL DES DÉPENSES CONSOLIDÉES

Données pour divers niveaux d'administration

Dépenses publiques regroupées



ensemble de comptes, pour continuer à offrir le même service. Dans cet exemple, pour que les données chronologiques soient comparables, il est nécessaire de consolider les comptes de l'organisme spécial avec ceux du ministère.

Graphiques

Les graphiques présentés dans la section des *graphiques* sont produits à partir des tableaux statistiques de la publication et des données supplémentaires provenant du "Répertoire des produits de données standard" de la Division des institutions publiques.

Historique

Les statistiques que contient la présente publication remplacent celles qui figuraient dans *Finances du secteur public* (n° 68-212-XPB au catalogue) et dans *Emploi et salaires et traitements dans le secteur public* (n° 72-209-XPB au catalogue). Depuis la dernière édition de la publication *Système de gestion financière*, les statistiques financières du *Système de gestion financière* ont subi une révision méthodologique importante.

La révision historique de 1997 a permis de mieux harmoniser le *Système de gestion financière* et le *Système de comptabilité nationale*. Les détails des modifications apportées au *Système de gestion financière* sont inclus dans la publication *Système de gestion financière (68F0023XIB)*. En outre, on a étendu le champ d'observation du secteur public du Canada de façon à fournir des données sur les nouvelles sous-composantes de l'administration publique. Étant donné ces améliorations d'ordre méthodologique, les données de la présente publication ne peuvent être comparées directement à celles des publications antérieures sur le SGF.

Les statistiques détaillées ont été révisées rétroactivement jusqu'à l'exercice 1988-1989. Ces données peuvent être consultées dans Cansim ou obtenues directement auprès de la Division des institutions publiques de Statistique Canada.

Politique de révision

Comme il a été indiqué, les statistiques agrégées du SGF diffèrent souvent de celles qui sont publiées par les gouvernements des secteurs de compétence sur lesquels elles portent. Le SGF utilise pourtant des données détaillées provenant de ces secteurs de compétence comme entrées pour ses propres calculs.

Souvent, les données d'entrée du SGF ne sont définitives que plusieurs années après la date de référence, et plus les données d'entrée sont récentes, plus elles sont susceptibles d'être révisées. Pour ce qui est des données du SGF des deux dernières années, celles de l'année la plus récente sont fondées principalement sur des prévisions budgétaires et celles de l'année précédente, sur des rapports annuels non vérifiés. Ces données finissent par être remplacées par des comptes publics/états financiers officiels publiés par chacun des

secteurs de compétence sur lesquels porte le SGF. Pour Statistique Canada, la disponibilité ultérieure de ces données révisées ou définitives exige, par ricochet, que les données du SGF soient modifiées en conséquence.

Bien que les données les plus récentes soient nécessairement moins fiables que les données vieilles de plusieurs années, l'utilisation d'information provisoire se traduit par de nettes améliorations sur le plan de la rapidité de publication. Les données sont maintenant publiées dans un délai de trois mois après la fin de la période de référence. Compte tenu de ce qu'apporte la rapidité de publication à la pertinence des données, cette option est dans l'intérêt des utilisateurs des données.

La politique de révision utilisée pour le SGF est la même que celle appliquée au *Système de comptabilité nationale* du Canada (SCNC). Chaque année, seules les données des quatre années les plus récentes font l'objet d'une révision. La révision des données vieilles de cinq ans ou plus n'a lieu qu'à la prochaine révision historique, comme l'exige le SCNC. Par conséquent, des discontinuités sont parfois inévitables dans les séries, et des notes en bas de page avertissent l'utilisateur des données de tout problème de ce genre.

Les statistiques qui découlent de sources de données provisoires sont marquées comme suit :

p : On emploie ce signe pour indiquer qu'une donnée est provisoire. Les données provisoires sont susceptibles d'être rectifiées.

Les gouvernements révisent leurs données financières de façon continue. Ces révisions seront reflétées dans les données du SGF qui seront publiées durant les années suivantes.

r : On emploie ce signe lorsqu'une donnée provisoire est rectifiée.

Les données qui ne sont marquées ni d'un « p » ni d'un « r » sont fondées sur des sources de données définitives. Ces données pourraient encore être révisées au cours des processus annuels de rapprochement avec les données des autres séries statistiques du SCNC ou dans le contexte de la politique de révision du SGF.

Nota : Toutes les données qui figurent dans la présente publication pour l'année de référence 2002-2003 sont préliminaire – « p ».

États de rapprochement

Les états de rapprochement qui exposent en détail la transformation des données, des sources d'entrée aux séries statistiques « p » et « données définitives » du SGF, sont fournis dans la présente publication à des fins de transparence et pour aider l'utilisateur à comprendre ces statistiques.

Faits saillants

Finances des administrations publiques : recettes, dépenses et excédents

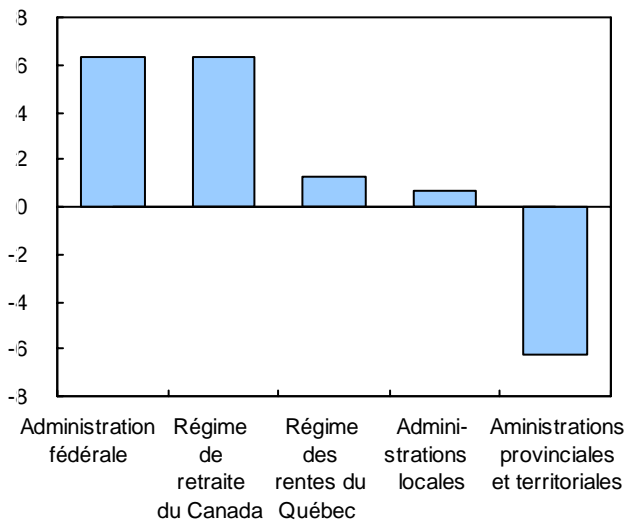
2002-2003

En raison de la demande accrue des consommateurs, les recettes tirées des taxes à la consommation ont contribué à faire passer l'excédent consolidé des administrations publiques de 6,7 milliards de dollars en 2001-2002 à 8,3 milliards de dollars en 2002-2003.

Un bond de 8,2 milliards de dollars des taxes à la consommation, ainsi qu'un montant additionnel de 4,0 milliards de dollars en impôts fonciers et en cotisations au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec, ont contrebalancé une baisse de 7,5 milliards de dollars au chapitre de l'impôt sur le revenu perçu. Les recettes globales ont augmenté de 7,4 milliards de dollars pour atteindre 473,8 milliards de dollars. En ce qui a trait aux dépenses, le service de la dette a diminué de 4,0 milliards de dollars, tandis que les dépenses en santé ont augmenté de 3,4 milliards de dollars, et celles au chapitre des services sociaux, de 4,7 milliards de dollars. Les dépenses globales ont progressé de 5,8 milliards de dollars pour atteindre 465,5 milliards de dollars.

Surplus et déficits des administrations publiques au Canada

Milliards de dollars



Contraste entre les excédents et les déficits par niveau d'administration

L'administration fédérale, ainsi que le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, mis ensemble, ont enregistré un excédent de 13,9 milliards de dollars, ce qui contraste largement avec le déficit combiné de 5,6 milliards de dollars des administrations provinciales et locales à ce chapitre.

Note aux lecteurs

Dans le cadre de la diffusion des statistiques sur les finances publiques pour l'exercice 2002-2003, les données ont été révisées rétroactivement à 1999-2000. Des données additionnelles concernant le présent communiqué sont disponibles dans la publication Statistiques sur le secteur public - supplément (68-213-SIF, gratuite).

Les termes **administrations publiques consolidées** sont utilisés pour décrire la consolidation des données financières des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales, ainsi que du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec. La consolidation est l'agrégation de paliers de l'administration publique, après l'élimination des inscriptions en double. Par exemple, sans la consolidation, les transferts fédéraux aux provinces et aux territoires seraient comptés deux fois, d'un côté comme une dépense fédérale, et de l'autre, comme une dépense provinciale ou territoriale.

Le **Système de gestion financière (SGF)** est un cadre comptable utilisé pour produire les statistiques des administrations publiques comprises dans le présent communiqué. Le SGF normalise les comptes des administrations publiques, afin de rendre leurs statistiques cohérentes et comparables. C'est pourquoi les statistiques selon le SGF peuvent différer des données publiées dans les états financiers des différentes administrations publiques.

L'exercice financier se termine le 31 mars pour les administrations fédérale, provinciales et territoriales, le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, et le 31 décembre pour les administrations locales.

Toutes les statistiques comprises dans le présent communiqué sont en dollars courants.

Baisse de l'impôt sur le revenu

L'ensemble de l'impôt perçu sur le revenu des particuliers a diminué pour la première fois depuis 1993-1994, en baisse de 3,8 milliards de dollars pour atteindre 140,5 milliards de dollars. La réduction s'explique en grande partie par la faiblesse des marchés financiers et les baisses d'impôt au niveau fédéral.

L'impôt perçu sur les bénéfices des sociétés a diminué pour une deuxième année consécutive pour s'établir à 34,7 milliards de dollars, reflétant dans une large mesure les faibles profits enregistrés au cours de l'année précédente. En comparaison de 2000-2001, la diminution s'est chiffrée à 8,7 milliards de dollars.

L'impôt fédéral sur le revenu des particuliers et sur les bénéfices des sociétés a diminué de 6,4 milliards de dollars, ce qui a entraîné une baisse des recettes totales pour une deuxième année consécutive. À l'échelon provincial, l'impôt sur le revenu des particuliers est demeuré stable, tandis que l'impôt sur les bénéfices des sociétés a diminué de 1,5 milliard de dollars en 2002-2003.

La Colombie-Britannique a connu une réduction marquée de 1,7 milliard de dollars de ses recettes combinées au chapitre de l'impôt des particuliers et de l'impôt des sociétés. Les taux de croissance les plus importants de l'impôt sur le revenu perçu ont été enregistrés en Saskatchewan, à Terre-Neuve-et-Labrador et à l'Île-du-Prince-Édouard. En 2002-2003, l'impôt sur le revenu des particuliers en Ontario a continué de diminuer, tandis que l'impôt des sociétés a augmenté de 0,3 milliard de dollars. En Alberta, l'impôt sur le revenu des particuliers a crû

Hausse marquée des taxes à la consommation

L'administration fédérale a perçu 44,4 milliards de dollars en taxes à la consommation, en hausse de 4,7 milliards de dollars par rapport à 2001-2002. Ceci reflète la vigueur de la construction résidentielle neuve et des achats de biens durables. La taxe sur les produits et services a représenté près des trois quarts des taxes perçues (31,3 milliards de dollars), tandis que les droits de douane, les taxes sur le tabac et sur l'essence et les autres taxes ont représenté le reste. Les nouveaux droits pour la sécurité des passagers du transport aérien perçus par l'administration fédérale ont généré des recettes de 0,4 milliard de dollars.

À l'échelon provincial, les taxes à la consommation ont crû de 3,6 milliards de dollars, ayant atteint 52,4 milliards de dollars en 2002-2003. Le Québec (+1,3 milliard de dollars) et l'Ontario (+1,1 milliard de dollars) ont enregistré les hausses les plus importantes. Parmi les taxes à la consommation, celles sur les boissons alcoolisées et le tabac ont augmenté de 36,2 % ou 1,3 milliard de dollars, l'Ontario ayant contribué le plus à la hausse (+0,5 milliard de dollars) observée dans cette catégorie, et l'Alberta ayant enregistré le taux de croissance le plus élevé, soit 66 %.

Ralentissement de la croissance des dépenses

Une baisse de 3,6 milliards de dollars du service de la dette fédérale ainsi qu'une diminution de près de 0,7 milliard de dollars des subventions fédérales à l'agriculture et des indemnités versées aux compagnies aériennes, ont contribué à ralentir les dépenses. La baisse des indemnités versées aux compagnies aériennes a fait suite au retour à la normale des activités après les événements du 11 septembre 2001.

Le service de la dette provinciale a diminué à un rythme plus lent (-0,8 milliard de dollars) que celui de l'administration fédérale, principalement en raison de la croissance de la dette. En ce qui a trait aux autres dépenses, presque toutes les catégories ont connu des hausses, pour atteindre un total de 242,2 milliards de dollars, soit 1,8 % de plus qu'en 2001-2002. Parmi les provinces et les territoires, l'Alberta a affiché des dépenses plus faibles en 2002-2003, alors que l'important programme de rabais au chapitre des coûts de l'énergie a pris fin, et la Saskatchewan a réduit ses paiements aux agriculteurs par rapport à l'année précédente.

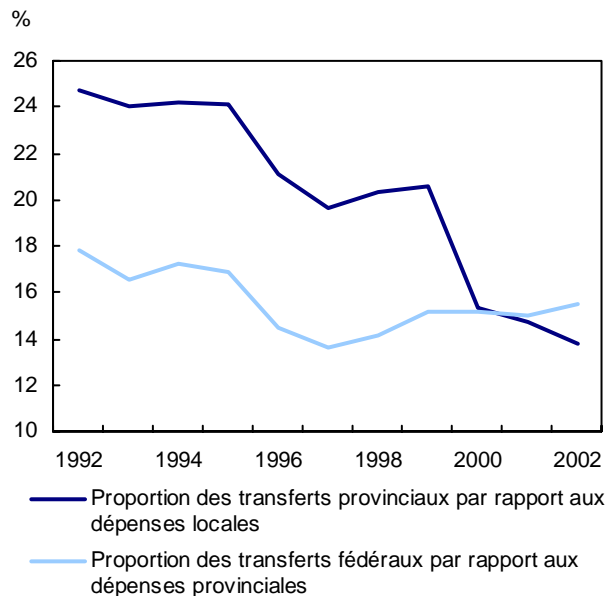
Les recettes des municipalités n'augmentent pas au même rythme que les dépenses

Les administrations publiques générales locales (qui excluent les conseils scolaires) ont vu la croissance de leurs recettes tirer de l'arrière par rapport à celle des dépenses au cours des trois dernières années, ce qui a entraîné un déficit de 41 millions de dollars, le premier en cinq ans. En 2002, les recettes municipales ont augmenté de 666 millions de dollars, ou de 1,4 %. Une hausse de 815 millions de dollars des impôts fonciers et des impôts connexes, la principale source de revenus des municipalités, a contribué à réduire le déficit, du fait qu'elle a contrebalancé une réduction de 302 millions de dollars des transferts provinciaux. Les déficits en 2002 se sont principalement concentrés en Ontario (-314 millions de dollars), en Colombie-Britannique (-199 millions de dollars) et au Québec (-155 millions de dollars). L'Alberta (686 millions de dollars), Terre-Neuve-et-Labrador (37 millions de dollars) et la

Saskatchewan (27 millions de dollars) sont les seules provinces à avoir enregistré un excédent.

Au cours des trois dernières années, les recettes provenant des administrations provinciales ont poursuivi leur tendance à la baisse, représentant 14,6 % des dépenses municipales, ce qui a forcé les municipalités à dépendre davantage de leurs propres sources de revenus. Ces pourcentages ont varié d'une province à l'autre, allant de 4 % en Colombie-Britannique à 27 % à Terre-Neuve-et-Labrador. Dans les territoires, le Yukon a enregistré un pourcentage de 29 %, tandis que les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont affiché des pourcentages de 48 % et de 58 % respectivement.

Transferts fédéraux et provinciaux



Ratio des transferts fédéraux par rapport aux dépenses provinciales en hausse pour la première fois en deux ans

Les transferts reçus par les provinces de l'administration fédérale ont compensé dans une proportion de 15,5 %, ou 37,7 milliards de dollars, l'ensemble des dépenses des provinces en 2002-2003. Ces pourcentages ont varié d'une province et d'un territoire à l'autre, allant de 10 % en Alberta à 35 % à Terre-Neuve-et-Labrador. Ce ratio est de 80 % au Yukon et au Nunavut et de 50 % dans les Territoires du Nord-Ouest.

Les excédents les plus importants aux niveaux provincial et local sont enregistrés en Alberta

En 2002-2003, quatre des treize administrations provinciales et territoriales du Canada, dont l'Alberta affichant un excédent de 1,5 milliard de dollars, ont enregistré au total un excédent de 1,6 milliard de dollars. Au niveau local (qui inclut les conseils scolaires), l'Alberta a aussi affiché l'excédent le plus important (0,7 milliard de dollars) pour la troisième année consécutive, tandis que l'excédent de l'Ontario a atteint 0,4 milliard de dollars. Au total, l'excédent des administrations locales s'est chiffré à 0,7 milliard de dollars.

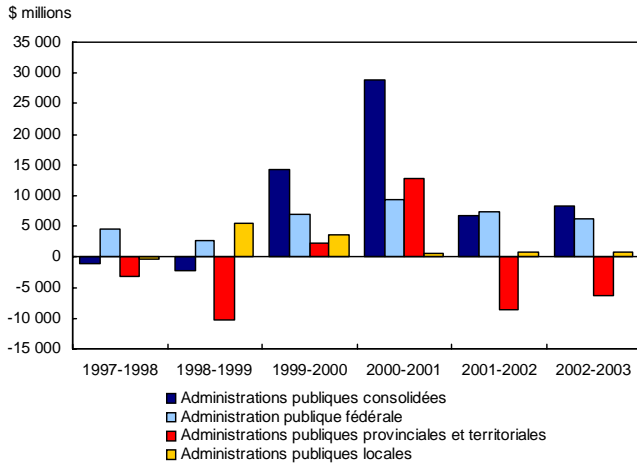
Le Régime de pensions du Canada a enregistré des excédents substantiels au cours des dernières années, passant de 5,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 6,6 milliards de dollars en 2002-2003. L'administration fédérale a enregistré un quatrième excédent consécutif, soit 6,3 milliards de dollars, en baisse de 1,1 milliard de dollars par rapport à l'année précédente.

Stabilité des salaires et traitement des administrations publiques en proportion des salaires totaux

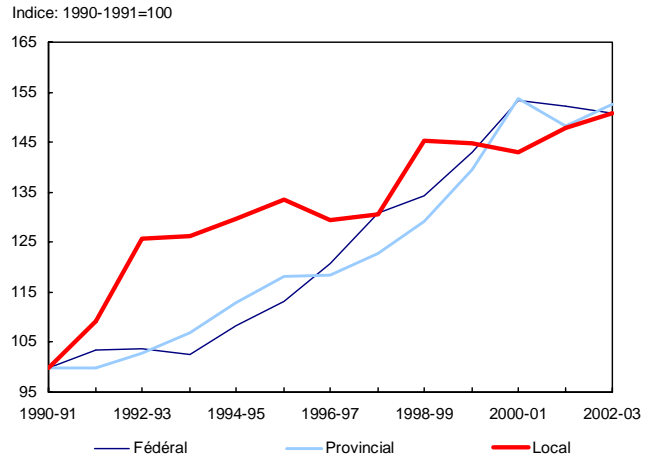
Les salaires et traitements versés par les administrations publiques (y compris les écoles, les hôpitaux, et autres) ont atteint 112,6 milliards de dollars en 2002, en hausse de 4,8 % par rapport à 2001. Les salaires et traitements ont représenté 25,6 % de toutes les dépenses des administrations publiques. La masse salariale des administrations publiques a aussi représenté 21,3 % de la valeur totale des salaires et traitements versés aux employés salariés au Canada en 2002, soit le même pourcentage que pour les deux dernières années.

On comptait 82 employés de la fonction publique par 1 000 habitants en 2002, soit le même nombre qu'en 1969 et que pour les trois dernières années. Le niveau le plus élevé a été enregistré en 1991, soit 97 employés par 1 000 habitants.

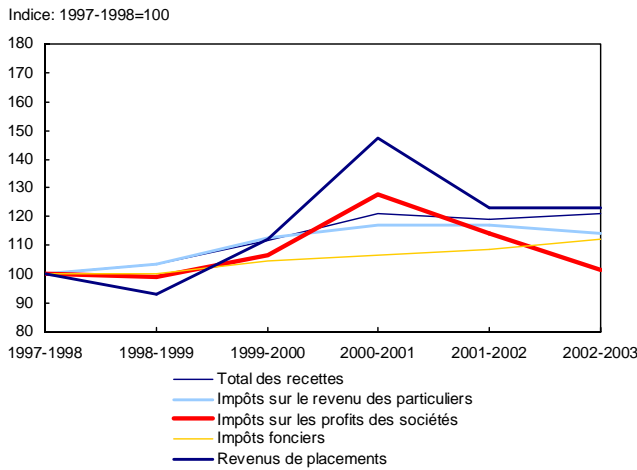
Graphique 1
Excédent (déficit) public selon le palier d'administration publique



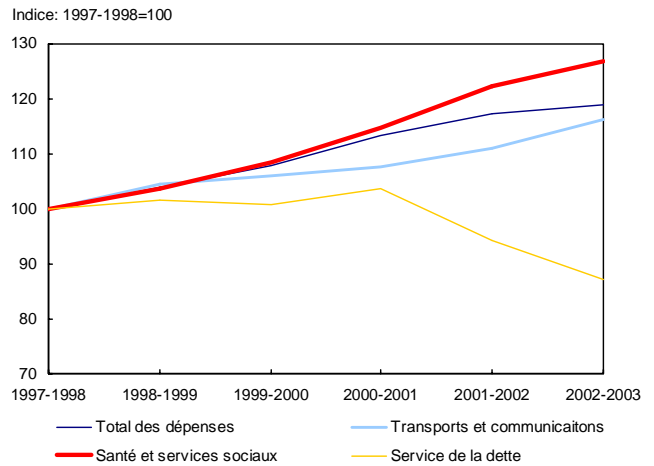
Graphique 2
Tendances des recettes, selon le palier d'administration publique



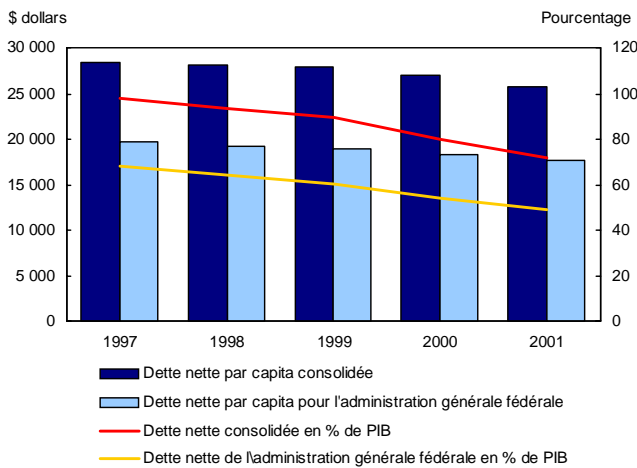
Graphique 3
Recettes consolidées des administrations publiques



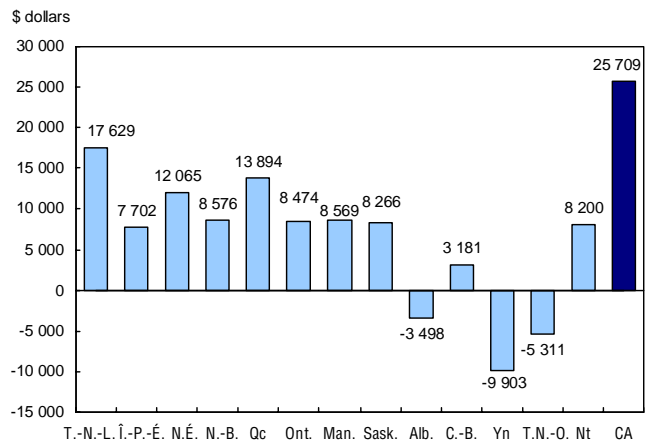
Graphique 4
Dépenses consolidées des administrations publiques



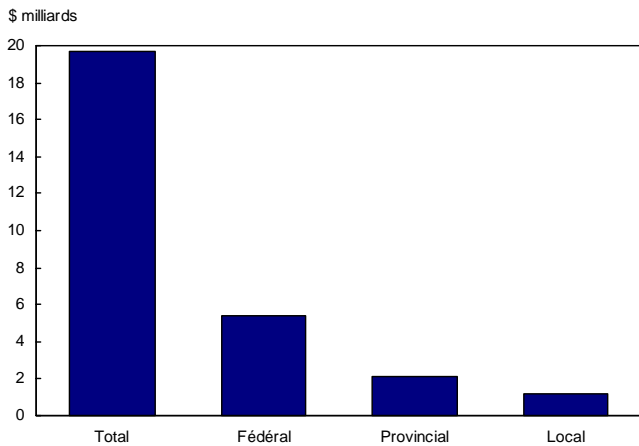
Graphique 5
Dettes nettes par habitant et % de PIB, au 31 mars



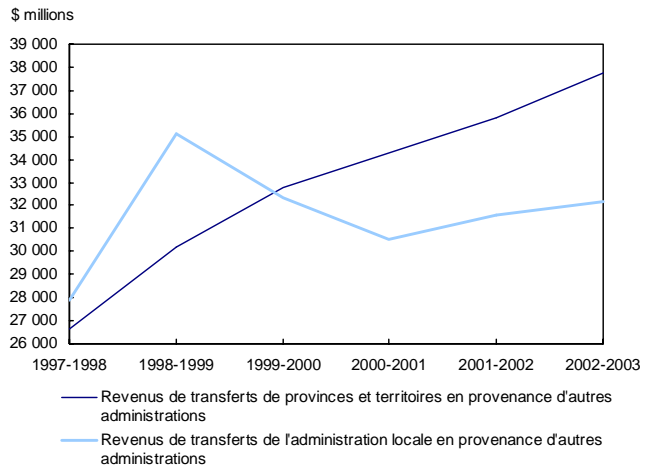
Graphique 6
Nette dette par habitant de l'administrations publiques provinciales, territoriales et locales consolidées (31 mars, 2001)



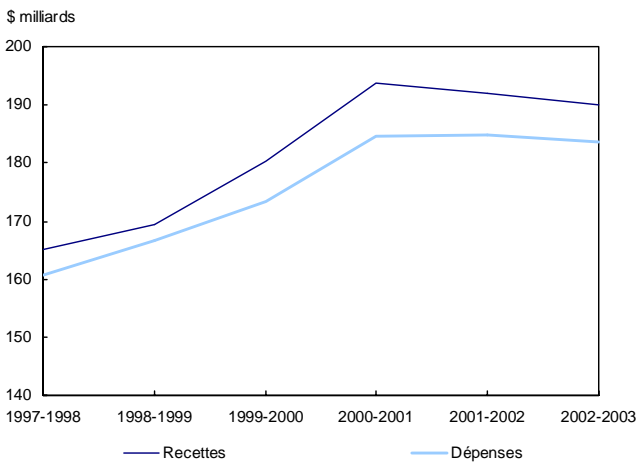
Graphique 7
Variation des salaires et traitements par niveau de gouvernement, 2002 vs 1997



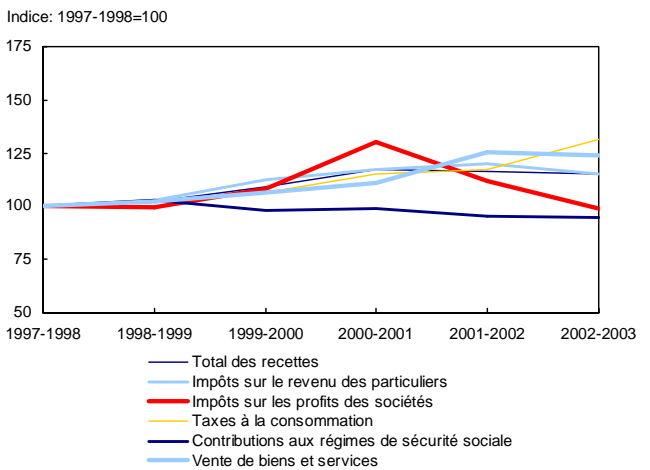
Graphique 8
Revenus de transferts en provenance d'autres administrations



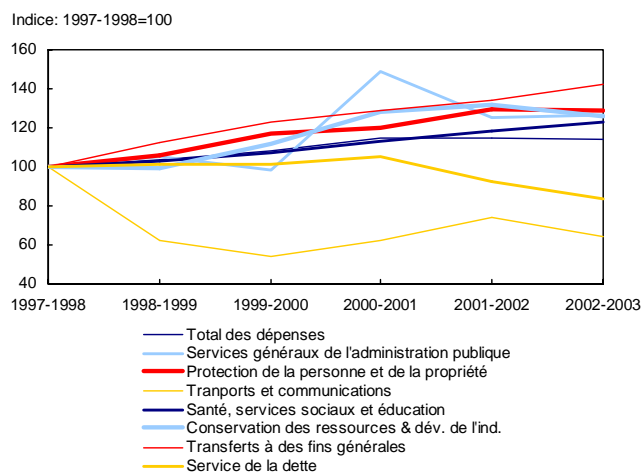
Graphique 9
Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale



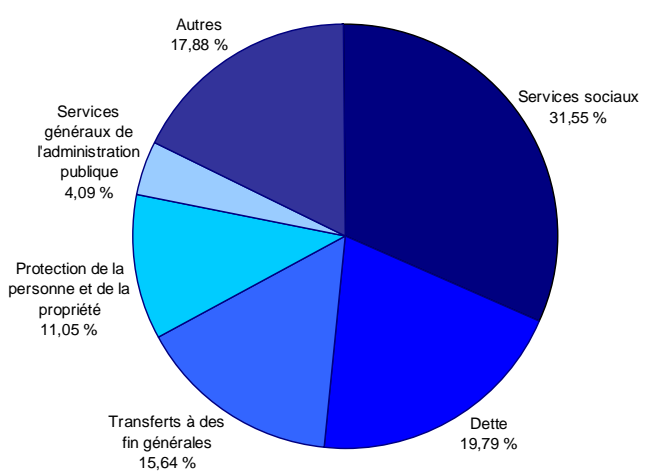
Graphique 10
Recettes de l'administration publique générale fédérale



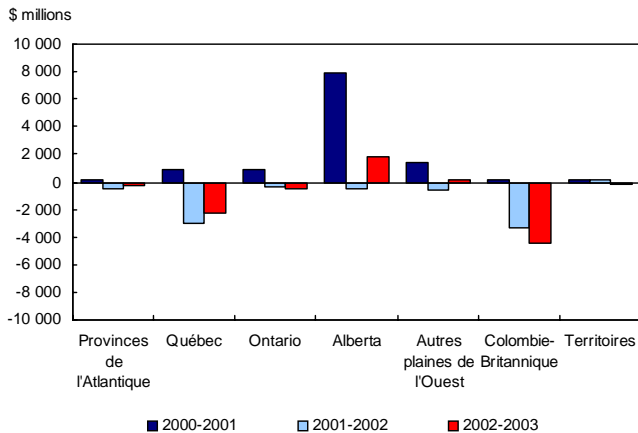
Graphique 11
Dépenses de l'administration publique générale fédérale



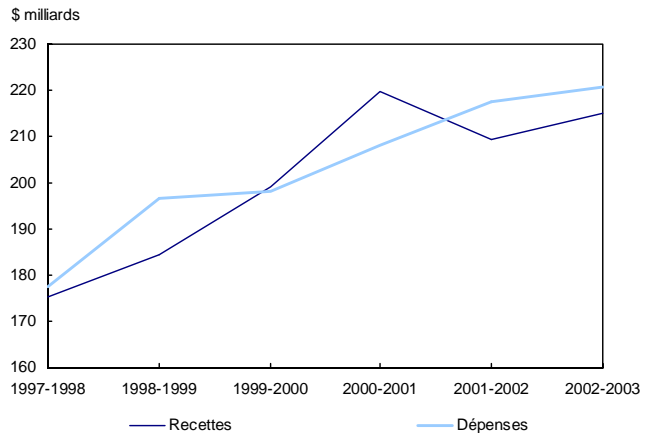
Graphique 12
Dépenses de l'administration publique générale fédérale – 2001-2002



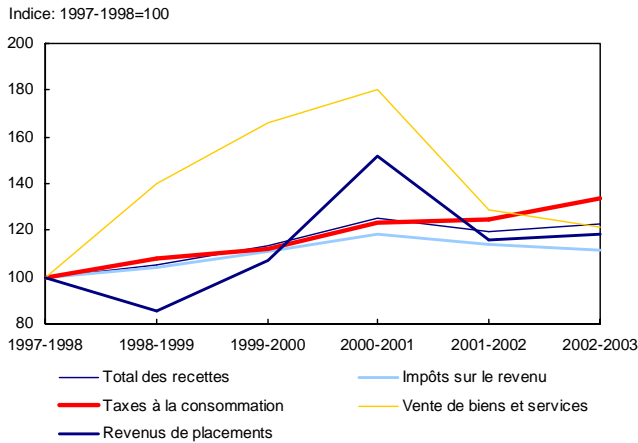
Graphique 13
Surplus (déficit) des administrations publiques générales provinciales et territoriales



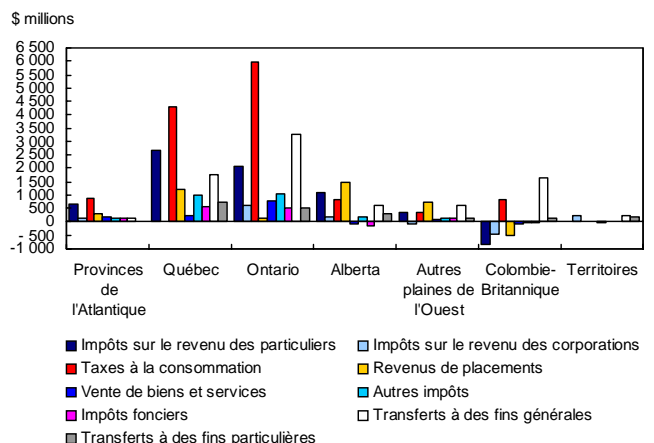
Graphique 14
Recettes et dépenses de l'administrations publiques générales provinciales et territoriales



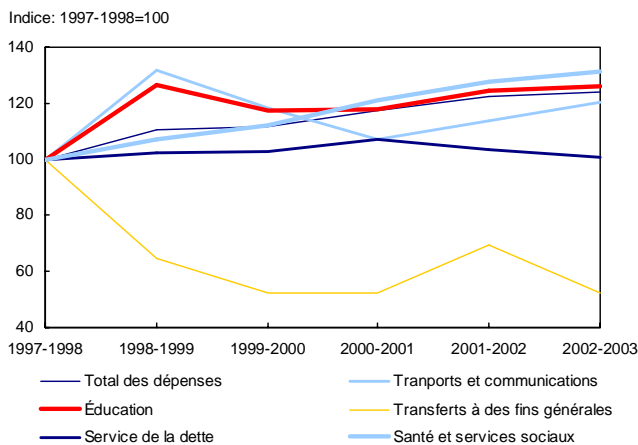
Graphique 15
Recettes des administrations publiques générales provinciales et territoriales



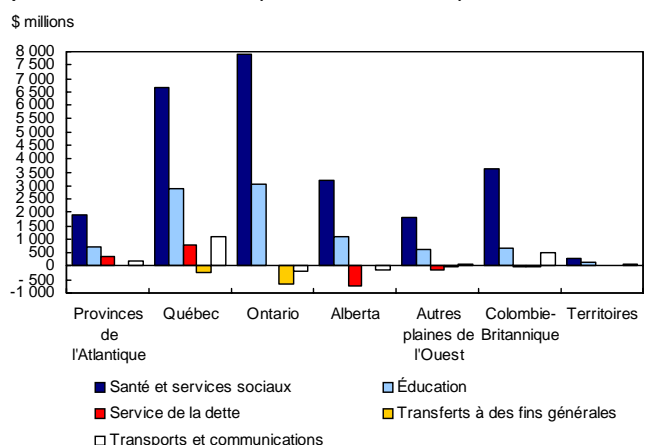
Graphique 16
Croissance de recettes des administrations publiques générales provinciales et territoriales (1997-1998 à 2002-2003)



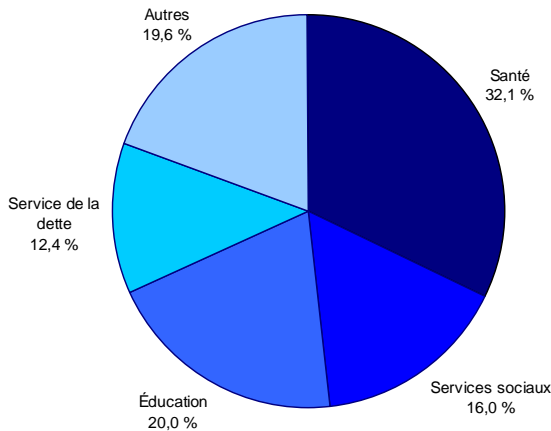
Graphique 17
Dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales



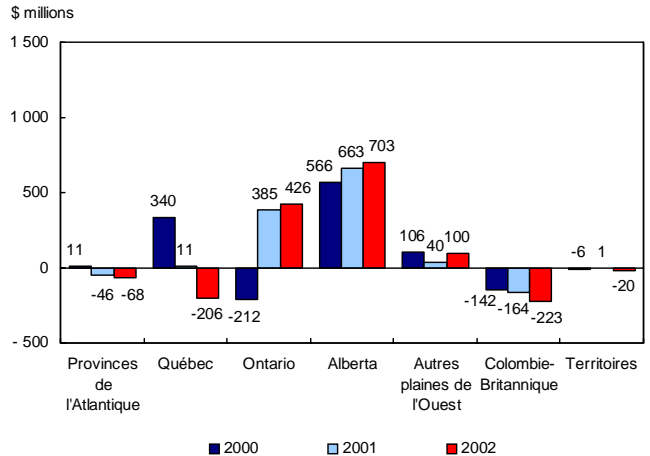
Graphique 18
Croissance de dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales (1997-1998 à 2002-2003)



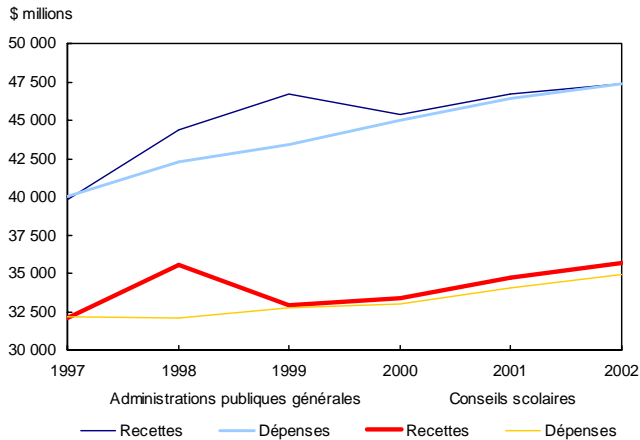
Graphique 19
Dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales – 2002-2003



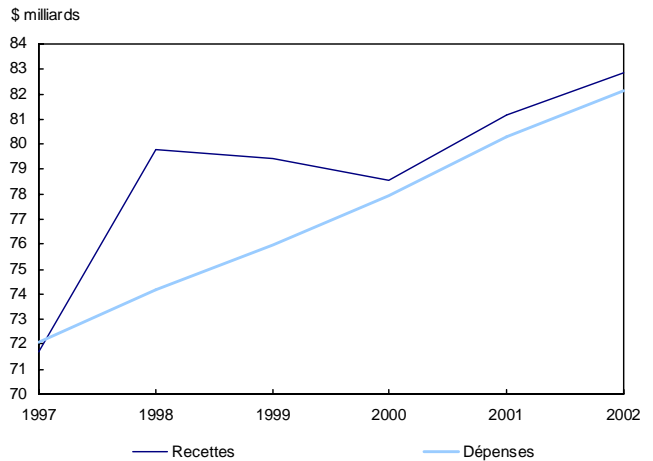
Graphique 20
Surplus (déficit) des administrations publiques locales



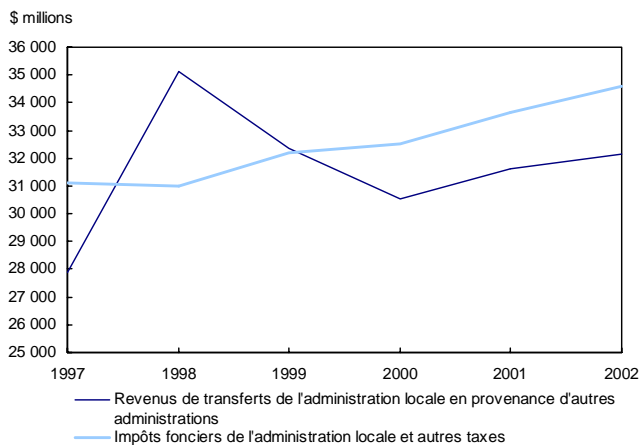
Graphique 21
Surplus (déficit) des administrations publiques générales locales, commissions scolaires



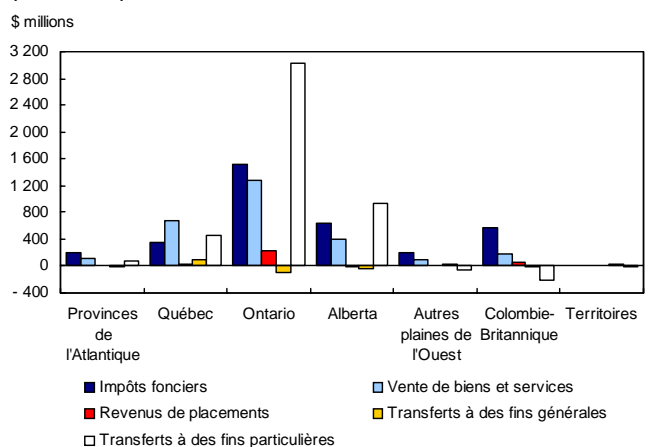
Graphique 22
Recettes et dépenses de l'administrations publiques locales



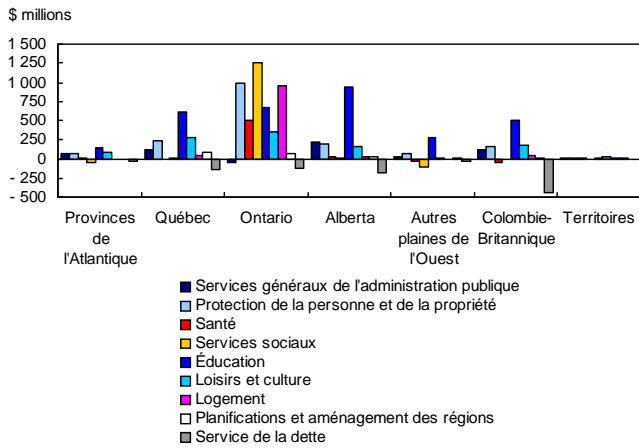
Graphique 23
Administrations publiques locales : Revenus de transferts vs. Impôts fonciers



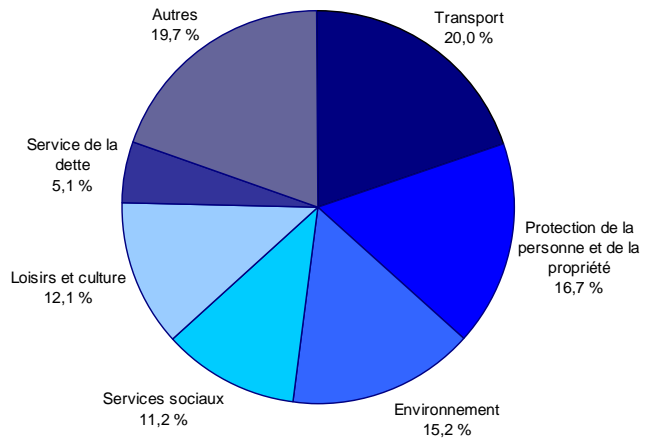
Graphique 24
Croissance de recettes des administrations publiques locales (1997 à 2002)



Graphique 25
Croissance de dépenses des administrations publiques locales (1997 à 2002)



Graphique 26
Dépenses des administrations publiques générales locales – 2002



Produits et services

Lectures suggérées

Choisies parmi les publications de Statistique Canada

| Titre | |
|--|------------|
| Systeme de gestion financière , occasionnel, bilingue | 68F0023XIB |
| L'observateur économique canadien , mensuel, bilingue | 11-010-XPB |
| Le contrôle et la vente des boissons alcooliques au Canada , annuel, bilingue | 63-202-XIB |
| L'emploi et le revenu en perspective , trimestriel, édition anglais et français | 75-001-XPB |

Vous pouvez aussi faire des recherches dans le *catalogue* de Statistique Canada, qui comprend la liste de tous les produits et services courants offerts par Statistique Canada.

Tableau 1.0

Emploi et salaires et traitements dans le secteur public - Distribution selon les composantes du secteur public, pour les années 1991 à 2002 (Système de gestion financière)

| | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 |
|---|-------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Nombre moyen d'employés | | | | | |
| Emploi dans le secteur public | | | | | | |
| Secteur public | 3 056 779 | 3 063 235 | 3 037 477 | 3 002 690 | 2 957 835 | 2 851 331 |
| Gouvernement | 2 705 852 | 2 724 781 | 2 711 896 | 2 679 068 | 2 648 900 | 2 578 503 |
| Administration publique générale fédérale | 415 387 | 411 278 | 404 734 | 394 106 | 371 053 | 356 099 |
| Administrations publiques générales, provinciales et territoriales | 378 716 | 378 449 | 371 084 | 360 370 | 358 416 | 335 063 |
| Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales | 746 190 | 749 184 | 744 367 | 739 279 | 737 226 | 707 571 |
| Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales | 276 826 | 281 619 | 281 720 | 276 153 | 274 800 | 272 623 |
| Administrations publiques générales, locales | 363 221 | 370 641 | 368 906 | 366 132 | 366 470 | 358 942 |
| Commissions scolaires locale | 525 512 | 533 609 | 541 085 | 543 029 | 540 935 | 548 205 |
| Entreprises publiques | 350 927 | 338 454 | 325 581 | 323 622 | 308 935 | 272 828 |
| Entreprises publiques, fédérales | 147 856 | 140 647 | 136 429 | 143 784 | 135 763 | 101 340 |
| Entreprises publiques, provinciales et territoriales | 151 501 | 147 030 | 138 910 | 130 280 | 126 371 | 124 542 |
| Entreprises publiques, locales | 51 570 | 50 777 | 50 243 | 49 557 | 46 802 | 46 945 |
| | Millions de dollars | | | | | |
| Secteur public salaires et traitements | | | | | | |
| Secteur public | 102 910 | 107 284 | 108 344 | 107 499 | 106 450 | 102 525 |
| Gouvernement | 89 296 | 93 678 | 94 891 | 94 204 | 93 458 | 91 285 |
| Administration publique générale fédérale | 16 240 | 17 027 | 16 730 | 16 481 | 15 703 | 14 821 |
| Administrations publiques générales, provinciales et territoriales | 14 390 | 14 960 | 14 998 | 15 187 | 15 315 | 13 623 |
| Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales | 19 100 | 19 938 | 20 439 | 19 911 | 19 673 | 20 267 |
| Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales | 8 778 | 9 179 | 9 411 | 9 359 | 9 376 | 9 462 |
| Administrations publiques générales, locales | 11 402 | 12 163 | 12 420 | 12 432 | 12 534 | 12 559 |
| Commissions scolaires locale | 19 387 | 20 410 | 20 891 | 20 834 | 20 856 | 20 553 |
| Entreprises publiques | 13 614 | 13 606 | 13 453 | 13 295 | 12 992 | 11 240 |
| Entreprises publiques, fédérales | 5 131 | 4 908 | 4 984 | 5 244 | 5 103 | 3 475 |
| Entreprises publiques, provinciales et territoriales | 6 333 | 6 484 | 6 267 | 5 911 | 5 813 | 5 694 |
| Entreprises publiques, locales | 2 149 | 2 214 | 2 203 | 2 140 | 2 077 | 2 071 |

Tableau 1.0

Emploi et salaires et traitements dans le secteur public - Distribution selon les composantes du secteur public, pour les années 1991 à 2002 (Système de gestion financière) - Fin

| | 1997 | 1998 | 1999 ^r | 2000 ^r | 2001 ^r | 2002 ^p |
|---|-------------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Nombre moyen d'employés | | | | | |
| Emploi dans le secteur public | | | | | | |
| Secteur public | 2 789 257 | 2 779 802 | 2 773 810 | 2 790 360 | 2 808 898 | 2 840 758 |
| Gouvernement | 2 530 831 | 2 518 900 | 2 511 983 | 2 524 255 | 2 542 558 | 2 576 857 |
| Administration publique générale fédérale | 337 713 | 330 981 | 331 646 | 339 434 | 348 863 | 359 481 |
| Administrations publiques générales, provinciales et territoriales | 338 712 | 335 035 | 336 605 | 338 061 | 338 654 | 333 868 |
| Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales | 692 242 | 695 118 | 689 762 | 692 134 | 697 227 | 715 780 |
| Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales | 270 740 | 270 238 | 269 145 | 272 985 | 275 887 | 280 745 |
| Administrations publiques générales, locales | 350 426 | 341 046 | 341 485 | 340 827 | 341 339 | 344 609 |
| Commissions scolaires locale | 540 999 | 546 481 | 543 340 | 540 815 | 540 587 | 542 374 |
| Entreprises publiques | 258 426 | 260 903 | 261 827 | 266 104 | 266 340 | 263 901 |
| Entreprises publiques, fédérales | 92 311 | 91 359 | 89 990 | 89 743 | 89 131 | 88 429 |
| Entreprises publiques, provinciales et territoriales | 119 690 | 122 758 | 124 422 | 128 156 | 128 047 | 125 185 |
| Entreprises publiques, locales | 46 425 | 46 786 | 47 414 | 48 206 | 49 162 | 50 287 |
| | Millions de dollars | | | | | |
| Secteur public salaires et traitements | | | | | | |
| Secteur public | 101 356 | 103 039 | 107 750 | 114 635 | 117 060 | 121 074 |
| Gouvernement | 90 308 | 91 825 | 96 156 | 102 560 | 104 684 | 108 963 |
| Administration publique générale fédérale | 14 471 | 14 474 | 16 013 | 19 181 | 18 689 | 19 850 |
| Administrations publiques générales, provinciales et territoriales | 13 645 | 13 701 | 14 170 | 14 849 | 15 506 | 15 786 |
| Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales | 20 137 | 21 131 | 22 175 | 23 295 | 24 145 | 24 773 |
| Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales | 9 304 | 9 566 | 10 053 | 10 641 | 10 628 | 11 100 |
| Administrations publiques générales, locales | 12 313 | 12 045 | 12 125 | 12 458 | 13 016 | 13 498 |
| Commissions scolaires locale | 20 437 | 20 909 | 21 620 | 22 137 | 22 700 | 23 956 |
| Entreprises publiques | 11 048 | 11 214 | 11 594 | 12 075 | 12 376 | 12 110 |
| Entreprises publiques, fédérales | 3 425 | 3 472 | 3 465 | 3 647 | 3 519 | 3 423 |
| Entreprises publiques, provinciales et territoriales | 5 596 | 5 640 | 5 956 | 6 173 | 6 511 | 6 240 |
| Entreprises publiques, locales | 2 027 | 2 102 | 2 173 | 2 254 | 2 345 | 2 448 |

Tableau 1.1

Emploi et salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour l'année 2002^P
(Système de gestion financière)

| | Terre-Neuve- et-Labrador | Île-du- Prince- Édouard | Nouvelle- Écosse | Nouveau- Brunswick | Québec | Ontario | Manitoba |
|---|-----------------------------|-------------------------------|---------------------|-----------------------|-----------------|-----------------|----------------|
| Nombre moyen d'employés | | | | | | | |
| Emploi dans le secteur public | | | | | | | |
| Secteur public³ | 54 849 | 15 904 | 103 770 | 79 104 | 700 955 | 986 251 | 142 253 |
| Gouvernement | 51 464 | 15 389 | 97 291 | 71 625 | 638 288 | 881 444 | 127 858 |
| Administration publique générale fédérale | 6 958 | 3 581 | 23 146 | 13 391 | 73 981 | 146 404 | 15 682 |
| Administrations publiques générales, provinciales et territoriales | 10 240 | 3 305 | 11 108 | 26 840 | 87 738 | 84 097 | 18 971 |
| Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales | 16 037 | 3 795 | 29 068 | 22 980 | 214 696 | 197 364 | 39 135 |
| Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales | 4 657 | 1 548 | 7 926 | 2 766 | 66 147 | 94 043 | 14 766 |
| Administrations publiques générales, locales | 3 774 | 458 | 10 244 | 5 647 | 75 186 | 146 316 | 14 353 |
| Commissions scolaires locale | 9 798 | 2 702 | 15 800 | . | 120 539 | 213 220 | 24 950 |
| Entreprises publiques | 3 384 | 515 | 6 479 | 7 480 | 62 666 | 104 807 | 14 395 |
| Entreprises publiques, fédérales | 1 302 | 252 | 3 809 | 2 321 | 19 522 | 36 695 | 5 056 |
| Entreprises publiques, provinciales et territoriales | 2 082 | 263 | 2 183 | 4 773 | 34 353 | 34 845 | 7 544 |
| Entreprises publiques, locales | . | . | 486 | 386 | 8 792 | 33 267 | 1 795 |
| Millions de dollars | | | | | | | |
| Secteur public salaires et traitements | | | | | | | |
| Secteur public | 2 273,1 | 611,7 | 4 257,5 | 3 120,9 | 28 871,8 | 45 023,6 | 5 093,6 |
| Gouvernement | 2 140,8 | 595,6 | 3 947,1 | 2 834,8 | 25 749,5 | 39 885,8 | 4 509,8 |
| Administration publique générale fédérale | 374,1 | 179,2 | 1 271,5 | 694,5 | 3 889,4 | 8 273,7 | 821,2 |
| Administrations publiques générales, provinciales et territoriales | 346,6 | 126,3 | 472,7 | 1 086,0 | 4 133,2 | 4 220,9 | 734,8 |
| Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales | 708,7 | 127,0 | 907,5 | 665,5 | 6 718,4 | 7 311,2 | 1 167,0 |
| Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales | 225,2 | 44,7 | 377,3 | 190,8 | 2 882,9 | 4 059,7 | 386,0 |
| Administrations publiques générales, locales | 94,1 | 15,4 | 232,9 | 198,0 | 2 942,7 | 5 881,4 | 446,6 |
| Commissions scolaires locale | 392,0 | 103,0 | 685,2 | . | 5 182,8 | 10 138,8 | 954,2 |
| Entreprises publiques | 132,3 | 16,1 | 310,4 | 286,1 | 3 122,3 | 5 137,8 | 583,8 |
| Entreprises publiques, fédérales | 42,6 | 8,9 | 236,1 | 52,4 | 652,6 | 1 598,2 | 139,8 |
| Entreprises publiques, provinciales et territoriales | 89,7 | 7,2 | 60,5 | 221,5 | 2 036,5 | 1 897,5 | 373,7 |
| Entreprises publiques, locales | . | . | 13,8 | 12,2 | 433,2 | 1 642,1 | 70,3 |

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données sont pour l'administration publique fédérale.

³ Les chiffres peuvent ne pas être égaux au total à cause de l'arrondissement.

⁴ Inclus dans les données de l'administration publique générale provinciale.

Tableau 1.1

**Emploi et salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour l'année 2002^p
 (Système de gestion financière) - Fin**

| | Saskat- chewan | Alberta | Colombie- Britannique | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Extérieur du Canada ² | Total |
|--|-------------------|-----------------|--------------------------|----------------|---------------------------------|----------------|--|------------------|
| Nombre moyen d'employés | | | | | | | | |
| Emploi dans le secteur public | | | | | | | | |
| Secteur public³ | 117 831 | 257 247 | 362 075 | 4 641 | 7 249 | 5 165 | 3 053 | 2 840 758 |
| Gouvernement | 102 688 | 241 554 | 329 147 | 4 641 | 7 249 | 5 165 | 3 053 | 2 576 857 |
| Administration publique générale fédérale | 9 089 | 25 881 | 36 053 | 853 | 1 102 | 308 | 3 053 | 359 481 |
| Administrations publiques générales, provinciales et territoriales | 15 076 | 28 175 | 39 049 | 3 279 | 3 687 | 2 302 | . | 333 868 |
| Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales | 35 731 | 66 062 | 88 924 | 26 | 949 | 1 013 | . | 715 780 |
| Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales | 9 841 | 26 594 | 52 455 | . | . | . | . | 280 745 |
| Administrations publiques générales, locales | 13 068 | 37 990 | 34 401 | 483 | 1 147 | 1 542 | . | 344 609 |
| Commissions scolaires locale | 19 884 | 56 851 | 78 266 | . ⁴ | 364 | . ⁴ | . | 542 374 |
| Entreprises publiques | 15 142 | 15 693 | 32 927 | . | . | . | . | 263 901 |
| Entreprises publiques, fédérales | 3 044 | 7 899 | 8 362 | . | . | . | . | 88 429 |
| Entreprises publiques, provinciales et territoriales | 11 625 | 2 960 | 24 383 | . | . | . | . | 125 185 |
| Entreprises publiques, locales | 473 | 4 835 | 182 | . | . | . | . | 50 287 |
| Millions de dollars | | | | | | | | |
| Secteur public salaires et traitements | | | | | | | | |
| Secteur public | 4 308,7 | 11 000,9 | 15 100,7 | 290,1 | 482,8 | 324,4 | 283,7 | 121 073,7 |
| Gouvernement | 3 723,1 | 10 408,2 | 13 787,7 | 290,1 | 482,8 | 324,4 | 283,7 | 108 963,4 |
| Administration publique générale fédérale | 486,7 | 1 373,2 | 2 034,4 | 56,1 | 84,8 | 26,9 | 283,7 | 19 849,6 |
| Administrations publiques générales, provinciales et territoriales | 662,1 | 1 264,4 | 2 083,2 | 200,6 | 265,1 | 190,0 | . | 15 785,9 |
| Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales | 956,3 | 2 626,5 | 3 441,7 | 14,3 | 73,8 | 55,3 | . | 24 773,3 |
| Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales | 375,6 | 1 123,7 | 1 433,8 | . | . | . | . | 11 099,7 |
| Administrations publiques générales, locales | 425,6 | 1 538,0 | 1 618,4 | 19,0 | 33,9 | 52,1 | . | 13 498,3 |
| Commissions scolaires locale | 816,8 | 2 482,4 | 3 176,2 | . ⁴ | 25,1 | . ⁴ | . | 23 956,5 |
| Entreprises publiques | 585,6 | 592,6 | 1 313,0 | . | . | . | . | 12 110,3 |
| Entreprises publiques, fédérales | 57,4 | 273,9 | 353,6 | . | . | . | . | 3 422,6 |
| Entreprises publiques, provinciales et territoriales | 510,3 | 72,5 | 951,6 | . | . | . | . | 6 239,8 |
| Entreprises publiques, locales | 17,9 | 246,2 | 7,8 | . | . | . | . | 2 447,9 |

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données sont pour l'administration publique fédérale.

³ Les chiffres peuvent ne pas être égaux au total à cause de l'arrondissement.

⁴ Inclus dans les données de l'administration publique générale provinciale.

Tableau 1.2

Emploi dans le secteur public et emploi par 1 000 habitants¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour les années 1991 à 2002 (Système de gestion financière)

| | Terre-Neuve-et-Labrador | Île-du-Prince-Édouard | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Québec | Ontario | Manitoba |
|--|-------------------------|-----------------------|-----------------|-------------------|---------|-----------|----------|
| Nombre moyen d'employés | | | | | | | |
| Emploi dans le secteur public | | | | | | | |
| 1991 | 61 301 | 16 472 | 120 723 | 84 750 | 764 396 | 1 089 566 | 144 002 |
| 1992 | 61 832 | 15 720 | 118 737 | 84 763 | 775 107 | 1 083 204 | 144 598 |
| 1993 | 60 363 | 15 468 | 117 460 | 84 442 | 773 524 | 1 071 681 | 143 927 |
| 1994 | 58 989 | 15 711 | 114 492 | 82 202 | 785 985 | 1 051 084 | 141 403 |
| 1995 | 57 933 | 15 522 | 110 747 | 81 720 | 771 116 | 1 031 274 | 139 846 |
| 1996 | 55 861 | 16 134 | 108 106 | 78 956 | 734 071 | 978 767 | 134 836 |
| 1997 | 55 376 | 16 268 | 106 463 | 77 842 | 722 899 | 955 312 | 128 406 |
| 1998 | 55 655 | 16 077 | 105 308 | 77 922 | 713 065 | 949 401 | 129 346 |
| 1999 ^r | 52 472 | 15 263 | 104 886 | 78 667 | 700 456 | 948 296 | 134 440 |
| 2000 ^r | 52 729 | 15 688 | 103 865 | 78 252 | 694 028 | 962 378 | 135 118 |
| 2001 ^r | 53 154 | 15 874 | 102 868 | 78 633 | 692 882 | 974 401 | 139 173 |
| 2002 ^p | 54 849 | 15 904 | 103 770 | 79 104 | 700 955 | 986 251 | 142 253 |
| Emploi dans le secteur public par 1 000 habitants | | | | | | | |
| 1991 | 106 | 126 | 132 | 114 | 109 | 105 | 130 |
| 1992 | 107 | 120 | 129 | 114 | 109 | 103 | 130 |
| 1993 | 104 | 117 | 127 | 113 | 108 | 101 | 129 |
| 1994 | 102 | 118 | 124 | 110 | 109 | 98 | 126 |
| 1995 | 101 | 116 | 119 | 109 | 107 | 95 | 124 |
| 1996 | 99 | 119 | 116 | 105 | 101 | 89 | 119 |
| 1997 | 99 | 119 | 114 | 103 | 99 | 86 | 113 |
| 1998 | 101 | 117 | 113 | 103 | 98 | 84 | 114 |
| 1999 ^r | 97 | 111 | 112 | 104 | 95 | 83 | 118 |
| 2000 ^r | 98 | 114 | 110 | 103 | 94 | 83 | 118 |
| 2001 ^r | 99 | 115 | 109 | 104 | 94 | 83 | 121 |
| 2002 ^p | 103 | 114 | 110 | 105 | 94 | 82 | 124 |
| Pourcentage | | | | | | | |
| Taux de variation de l'emploi dans le secteur public par 1 000 habitants par rapport à l'année précédente | | | | | | | |
| 1992 | 0,7 | (4,8) | (2,1) | (0,4) | 0,7 | (1,9) | 0,1 |
| 1993 | (2,5) | (2,5) | (1,6) | (0,6) | (1,0) | (2,3) | (0,9) |
| 1994 | (1,5) | 0,6 | (2,9) | (2,8) | 1,0 | (3,1) | (2,2) |
| 1995 | (0,7) | (2,1) | (3,4) | (0,8) | (2,3) | (3,1) | (1,7) |
| 1996 | (2,3) | 3,0 | (2,6) | (3,5) | (5,2) | (6,3) | (4,0) |
| 1997 | 0,3 | 0,2 | (1,9) | (1,6) | (1,9) | (3,6) | (5,1) |
| 1998 | 2,0 | (1,2) | (1,3) | 0,1 | (1,7) | (1,9) | 0,7 |
| 1999 ^r | (4,7) | (5,6) | (0,6) | 0,9 | (2,1) | (1,2) | 3,6 |
| 2000 ^r | 1,0 | 2,3 | (1,5) | (0,9) | (1,3) | 0,0 | 0,1 |
| 2001 ^r | 1,6 | 0,7 | (0,9) | 0,6 | (0,6) | (0,4) | 2,8 |
| 2002 ^p | 3,8 | (0,4) | 0,8 | 0,6 | 0,6 | (0,3) | 2,1 |

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

³ Les données sont pour l'administration publique fédérale.

Tableau 1.2

Emploi dans le secteur public et emploi par 1 000 habitants¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour les années 1991 à 2002 (Système de gestion financière) - Fin

| | Saskatchewan | Alberta | Colombie-Britannique | Yukon | Territoires du Nord-Ouest ² | Nunavut | Extérieur du Canada ³ | Total |
|--|--------------|---------|----------------------|-------|--|---------|----------------------------------|-----------|
| Nombre moyen d'employés | | | | | | | | |
| Emploi dans le secteur public | | | | | | | | |
| 1991 | 119 649 | 297 291 | 326 997 | 4 312 | 10 949 | | 15 768 | 3 056 779 |
| 1992 | 118 240 | 297 724 | 334 857 | 4 524 | 11 099 | | 12 265 | 3 063 235 |
| 1993 | 118 045 | 288 729 | 338 506 | 4 449 | 11 325 | | 9 000 | 3 037 477 |
| 1994 | 115 481 | 274 526 | 339 647 | 4 312 | 11 505 | | 6 790 | 3 002 690 |
| 1995 | 112 882 | 267 970 | 346 477 | 4 349 | 11 390 | | 6 080 | 2 957 835 |
| 1996 | 114 496 | 258 225 | 352 601 | 4 475 | 11 196 | | 3 126 | 2 851 331 |
| 1997 | 111 188 | 248 206 | 348 078 | 4 760 | 10 838 | | 3 032 | 2 789 257 |
| 1998 | 112 844 | 252 128 | 348 697 | 4 904 | 10 773 | | 2 935 | 2 779 802 |
| 1999 ^r | 115 166 | 254 054 | 350 738 | 4 757 | 7 039 | 3 980 | 2 998 | 2 773 810 |
| 2000 ^r | 116 432 | 256 468 | 355 117 | 4 848 | 7 125 | 4 533 | 3 135 | 2 790 360 |
| 2001 ^r | 116 324 | 255 028 | 360 259 | 4 757 | 7 213 | 4 789 | 3 031 | 2 808 898 |
| 2002 ^p | 117 831 | 257 247 | 362 075 | 4 641 | 7 249 | 5 165 | 3 053 | 2 840 758 |
| Emploi dans le secteur public par 1 000 habitants | | | | | | | | |
| 1991 | 119 | 115 | 98 | 152 | 182 | ... | ... | 109 |
| 1992 | 118 | 114 | 97 | 153 | 179 | ... | ... | 108 |
| 1993 | 117 | 108 | 95 | 147 | 179 | ... | ... | 106 |
| 1994 | 114 | 102 | 93 | 144 | 178 | ... | ... | 104 |
| 1995 | 111 | 98 | 92 | 142 | 171 | ... | ... | 101 |
| 1996 | 112 | 93 | 91 | 141 | 167 | ... | ... | 96 |
| 1997 | 109 | 88 | 88 | 148 | 160 | ... | ... | 93 |
| 1998 | 110 | 87 | 87 | 155 | 160 | ... | ... | 92 |
| 1999 ^r | 112 | 86 | 87 | 154 | 172 | 149 | ... | 91 |
| 2000 ^r | 114 | 86 | 88 | 159 | 175 | 166 | ... | 91 |
| 2001 ^r | 114 | 84 | 88 | 158 | 176 | 171 | ... | 91 |
| 2002 ^p | 116 | 83 | 88 | 155 | 176 | 182 | ... | 91 |
| Pourcentage | | | | | | | | |
| Taux de variation de l'emploi dans le secteur public par 1 000 habitants par rapport à l'année précédente | | | | | | | | |
| 1992 | (1,2) | (1,4) | (0,3) | 0,7 | (1,5) | ... | ... | (1,0) |
| 1993 | (0,4) | (4,5) | (1,8) | (4,0) | 0,2 | ... | ... | (2,0) |
| 1994 | (2,5) | (6,1) | (2,6) | (2,0) | (1,0) | ... | ... | (2,2) |
| 1995 | (2,7) | (3,6) | (0,9) | (0,9) | (3,5) | ... | ... | (2,6) |
| 1996 | 0,9 | (5,0) | (0,9) | (0,7) | (2,7) | ... | ... | (4,6) |
| 1997 | (3,2) | (5,6) | (3,4) | 4,9 | (4,0) | ... | ... | (3,2) |
| 1998 | 1,2 | (0,7) | (1,1) | 4,4 | (0,2) | ... | ... | (1,2) |
| 1999 ^r | 1,9 | (1,3) | (0,1) | (0,4) | 7,4 | ... | ... | (1,0) |
| 2000 ^r | 1,4 | (0,7) | 0,4 | 3,0 | 1,7 | 11,9 | ... | (0,3) |
| 2001 ^r | 0,3 | (2,2) | 0,6 | (0,7) | 0,7 | 3,1 | ... | (0,3) |
| 2002 ^p | 1,9 | (0,9) | (0,5) | (1,5) | 0,3 | 6,0 | ... | 0,1 |

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

³ Les données sont pour l'administration publique fédérale.

Tableau 1.3

**Salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour les années 1991 à 2002
(Système de gestion financière)**

| | Terre-Neuve- et-Labrador | Île-du- Prince- Édouard | Nouvelle- Écosse | Nouveau- Brunswick | Québec | Ontario | Manitoba |
|--|-----------------------------|-------------------------------|---------------------|-----------------------|----------|----------|----------|
| Millions de dollars | | | | | | | |
| Salaires et traitements dans le secteur public | | | | | | | |
| 1991 | 2 007,1 | 484,3 | 3 782,2 | 2 615,2 | 25 052,1 | 39 442,9 | 4 562,6 |
| 1992 | 2 064,8 | 482,0 | 3 793,9 | 2 704,0 | 26 145,0 | 41 262,1 | 4 702,6 |
| 1993 | 2 068,2 | 489,6 | 3 763,2 | 2 794,9 | 26 517,5 | 41 305,8 | 4 701,8 |
| 1994 | 2 034,4 | 487,9 | 3 668,1 | 2 785,3 | 26 699,1 | 40 565,9 | 4 646,1 |
| 1995 | 2 006,9 | 480,5 | 3 508,0 | 2 791,7 | 26 468,0 | 40 181,0 | 4 579,3 |
| 1996 | 1 907,0 | 499,4 | 3 407,5 | 2 599,0 | 25 387,9 | 38 610,1 | 4 337,5 |
| 1997 | 1 874,8 | 505,9 | 3 477,8 | 2 611,4 | 24 755,6 | 37 896,2 | 4 104,3 |
| 1998 | 1 906,3 | 516,1 | 3 550,9 | 2 664,8 | 24 913,6 | 38 474,4 | 4 200,2 |
| 1999 ^r | 1 953,0 | 540,7 | 3 834,7 | 2 832,8 | 25 933,1 | 40 330,7 | 4 430,6 |
| 2000 ^r | 2 083,1 | 598,4 | 4 057,1 | 2 973,7 | 26 853,4 | 43 520,6 | 4 785,5 |
| 2001 ^r | 2 167,9 | 598,0 | 4 079,4 | 2 991,8 | 27 693,8 | 43 629,3 | 4 890,6 |
| 2002 ^p | 2 273,1 | 611,7 | 4 257,5 | 3 120,9 | 28 871,8 | 45 023,6 | 5 093,6 |
| Pourcentage | | | | | | | |
| Secteur public salaires et traitements par rapport à l'année précédente | | | | | | | |
| 1992 | 2,9 | (0,5) | 0,3 | 3,4 | 4,4 | 4,6 | 3,1 |
| 1993 | 0,2 | 1,6 | (0,8) | 3,4 | 1,4 | 0,1 | (0,0) |
| 1994 | (1,6) | (0,3) | (2,5) | (0,3) | 0,7 | (1,8) | (1,2) |
| 1995 | (1,4) | (1,5) | (4,4) | 0,2 | (0,9) | (0,9) | (1,4) |
| 1996 | (5,0) | 3,9 | (2,9) | (6,9) | (4,1) | (3,9) | (5,3) |
| 1997 | (1,7) | 1,3 | 2,1 | 0,5 | (2,5) | (1,8) | (5,4) |
| 1998 | 1,7 | 2,0 | 2,1 | 2,0 | 0,6 | 1,5 | 2,3 |
| 1999 ^r | 2,5 | 4,8 | 8,0 | 6,3 | 4,1 | 4,8 | 5,5 |
| 2000 ^r | 6,7 | 10,7 | 5,8 | 5,0 | 3,5 | 7,9 | 8,0 |
| 2001 ^r | 4,1 | (0,1) | 0,5 | 0,6 | 3,1 | 0,2 | 2,2 |
| 2002 ^p | 4,9 | 2,3 | 4,4 | 4,3 | 4,3 | 3,2 | 4,2 |

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

³ Les données sont pour l'administration publique fédérale.

Tableau 1.3
Salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour les années 1991 à 2002 (Système de gestion financière) - Fin

| | Saskatchewan | Alberta | Colombie-Britannique | Yukon | Territoires du Nord-Ouest ² | Nunavut | Extérieur du Canada ³ | Total |
|--|--------------|----------|----------------------|-------|--|---------|----------------------------------|-----------|
| Millions de dollars | | | | | | | | |
| Salaires et traitements dans le secteur public | | | | | | | | |
| 1991 | 3 514,0 | 9 150,1 | 10 780,7 | 212,5 | 540,6 | | 734,5 | 102 910,0 |
| 1992 | 3 494,4 | 9 441,6 | 11 729,8 | 231,3 | 573,1 | | 626,5 | 107 283,8 |
| 1993 | 3 542,3 | 9 551,8 | 12 262,6 | 236,8 | 585,9 | | 489,2 | 108 343,9 |
| 1994 | 3 496,8 | 9 180,6 | 12 687,8 | 232,8 | 604,1 | | 373,8 | 107 499,5 |
| 1995 | 3 539,5 | 8 635,0 | 13 052,7 | 238,5 | 602,6 | | 334,3 | 106 450,3 |
| 1996 | 3 512,0 | 8 236,0 | 12 988,4 | 242,5 | 572,3 | | 195,0 | 102 525,3 |
| 1997 | 3 554,2 | 8 413,0 | 13 142,7 | 235,6 | 552,5 | | 195,8 | 101 355,9 |
| 1998 | 3 663,3 | 8 824,4 | 13 291,2 | 234,4 | 554,9 | | 206,2 | 103 039,1 |
| 1999 ^r | 3 750,1 | 9 394,8 | 13 585,7 | 258,3 | 431,0 | 212,4 | 224,7 | 107 750,0 |
| 2000 ^r | 4 063,7 | 10 116,9 | 14 313,6 | 276,0 | 435,1 | 276,1 | 241,1 | 114 634,8 |
| 2001 ^r | 4 204,0 | 10 597,1 | 14 866,3 | 277,3 | 457,3 | 307,1 | 267,1 | 117 060,1 |
| 2002 ^p | 4 308,7 | 11 000,9 | 15 100,7 | 290,1 | 482,8 | 324,4 | 283,7 | 121 073,7 |
| Pourcentage | | | | | | | | |
| Secteur public salaires et traitements par rapport à l'année précédente | | | | | | | | |
| 1992 | (0,6) | 3,2 | 8,8 | 8,9 | 6,0 | ... | (14,7) | 4,3 |
| 1993 | 1,4 | 1,2 | 4,5 | 2,4 | 2,2 | ... | (21,9) | 1,0 |
| 1994 | (1,3) | (3,9) | 3,5 | (1,7) | 3,1 | ... | (23,6) | (0,8) |
| 1995 | 1,2 | (5,9) | 2,9 | 2,5 | (0,3) | ... | (10,6) | (1,0) |
| 1996 | (0,8) | (4,6) | (0,5) | 1,7 | (5,0) | ... | (41,7) | (3,7) |
| 1997 | 1,2 | 2,1 | 1,2 | (2,8) | (3,5) | ... | 0,4 | (1,1) |
| 1998 | 3,1 | 4,9 | 1,1 | (0,5) | 0,4 | ... | 5,3 | 1,7 |
| 1999 ^r | 2,4 | 6,5 | 2,2 | 10,2 | (22,3) | ... | 9,0 | 4,6 |
| 2000 ^r | 8,4 | 7,7 | 5,4 | 6,9 | 1,0 | 30,0 | 7,3 | 6,4 |
| 2001 ^r | 3,5 | 4,7 | 3,9 | 0,5 | 5,1 | 11,2 | 10,8 | 2,1 |
| 2002 ^p | 2,5 | 3,8 | 1,6 | 4,6 | 5,6 | 5,6 | 6,2 | 3,4 |

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

³ Les données sont pour l'administration publique fédérale.

Tableau 1.4

Dépenses consolidées par habitant des administrations publiques provinciales, territoriales et locales, exercice financier 2002-2003^P
(Système de gestion financière)

| | Terre-Neuve- et-Labrador | Île-du- Prince- Édouard | Nouvelle- Écosse | Nouveau- Brunswick | Québec | Ontario | Manitoba |
|--|-----------------------------|-------------------------------|---------------------|-----------------------|------------------|-------------------|------------------|
| | Dollars | | | | | | |
| Services généraux de l'administration publique | 292,1 | 447,6 | 151,4 | 203,6 | 350,5 | 200,5 | 327,9 |
| Protection de la personne et de la propriété | 393,8 | 326,8 | 433,1 | 429,7 | 514,9 | 554,6 | 503,2 |
| Transports et communication | 704,8 | 667,9 | 427,8 | 880,7 | 654,2 | 491,1 | 458,0 |
| Santé | 3 103,6 | 2 749,7 | 2 557,5 | 2 431,7 | 2 389,7 | 2 492,7 | 2 612,1 |
| Soins hospitaliers | 1 258,8 | 994,7 | 999,7 | 990,4 | 920,4 | 837,2 | 798,1 |
| Soins médicaux | 1 328,5 | 824,2 | 1 099,2 | 967,9 | 1 034,3 | 1 121,6 | 920,4 |
| Soins préventifs | 22,6 | 21,3 | 76,2 | 6,6 | 87,3 | 92,2 | 48,6 |
| Autres services de santé | 493,7 | 902,4 | 381,2 | 468,1 | 347,6 | 441,8 | 844,1 |
| Services sociaux | 1 130,7 | 710,5 | 904,4 | 856,9 | 2 053,0 | 1 260,5 | 1 182,4 |
| Assistance sociale | 473,0 | 575,5 | 448,0 | 301,5 | 537,2 | 523,9 | 599,5 |
| Indemnités aux victimes d'accidents du travail | 126,3 | 113,7 | 131,3 | 119,0 | 229,0 | 204,9 | 138,8 |
| Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir | | | 5,3 | | 674,7 | 3,5 | 1,7 |
| Prestations aux anciens combattants | | | | | | | |
| Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile | | | | | 70,6 | 0,4 | |
| Autres services sociaux | 531,4 | 14,2 | 318,8 | 436,4 | 541,6 | 527,8 | 442,4 |
| Éducation | 2 167,1 | 1 982,4 | 1 954,9 | 1 884,3 | 1 935,3 | 1 948,5 | 2 101,1 |
| Éducation élémentaire et secondaire | 1 219,2 | 1 215,0 | 1 011,3 | 1 010,2 | 1 034,5 | 1 162,7 | 1 229,3 |
| Éducation postsecondaire | 859,3 | 639,5 | 871,6 | 729,9 | 724,6 | 721,0 | 781,6 |
| Services particuliers de recyclage | 41,5 | 63,9 | 19,1 | 130,9 | 170,7 | 53,7 | 64,2 |
| Autre éducation | 47,1 | 63,9 | 53,0 | 11,9 | 5,5 | 11,1 | 26,0 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 310,9 | 710,5 | 333,6 | 367,6 | 402,2 | 166,0 | 274,1 |
| Environnement | 184,7 | 156,3 | 278,5 | 268,4 | 224,5 | 286,0 | 220,3 |
| Loisirs et culture | 175,3 | 213,2 | 151,4 | 193,1 | 276,5 | 201,1 | 197,8 |
| Travail, emploi et immigration | 26,4 | 35,5 | 9,5 | 38,3 | 74,9 | 6,8 | 23,4 |
| Logement | 92,3 | 71,1 | 71,0 | 79,3 | 86,3 | 138,0 | 77,2 |
| Affaires extérieures et aide internationale | | | | | | | |
| Planification et aménagement des régions | 50,9 | 14,2 | 62,5 | 56,9 | 69,2 | 26,4 | 45,1 |
| Établissements de recherche | | | 0,0 | | 53,2 | 0,2 | 0,9 |
| Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique | 22,6 | 35,5 | 11,6 | 0,0 | 31,2 | 0,0 | 0,0 |
| Service de la dette | 1 145,7 | 795,8 | 1 297,3 | 1 295,9 | 961,8 | 812,8 | 1 507,7 |
| Autres dépenses | 0,0 | 0,0 | 5,3 | 2,6 | 0,1 | 44,6 | 0,9 |
| Total des dépenses | 9 797,1 | 8 917,1 | 8 649,9 | 8 989,0 | 10 077,3 | 8 630,0 | 9 532,2 |
| Population au 1^{er} avril | 530 667 | 140 741 | 944 286 | 756 256 | 7 475 919 | 12 141 863 | 1 152 722 |

Tableau 1.4

Dépenses consolidées par habitant des administrations publiques provinciales, territoriales et locales, exercice financier 2002-2003^P
(Système de gestion financière) - Fin

| | Saskat- chewan | Alberta | Colombie- Britannique | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Total Canada |
|--|-------------------|------------------|--------------------------|-----------------|---------------------------------|-----------------|-------------------|
| | Dollars | | | | | | |
| Services généraux de l'administration publique | 297,7 | 301,3 | 213,1 | 2 305,5 | 2 249,0 | 3 746,5 | 264,7 |
| Protection de la personne et de la propriété | 517,0 | 447,9 | 550,6 | 1 770,9 | 2 079,8 | 2 543,5 | 525,5 |
| Transports et communication | 625,2 | 505,7 | 616,2 | 3 508,4 | 2 370,0 | 2 543,5 | 569,8 |
| Santé | 2 574,0 | 2 486,6 | 2 843,5 | 3 007,2 | 5 658,9 | 5 808,8 | 2 531,8 |
| Soins hospitaliers | 936,7 | 736,5 | 1 066,7 | 1 503,6 | 2 031,4 | 2 199,8 | 895,6 |
| Soins médicaux | 922,8 | 909,4 | 1 237,5 | 1 169,5 | 1 547,7 | 1 134,3 | 1 076,1 |
| Soins préventifs | 15,9 | 71,8 | 176,1 | 133,7 | 580,4 | 515,6 | 92,8 |
| Autres services de santé | 698,6 | 768,6 | 363,0 | 200,5 | 1 499,4 | 1 959,2 | 467,3 |
| Services sociaux | 1 055,8 | 979,0 | 1 151,5 | 2 572,8 | 2 563,4 | 3 471,5 | 1 376,2 |
| Assistance sociale | 305,6 | 377,0 | 463,7 | 634,9 | 725,5 | 1 787,3 | 493,5 |
| Indemnités aux victimes d'accidents du travail | 148,8 | 151,0 | 218,6 | 401,0 | 822,2 | 0,0 | 197,6 |
| Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir | 92,3 | . | . | . | 0,0 | . | 164,3 |
| Prestations aux anciens combattants | . | . | . | . | . | . | . |
| Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile | . | . | . | . | . | . | 16,9 |
| Autres services sociaux | 509,1 | 450,7 | 469,2 | 1 537,0 | 1 015,7 | 1 718,6 | 503,9 |
| Éducation | 2 046,1 | 2 197,3 | 1 838,1 | 3 742,3 | 4 933,4 | 7 114,9 | 1 976,4 |
| Éducation élémentaire et secondaire | 1 195,7 | 1 274,6 | 1 078,9 | 2 639,7 | 2 877,8 | 4 915,1 | 1 135,9 |
| Éducation postsecondaire | 732,3 | 787,7 | 682,8 | 835,3 | 1 185,0 | 1 478,0 | 733,4 |
| Services particuliers de recyclage | 109,2 | 118,9 | 50,9 | 66,8 | 338,6 | 343,7 | 91,0 |
| Autre éducation | 8,9 | 16,2 | 25,2 | 200,5 | 507,8 | 378,1 | 16,0 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 629,1 | 880,8 | 397,6 | 1 704,1 | 2 345,8 | 2 646,6 | 363,8 |
| Environnement | 272,9 | 235,9 | 274,8 | 401,0 | 749,7 | 1 203,0 | 260,7 |
| Loisirs et culture | 219,3 | 314,7 | 309,2 | 1 236,3 | 943,1 | 1 374,9 | 246,0 |
| Travail, emploi et immigration | 12,9 | 19,7 | 15,9 | 0,0 | 532,0 | 412,5 | 28,6 |
| Logement | 149,8 | 52,1 | 47,3 | 501,2 | 1 862,1 | 5 224,4 | 106,2 |
| Affaires extérieures et aide internationale | . | . | . | . | . | . | . |
| Planification et aménagement des régions | 39,7 | 50,9 | 46,6 | 735,1 | 822,2 | 1 271,7 | 47,7 |
| Établissements de recherche | 7,9 | 48,6 | 3,4 | . | . | . | 18,3 |
| Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique | 2,0 | 3,2 | 0,2 | 100,2 | 72,5 | 0,0 | 8,3 |
| Service de la dette | 982,4 | 476,8 | 728,2 | 100,2 | 435,3 | 893,7 | 864,8 |
| Autres dépenses | 3,0 | 0,6 | 4,6 | 0,0 | . | 34,4 | 18,3 |
| Total des dépenses | 9 436,8 | 9 001,7 | 9 040,2 | 21 652,0 | 27 568,9 | 38 358,4 | 9 207,0 |
| Population au 1^{er} avril | 1 007 758 | 3 146 066 | 4 162 535 | 29 928 | 41 351 | 29 094 | 31 559 186 |

Tableau 1.5

Recettes, dépenses et surplus (déficit) totaux de l'administration publique générale fédérale, exercices financiers 1992-1993 à 2002-2003 (Système de gestion financière)

| Exercice financier | Total des recettes | Total des dépenses | Surplus (déficit) | Dépenses de programmes | Service de la dette | Dépenses de programmes en pourcentage des recettes |
|--|---------------------|--------------------|-------------------|------------------------|---------------------|--|
| Canada | | | | | | |
| | Millions de dollars | | | | | Pourcentage |
| 1992-1993 | 130 873 | 171 474 | (40 602) | 132 182 | 39 292 | 101,0 |
| 1993-1994 | 129 277 | 169 709 | (40 432) | 131 810 | 37 899 | 102,0 |
| 1994-1995 | 136 648 | 173 383 | (36 736) | 131 456 | 41 927 | 96,2 |
| 1995-1996 | 142 553 | 175 765 | (33 211) | 129 073 | 46 692 | 90,5 |
| 1996-1997 | 152 541 | 166 041 | (13 499) | 121 125 | 44 916 | 79,4 |
| 1997-1998 | 165 179 | 160 672 | 4 507 | 117 229 | 43 443 | 71,0 |
| 1998-1999 | 169 379 | 166 593 | 2 786 | 122 626 | 43 967 | 72,4 |
| 1999-2000 ^f | 180 336 | 173 337 | 6 999 | 129 197 | 44 140 | 71,6 |
| 2000-2001 ^f | 193 779 | 184 568 | 9 211 | 138 918 | 45 650 | 71,7 |
| 2001-2002 ^f | 192 080 | 184 737 | 7 344 | 144 594 | 40 143 | 75,3 |
| 2002-2003 ^p | 189 939 | 183 656 | 6 283 | 147 316 | 36 340 | 77,6 |
| Par habitant ¹ | | | | | | |
| | Dollars | | | | | |
| 1992-1993 | 4 573 | 5 992 | (1 419) | 4 619 | 1 373 | ... |
| 1993-1994 | 4 467 | 5 864 | (1 397) | 4 555 | 1 310 | ... |
| 1994-1995 | 4 670 | 5 925 | (1 255) | 4 493 | 1 433 | ... |
| 1995-1996 | 4 820 | 5 943 | (1 123) | 4 364 | 1 579 | ... |
| 1996-1997 | 5 103 | 5 555 | (452) | 4 052 | 1 503 | ... |
| 1997-1998 | 5 475 | 5 326 | 149 | 3 886 | 1 440 | ... |
| 1998-1999 | 5 570 | 5 478 | 92 | 4 032 | 1 446 | ... |
| 1999-2000 ^f | 5 874 | 5 646 | 228 | 4 209 | 1 438 | ... |
| 2000-2001 ^f | 6 250 | 5 953 | 297 | 4 481 | 1 472 | ... |
| 2001-2002 ^f | 6 134 | 5 899 | 235 | 4 617 | 1 282 | ... |
| 2002-2003 ^p | 6 019 | 5 819 | 199 | 4 668 | 1 151 | ... |
| Taux de variation par habitant par rapport à l'année précédente | | | | | | |
| | Pourcentage | | | | | |
| 1993-1994 | (2,3) | (2,1) | (1,5) | (1,4) | (4,6) | ... |
| 1994-1995 | 4,5 | 1,0 | (10,1) | (1,4) | 9,4 | ... |
| 1995-1996 | 3,2 | 0,3 | (10,6) | (2,9) | 10,2 | ... |
| 1996-1997 | 5,9 | (6,5) | (59,8) | (7,1) | (4,8) | ... |
| 1997-1998 | 7,3 | (4,1) | (133,1) | (4,1) | (4,2) | ... |
| 1998-1999 | 1,7 | 2,9 | (38,7) | 3,8 | 0,4 | ... |
| 1999-2000 ^f | 5,5 | 3,1 | 148,9 | 4,4 | (0,5) | ... |
| 2000-2001 ^f | 6,4 | 5,4 | 30,3 | 6,5 | 2,4 | ... |
| 2001-2002 ^f | (1,9) | (0,9) | (21,1) | 3,0 | (12,9) | ... |
| 2002-2003 ^p | (1,9) | (1,4) | (15,1) | 1,1 | (10,2) | ... |

¹ Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.6

Dette nette, dette nette par habitant et dette nette en pourcentage du PIB de l'administration publique générale fédérale, au 31 mars des années 1992 à 2002 (Système de gestion financière)

| Année | Total de l'actif financier | Total du passif | Dette nette |
|---|----------------------------|-----------------|-------------|
| Millions de dollars | | | |
| Dette nette | | | |
| 1992 | 47 422 | 476 104 | (428 682) |
| 1993 | 43 296 | 514 357 | (471 061) |
| 1994 | 44 385 | 557 604 | (513 219) |
| 1995 | 45 192 | 595 877 | (550 685) |
| 1996 | 56 221 | 634 939 | (578 718) |
| 1997 | 62 722 | 651 124 | (588 402) |
| 1998 | 64 144 | 645 725 | (581 581) |
| 1999 | 73 921 | 648 389 | (574 468) |
| 2000 | 86 479 | 648 212 | (561 733) |
| 2001 | 99 600 | 644 900 | (545 300) |
| 2002 | 105 836 | 640 526 | (534 690) |
| Dollars | | | |
| Dette nette par habitant¹ | | | |
| 1992 | ... | ... | (15 162) |
| 1993 | ... | ... | (16 461) |
| 1994 | ... | ... | (17 734) |
| 1995 | ... | ... | (18 820) |
| 1996 | ... | ... | (19 566) |
| 1997 | ... | ... | (19 684) |
| 1998 | ... | ... | (19 278) |
| 1999 | ... | ... | (18 890) |
| 2000 | ... | ... | (18 298) |
| 2001 | ... | ... | (17 588) |
| 2002 | ... | ... | (17 074) |
| Pourcentage | | | |
| Dette nette en pourcentage du PIB | | | |
| 1992 | ... | ... | 61,9 |
| 1993 | ... | ... | 65,9 |
| 1994 | ... | ... | 68,4 |
| 1995 | ... | ... | 68,7 |
| 1996 | ... | ... | 70,6 |
| 1997 | ... | ... | 67,8 |
| 1998 | ... | ... | 64,1 |
| 1999 | ... | ... | 60,5 |
| 2000 | ... | ... | 53,9 |
| 2001 | ... | ... | 48,9 |
| 2002 | ... | ... | 47,6 |

¹ Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.7

Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales¹, par province et territoire, exercice financier 2002-2003⁹ (Système de gestion financière)

| | Terre-Neuve-et-Labrador | Île-du-Prince-Édouard | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Québec | Ontario | Manitoba |
|--|-------------------------|-----------------------|-----------------|-------------------|----------------|---------------|--------------|
| Millions de dollars | | | | | | | |
| Recettes de sources propres | 2 633 | 662 | 4 446 | 3 767 | 48 677 | 62 644 | 6 435 |
| Impôts sur le revenu | 790 | 206 | 1 648 | 1 120 | 19 634 | 25 858 | 1 935 |
| Taxes à la consommation | 1 007 | 263 | 1 662 | 1 203 | 13 130 | 22 072 | 1 864 |
| Impôts fonciers et impôts connexes | 7 | 53 | 65 | 365 | 2 053 | 2 234 | 365 |
| Autres impôts ² | 185 | 29 | 166 | 131 | 6 176 | 5 469 | 447 |
| Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments | | | 11 | | 640 | | |
| Contributions aux régimes de sécurité sociale | 133 | 24 | 180 | 106 | 1 608 | 2 600 | 147 |
| Vente de biens et services | 137 | 47 | 318 | 155 | 1 864 | 2 213 | 207 |
| Revenus de placements | 367 | 39 | 390 | 674 | 3 383 | 2 026 | 1 460 |
| Autres recettes de sources propres | 8 | 1 | 6 | 13 | 189 | 173 | 10 |
| Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ³ | 1 529 | 334 | 1 850 | 1 698 | 7 762 | 7 262 | 2 106 |
| Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ³ | 175 | 49 | 199 | 286 | 1 747 | 1 679 | 266 |
| Total des recettes | 4 337 | 1 045 | 6 495 | 5 751 | 58 186 | 71 585 | 8 807 |
| Services généraux de l'administration publique | 83 | 54 | 50 | 90 | 1 369 | 1 130 | 200 |
| Protection de la personne et de la propriété | 190 | 35 | 226 | 180 | 2 082 | 3 333 | 335 |
| Transports et communications | 314 | 84 | 267 | 547 | 2 818 | 2 593 | 272 |
| Santé | 1 325 | 310 | 2 108 | 1 683 | 16 922 | 25 614 | 2 689 |
| Services sociaux | 586 | 103 | 823 | 649 | 10 125 | 12 574 | 1 327 |
| Éducation | 955 | 229 | 1 237 | 1 240 | 12 015 | 13 352 | 1 653 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 162 | 99 | 299 | 265 | 2 852 | 1 695 | 290 |
| Environnement | 47 | 13 | 39 | 25 | 462 | 372 | 49 |
| Loisirs et culture | 47 | 19 | 59 | 40 | 832 | 399 | 108 |
| Travail, emploi et immigration | 14 | 5 | 9 | 29 | 560 | 83 | 27 |
| Logement | 48 | 5 | 66 | 60 | 366 | 970 | 82 |
| Affaires extérieures et aide internationale | . | . | . | . | . | . | . |
| Planification et aménagement des régions | 20 | 4 | 40 | 31 | 272 | 281 | 86 |
| Établissements de recherche | | | 0 | | 398 | 36 | 1 |
| Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique | 48 | 5 | 27 | 98 | 463 | 48 | 100 |
| Service de la dette | 594 | 111 | 1 186 | 975 | 8 931 | 9 182 | 1 556 |
| Autres dépenses | | | | | | 445 | |
| Total des dépenses | 4 432 | 1 074 | 6 436 | 5 913 | 60 469 | 72 106 | 8 776 |
| Surplus (déficit) | (95) | (29) | 59 | (162) | (2 283) | (521) | 31 |

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.

² Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

³ En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

Tableau 1.7

**Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales¹, par province et territoire, exercice financier 2002-2003²
 (Système de gestion financière) - Fin**

| | Saskat- chewan | Alberta | Colombie- Britannique | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Canada |
|---|-------------------|---------------|--------------------------|------------|---------------------------------|--------------|----------------|
| Millions de dollars | | | | | | | |
| Recettes de sources propres | 6 292 | 20 953 | 21 981 | 131 | 449 | 115 | 179 187 |
| Impôts sur le revenu | 1 722 | 6 991 | 5 361 | 48 | 332 | 41 | 65 687 |
| Taxes à la consommation | 1 762 | 2 922 | 6 419 | 20 | 48 | 14 | 52 386 |
| Impôts fonciers et impôts connexes | 379 | 1 102 | 2 075 | 2 | 8 | 3 | 8 712 |
| Autres impôts ² | 435 | 843 | 596 | 6 | 8 | 5 | 14 494 |
| Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments | | 935 | 1 385 | | | | 2 971 |
| Contributions aux régimes de sécurité sociale | 161 | 443 | 820 | 2 | 13 | 0 | 6 237 |
| Vente de biens et services | 320 | 437 | 532 | 17 | 14 | 42 | 6 304 |
| Revenus de placements | 1 492 | 7 246 | 4 655 | 35 | 25 | 9 | 21 800 |
| Autres recettes de sources propres | 23 | 34 | 139 | 1 | 1 | | 597 |
| Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ³ | 678 | 1 391 | 3 330 | 428 | 411 | 649 | 29 427 |
| Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ³ | 368 | 741 | 505 | 54 | 116 | 195 | 6 380 |
| Total des recettes | 7 339 | 23 085 | 25 816 | 614 | 976 | 959 | 214 994 |
| Services généraux de l'administration publique | 148 | 313 | 350 | 58 | 74 | 92 | 4 011 |
| Protection de la personne et de la propriété | 330 | 679 | 1 246 | 49 | 81 | 71 | 8 836 |
| Transports et communications | 322 | 528 | 1 698 | 96 | 80 | 58 | 9 677 |
| Santé | 2 144 | 6 771 | 10 882 | 87 | 203 | 168 | 70 905 |
| Services sociaux | 1 088 | 3 039 | 4 698 | 78 | 104 | 98 | 35 291 |
| Éducation | 1 170 | 5 285 | 6 401 | 107 | 187 | 199 | 44 030 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 605 | 2 661 | 1 602 | 50 | 98 | 82 | 10 761 |
| Environnement | 93 | 160 | 134 | 3 | 1 | 13 | 1 411 |
| Loisirs et culture | 101 | 318 | 300 | 19 | 10 | 24 | 2 278 |
| Travail, emploi et immigration | 13 | 62 | 66 | 0 | 22 | 12 | 904 |
| Logement | 149 | 111 | 119 | 15 | 71 | 134 | 2 196 |
| Affaires extérieures et aide internationale | . | . | . | . | . | . | . |
| Planification et aménagement des régions | 36 | 30 | 94 | 23 | 34 | 34 | 986 |
| Établissements de recherche | 8 | 153 | 14 | | | | 610 |
| Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique | 59 | 89 | 24 | 15 | 43 | 23 | 1 042 |
| Service de la dette | 967 | 1 073 | 2 640 | 2 | 14 | 26 | 27 257 |
| Autres dépenses | | 0 | | | | | 445 |
| Total des dépenses | 7 234 | 21 274 | 30 268 | 602 | 1 021 | 1 035 | 220 639 |
| Surplus (déficit) | 105 | 1 811 | (4 451) | 12 | (46) | (76) | (5 645) |

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.

² Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

³ En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

Tableau 1.8

Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire, exercices financiers 1992-1993 à 2002-2003 (Système de gestion financière)

| Exercice financier | Terre-Neuve-et-Labrador | Île-du-Prince-Édouard | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Québec | Ontario | Manitoba |
|--|-------------------------|-----------------------|-----------------|-------------------|---------|----------|----------|
| Millions de dollars | | | | | | | |
| Surplus (déficit) | | | | | | | |
| 1992-1993 | (314) | (82) | (910) | (249) | (5 811) | (12 145) | (518) |
| 1993-1994 | (139) | (247) | (517) | (256) | (5 663) | (10 535) | (450) |
| 1994-1995 | (20) | 9 | (142) | (160) | (6 348) | (9 048) | 129 |
| 1995-1996 | 30 | (3) | (156) | (56) | (3 791) | (7 278) | 281 |
| 1996-1997 | (14) | (41) | 106 | 57 | (3 792) | (4 831) | 90 |
| 1997-1998 | 383 | (28) | 142 | 23 | (2 534) | (3 464) | 127 |
| 1998-1999 | 101 | 5 | 49 | 121 | 410 | (4 505) | 110 |
| 1999-2000 ^r | (118) | 29 | (61) | (337) | (1 142) | 1 164 | (2) |
| 2000-2001 ^r | (124) | (31) | 317 | (28) | 873 | 896 | 244 |
| 2001-2002 ^r | (296) | (22) | (61) | (45) | (2 958) | (408) | (157) |
| 2002-2003 ^p | (95) | (29) | 59 | (162) | (2 283) | (521) | 31 |
| Dollars | | | | | | | |
| Surplus (déficit) par habitant ² | | | | | | | |
| 1992-1993 | (541) | (621) | (987) | (332) | (812) | (1 140) | (464) |
| 1993-1994 | (241) | (1 854) | (559) | (341) | (787) | (977) | (401) |
| 1994-1995 | (35) | 67 | (153) | (213) | (878) | (828) | 114 |
| 1995-1996 | 53 | (22) | (168) | (74) | (522) | (658) | 248 |
| 1996-1997 | (25) | (300) | 114 | 76 | (520) | (431) | 79 |
| 1997-1998 | 700 | (205) | 152 | 31 | (346) | (305) | 112 |
| 1998-1999 | 187 | 36 | 52 | 161 | 56 | (393) | 96 |
| 1999-2000 ^r | (219) | 210 | (65) | (446) | (155) | 100 | (2) |
| 2000-2001 ^r | (232) | (224) | 336 | (37) | 118 | 76 | 213 |
| 2001-2002 ^r | (557) | (158) | (65) | (60) | (397) | (34) | (137) |
| 2002-2003 ^p | (179) | (206) | 62 | (214) | (305) | (43) | 27 |

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.8

Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire, exercices financiers 1992-1993 à 2002-2003 (Système de gestion financière) - Fin

| Exercice financier | Saskatchewan | Alberta | Colombie-Britannique | Yukon | Territoires du Nord-Ouest ¹ | Nunavut | Canada |
|--------------------------|--------------|---------|----------------------|-------|--|---------|----------|
| Millions of dollars | | | | | | | |
| Surplus (déficit) | | | | | | | |
| 1992-1993 | (162) | (3 147) | (1 504) | (21) | 24 | | (24 839) |
| 1993-1994 | (883) | (1 267) | (187) | 28 | (32) | | (20 149) |
| 1994-1995 | 120 | 857 | (68) | 27 | (14) | | (14 658) |
| 1995-1996 | 78 | 1 149 | 50 | 24 | (14) | | (9 686) |
| 1996-1997 | 356 | 2 530 | (360) | 2 | 4 | | (5 893) |
| 1997-1998 | 289 | 2 764 | (101) | 6 | 46 | | (2 344) |
| 1998-1999 | 256 | 1 134 | (9 634) | 60 | (24) | | (11 914) |
| 1999-2000 ^r | 126 | 2 620 | (1 317) | 5 | (55) | 27 | 939 |
| 2000-2001 ^r | 1 153 | 7 929 | 208 | 50 | 102 | 12 | 11 601 |
| 2001-2002 ^r | (444) | (497) | (3 262) | 48 | 78 | (1) | (8 024) |
| 2002-2003 ^p | 105 | 1 811 | (4 451) | 12 | (46) | (76) | (5 645) |
| Dollars | | | | | | | |

Surplus (déficit) par habitant²

| | | | | | | | |
|------------------------|-------|---------|---------|-------|---------|---------|-------|
| 1992-1993 | (161) | (1 182) | (424) | (692) | 380 | ... | (868) |
| 1993-1994 | (875) | (470) | (51) | 932 | (494) | ... | (696) |
| 1994-1995 | 118 | 314 | (18) | 883 | (211) | ... | (501) |
| 1995-1996 | 77 | 415 | 13 | 757 | (208) | ... | (327) |
| 1996-1997 | 349 | 897 | (91) | 62 | 59 | ... | (197) |
| 1997-1998 | 282 | 958 | (25) | 189 | 682 | ... | (78) |
| 1998-1999 | 250 | 385 | (2 398) | 1 942 | (354) | ... | (392) |
| 1999-2000 ^r | 123 | 875 | (325) | 164 | (1 347) | 991 | 31 |
| 2000-2001 ^r | 1 132 | 2 604 | 51 | 1 656 | 2 485 | 430 | 374 |
| 2001-2002 ^r | (438) | (160) | (790) | 1 605 | 1 896 | (35) | (256) |
| 2002-2003 ^p | 104 | 576 | (1 069) | 401 | (1 112) | (2 612) | (179) |

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.9

Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars des années 1992 à 2001 (Système de gestion financière)

| Année | Terre-Neuve-et-Labrador | Île-du-Prince-Édouard | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Québec | Ontario | Manitoba |
|--|-------------------------|-----------------------|-----------------|-------------------|----------|-----------|----------|
| Millions de dollars | | | | | | | |
| Dette nette | | | | | | | |
| 1992 | (5 639) | (700) | (5 431) | (5 010) | (52 011) | (51 261) | (7 115) |
| 1993 | (6 804) | (760) | (6 884) | (5 329) | (59 941) | (63 797) | (8 137) |
| 1994 | (7 401) | (921) | (8 381) | (5 711) | (68 112) | (77 052) | (9 266) |
| 1995 | (7 910) | (1 078) | (9 419) | (5 937) | (77 005) | (86 045) | (9 281) |
| 1996 | (7 888) | (1 045) | (8 917) | (5 743) | (80 312) | (97 016) | (8 918) |
| 1997 | (7 780) | (1 021) | (8 627) | (5 570) | (84 976) | (104 163) | (8 571) |
| 1998 | (7 651) | (1 045) | (8 616) | (5 694) | (87 587) | (108 137) | (8 622) |
| 1999 | (8 150) | (1 003) | (9 158) | (5 546) | (91 148) | (108 761) | (9 112) |
| 2000 | (8 389) | (1 034) | (10 158) | (6 393) | (90 161) | (107 409) | (9 050) |
| 2001 | (8 702) | (1 021) | (11 051) | (6 151) | (88 122) | (103 140) | (9 277) |
| Dollars | | | | | | | |
| Dette nette par habitant² | | | | | | | |
| 1992 | (9 726) | (5 350) | (5 919) | (6 702) | (7 327) | (4 870) | (6 402) |
| 1993 | (11 720) | (5 759) | (7 464) | (7 115) | (8 378) | (5 986) | (7 289) |
| 1994 | (12 849) | (6 911) | (9 054) | (7 612) | (9 463) | (7 145) | (8 262) |
| 1995 | (13 888) | (8 014) | (10 158) | (7 900) | (10 649) | (7 879) | (8 229) |
| 1996 | (14 028) | (7 699) | (9 591) | (7 630) | (11 056) | (8 774) | (7 876) |
| 1997 | (14 000) | (7 474) | (9 243) | (7 388) | (11 648) | (9 300) | (7 544) |
| 1998 | (13 978) | (7 648) | (9 208) | (7 556) | (11 969) | (9 534) | (7 586) |
| 1999 | (15 050) | (7 300) | (9 764) | (7 359) | (12 415) | (9 481) | (7 989) |
| 2000 | (15 566) | (7 490) | (10 770) | (8 455) | (12 229) | (9 230) | (7 903) |
| 2001 | (16 271) | (7 363) | (11 719) | (8 141) | (11 900) | (8 720) | (8 082) |
| Pourcentage | | | | | | | |
| Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente | | | | | | | |
| 1993 | 20,5 | 7,6 | 26,1 | 6,2 | 14,3 | 22,9 | 13,9 |
| 1994 | 9,6 | 20,0 | 21,3 | 7,0 | 12,9 | 19,4 | 13,3 |
| 1995 | 8,1 | 16,0 | 12,2 | 3,8 | 12,5 | 10,3 | (0,4) |
| 1996 | 1,0 | (3,9) | (5,6) | (3,4) | 3,8 | 11,4 | (4,3) |
| 1997 | (0,2) | (2,9) | (3,6) | (3,2) | 5,4 | 6,0 | (4,2) |
| 1998 | (0,2) | 2,3 | (0,4) | 2,3 | 2,8 | 2,5 | 0,6 |
| 1999 | 7,7 | (4,5) | 6,0 | (2,6) | 3,7 | (0,6) | 5,3 |
| 2000 | 3,4 | 2,6 | 10,3 | 14,9 | (1,5) | (2,6) | (1,1) |
| 2001 | 4,5 | (1,7) | 8,8 | (3,7) | (2,7) | (5,5) | 2,3 |

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.9

Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars des années 1992 à 2001 (Système de gestion financière) - Fin

| Année | Saskatchewan | Alberta | Colombie-Britannique | Yukon | Territoires du Nord-Ouest ¹ | Nunavut | Canada |
|--|--------------|---------|----------------------|--------|--|----------|-----------|
| Millions de dollars | | | | | | | |
| Dette nette | | | | | | | |
| 1992 | (8 647) | (4 152) | (3 308) | 128 | 81 | | (143 065) |
| 1993 | (9 391) | (7 646) | (5 178) | 78 | 98 | | (173 691) |
| 1994 | (10 974) | (9 346) | (5 464) | 105 | 77 | | (202 446) |
| 1995 | (11 083) | (8 513) | (7 980) | 151 | 59 | | (224 041) |
| 1996 | (11 046) | (7 084) | (8 166) | 186 | 53 | | (235 896) |
| 1997 | (9 776) | (4 022) | (7 510) | 191 | 79 | | (241 746) |
| 1998 | (9 890) | (1 603) | (6 556) | 198 | (20) | | (245 223) |
| 1999 | (10 017) | (391) | (15 162) | 238 | (61) | | (258 271) |
| 2000 | (10 037) | 2 504 | (16 123) | 231 | 136 | (283) | (256 166) |
| 2001 | (9 147) | 9 983 | (15 448) | 278 | 227 | (242) | (241 813) |
| Dollars | | | | | | | |
| Dette nette par habitant² | | | | | | | |
| 1992 | (8 622) | (1 583) | (960) | 4 318 | 1 307 | ... | (5 060) |
| 1993 | (9 343) | (2 873) | (1 460) | 2 569 | 1 552 | ... | (6 069) |
| 1994 | (10 880) | (3 467) | (1 496) | 3 497 | 1 189 | ... | (6 996) |
| 1995 | (10 943) | (3 118) | (2 123) | 4 939 | 888 | ... | (7 657) |
| 1996 | (10 852) | (2 558) | (2 117) | 5 870 | 789 | ... | (7 976) |
| 1997 | (9 576) | (1 426) | (1 906) | 5 945 | 1 167 | ... | (8 087) |
| 1998 | (9 660) | (556) | (1 643) | 6 244 | (297) | ... | (8 128) |
| 1999 | (9 765) | (133) | (3 773) | 7 704 | (900) | ... | (8 493) |
| 2000 | (9 814) | 836 | (3 978) | 7 555 | 3 332 | (10 389) | (8 345) |
| 2001 | (8 983) | 3 279 | (3 779) | 9 207 | 5 531 | (8 665) | (7 800) |
| Pourcentage | | | | | | | |
| Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente | | | | | | | |
| 1993 | 8,4 | 81,4 | 52,1 | (40,5) | 18,8 | ... | 19,9 |
| 1994 | 16,5 | 20,7 | 2,4 | 36,1 | (23,4) | ... | 15,3 |
| 1995 | 0,6 | (10,1) | 41,9 | 41,2 | (25,3) | ... | 9,4 |
| 1996 | (0,8) | (17,9) | (0,3) | 18,8 | (11,1) | ... | 4,2 |
| 1997 | (11,8) | (44,2) | (10,0) | 1,3 | 47,8 | ... | 1,4 |
| 1998 | 0,9 | (61,0) | (13,8) | 5,0 | (125,4) | ... | 0,5 |
| 1999 | 1,1 | (76,1) | 129,7 | 23,4 | 203,5 | ... | 4,5 |
| 2000 | 0,5 | (729,8) | 5,4 | (1,9) | (470,2) | ... | (1,7) |
| 2001 | (8,5) | 292,0 | (5,0) | 21,9 | 66,0 | (16,6) | (6,5) |

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.10

Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercice financier 2002^P
(Système de gestion financière)

| | Terre-Neuve- et-Labrador | Île-du- Prince- Édouard | Nouvelle- Écosse | Nouveau- Brunswick | Québec | Ontario | Manitoba |
|--|-----------------------------|-------------------------------|---------------------|-----------------------|------------------|-------------------|------------------|
| Milliers de dollars | | | | | | | |
| Recettes de sources propres | 301 641 | 52 362 | 925 156 | 536 702 | 8 688 669 | 17 924 466 | 1 028 938 |
| Impôts fonciers et impôts connexes | 219 639 | 38 250 | 713 837 | 348 623 | 6 342 188 | 11 779 920 | 566 460 |
| Taxes à la consommation | 0 | | | | | | 18 957 |
| Autres impôts | 3 512 | 608 | 2 075 | 3 589 | 28 534 | 262 458 | 12 662 |
| Vente de biens et services | 69 168 | 11 958 | 182 598 | 176 362 | 1 864 952 | 4 709 678 | 318 197 |
| Revenus de placements | 6 777 | 579 | 24 685 | 5 351 | 223 227 | 908 598 | 101 704 |
| Autres recettes de sources propres | 2 545 | 967 | 1 961 | 2 777 | 229 768 | 263 812 | 10 958 |
| Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique | 26 867 | 1 930 | 28 632 | 70 011 | 234 475 | 574 806 | 109 349 |
| Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique | 74 735 | 2 411 | 60 425 | 41 530 | 898 090 | 3 719 663 | 125 252 |
| Total des recettes | 403 243 | 56 703 | 1 014 213 | 648 243 | 9 821 234 | 22 218 935 | 1 263 539 |
| Services généraux de l'administration publique | 74 055 | 9 499 | 98 734 | 65 436 | 1 288 236 | 1 419 384 | 177 630 |
| Protection de la personne et de la propriété | 19 403 | 11 312 | 194 861 | 147 507 | 1 801 510 | 3 516 077 | 251 189 |
| Transports et communications | 91 960 | 12 043 | 147 188 | 122 028 | 2 407 004 | 3 917 770 | 285 899 |
| Santé | 263 | 73 | 964 | 2 424 | 5 103 | 927 476 | 31 440 |
| Services sociaux | 794 | 3 | 42 255 | | 87 693 | 5 088 080 | 5 176 |
| Éducation | 246 | | 159 446 | 102 | 11 546 | 1 969 | 3 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 2 595 | 767 | 18 127 | 13 536 | 188 187 | 354 102 | 29 513 |
| Environnement | 81 872 | 9 165 | 248 857 | 183 546 | 1 336 104 | 3 142 720 | 229 280 |
| Loisirs et culture | 46 462 | 10 675 | 102 010 | 108 924 | 1 333 459 | 2 081 929 | 120 519 |
| Logement | 1 956 | 274 | 194 | 770 | 334 103 | 1 145 660 | 7 312 |
| Planification et aménagement des régions | 6 423 | 1 754 | 20 064 | 13 147 | 268 995 | 248 631 | 24 779 |
| Service de la dette | 39 901 | 1 287 | 36 147 | 26 713 | 913 017 | 596 120 | 106 873 |
| Autres dépenses | 23 | 0 | 4 482 | 1 325 | 1 438 | 93 127 | 1 223 |
| Total des dépenses | 365 953 | 56 852 | 1 073 329 | 685 458 | 9 976 395 | 22 533 045 | 1 270 836 |
| Surplus (déficit) | 37 290 | (149) | (59 116) | (37 215) | (155 161) | (314 110) | (7 297) |

Tableau 1.10

Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercice financier 2002^P
(Système de gestion financière) - Fin

| | Saskat- chewan | Alberta | Colombie- Britannique | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Canada |
|--|-------------------|------------------|--------------------------|----------------|---------------------------------|----------------|-------------------|
| Milliers de dollars | | | | | | | |
| Recettes de sources propres | 983 359 | 4 939 265 | 4 894 885 | 34 386 | 57 945 | 53 307 | 40 421 081 |
| Impôts fonciers et impôts connexes | 591 655 | 2 543 277 | 2 885 129 | 21 330 | 25 461 | 7 036 | 26 082 805 |
| Taxes à la consommation | 60 735 | | 10 809 | | | | 90 501 |
| Autres impôts | 6 885 | 86 651 | 126 480 | 658 | 1 337 | 334 | 535 783 |
| Vente de biens et services | 266 088 | 1 652 467 | 1 413 714 | 9 791 | 28 200 | 43 831 | 10 747 004 |
| Revenus de placements | 46 929 | 555 001 | 429 598 | 2 380 | 2 269 | 1 880 | 2 308 978 |
| Autres recettes de sources propres | 11 067 | 101 869 | 29 155 | 227 | 678 | 226 | 656 010 |
| Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique | 52 528 | 43 335 | 74 082 | 8 219 | 18 639 | 17 744 | 1 260 617 |
| Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique | 74 460 | 441 014 | 125 518 | 7 213 | 38 774 | 57 556 | 5 666 641 |
| Total des recettes | 1 110 347 | 5 423 614 | 5 094 485 | 49 818 | 115 358 | 128 607 | 47 348 339 |
| Services généraux de l'administration publique | 152 808 | 635 103 | 565 092 | 11 508 | 18 968 | 17 585 | 4 534 038 |
| Protection de la personne et de la propriété | 195 454 | 729 314 | 1 048 195 | 4 925 | 5 467 | 4 129 | 7 929 343 |
| Transports et communications | 314 654 | 1 213 213 | 892 014 | 9 903 | 17 961 | 26 751 | 9 458 388 |
| Santé | 6 657 | 85 381 | 44 423 | 120 | 13 002 | 2 138 | 1 119 464 |
| Services sociaux | 6 341 | 76 380 | 6 721 | | 509 | 3 842 | 5 317 794 |
| Éducation | 255 | 12 070 | 802 | 0 | | | 186 439 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 29 312 | 154 885 | 61 909 | 665 | 1 180 | 417 | 855 195 |
| Environnement | 197 677 | 619 757 | 1 097 369 | 9 034 | 29 426 | 26 682 | 7 211 489 |
| Loisirs et culture | 137 235 | 692 090 | 1 009 648 | 18 977 | 29 212 | 21 588 | 5 712 728 |
| Logement | 1 945 | 55 079 | 77 574 | 22 | 5 774 | 19 628 | 1 650 291 |
| Planification et aménagement des régions | 21 621 | 129 864 | 107 227 | 1 204 | 2 787 | 5 111 | 851 607 |
| Service de la dette | 17 727 | 333 719 | 363 658 | 486 | 1 882 | 345 | 2 437 875 |
| Autres dépenses | 1 869 | 782 | 19 124 | 151 | 175 | 1 343 | 125 062 |
| Total des dépenses | 1 083 555 | 4 737 637 | 5 293 756 | 56 995 | 126 343 | 129 559 | 47 389 713 |
| Surplus (déficit) | 26 792 | 685 977 | (199 271) | (7 177) | (10 985) | (952) | (41 374) |

Tableau 1.11

Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercices financiers 1992 à 2002 (Système de gestion financière)

| Exercice financier | Terre-Neuve-et-Labrador | Île-du-Prince-Édouard | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Québec | Ontario | Manitoba |
|---|-------------------------|-----------------------|-----------------|-------------------|---------|---------|----------|
| Millions de dollars | | | | | | | |
| Surplus (déficit) | | | | | | | |
| 1992 | (52,5) | 2,8 | (36,1) | (2,1) | (584,8) | (387,5) | 32,7 |
| 1993 | (26,4) | 5,9 | (52,1) | (7,0) | (429,1) | (410,5) | 44,0 |
| 1994 | (2,0) | 3,7 | (58,6) | 4,1 | (363,8) | (80,0) | 79,4 |
| 1995 | 12,8 | 2,9 | (19,0) | (13,7) | (384,9) | (33,3) | (61,5) |
| 1996 | 30,2 | 7,2 | (16,1) | (31,9) | (340,5) | (31,0) | 12,4 |
| 1997 | 17,3 | 5,6 | (76,3) | (29,0) | (156,7) | (177,6) | 64,2 |
| 1998 | 43,3 | 4,9 | (40,8) | (27,5) | 338,6 | 1 470,9 | 92,8 |
| 1999 ^r | 37,6 | 0,7 | 6,8 | (16,2) | 274,3 | 865,2 | 61,3 |
| 2000 ^r | 10,4 | 4,2 | 27,1 | (21,3) | 392,6 | (588,6) | 50,8 |
| 2001 ^r | 10,5 | 0,1 | (17,9) | (28,8) | 77,5 | (261,2) | (15,1) |
| 2002 ^p | 37,3 | (0,1) | (59,1) | (37,2) | (155,2) | (314,1) | (7,3) |
| Dollars | | | | | | | |
| Surplus (déficit) par habitant² | | | | | | | |
| 1992 | (90) | 21 | (39) | (3) | (82) | (37) | 29 |
| 1993 | (45) | 45 | (57) | (9) | (60) | (39) | 39 |
| 1994 | (3) | 28 | (63) | 5 | (51) | (7) | 71 |
| 1995 | 23 | 22 | (21) | (18) | (53) | (3) | (55) |
| 1996 | 54 | 53 | (17) | (42) | (47) | (3) | 11 |
| 1997 | 31 | 41 | (82) | (38) | (21) | (16) | 56 |
| 1998 | 79 | 36 | (44) | (36) | 46 | 130 | 82 |
| 1999 ^r | 69 | 5 | 7 | (22) | 37 | 75 | 54 |
| 2000 ^r | 19 | 30 | 29 | (28) | 53 | (51) | 44 |
| 2001 ^r | 20 | 1 | (19) | (38) | 10 | (22) | (13) |
| 2002 ^p | 70 | (1) | (63) | (49) | (21) | (26) | (6) |

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.11

Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercices financiers 1992 à 2002 (Système de gestion financière) - Fin

| Exercice financier | Saskat- chewan | Alberta | Colombie- Britannique | Yukon | Territoires du Nord-Ouest ¹ | Nunavut | Canada |
|---|-------------------|---------|--------------------------|-------|--|---------|-----------|
| Millions of dollars | | | | | | | |
| Surplus (déficit) | | | | | | | |
| 1992 | 2,0 | 50,8 | (99,1) | (3,3) | 1,9 | | (1 075,1) |
| 1993 | 17,6 | (305,2) | (101,5) | 2,3 | (2,2) | | (1 264,2) |
| 1994 | (18,3) | 184,2 | (290,1) | (4,1) | 4,5 | | (541,0) |
| 1995 | (111,4) | 566,4 | (243,5) | (5,2) | 1,8 | | (288,5) |
| 1996 | (30,9) | 457,9 | (248,8) | (2,2) | 2,6 | | (191,3) |
| 1997 | (45,2) | 423,1 | (197,7) | (0,2) | (2,8) | | (175,3) |
| 1998 | (30,6) | 563,7 | (344,0) | 3,4 | 7,0 | | 2 081,7 |
| 1999 ^r | (24,4) | 487,1 | 1 588,6 | 7,7 | (5,1) | 1,1 | 3 284,8 |
| 2000 ^r | (14,9) | 582,2 | (121,1) | (2,5) | 7,0 | (7,9) | 317,9 |
| 2001 ^r | (19,1) | 652,6 | (141,4) | (1,6) | 3,1 | 1,0 | 259,7 |
| 2002 ^p | 26,8 | 686,0 | (199,3) | (7,2) | (11,0) | (1,0) | (41,4) |
| Dollars | | | | | | | |
| Surplus (déficit) par habitant² | | | | | | | |
| 1992 | 2 | 19 | (29) | (111) | 31 | ... | (38) |
| 1993 | 17 | (115) | (29) | 77 | (35) | ... | (44) |
| 1994 | (18) | 68 | (79) | (136) | 69 | ... | (19) |
| 1995 | (110) | 207 | (65) | (171) | 27 | ... | (10) |
| 1996 | (30) | 165 | (64) | (71) | 39 | ... | (6) |
| 1997 | (44) | 150 | (50) | (5) | (42) | ... | (6) |
| 1998 | (30) | 195 | (86) | 106 | 103 | ... | 69 |
| 1999 ^r | (24) | 165 | 395 | 250 | (123) | 42 | 108 |
| 2000 ^r | (15) | 194 | (30) | (83) | 170 | (289) | 10 |
| 2001 ^r | (19) | 214 | (35) | (53) | 75 | 35 | 8 |
| 2002 ^p | 26 | 221 | (48) | (240) | (267) | (33) | (1) |

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.12

**Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques locales, au 31 décembre des années 1991 à 2000
(Système de gestion financière)**

| Année | Terre-Neuve-et-Labrador | Île-du-Prince-Édouard | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Québec | Ontario | Manitoba |
|--|-------------------------|-----------------------|-----------------|-------------------|----------|---------|----------|
| Millions de dollars | | | | | | | |
| Dette nette | | | | | | | |
| 1991 | (634) | (97) | (434) | (332) | (13 999) | (1 046) | (751) |
| 1992 | (657) | (115) | (435) | (326) | (14 214) | (1 287) | (778) |
| 1993 | (676) | (126) | (202) | (326) | (14 593) | (1 782) | (820) |
| 1994 | (680) | (126) | (220) | (329) | (14 643) | (1 619) | (788) |
| 1995 | (648) | (34) | (205) | (332) | (14 577) | (1 444) | (818) |
| 1996 | (675) | (38) | (275) | (356) | (14 936) | (1 531) | (828) |
| 1997 | (681) | (37) | (366) | (373) | (15 187) | (1 251) | (765) |
| 1998 | (731) | (33) | (417) | (380) | (14 568) | (141) | (671) |
| 1999 | (731) | (43) | (360) | (357) | (12 749) | 65 | (471) |
| 2000 | (726) | (47) | (326) | (328) | (14 763) | 2 911 | (558) |
| Dollars | | | | | | | |
| Dette nette par habitant ² | | | | | | | |
| 1991 | (1 095) | (744) | (475) | (446) | (1 986) | (101) | (678) |
| 1992 | (1 133) | (879) | (474) | (436) | (2 002) | (122) | (700) |
| 1993 | (1 164) | (955) | (219) | (435) | (2 040) | (167) | (735) |
| 1994 | (1 181) | (946) | (238) | (439) | (2 034) | (150) | (703) |
| 1995 | (1 138) | (253) | (221) | (442) | (2 016) | (132) | (725) |
| 1996 | (1 200) | (280) | (296) | (473) | (2 056) | (138) | (731) |
| 1997 | (1 225) | (271) | (392) | (495) | (2 082) | (112) | (673) |
| 1998 | (1 335) | (242) | (446) | (504) | (1 991) | (12) | (590) |
| 1999 | (1 350) | (313) | (384) | (474) | (1 736) | 6 | (413) |
| 2000 | (1 347) | (340) | (346) | (434) | (2 002) | 250 | (487) |
| Pourcentage | | | | | | | |
| Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente | | | | | | | |
| 1992 | 3,4 | 18,2 | (0,3) | (2,2) | 0,8 | 21,4 | 3,3 |
| 1993 | 2,8 | 8,6 | (53,8) | (0,2) | 1,9 | 36,8 | 4,9 |
| 1994 | 1,4 | (1,0) | 8,5 | 0,7 | (0,3) | (10,2) | (4,3) |
| 1995 | (3,6) | (73,3) | (7,0) | 0,7 | (0,9) | (11,9) | 3,2 |
| 1996 | 5,5 | 10,8 | 33,8 | 7,1 | 2,0 | 4,7 | 0,8 |
| 1997 | 2,1 | (3,3) | 32,6 | 4,6 | 1,2 | (19,3) | (7,9) |
| 1998 | 9,0 | (10,8) | 13,6 | 1,9 | (4,4) | (88,9) | (12,3) |
| 1999 | 1,1 | 29,6 | (13,9) | (6,1) | (12,8) | (145,6) | (30,1) |
| 2000 | (0,2) | 8,8 | (9,9) | (8,4) | 15,3 | 4 314,9 | 18,0 |

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.12

**Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques locales, au 31 décembre des années 1991 à 2000
(Système de gestion financière) - Fin**

| Exercice financier | Saskat- chewan | Alberta | Colombie- Britannique | Yukon | Territoires du Nord-Ouest ¹ | Nunavut | Canada |
|--|-------------------|-----------|--------------------------|--------|--|---------|----------|
| Millions de dollars | | | | | | | |
| Dette nette | | | | | | | |
| 1991 | 334 | (2 881) | (2 181) | 2 | (31) | | (22 050) |
| 1992 | 400 | (2 558) | (2 450) | 5 | (29) | | (22 444) |
| 1993 | 451 | (2 566) | (2 791) | 13 | (29) | | (23 457) |
| 1994 | 496 | (2 297) | (2 649) | 21 | (22) | | (22 856) |
| 1995 | 506 | (2 114) | (2 721) | 19 | (11) | | (22 379) |
| 1996 | 561 | (648) | (2 248) | 20 | (16) | | (20 970) |
| 1997 | 636 | (277) | (2 217) | 18 | (14) | | (20 514) |
| 1998 | 719 | 36 | 252 | 21 | (8) | | (15 921) |
| 1999 | 707 | (383) | 1 851 | 27 | (25) | 7 | (12 462) |
| 2000 | 730 | 668 | 2 443 | 21 | (9) | 13 | (9 971) |
| Dollars | | | | | | | |
| Dette nette par habitant ² | | | | | | | |
| 1991 | 333 | (1 116) | (651) | 70 | (515) | ... | (789) |
| 1992 | 399 | (975) | (711) | 169 | (468) | ... | (794) |
| 1993 | 449 | (964) | (787) | 428 | (459) | ... | (820) |
| 1994 | 492 | (852) | (725) | 699 | (340) | ... | (790) |
| 1995 | 500 | (774) | (724) | 621 | (166) | ... | (765) |
| 1996 | 551 | (234) | (583) | 631 | (238) | ... | (709) |
| 1997 | 623 | (98) | (563) | 560 | (207) | ... | (686) |
| 1998 | 702 | 12 | 63 | 662 | (119) | ... | (528) |
| 1999 | 689 | (130) | 461 | 874 | (610) | 262 | (410) |
| 2000 | 714 | 223 | 603 | 687 | (220) | 477 | (325) |
| Pourcentage | | | | | | | |
| Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente | | | | | | | |
| 1992 | 19,8 | (12,6) | 9,3 | 139,9 | (9,1) | ... | 0,6 |
| 1993 | 12,5 | (1,2) | 10,7 | 153,8 | (1,8) | ... | 3,3 |
| 1994 | 9,6 | (11,6) | (7,9) | 63,4 | (26,1) | ... | (3,6) |
| 1995 | 1,6 | (9,1) | (0,2) | (11,1) | (51,3) | ... | (3,2) |
| 1996 | 10,3 | (69,8) | (19,5) | 1,6 | 43,9 | ... | (7,3) |
| 1997 | 13,0 | (58,0) | (3,5) | (11,2) | (13,2) | ... | (3,2) |
| 1998 | 12,7 | (112,7) | (111,2) | 18,2 | (42,6) | ... | (23,1) |
| 1999 | (1,9) | (1 142,2) | 629,5 | 32,0 | 413,8 | ... | (22,4) |
| 2000 | 3,6 | (271,5) | 30,9 | (21,4) | (63,8) | 82,5 | (20,7) |

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 2.0

**Recettes et dépenses² consolidées¹ des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales
(Système de gestion financière)**

| | 1998-1999 | 1999-2000 [†] | 2000-2001 [†] | 2001-2002 [†] | 2002-2003 [‡] |
|---|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Recettes de sources propres | 385 460 | 414 170 | 445 311 | 435 520 | 440 746 |
| Impôts sur le revenu | 164 592 | 178 423 | 192 122 | 187 465 | 179 631 |
| Impôts sur le revenu des particuliers | 127 763 | 138 443 | 144 006 | 144 300 | 140 534 |
| Impôts sur le revenu des corporations ³ | 33 620 | 36 155 | 43 350 | 38 718 | 34 387 |
| Impôts sur l'exploitation minière et forestière | 307 | 326 | 454 | 298 | 351 |
| Impôts directs des non résidents | 2 901 | 3 499 | 4 312 | 4 150 | 4 360 |
| Autres impôts sur le revenu | . | . | . | . | . |
| Taxes à la consommation | 76 696 | 80 088 | 87 344 | 88 600 | 96 845 |
| Taxes générales de vente | 47 566 | 51 323 | 55 524 | 56 016 | 60 884 |
| Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac | 6 234 | 6 190 | 6 203 | 7 198 | 8 777 |
| Taxes sur les divertissements | 626 | 630 | 594 | 580 | 578 |
| Taxes sur les carburants | 11 602 | 11 789 | 11 745 | 11 745 | 12 411 |
| Droits de douane | 2 359 | 2 104 | 2 807 | 3 018 | 3 203 |
| Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques | 2 806 | 2 747 | 3 479 | 3 178 | 3 261 |
| Bénéfices remis tirés des jeux de hasard | 4 174 | 4 183 | 5 787 | 5 555 | 5 889 |
| Autres taxes à la consommation | 1 325 | 1 121 | 1 205 | 1 311 | 1 842 |
| Impôts fonciers et impôts connexes | 38 556 | 40 255 | 41 081 | 41 911 | 43 291 |
| Impôts fonciers | 32 192 | 33 193 | 33 482 | 34 958 | 36 058 |
| Impôts sur le capital | 3 678 | 3 831 | 4 050 | 3 697 | 3 831 |
| Autres impôts fonciers et impôts connexes | 2 686 | 3 231 | 3 549 | 3 256 | 3 401 |
| Autres impôts ⁴ | 14 054 | 14 334 | 15 260 | 15 236 | 15 562 |
| Impôts sur la masse salariale | 7 107 | 7 574 | 8 085 | 7 980 | 8 223 |
| Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ⁴ | 2 645 | 2 689 | 2 738 | 2 807 | 2 919 |
| Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles | 391 | 512 | 706 | 638 | 541 |
| Impôts divers | 3 909 | 3 559 | 3 731 | 3 812 | 3 879 |
| Primes d'assurance-maladie | 2 017 | 1 950 | 2 178 | 2 283 | 2 971 |
| Contributions aux régimes de sécurité sociale | 30 424 | 29 957 | 30 050 | 29 525 | 30 027 |
| Vente de biens et services ⁴ | 29 112 | 32 217 | 34 616 | 33 813 | 35 071 |
| Revenus de placements | 23 850 | 28 859 | 37 814 | 31 487 | 31 429 |
| Autres recettes de sources propres | 6 154 | 8 088 | 4 844 | 5 200 | 5 920 |
| Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des recettes | 385 460 | 414 170 | 445 311 | 435 520 | 440 746 |
| Services généraux de l'administration publique | 13 238 | 13 752 | 15 886 | 15 004 | 15 646 |
| Protection de la personne et de la propriété | 29 366 | 31 749 | 32 817 | 35 392 | 35 775 |
| Transports et communication | 17 822 | 18 117 | 18 381 | 18 963 | 19 848 |
| Santé | 59 377 | 64 317 | 69 747 | 78 301 | 81 720 |
| Soins hospitaliers | 19 874 | 21 160 | 23 251 | 27 217 | 28 281 |
| Soins médicaux | 25 603 | 27 718 | 29 941 | 32 730 | 34 420 |
| Soins préventifs | 2 484 | 2 623 | 2 887 | 3 707 | 3 537 |
| Autres services de santé | 11 415 | 12 816 | 13 668 | 14 647 | 15 483 |
| Services sociaux | 102 408 | 105 044 | 110 110 | 113 764 | 117 109 |
| Assistance sociale | 62 870 | 62 205 | 65 564 | 68 289 | 70 542 |
| Indemnités aux victimes d'accidents du travail | 5 241 | 5 486 | 5 772 | 6 181 | 6 271 |
| Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir | 19 301 | 20 587 | 21 093 | 20 815 | 21 105 |
| Prestations aux anciens combattants | 2 002 | 2 096 | 2 128 | 2 261 | 2 438 |
| Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile | 463 | 458 | 482 | 509 | 533 |
| Autres services sociaux | 12 528 | 14 213 | 15 072 | 15 709 | 16 219 |
| Éducation | 57 970 | 60 457 | 62 390 | 64 059 | 65 002 |
| Éducation élémentaire et secondaire | 33 818 | 34 313 | 34 775 | 36 334 | 36 449 |
| Éducation postsecondaire | 20 530 | 21 902 | 23 411 | 23 230 | 24 012 |
| Services particuliers de recyclage | 2 664 | 3 308 | 3 335 | 3 775 | 3 795 |
| Autre éducation | 958 | 934 | 868 | 720 | 746 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 12 991 | 14 354 | 15 411 | 16 339 | 16 260 |
| Environnement | 8 566 | 8 672 | 9 232 | 9 866 | 9 795 |
| Loisirs et culture | 9 277 | 9 909 | 10 871 | 11 325 | 11 140 |
| Travail, emploi et immigration | 2 996 | 2 951 | 2 905 | 3 041 | 2 929 |
| Logement | 3 816 | 3 519 | 3 668 | 3 653 | 3 956 |
| Affaires extérieures et aide internationale | 4 034 | 4 291 | 4 477 | 4 552 | 4 751 |
| Planification et aménagement des régions | 1 687 | 1 762 | 1 837 | 1 839 | 1 955 |
| Établissements de recherche | 1 724 | 1 951 | 1 386 | 1 850 | 1 899 |
| Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Service de la dette | 60 825 | 60 173 | 61 758 | 56 008 | 51 642 |
| Autres dépenses | 1 333 | 501 | 1 780 | 1 931 | 579 |
| Total des dépenses | 387 438 | 401 520 | 422 656 | 435 885 | 440 006 |
| Surplus (déficit) | (1 978) | 12 650 | 22 655 | (365) | 740 |

¹ Le Régime des pensions du Canada (RPC) et le Régime des rentes du Québec (RRQ) ne sont pas inclus.

² La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables. Pour la même raison, les dépenses consolidées, rapportées pour ces fonctions et sous-fonctions pour les années antérieures à 1997-1998, ne sont pas comparables aux données de la période débutant en 1997-1998.

³ Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

⁴ Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

Tableau 2.1

Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales - TOTAL DU CANADA¹
(Système de gestion financière)

| | 1998-1999 | 1999-2000 [†] | 2000-2001 [†] | 2001-2002 [†] | 2002-2003 [‡] |
|---|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Recettes de sources propres | 211 782 | 230 186 | 249 208 | 240 346 | 247 081 |
| Impôts sur le revenu | 61 441 | 65 490 | 69 841 | 67 127 | 65 687 |
| Impôts sur le revenu des particuliers | 49 504 | 53 006 | 54 823 | 52 882 | 52 935 |
| Impôts sur le revenu des corporations | 11 629 | 12 157 | 14 564 | 13 948 | 12 401 |
| Impôts sur l'exploitation minière et forestière | 307 | 326 | 454 | 298 | 351 |
| Impôts directs des non résidents | . | . | . | . | . |
| Autres impôts sur le revenu | . | . | . | . | . |
| Taxes à la consommation | 42 215 | 44 077 | 48 381 | 48 925 | 52 476 |
| Taxes générales de vente | 24 039 | 25 696 | 27 722 | 28 152 | 29 566 |
| Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac | 2 925 | 2 986 | 2 955 | 3 461 | 4 714 |
| Taxes sur les divertissements | 613 | 616 | 579 | 566 | 565 |
| Taxes sur les carburants | 6 860 | 7 003 | 6 937 | 6 987 | 7 396 |
| Droits de douane | . | . | . | . | . |
| Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques | 2 806 | 2 747 | 3 479 | 3 178 | 3 261 |
| Bénéfices remis tirés des jeux de hasard | 4 174 | 4 183 | 5 787 | 5 555 | 5 889 |
| Autres taxes à la consommation | 795 | 846 | 920 | 1 027 | 1 084 |
| Impôts fonciers et impôts connexes | 38 556 | 40 255 | 41 081 | 41 911 | 43 291 |
| Impôts fonciers | 32 192 | 33 193 | 33 482 | 34 958 | 36 058 |
| Impôts sur le capital | 3 678 | 3 831 | 4 050 | 3 697 | 3 831 |
| Autres impôts fonciers et impôts connexes | 2 686 | 3 231 | 3 549 | 3 256 | 3 401 |
| Autres impôts ² | 13 153 | 13 803 | 14 675 | 14 718 | 15 031 |
| Impôts sur la masse salariale | 7 107 | 7 574 | 8 085 | 7 980 | 8 223 |
| Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ² | 2 645 | 2 689 | 2 738 | 2 807 | 2 919 |
| Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles | 296 | 405 | 610 | 634 | 536 |
| Impôts divers | 3 104 | 3 135 | 3 243 | 3 298 | 3 352 |
| Primes d'assurance-maladie | 2 017 | 1 950 | 2 178 | 2 283 | 2 971 |
| Contributions aux régimes de sécurité sociale | 7 411 | 7 341 | 7 500 | 7 644 | 7 833 |
| Vente de biens et services ² | 25 441 | 29 170 | 31 457 | 30 010 | 31 325 |
| Revenus de placements | 18 301 | 22 531 | 30 714 | 24 448 | 24 919 |
| Autres recettes de sources propres | 3 247 | 5 570 | 3 381 | 3 281 | 3 550 |
| Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique | 23 381 | 25 441 | 26 624 | 27 826 | 29 411 |
| Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique | 6 508 | 7 101 | 7 575 | 8 132 | 8 529 |
| Total des recettes | 241 672 | 262 729 | 283 409 | 276 304 | 285 021 |
| Services généraux de l'administration publique | 7 241 | 8 122 | 7 297 | 7 778 | 8 353 |
| Protection de la personne et de la propriété | 13 800 | 14 178 | 15 007 | 16 057 | 16 584 |
| Transports et communication | 16 156 | 16 658 | 16 617 | 16 777 | 17 981 |
| Santé | 58 309 | 63 059 | 68 400 | 76 448 | 79 902 |
| Soins hospitaliers | 19 830 | 21 097 | 23 216 | 27 144 | 28 265 |
| Soins médicaux | 25 363 | 27 441 | 29 620 | 32 449 | 33 960 |
| Soins préventifs | 2 126 | 2 246 | 2 481 | 2 785 | 2 930 |
| Autres services de santé | 10 989 | 12 275 | 13 083 | 14 069 | 14 748 |
| Services sociaux | 38 152 | 39 115 | 41 550 | 42 557 | 43 432 |
| Assistance sociale | 16 270 | 15 808 | 15 910 | 15 438 | 15 574 |
| Indemnités aux victimes d'accidents du travail | 5 138 | 5 384 | 5 724 | 6 146 | 6 237 |
| Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir | 3 830 | 4 213 | 4 497 | 4 949 | 5 186 |
| Prestations aux anciens combattants | . | . | . | . | . |
| Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile | 463 | 458 | 482 | 509 | 533 |
| Autres services sociaux | 12 449 | 13 253 | 14 936 | 15 515 | 15 902 |
| Éducation | 54 825 | 57 268 | 59 179 | 61 136 | 62 372 |
| Éducation élémentaire et secondaire | 33 020 | 33 700 | 34 069 | 35 685 | 35 849 |
| Éducation postsecondaire | 19 297 | 20 631 | 22 156 | 22 152 | 23 146 |
| Services particuliers de recyclage | 2 080 | 2 488 | 2 489 | 2 808 | 2 871 |
| Autre éducation | 416 | 449 | 464 | 491 | 505 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 8 562 | 9 564 | 9 654 | 10 810 | 11 481 |
| Environnement | 7 150 | 7 386 | 7 682 | 8 149 | 8 227 |
| Loisirs et culture | 6 253 | 6 792 | 7 560 | 7 894 | 7 763 |
| Travail, emploi et immigration | 759 | 862 | 827 | 916 | 904 |
| Logement | 2 789 | 2 807 | 3 092 | 3 053 | 3 352 |
| Affaires extérieures et aide internationale | . | . | . | . | . |
| Planification et aménagement des régions | 1 419 | 1 422 | 1 494 | 1 438 | 1 506 |
| Établissements de recherche | 229 | 244 | 248 | 522 | 577 |
| Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique | 539 | 572 | 559 | 641 | 263 |
| Service de la dette | 29 025 | 28 634 | 29 144 | 28 100 | 27 291 |
| Autres dépenses | 1 226 | 393 | 1 654 | 1 737 | 577 |
| Total des dépenses | 246 442 | 257 078 | 269 965 | 284 012 | 290 564 |
| Surplus (déficit) | (4 770) | 5 651 | 13 444 | (7 709) | (5 543) |

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables. Pour la même raison, les dépenses consolidées, rapportées pour ces fonctions et sous-fonctions pour les années antérieures à 1997-1998, ne sont pas comparables aux données de la période débutant en 1997-1998.

² Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

Tableau 2.2

**Recettes et dépenses de l'administration publique fédérale
(Système de gestion financière)**

| | 1998-1999 | 1999-2000 ¹ | 2000-2001 ¹ | 2001-2002 ¹ | 2002-2003 ¹ |
|---|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Recettes de sources propres | 172 092 | 183 463 | 196 685 | 195 063 | 193 304 |
| Impôts sur le revenu | 103 150 | 112 933 | 122 281 | 120 338 | 113 945 |
| Impôts sur le revenu des particuliers | 78 258 | 85 437 | 89 183 | 91 418 | 87 599 |
| Impôts sur le revenu des corporations ¹ | 21 990 | 23 997 | 28 786 | 24 770 | 21 986 |
| Impôts sur l'exploitation minière et forestière | | | | | |
| Impôts directs des non résidents | 2 901 | 3 499 | 4 312 | 4 150 | 4 360 |
| Autres impôts sur le revenu | | | | | |
| Taxes à la consommation | 34 480 | 36 011 | 38 963 | 39 675 | 44 369 |
| Taxes générales de vente | 23 526 | 25 627 | 27 801 | 27 864 | 31 317 |
| Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac | 3 309 | 3 204 | 3 247 | 3 738 | 4 063 |
| Taxes sur les divertissements | 13 | 14 | 15 | 14 | 14 |
| Taxes sur les carburants | 4 742 | 4 786 | 4 807 | 4 758 | 5 014 |
| Droits de douane | 2 359 | 2 104 | 2 807 | 3 018 | 3 203 |
| Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques | | | | | |
| Bénéfices remis tirés des jeux de hasard | | | | | |
| Autres taxes à la consommation | 529 | 276 | 285 | 284 | 758 |
| Impôts fonciers et impôts connexes | | | | | |
| Impôts fonciers | | | | | |
| Impôts sur le capital | | | | | |
| Autres impôts fonciers et impôts connexes | | | | | |
| Autres impôts | 900 | 531 | 585 | 518 | 531 |
| Impôts sur la masse salariale | | | | | |
| Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles | | | | | |
| Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles | 94 | 107 | 97 | 5 | 5 |
| Impôts divers | 805 | 424 | 488 | 514 | 527 |
| Primes d'assurance-maladie | | | | | |
| Contributions aux régimes de sécurité sociale | 23 013 | 22 616 | 22 550 | 21 882 | 22 194 |
| Vente de biens et services | 4 096 | 4 264 | 4 464 | 5 027 | 4 989 |
| Revenus de placements | 5 549 | 6 328 | 7 100 | 7 039 | 6 510 |
| Autres recettes de sources propres | 901 | 780 | 742 | 585 | 768 |
| Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique | 477 | 539 | 555 | 591 | 524 |
| Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique | 25 | 16 | 17 | 18 | 18 |
| Total des recettes | 172 595 | 184 018 | 197 257 | 195 673 | 193 847 |
| Services généraux de l'administration publique | 6 241 | 5 858 | 8 842 | 7 438 | 7 509 |
| Protection de la personne et de la propriété | 16 626 | 18 448 | 18 825 | 20 439 | 20 300 |
| Transports et communication | 1 989 | 1 720 | 1 979 | 2 373 | 2 053 |
| Santé ² | 1 509 | 1 730 | 2 940 | 2 545 | 2 516 |
| Soins hospitaliers | 49 | 67 | 1 070 ³ | 76 | 17 |
| Soins médicaux | 319 | 333 | 373 | 335 | 523 |
| Soins préventifs | 412 | 439 | 467 | 994 | 668 |
| Autres services de santé | 727 | 891 | 1 030 | 1 139 | 1 307 |
| Services sociaux ² | 64 697 | 66 669 | 68 730 | 71 370 | 73 842 |
| Assistance sociale | 47 013 | 47 104 | 49 784 | 52 989 | 55 108 |
| Indemnités aux victimes d'accidents du travail | 103 | 102 | 48 | 35 | 34 |
| Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir | 15 471 | 16 373 | 16 596 | 15 866 | 15 920 |
| Prestations aux anciens combattants | 2 006 | 2 098 | 2 130 | 2 263 | 2 441 |
| Autres services sociaux | 103 | 991 | 172 | 217 | 340 |
| Éducation ² | 4 128 | 4 917 | 5 230 | 5 084 | 4 797 |
| Éducation élémentaire et secondaire | 889 | 941 | 1 001 | 1 022 | 980 |
| Éducation postsecondaire | 1 295 | 1 584 | 1 758 | 1 476 | 1 263 |
| Services particuliers de recyclage | 1 240 | 1 658 | 1 739 | 1 862 | 1 819 |
| Autre éducation | 702 | 734 | 733 | 723 | 735 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 5 139 | 5 779 | 6 633 | 6 818 | 6 497 |
| Environnement | 1 491 | 1 362 | 1 643 | 1 731 | 1 582 |
| Loisirs et culture | 3 033 | 3 159 | 3 373 | 3 453 | 3 400 |
| Travail, emploi et immigration | 2 550 | 2 447 | 2 432 | 2 485 | 2 386 |
| Logement | 1 865 | 1 928 | 1 885 | 1 910 | 1 913 |
| Affaires extérieures et aide internationale | 4 045 | 4 309 | 4 488 | 4 565 | 4 764 |
| Planification et aménagement des régions | 287 | 377 | 389 | 460 | 508 |
| Établissements de recherche | 1 545 | 1 872 | 1 901 | 2 418 | 2 414 |
| Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique ² | 22 748 | 24 797 | 26 015 | 27 139 | 28 727 |
| Service de la dette | 31 799 | 31 539 | 32 614 | 27 907 | 24 351 |
| Autres dépenses | 107 | 109 | 126 | 195 | 3 |
| Total des dépenses | 169 808 | 177 019 | 188 046 | 188 329 | 187 564 |
| Surplus (déficit) | 2 786 | 6 999 | 9 211 | 7 344 | 6 283 |

¹ Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

² En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

³ Le paiement de 1 milliard de dollars à la fiducie du Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS) pour l'achat et l'installation d'équipements médicaux est codé à la fonction « soins hospitaliers ».

Tableau 2.3

**Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale
(Système de gestion financière)**

| | 1998-1999 | 1999-2000 ^r | 2000-2001 ^r | 2001-2002 ^r | 2002-2003 ^p |
|---|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Recettes de sources propres | 168 877 | 179 781 | 193 207 | 191 471 | 189 397 |
| Impôts sur le revenu | 103 150 | 112 933 | 122 281 | 120 338 | 113 945 |
| Impôts sur le revenu des particuliers | 78 258 | 85 437 | 89 183 | 91 418 | 87 599 |
| Impôts sur le revenu des corporations ¹ | 21 990 | 23 997 | 28 786 | 24 770 | 21 986 |
| Impôts sur l'exploitation minière et forestière | | | | | |
| Impôts directs des non résidents | 2 901 | 3 499 | 4 312 | 4 150 | 4 360 |
| Autres impôts sur le revenu | | | | | |
| Taxes à la consommation | 34 480 | 36 011 | 38 963 | 39 675 | 44 369 |
| Taxes générales de vente | 23 526 | 25 627 | 27 801 | 27 864 | 31 317 |
| Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac | 3 309 | 3 204 | 3 247 | 3 738 | 4 063 |
| Taxes d'accise sur la quantité d'alcool | | | | | |
| Autres taxes sur les boissons alcooliques | 1 079 | 1 093 | 1 089 | 1 273 | 1 190 |
| Taxes sur le tabac | 2 230 | 2 111 | 2 158 | 2 465 | 2 873 |
| Taxes sur les divertissements | 13 | 14 | 15 | 14 | 14 |
| Taxes sur les paris aux hippodromes | 13 | 14 | 15 | 14 | 14 |
| Autres taxes sur les divertissements | | | | | |
| Taxes sur les carburants | 4 742 | 4 786 | 4 807 | 4 758 | 5 014 |
| Droits de douane | 2 359 | 2 104 | 2 807 | 3 018 | 3 203 |
| Bénéfices remis tirés des jeux de hasard ² | | | | | |
| Autres taxes à la consommation | 529 | 276 | 285 | 284 | 758 |
| Taxes de transport aérien ³ | 294 | 3 | 0 | 0 | 379 |
| Divers taxes à la consommation | 235 | 273 | 285 | 284 | 379 |
| Autres impôts | 900 | 531 | 585 | 518 | 531 |
| Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles | 94 | 107 | 97 | 5 | 5 |
| Impôts divers | 805 | 424 | 488 | 514 | 527 |
| Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments | | | | | |
| Contributions aux régimes de sécurité sociale | 19 798 | 18 934 | 19 075 | 18 424 | 18 286 |
| Cotisations à l'assurance-emploi | 19 704 | 18 839 | 18 988 | 18 342 | 18 203 |
| Autres contributions aux régimes de sécurité-sociale | 94 | 95 | 87 | 82 | 83 |
| Vente de biens et services | 4 096 | 4 264 | 4 464 | 5 027 | 4 989 |
| Revenus de placements | 5 549 | 6 328 | 7 097 | 6 904 | 6 510 |
| Redevances perçues sur les ressources naturelles | 296 | 515 | 226 | 415 | 476 |
| Redevances pétrolières et d'exploitation du gaz | 20 | 73 | 125 | 127 | 134 |
| Redevances forestières | | | | | |
| Redevances minières | 5 | 9 | 0 | 6 | 0 |
| Redevances d'utilisation de l'eau | | | | | |
| Autres redevances perçues sur les ressources naturelles | 270 | 433 | 100 | 283 | 342 |
| Profits commerciaux remis | 1 959 | 2 061 | 2 289 | 2 124 | 1 825 |
| Intérêts | 3 014 | 3 430 | 3 968 | 3 854 | 3 709 |
| Intérêts reçus des entreprises publiques propres | 2 342 | 2 623 | 3 013 | 3 092 | 3 068 |
| Autres intérêts | 671 | 807 | 955 | 762 | 641 |
| Autres revenus de placements | 278 | 322 | 614 | 511 | 500 |
| Autres recettes de sources propres | 901 | 780 | 742 | 585 | 768 |
| Autres amendes et pénalités | 58 | 143 | 57 | 28 | 37 |
| Transferts de nature capitale de sources propres | | | | | |
| Autres dons | 6 | 7 | 11 | 10 | 10 |
| Diverses recettes de sources propres | 836 | 629 | 673 | 547 | 720 |
| Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique | 477 | 539 | 555 | 591 | 524 |
| Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique | 25 | 16 | 17 | 18 | 18 |
| Total des recettes | 169 379 | 180 336 | 193 779 | 192 080 | 189 939 |
| Services généraux de l'administration publique | 6 241 | 5 858 | 8 842 | 7 438 | 7 509 |
| Organismes exécutifs et organismes législatifs | 509 | 463 | 678 | 593 | 598 |
| Administration générale | 5 068 | 4 653 | 5 083 | 5 650 | 5 678 |
| Autres services généraux | 663 | 742 | 3 081 | 1 196 | 1 233 |
| Protection de la personne et de la propriété | 16 626 | 18 448 | 18 825 | 20 439 | 20 300 |
| Défense nationale | 10 449 | 11 869 | 11 968 | 12 734 | 12 739 |
| Cours de justice | 291 | 309 | 318 | 443 | 467 |
| Services correctionnels et de réadaptation | 1 499 | 1 684 | 1 683 | 1 971 | 1 909 |
| Services de police | 2 227 | 2 362 | 2 607 | 2 853 | 2 918 |
| Services de réglementation | 676 | 766 | 747 | 740 | 788 |
| Autres services de protection de la personne et de la propriété | 1 482 | 1 457 | 1 502 | 1 697 | 1 480 |
| Transports et communications | 1 989 | 1 720 | 1 979 | 2 373 | 2 053 |
| Transport aérien | 603 | 374 | 382 | 572 | 320 |
| Transport routier | 378 | 260 | 209 | 312 | 405 |
| Transport par chemin de fer | 259 | 232 | 301 | 402 | 275 |
| Transport maritime | 324 | 441 | 414 | 450 | 300 |
| Télécommunications | 182 | 167 | 192 | 234 | 232 |
| Autres services de transports et de communication | 240 | 246 | 482 | 403 | 521 |
| Santé ⁴ | 1 509 | 1 730 | 2 940 | 2 545 | 2 516 |
| Soins hospitaliers | 49 | 67 | 1 070 ⁵ | 76 | 17 |
| Soins médicaux | 319 | 333 | 373 | 335 | 523 |
| Soins préventifs | 412 | 439 | 467 | 994 | 668 |
| Autres services de santé | 727 | 891 | 1 030 | 1 139 | 1 307 |

Voir note(s) à la fin du tableau.

Tableau 2.3

**Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale
(Système de gestion financière) - Fin**

| | 1998-1999 | 1999-2000 ¹ | 2000-2001 ¹ | 2001-2002 ¹ | 2002-2003 ² |
|--|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Services sociaux ⁴ | 49 314 | 50 386 | 52 216 | 55 541 | 57 945 |
| Assistance sociale | 47 013 | 47 104 | 49 784 | 52 989 | 55 108 |
| Préservation du revenu | 12 110 | 11 443 | 10 583 | 13 226 | 14 096 |
| Autre assistance sociale | 34 902 | 35 661 | 39 201 | 39 762 | 41 012 |
| Sécurité sociale | 22 983 | 23 612 | 24 415 | 25 550 | 26 426 |
| Allocations familiales | 5 783 | 6 088 | 6 914 | 7 682 | 8 073 |
| Autres formes d'assistance sociale | 6 135 | 5 961 | 7 873 | 6 531 | 6 512 |
| Indemnités aux victimes d'accidents du travail | 103 | 102 | 48 | 35 | 34 |
| Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir | 88 | 91 | 82 | 37 | 23 |
| Prestations aux anciens combattants | 2 006 | 2 098 | 2 130 | 2 263 | 2 441 |
| Autres services sociaux | 103 | 991 | 172 | 217 | 340 |
| Éducation ⁴ | 4 128 | 4 917 | 5 230 | 5 084 | 4 797 |
| Éducation élémentaire et secondaire | 889 | 941 | 1 001 | 1 022 | 980 |
| Éducation postsecondaire | 1 295 | 1 584 | 1 758 | 1 476 | 1 263 |
| Services particuliers de recyclage | 1 240 | 1 658 | 1 739 | 1 862 | 1 819 |
| Autre éducation | 702 | 734 | 733 | 723 | 735 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 5 139 | 5 779 | 6 633 | 6 818 | 6 497 |
| Agriculture | 1 728 | 2 199 | 2 709 | 2 728 | 2 303 |
| Chasse et pêche | 375 | 413 | 615 | 584 | 534 |
| Pétrole et gaz | 70 | 86 | 107 | 138 | 183 |
| Forêts | 89 | 131 | 26 | 121 | 59 |
| Mines | 142 | 149 | 0 | 0 | 0 |
| Énergie hydraulique | .. | .. | .. | .. | 2 |
| Tourisme | 59 | 63 | 78 | 102 | 102 |
| Commerce et industrie | 1 929 | 1 820 | 2 131 | 2 098 | 2 285 |
| Autres services concernant la conservation des ressources et le développement industrie | 742 | 918 | 967 | 1 047 | 1 029 |
| Environnement | 1 491 | 1 362 | 1 643 | 1 731 | 1 582 |
| Approvisionnement en eau et épuration de l'eau | 702 | 627 | 644 | 609 | 592 |
| Contrôle de la pollution | 3 | 155 | 315 | 416 | 429 |
| Autres services concernant l'environnement | 785 | 580 | 684 | 706 | 562 |
| Loisirs et culture | 3 033 | 3 159 | 3 373 | 3 453 | 3 400 |
| Loisirs | 419 | 247 | 326 | 364 | 301 |
| Culture | 651 | 797 | 969 | 975 | 1 026 |
| Bibliothèques | 56 | 62 | 68 | 74 | 76 |
| Galeries d'art et musées | 149 | 150 | 161 | 177 | 173 |
| Autres services de loisirs et de culture | 445 | 585 | 740 | 724 | 777 |
| Radiodiffusion et télévision | 1 428 | 1 398 | 1 334 | 1 393 | 1 389 |
| Autres loisirs et culture | 533 | 717 | 743 | 722 | 684 |
| Travail, emploi et immigration | 2 550 | 2 447 | 2 432 | 2 485 | 2 386 |
| Travail et emploi | 1 886 | 1 583 | 1 503 | 1 527 | 1 387 |
| Immigration | 647 | 841 | 905 | 933 | 975 |
| Autres services concernant le travail, emploi et immigration | 17 | 23 | 24 | 25 | 23 |
| Logement | 1 865 | 1 928 | 1 885 | 1 910 | 1 913 |
| Affaires extérieures et aide internationale | 4 045 | 4 309 | 4 488 | 4 565 | 4 764 |
| Planification et aménagement des régions | 287 | 377 | 389 | 460 | 508 |
| Établissements de recherche | 1 545 | 1 872 | 1 901 | 2 418 | 2 414 |
| Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique ⁴ | 22 748 | 24 797 | 26 015 | 27 139 | 28 727 |
| Transferts à des fins générales aux administrations provinciales et territoriales | 22 748 | 24 797 | 26 015 | 27 127 | 28 727 |
| Subventions statutaires | 29 | 30 | 30 | 31 | 31 |
| Péréquation | 10 767 | 9 902 | 10 952 | 11 108 | 10 988 |
| Transfert Canadien en matière de santé et de programmes sociale ^{4,6} | 10 583 | 13 466 | 13 541 | 14 638 | 16 220 |
| Accord de réciprocité fiscale | .. | .. | .. | .. | .. |
| Autres transferts à des fins générales aux administrations provinciales et territoriales | 1 368 | 1 399 | 1 492 | 1 351 | 1 488 |
| Service de la dette | 43 967 | 44 140 | 45 650 | 40 143 | 36 340 |
| Autres intérêts | 43 828 | 43 998 | 45 512 | 39 998 | 36 215 |
| Autres fraise de la dette | 138 | 141 | 138 | 145 | 125 |
| Autres dépenses | 107 | 109 | 126 | 195 | 3 |
| Total des dépenses | 166 593 | 173 337 | 184 568 | 184 737 | 183 656 |
| Surplus (déficit) | 2 786 | 6 999 | 9 211 | 7 344 | 6 283 |

¹ Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

² Le produit des loteries fédérales/provinciales est classé comme "Divers taxes à la consommation" à partir de 1997-98.

³ La taxe de transport aérien se termine en 1999-2000. Les droits pour la sécurité du transport aérien débutent en 2002-2003.

⁴ En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

⁵ Le paiement de 1 milliard de dollars à la fiducie du Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS) pour l'achat et l'installation d'équipements médicaux est codé à la fonction « soins hospitaliers ».

⁶ Comprend le supplément de transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) pour soins de santé pour les exercices financières 1999-2000 et 2000-2001.

Tableau 2.4

Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés fédéraux¹
(Système de gestion financière)

| | 1998-1999 | 1999-2000 ^r | 2000-2001 ^r | 2001-2002 ^r | 2002-2003 ^p |
|---|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| | Milliers de dollars | | | | |
| Recettes de sources propres | 15 382 000 | 16 283 000 | 16 514 000 | 15 829 000 | 15 897 000 |
| Contributions aux régimes de sécurité sociale | 3 215 000 | 3 682 000 | 3 475 000 | 3 458 000 | 3 908 000 |
| Contributions de l'employé aux régimes de retraite non-provisionnés | 890 000 | 902 000 | 986 000 | 931 000 | 1 036 000 |
| Contributions de l'employeur aux régimes de retraite non-provisionnés | 2 325 000 | 2 780 000 | 2 488 000 | 2 527 000 | 2 872 000 |
| Revenus de placements | 12 167 000 | 12 601 000 | 13 039 000 | 12 371 000 | 11 989 000 |
| Total des recettes | 15 382 000 | 16 283 000 | 16 514 000 | 15 829 000 | 15 897 000 |
| Services sociaux | 15 382 000 | 16 283 000 | 16 514 000 | 15 829 000 | 15 897 000 |
| Prestations et autres dépenses des régimes de retraite des employés | 6 071 000 | 5 684 000 | 7 182 000 | 10 458 000 | 8 116 000 |
| Variation de l'avoir des régimes de retraite des ménages | 9 311 000 | 10 599 000 | 9 331 000 | 5 371 000 | 7 781 000 |
| Total des dépenses | 15 382 000 | 16 283 000 | 16 514 000 | 15 829 000 | 15 897 000 |
| Surplus (déficit) | | 0 | 0 | 0 | 0 |

¹ L'écart entre la variation de l'Avoir des régimes de retraite des ménages et la variation dans la dette nette est principalement dû à des réévaluation des obligations de l'administration publique envers les régimes de retraite suite à de nouvelles estimations actuarielles.

Tableau 2.5

Recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales - TOTAL DU CANADA¹
(Système de gestion financière)

| | 1998-1999 | 1999-2000 ^r | 2000-2001 ^r | 2001-2002 ^r | 2002-2003 ^p |
|--|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Recettes de sources propres | 169 606 | 183 274 | 203 438 | 193 436 | 198 207 |
| Impôts sur le revenu | 61 441 | 65 490 | 69 841 | 67 127 | 65 687 |
| Impôts sur le revenu des particuliers | 49 504 | 53 006 | 54 823 | 52 882 | 52 935 |
| Impôts sur le revenu des corporations | 11 629 | 12 157 | 14 564 | 13 948 | 12 401 |
| Impôts sur l'exploitation minière et forestière | 307 | 326 | 454 | 298 | 351 |
| Impôts directs des non résidents | . | . | . | . | . |
| Autres impôts sur le revenu | . | . | . | . | . |
| Taxes à la consommation | 42 157 | 43 999 | 48 297 | 48 834 | 52 386 |
| Taxes générales de vente | 23 996 | 25 633 | 27 653 | 28 075 | 29 491 |
| Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac | 2 925 | 2 986 | 2 955 | 3 461 | 4 714 |
| Taxes sur les divertissements | 609 | 612 | 575 | 562 | 560 |
| Taxes sur les carburants | 6 860 | 7 003 | 6 937 | 6 987 | 7 396 |
| Droits de douane | . | . | . | . | . |
| Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques | 2 806 ² | 2 747 ² | 3 479 ² | 3 178 ² | 3 261 ² |
| Bénéfices remis tirés des jeux de hasard | 4 174 | 4 183 | 5 787 | 5 555 | 5 889 |
| Autres taxes à la consommation | 784 | 835 | 909 | 1 017 | 1 074 |
| Impôts fonciers et impôts connexes | 7 553 | 8 080 | 8 595 | 8 268 | 8 712 |
| Impôts fonciers | 3 034 | 3 081 | 3 151 | 3 445 | 3 554 |
| Impôts sur le capital | 3 678 | 3 831 | 4 050 | 3 697 | 3 831 |
| Autres impôts fonciers et impôts connexes | 840 | 1 168 | 1 394 | 1 127 | 1 326 |
| Autres impôts ² | 12 695 | 13 291 | 14 146 | 14 172 | 14 494 |
| Impôts sur la masse salariale | 7 107 | 7 574 | 8 085 | 7 980 | 8 223 |
| Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ² | 2 645 | 2 689 | 2 738 | 2 807 | 2 919 |
| Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles | 296 | 405 | 610 | 634 | 536 |
| Impôts divers | 2 646 | 2 623 | 2 714 | 2 752 | 2 816 |
| Primes d'assurance-maladie | 2 017 | 1 950 | 2 178 | 2 283 | 2 971 |
| Contributions aux régimes de sécurité sociale | 7 411 | 7 341 | 7 500 | 7 644 | 7 833 |
| Vente de biens et services ² | 17 864 | 20 078 | 21 964 | 19 904 | 20 225 |
| Revenus de placements | 16 324 | 20 447 | 28 475 | 22 088 | 22 592 |
| Autres recettes de sources propres | 2 140 | 2 598 | 2 442 | 3 116 | 3 308 |
| Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ³ | 23 389 | 25 452 | 26 638 | 27 842 | 29 427 |
| Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ³ | 6 800 | 7 360 | 7 666 | 7 937 | 8 310 |
| Total des recettes | 199 796 | 216 086 | 237 741 | 229 214 | 235 944 |
| Services généraux de l'administration publique | 3 240 | 3 657 | 3 613 | 3 750 | 4 010 |
| Protection de la personne et de la propriété | 7 302 | 7 763 | 7 998 | 8 540 | 8 834 |
| Transports et communication | 10 586 | 9 486 | 8 582 | 9 138 | 9 675 |
| Santé | 59 607 ⁴ | 62 834 | 68 117 | 75 809 | 79 199 |
| Soins hospitaliers | 21 637 | 21 060 | 23 166 | 27 106 | 28 241 |
| Soins médicaux | 25 359 | 27 475 | 29 621 | 32 451 | 33 962 |
| Soins préventifs | 1 734 | 2 068 | 2 297 | 2 466 | 2 566 |
| Autres services de santé | 10 876 | 12 230 | 13 033 | 13 786 | 14 431 |
| Services sociaux | 35 822 | 37 263 | 38 884 | 40 463 | 40 753 |
| Assistance sociale | 14 813 | 14 727 | 14 216 | 14 310 | 14 089 |
| Indemnités aux victimes d'accidents du travail | 5 139 | 5 384 | 5 725 | 6 146 | 6 238 |
| Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir | 3 830 | 4 213 | 4 497 | 4 949 | 5 186 |
| Prestations aux anciens combattants | . | . | . | . | . |
| Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile | 463 | 458 | 482 | 509 | 533 |
| Autres services sociaux | 11 575 | 12 480 | 13 964 | 14 549 | 14 707 |
| Éducation | 50 946 ⁵ | 49 533 | 51 644 | 53 541 | 54 725 |
| Éducation élémentaire et secondaire | 29 335 ⁵ | 26 201 | 26 719 | 28 289 | 28 393 |
| Éducation postsecondaire | 19 309 | 20 643 | 22 169 | 22 153 | 23 148 |
| Services particuliers de recyclage | 1 878 | 2 231 | 2 275 | 2 593 | 2 664 |
| Autre éducation | 423 | 459 | 481 | 506 | 521 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 7 868 | 8 752 | 8 850 | 10 037 | 10 737 |
| Environnement | 1 512 | 1 681 | 1 390 | 1 451 | 1 410 |
| Loisirs et culture | 1 725 | 1 975 | 2 244 | 2 250 | 2 278 |
| Travail, emploi et immigration | 808 | 917 | 891 | 916 | 904 |
| Logement | 2 391 | 2 366 | 2 623 | 2 176 | 2 201 |
| Affaires extérieures et aide internationale | . | . | . | . | . |
| Planification et aménagement des régions | 1 167 | 1 028 | 1 306 | 986 | 986 |
| Établissements de recherche | 229 | 244 | 248 | 522 | 577 |
| Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique | 1 287 | 1 040 | 1 040 | 1 382 | 1 042 |
| Service de la dette | 25 625 | 25 410 | 26 155 | 25 218 | 24 423 |
| Autres dépenses | 12 | 1 | 1 375 | 1 633 | 445 |
| Total des dépenses | 210 136 | 213 952 | 224 963 | 237 813 | 242 199 |
| Surplus (déficit) | (10 339) | 2 134 | 12 778 | (8 599) | (6 255) |

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables. Pour la même raison, les dépenses consolidées, rapportées pour ces fonctions et sous-fonctions pour les années antérieures à 1997-1998, ne sont pas comparables aux données de la période débutant en 1997-1998.

² Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

³ En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

⁴ Une remise de dette de 1,9 milliard de dollars de l'administration publique générale provinciale de la Colombie-Britannique aux hôpitaux municipaux est incluse.

⁵ Une remise de dette de 3,6 milliards de dollars de l'administration publique générale provinciale de la Colombie-Britannique aux commissions scolaires est incluse.

Tableau 2.6

Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales - TOTAL DU CANADA¹
(Système de gestion financière)

| | 1998-1999 | 1999-2000 ^r | 2000-2001 ^r | 2001-2002 ^r | 2002-2003 ^p |
|--|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Recettes de sources propres | 155 641 | 167 827 | 187 111 | 175 407 | 179 187 |
| Impôts sur le revenu | 61 441 | 65 490 | 69 841 | 67 127 | 65 687 |
| Impôts sur le revenu des particuliers | 49 504 | 53 006 | 54 823 | 52 882 | 52 935 |
| Impôts sur le revenu des corporations | 11 629 | 12 157 | 14 564 | 13 948 | 12 401 |
| Impôts sur l'exploitation minière et forestière | 307 | 326 | 454 | 298 | 351 |
| Impôts directs des non résidents | . | . | . | . | . |
| Autres impôts sur le revenu | . | . | . | . | . |
| Taxes à la consommation | 42 157 | 43 999 | 48 297 | 48 834 | 52 386 |
| Taxes générales de vente | 23 996 | 25 633 | 27 653 | 28 075 | 29 491 |
| Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac | 2 925 | 2 986 | 2 955 | 3 461 | 4 714 |
| Taxes sur les divertissements | 609 | 612 | 575 | 562 | 560 |
| Taxes sur les carburants | 6 860 | 7 003 | 6 937 | 6 987 | 7 396 |
| Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques | 2 806 | 2 747 | 3 479 | 3 178 | 3 261 |
| Bénéfices remis tirés des jeux de hasard | 4 174 | 4 183 | 5 787 | 5 555 | 5 889 |
| Autres taxes à la consommation | 784 | 835 | 909 | 1 017 | 1 074 |
| Impôts fonciers et impôts connexes | 7 553 | 8 080 | 8 595 | 8 268 | 8 712 |
| Impôts fonciers | 3 034 | 3 081 | 3 151 | 3 445 | 3 554 |
| Impôts sur le capital | 3 678 | 3 831 | 4 050 | 3 697 | 3 831 |
| Autres impôts fonciers et impôts connexes | 840 | 1 168 | 1 394 | 1 127 | 1 326 |
| Autres impôts ² | 12 695 | 13 291 | 14 146 | 14 172 | 14 494 |
| Impôts sur la masse salariale | 7 107 | 7 574 | 8 085 | 7 980 | 8 223 |
| Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ² | 2 645 | 2 689 | 2 738 | 2 807 | 2 919 |
| Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles | 296 | 405 | 610 | 634 | 536 |
| Impôts divers | 2 646 | 2 623 | 2 714 | 2 752 | 2 816 |
| Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments | 2 017 | 1 950 | 2 178 | 2 283 | 2 971 |
| Contributions aux régimes de sécurité sociale | 6 199 | 6 096 | 6 131 | 6 140 | 6 237 |
| Vente de biens et services ² | 7 268 | 8 613 | 9 341 | 6 688 | 6 304 |
| Revenus de placements | 15 814 | 19 842 | 28 061 | 21 336 | 21 800 |
| Autres recettes de sources propres | 491 | 466 | 520 | 558 | 597 |
| Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ³ | 23 389 | 25 452 | 26 638 | 27 842 | 29 427 |
| Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ³ | 5 491 | 5 811 | 5 847 | 6 117 | 6 380 |
| Total des recettes | 184 521 | 199 091 | 219 595 | 209 366 | 214 994 |
| Services généraux de l'administration publique | 3 241 | 3 662 | 3 615 | 3 751 | 4 011 |
| Protection de la personne et de la propriété | 7 305 | 7 766 | 8 000 | 8 541 | 8 836 |
| Transports et communications | 10 591 ⁴ | 9 490 ⁵ | 8 585 | 9 140 | 9 677 |
| Santé | 54 354 | 57 821 | 63 648 | 67 994 | 70 905 |
| Soins hospitaliers | 19 566 ⁶ | 19 131 | 21 344 | 23 104 | 23 744 |
| Soins médicaux | 24 490 | 26 724 | 28 778 | 30 526 | 32 020 |
| Soins préventifs | 1 830 | 2 060 | 2 393 | 2 556 | 2 673 |
| Autres services de santé | 8 466 | 9 906 | 11 133 | 11 808 | 12 468 |
| Services sociaux | 31 995 | 32 676 | 34 072 | 35 144 | 35 291 |
| Assistance sociale | 14 811 | 14 732 | 14 222 | 14 296 | 14 076 |
| Indemnités aux victimes d'accidents du travail | 5 140 | 5 386 | 5 726 | 6 147 | 6 239 |
| Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir | 95 | 91 | 94 | 95 | 95 |
| Prestations aux anciens combattants | . | . | . | . | . |
| Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile | 463 | 458 | 483 | 509 | 533 |
| Autres services sociaux | 11 485 | 12 009 | 13 547 | 14 097 | 14 347 |
| Éducation | 44 128 | 40 814 | 41 024 | 43 464 | 44 030 |
| Éducation élémentaire et secondaire | 29 344 ⁷ | 26 209 | 26 726 | 28 295 | 28 399 |
| Éducation postsecondaire | 12 282 ⁸ | 11 913 | 11 538 | 12 221 | 12 610 |
| Services particuliers de recyclage | 2 058 | 2 232 | 2 278 | 2 443 | 2 500 |
| Autre éducation | 443 | 459 | 482 | 506 | 521 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 7 905 | 8 808 | 8 898 | 10 059 | 10 761 |
| Environnement | 1 513 | 1 682 | 1 392 | 1 452 | 1 411 |
| Loisirs et culture | 1 728 | 1 984 | 2 250 | 2 251 | 2 278 |
| Travail, emploi et immigration | 809 | 920 | 892 | 916 | 904 |
| Logement | 2 395 | 2 368 | 2 625 | 2 171 | 2 196 |
| Affaires extérieures et aide internationale | . | . | . | . | . |
| Planification et aménagement des régions | 1 168 | 1 031 | 1 309 | 986 | 986 |
| Établissements de recherche | 294 | 310 | 374 | 556 | 610 |
| Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique | 1 287 | 1 040 | 1 040 | 1 382 | 1 042 |
| Service de la dette | 27 717 | 27 780 | 28 895 | 27 948 | 27 257 |
| Autres dépenses | 0 | 0 | 1 375 | 1 633 | 445 |
| Total des dépenses | 196 436 | 198 152 | 207 995 | 217 390 | 220 639 |
| Surplus (déficit) | (11 914) | 939 | 11 601 | (8 024) | (5 645) |

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.

² Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

³ En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

⁴ En Colombie-Britannique, une remise de dette de 1,1 milliard de dollars envers BC Transit est incluse à la fin de l'exercice financier le 31 mars, 1999.

⁵ En Colombie-Britannique, une remise de dette de 1,1 milliard de dollars envers BC Ferry est incluse à la fin de l'exercice financier le 31 mars, 2000.

⁶ En Colombie-Britannique, une remise de dette de 1,9 milliard de dollars envers l'administration publique générale locale pour les hôpitaux municipaux est incluse à la fin de l'exercice financier le 31 mars, 1999.

⁷ En Colombie-Britannique, une remise de dette de 3,6 milliards de dollars envers les commissions scolaires est incluse à la fin de l'exercice financier le 31 mars, 1999.

⁸ En Colombie-Britannique, une remise de dette de 1,8 milliard de dollars envers les universités et collèges est incluse à la fin de l'exercice financier le 31 mars, 1999.

Tableau 2.7

**Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)**

| | 1998-1999 | 1999-2000 ^r | 2000-2001 ^r | 2001-2002 ^r | 2002-2003 ^p |
|---|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Contributions aux régimes de sécurité sociale | 1 211 | 1 245 | 1 369 | 1 503 | 1 596 |
| Revenus de placements | 2 525 | 2 878 | 3 034 | 3 352 | 3 495 |
| Total des recettes | 3 736 | 4 123 | 4 404 | 4 855 | 5 091 |
| Services sociaux | 3 736 | 4 123 | 4 404 | 4 855 | 5 091 |
| Prestations et autres dépenses des régimes de retraite des employés | 2 637 | 2 355 | 2 585 | 2 739 | 2 933 |
| Variation de l'avoir des régimes de retraite des ménages | 1 099 | 1 768 | 1 819 | 2 116 | 2 159 |
| Total des dépenses | 3 736 | 4 123 | 4 404 | 4 855 | 5 091 |
| Surplus (déficit) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Tableau 2.8

**Recettes et dépenses des universités et collèges - TOTAL DU CANADA^{1,2}
(Système de gestion financière)**

| | 1998-1999 | 1999-2000 ^r | 2000-2001 ^r | 2001-2002 ^r | 2002-2003 ^p |
|--|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| | Milliers de dollars | | | | |
| Recettes de sources propres | 7 887 522 | 8 791 925 | 9 488 855 | 9 387 770 | 9 953 605 |
| Ventes de biens et de services | 6 044 702 | 6 715 382 | 7 229 527 | 7 151 229 | 7 581 493 |
| Frais de scolarité | 3 506 275 | 3 881 521 | 4 143 088 | 4 109 273 | 4 358 662 |
| Autres ventes de biens et de services | 2 538 427 | 2 646 921 | 2 888 110 | 2 848 539 | 3 016 484 |
| Revenus de placements | 476 694 | 592 797 | 604 613 | 594 380 | 625 704 |
| Autres recettes de sources propres | 1 366 126 | 1 483 746 | 1 654 715 | 1 642 161 | 1 746 408 |
| Transferts des autres administrations publiques | 12 177 196 | 11 588 314 | 12 242 143 | 12 055 121 | 12 759 655 |
| Transferts de l'administration publique fédérale | 1 112 046 | 1 352 613 | 1 617 504 | 1 600 914 | 1 698 106 |
| Transferts des administrations publiques provinciales et territoriales | 11 049 246 | 10 221 834 | 10 599 021 | 10 429 476 | 11 035 302 |
| Transferts des administrations publiques locales | 15 904 | 13 867 | 25 618 | 24 731 | 26 247 |
| Total des recettes | 20 064 718 | 20 380 239 | 21 730 998 | 21 442 891 | 22 713 260 |
| Éducation | 17 679 221 | 19 040 483 | 20 812 208 | 20 519 539 | 21 736 411 |
| Éducation postsecondaire | 17 679 221 | 18 800 032 | 20 568 242 | 20 277 765 | 21 476 260 |
| Administration | 3 438 931 | 3 826 107 | 4 266 787 | 4 197 376 | 4 444 357 |
| Éducation | 9 724 860 | 9 806 404 | 10 446 945 | 10 299 125 | 10 909 356 |
| Aide aux étudiants | 407 889 | 513 845 | 603 597 | 599 100 | 638 503 |
| Autres dépenses d'éducation postsecondaire | 4 107 541 | 4 653 676 | 5 250 913 | 5 182 164 | 5 484 044 |
| Service de la dette | 343 581 | 437 571 | 464 682 | 451 508 | 485 751 |
| Total des dépenses | 18 022 802 | 19 478 054 | 21 276 890 | 20 971 047 | 22 222 162 |
| Surplus (déficit) | 2 041 916 | 902 185 | 454 108 | 471 844 | 491 099 |

¹ Les données du « Yukon College » sont exclues pour fins de confidentialité.

² En 1998-1999, le large surplus s'explique par un transfert de capital aux universités et collèges (pour radiation de dette) de l'administration publique générale de la Colombie-Britannique de 1.8 milliard de dollars.

Tableau 2.9

Recettes et dépenses des institutions des services de santé et services sociaux - TOTAL DU CANADA¹
(Système de gestion financière)

| | 1998-1999 | 1999-2000 ^r | 2000-2001 ^r | 2001-2002 ^r | 2002-2003 ^p |
|--|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| | Milliers de dollars | | | | |
| Recettes de sources propres | 6 030 491 | 6 172 999 | 6 938 782 | 7 781 729 | 8 137 711 |
| Ventes de biens et de services | 5 138 353 | 5 419 011 | 6 000 015 | 6 722 303 | 7 018 741 |
| Revenus de placements | 149 496 | 134 744 | 154 916 | 173 836 | 183 221 |
| Autres recettes de sources propres | 742 642 | 619 244 | 783 851 | 885 590 | 935 749 |
| Transferts des autres administrations publiques | 32 291 870 | 37 545 613 | 40 982 744 | 43 771 923 | 45 527 818 |
| Transferts de l'administration publique fédérale | 4 | 365 | 710 | 779 | 776 |
| Transferts des administrations publiques provinciales et territoriales | 32 103 729 | 37 353 480 | 40 799 111 | 43 569 925 | 45 314 256 |
| Transferts des administrations publiques locales | 179 320 | 179 965 | 174 086 | 191 916 | 203 301 |
| Transferts des autres institutions des services de santé et services sociaux | 8 817 | 11 803 | 8 837 | 9 303 | 9 485 |
| Total des recettes | 38 322 361 | 43 718 612 | 47 921 526 | 51 553 652 | 53 665 529 |
| Santé | 34 943 122 | 38 830 101 | 42 314 171 | 47 187 691 | 49 209 253 |
| Soins hospitaliers | 18 376 010 | 20 035 169 | 22 105 985 | 24 666 912 | 25 765 066 |
| Soins médicaux | 7 991 607 | 8 783 163 | 9 492 015 | 10 612 128 | 11 078 895 |
| Soins préventifs | 700 332 | 747 914 | 833 323 | 918 003 | 943 494 |
| Autres services santé | 7 875 173 | 9 263 855 | 9 882 848 | 10 990 648 | 11 421 798 |
| Services sociaux | 3 629 766 | 4 397 418 | 4 703 331 | 5 220 224 | 5 360 242 |
| Assistance sociale | 59 249 | 53 268 | 54 500 | 63 490 | 67 104 |
| Autres services sociaux | 3 570 517 | 4 344 150 | 4 648 831 | 5 156 734 | 5 293 138 |
| Logement | 3 930 | 4 149 | 4 404 | 5 137 | 5 427 |
| Service de la dette | 212 256 | 193 269 | 176 341 | 187 507 | 192 426 |
| Total des dépenses | 38 789 074 | 43 424 937 | 47 198 247 | 52 600 559 | 54 767 348 |
| Surplus (déficit) | (466 713) | 293 677 | 723 280 | (1 046 907) | (1 101 818) |

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.

Tableau 2.10

**Recettes et dépenses des administrations publiques locales - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)**

| | 1998 | 1999 ^r | 2000 ^r | 2001 ^r | 2002 ^p |
|---|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Recettes de sources propres | 44 636,9 | 47 105,5 | 48 059,5 | 49 586,2 | 50 690,5 |
| Taxes à la consommation | 57,7 | 77,8 | 84,2 | 91,3 | 90,5 |
| Taxes générales de vente | 42,8 | 62,6 | 69,2 | 76,3 | 75,4 |
| Autres taxes à la consommation | 14,9 | 15,2 | 15,0 | 15,0 | 15,1 |
| Impôts fonciers et impôts connexes | 31 003,2 | 32 175,1 | 32 486,7 | 33 642,3 | 34 578,9 |
| Impôts fonciers | 29 157,6 | 30 112,2 | 30 331,1 | 31 513,3 | 32 503,9 |
| Impôts fonciers généraux | 25 873,8 | 26 757,3 | 26 937,7 | 28 230,0 | 29 185,7 |
| Prélèvements sur terrains | 843,5 | 931,2 | 914,7 | 1 078,1 | 1 010,2 |
| Impôts fonciers particuliers | 689,7 | 703,6 | 693,7 | 685,6 | 796,6 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 1 750,5 | 1 720,1 | 1 785,0 | 1 519,6 | 1 511,3 |
| Autres impôts fonciers généraux | . | . | . | . | . |
| Impôts sur le capital | . | . | . | . | . |
| Autres impôts fonciers et impôts connexes | 1 845,7 | 2 062,9 | 2 155,6 | 2 129,0 | 2 075,0 |
| Droits de cession immobilière | 160,2 | 166,9 | 191,1 | 213,3 | 153,4 |
| Taxes d'affaires | 1 203,3 | 1 243,9 | 1 275,8 | 1 290,1 | 1 273,8 |
| Impôts sur le patrimoine | . | . | . | . | . |
| Autres impôts fonciers et impôts connexes | 482,2 | 652,0 | 688,7 | 625,6 | 647,8 |
| Autres impôts | 458,4 | 511,7 | 528,7 | 545,8 | 536,5 |
| Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles | . | . | . | . | . |
| Impôts divers | 458,4 | 511,7 | 528,7 | 545,8 | 536,5 |
| Vente de biens et services | 10 436,0 | 11 498,9 | 11 887,9 | 12 199,6 | 12 421,0 |
| Revenus de placements | 2 163,1 | 2 272,4 | 2 456,4 | 2 415,4 | 2 380,4 |
| Autres recettes de sources propres | 518,4 | 569,5 | 615,7 | 691,7 | 683,2 |
| Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique | 1 424,9 | 1 183,5 | 1 073,3 | 1 225,7 | 1 260,6 |
| Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique | 33 700,3 ¹ | 31 162,7 ² | 29 429,4 | 30 381,8 | 30 882,0 |
| Total des recettes | 79 762,1 | 79 451,7 | 78 562,2 | 81 193,7 | 82 833,1 |
| Services généraux de l'administration publique | 4 237,6 | 4 711,6 | 3 884,5 | 4 323,4 | 4 534,0 |
| Exécutif et législatif | 298,1 | 308,1 | 312,2 | 302,7 | 299,9 |
| Administration générale | 3 630,7 | 4 045,3 | 3 246,6 | 3 665,6 | 3 796,4 |
| Autres services généraux | 308,9 | 358,3 | 325,8 | 355,1 | 437,8 |
| Protection de la personne et de la propriété | 6 767,3 | 6 819,1 | 7 216,8 | 7 737,4 | 7 929,3 |
| Cours de justice, correction et réhabilitation | 87,0 | 93,5 | 105,7 | 113,6 | 120,4 |
| Police | 3 990,1 | 4 183,6 | 4 204,2 | 4 694,2 | 4 829,5 |
| Lutte contre les incendies | 2 127,9 | 2 132,9 | 2 422,6 | 2 470,5 | 2 493,5 |
| Services de réglementation | 295,2 | 306,0 | 337,7 | 328,3 | 334,1 |
| Autres services de protection de la personne et de la propriété | 267,3 | 103,1 | 146,5 | 130,7 | 151,8 |
| Transports et communications | 8 492,8 | 8 822,5 | 9 308,7 | 9 146,6 | 9 458,4 |
| Transport routier | 6 301,2 | 6 575,6 | 7 247,8 | 7 314,1 | 7 587,0 |
| Enlèvement de la neige | 668,9 | 792,5 | 966,7 | 976,4 | 1 005,4 |
| Stationnement | 183,7 | 198,7 | 254,0 | 244,8 | 282,5 |
| Autres transport routier | 5 448,6 | 5 584,4 | 6 027,1 | 6 092,9 | 6 299,2 |
| Transport en commun | 2 060,3 | 2 109,4 | 1 892,5 | 1 625,0 | 1 620,9 |
| Autres services de transport et de communications | 131,3 | 137,4 | 168,5 | 207,4 | 250,5 |
| Santé | 860,3 | 763,4 | 847,6 | 1 125,6 | 1 119,5 |
| Soins hospitaliers | 90,7 | 43,2 | 57,2 | 60,5 | 46,7 |
| Soins médicaux | 7,0 | 4,4 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Soins préventifs | 441,3 | 439,0 | 462,9 | 518,2 | 549,2 |
| Autres services de santé | 321,3 | 276,9 | 327,1 | 546,8 | 523,3 |
| Services sociaux | 5 171,3 | 4 983,0 | 5 528,0 | 5 037,8 | 5 317,8 |
| Assistance sociale | 3 792,1 | 3 505,0 | 3 769,1 | 3 290,6 | 3 368,2 |
| Autres services sociaux | 1 379,1 | 1 477,9 | 1 758,9 | 1 747,2 | 1 949,6 |
| Éducation | 31 335,4 | 31 969,4 | 32 320,1 | 33 471,6 | 34 344,0 |
| Éducation élémentaire et secondaire | 30 825,5 | 31 409,9 | 31 751,6 | 32 884,1 | 33 743,3 |
| Autre éducation | 510,0 | 559,6 | 568,5 | 587,5 | 600,6 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 813,5 | 912,0 | 898,7 | 890,6 | 855,2 |
| Environnement | 6 250,8 | 6 388,1 | 6 723,3 | 7 180,0 | 7 211,5 |
| Approvisionnement en eau et épuration de l'eau, canalisations d'égouts et épuration des eaux-vannes | 4 701,5 | 4 690,0 | 4 928,9 | 5 047,1 | 5 047,7 |
| Approvisionnement en eau et épuration de l'eau | 2 575,0 | 2 527,4 | 2 551,4 | 2 663,3 | 2 687,3 |
| Canalisations d'égouts et épuration des eaux-vannes | 2 126,5 | 2 162,6 | 2 377,6 | 2 383,8 | 2 360,4 |
| Enlèvement et destruction des ordures ménagères et de déchets | 1 411,1 | 1 583,3 | 1 459,0 | 2 014,0 | 2 039,4 |
| Autres services concernant l'environnement | 138,1 | 114,8 | 335,3 | 118,8 | 124,5 |
| Loisirs et culture | 4 741,2 | 5 003,8 | 5 527,3 | 5 874,3 | 5 712,7 |
| Loisirs | 3 605,4 | 3 786,2 | 4 028,3 | 4 306,4 | 4 210,0 |
| Culture | 1 116,3 | 1 194,4 | 1 473,7 | 1 516,0 | 1 444,3 |
| Autres services de loisirs et de culture | 19,5 | 23,2 | 25,3 | 51,8 | 58,4 |
| Logement | 1 098,6 | 1 142,9 | 1 438,9 | 1 548,3 | 1 650,3 |
| Planification et aménagement des régions | 696,5 | 742,1 | 757,6 | 837,8 | 851,6 |
| Service de la dette | 3 585,3 | 3 413,1 | 3 206,4 | 3 032,4 | 3 012,2 |
| Autres dépenses | 130,4 | 263,4 | 240,3 | 98,3 | 125,1 |
| Total des dépenses | 74 181,0 | 75 934,4 | 77 898,2 | 80 303,8 | 82 121,6 |
| Surplus (déficit) | 5 581,1 | 3 517,3 | 664,0 | 889,9 | 711,5 |

¹ Une remise de dette de 3,6 milliards de dollars de l'administration publique générale provinciale de la Colombie-Britannique aux commissions scolaires est incluse.

² Une remise de dette de 1,9 milliard de dollars de l'administration publique générale provinciale de la Colombie-Britannique aux hôpitaux municipaux est incluse.

Tableau 2.11

**Recettes et dépenses des administrations publiques locales générales - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)**

| | 1998 | 1999 ^r | 2000 ^r | 2001 ^r | 2002 ^p |
|---|---------------------|------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Milliers de dollars | | | | |
| Recettes de sources propres | 35 447 971 | 37 514 492 | 38 232 500 | 39 486 203 | 40 421 081 |
| Impôts fonciers et impôts connexes | 23 202 176 | 24 166 067 | 24 329 239 | 25 267 981 | 26 082 805 |
| Impôts fonciers généraux | 18 271 504 | 18 942 949 | 18 978 891 | 20 060 201 | 20 897 523 |
| Prélèvements sur terrains | 843 483 | 931 213 | 914 675 | 1 078 098 | 1 010 217 |
| Impôts fonciers particuliers | 689 723 | 703 595 | 693 677 | 685 600 | 796 636 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 1 654 082 | 1 630 125 | 1 693 335 | 1 425 294 | 1 415 227 |
| Administration publique fédérale | 368 861 | 415 928 | 417 645 | 380 829 | 377 995 |
| Entreprises publiques fédérales | 95 455 | 71 743 | 72 939 | 106 562 | 106 270 |
| Administrations publiques provinciales et territoriales | 623 719 | 638 691 | 661 532 | 636 340 | 627 410 |
| Universités | 16 621 | 16 292 | 16 334 | 17 642 | 17 612 |
| Collèges | 9 761 | 9 565 | 9 588 | 10 356 | 10 338 |
| Hôpitaux | 3 952 | 3 840 | 3 849 | 4 157 | 4 178 |
| Entreprises publiques provinciales et territoriales | 399 456 | 362 187 | 375 276 | 116 223 | 117 640 |
| Entreprises publiques locales | 136 257 | 111 879 | 136 172 | 153 185 | 153 784 |
| Droits de cession immobilière | 160 158 | 166 907 | 191 080 | 213 326 | 153 421 |
| Taxes d'affaires | 1 176 517 | 1 215 553 | 1 246 628 | 1 259 726 | 1 243 045 |
| Autres impôts fonciers et impôts connexes | 406 709 | 575 725 | 610 953 | 545 736 | 566 736 |
| Taxes à la consommation | 57 688 | 77 824 | 84 154 | 91 326 | 90 501 |
| Taxes générales de vente | 53 447 | 73 231 | 80 097 | 87 140 | 86 231 |
| Taxes sur les divertissements | 4 241 | 4 593 | 4 057 | 4 186 | 4 270 |
| Autres impôts | 457 849 | 511 083 | 527 983 | 545 140 | 535 783 |
| Autres licences et permis | 445 591 | 498 674 | 512 377 | 527 900 | 518 543 |
| Autres impôts divers | 12 258 | 12 409 | 15 606 | 17 240 | 17 240 |
| Vente de biens et services | 9 131 215 | 10 006 389 | 10 315 291 | 10 570 397 | 10 747 004 |
| À d'autres administrations publiques | 36 266 | 39 418 | 21 921 | 23 053 | 23 506 |
| À la collectivité | 9 094 949 | 9 966 971 | 10 293 370 | 10 547 344 | 10 723 498 |
| Eau | 2 373 093 | 2 462 770 | 2 557 776 | 2 621 961 | 2 650 022 |
| Locations | 773 728 | 824 923 | 793 451 | 850 349 | 857 083 |
| Concessions et franchises | 62 072 | 70 204 | 77 871 | 80 660 | 80 827 |
| Autre vente de biens et services | 5 886 056 | 6 609 074 | 6 864 272 | 6 994 374 | 7 135 566 |
| Revenus de placements | 2 108 481 | 2 206 737 | 2 389 532 | 2 346 112 | 2 308 978 |
| Profits commerciaux remis | 145 849 | 177 531 | 172 244 | 193 948 | 199 770 |
| Intérêts reçus des entreprises publiques propres | 238 748 | 231 877 | 241 644 | 252 791 | 248 179 |
| Autres intérêts | 285 217 | 300 695 | 311 335 | 261 079 | 270 001 |
| Autres revenus de placements | 1 438 667 | 1 496 634 | 1 664 309 | 1 638 294 | 1 591 028 |
| Autres recettes de sources propres | 490 562 | 546 392 | 586 301 | 665 247 | 656 010 |
| Autres amendes et pénalités | 408 107 | 419 577 | 463 460 | 552 345 | 541 239 |
| Diverses recettes de sources propres | 82 455 | 126 815 | 122 841 | 112 902 | 114 771 |
| Transferts | 8 881 503 | 9 166 552 | 7 117 342 | 7 195 777 | 6 927 258 |
| Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique | 1 424 893 | 1 183 535 | 1 073 291 | 1 225 696 | 1 260 617 |
| Administrations publiques provinciales et territoriales | 1 424 893 | 1 183 535 | 1 073 291 | 1 225 696 | 1 260 617 |
| Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique | 7 456 610 | 7 983 017 | 6 044 051 | 5 970 081 | 5 666 641 |
| Administration publique fédérale | 292 967 | 225 439 | 197 375 | 371 755 | 404 962 |
| Services généraux | 17 534 | 15 612 | 18 981 | 16 720 | 22 448 |
| Protection de la personne et de la propriété | 17 905 | 9 111 | 12 453 | 11 637 | 9 207 |
| Transports et communications | 86 771 | 52 281 | 42 883 | 41 522 | 44 679 |
| Santé | 518 | 571 | 426 | 1 221 | 4 013 |
| Services sociaux | 10 453 | 14 055 | 9 713 | 37 714 | 45 572 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 13 066 | 17 511 | 21 501 | 19 240 | 16 980 |
| Environnement | 33 980 | 14 353 | 19 467 | 17 616 | 44 826 |
| Loisirs et culture | 19 579 | 20 600 | 25 875 | 38 227 | 33 489 |
| Logement | 78 257 | 60 350 | 29 600 | 167 471 | 165 035 |
| Planification et aménagement des régions | 3 545 | 5 008 | 2 601 | 4 738 | 3 959 |
| Autres transferts à des fins particuliers, administration publique fédérale | 11 359 | 15 987 | 13 875 | 15 649 | 14 754 |
| Administrations publiques provinciales et territoriales | 7 163 643 | 7 757 578 | 5 846 676 | 5 598 326 | 5 261 679 |
| Services généraux | 228 310 | 129 677 | 108 818 | 251 055 | 178 721 |
| Protection de la personne et de la propriété | 115 234 | 70 062 | 75 187 | 83 021 | 69 918 |
| Transports et communications | 2 012 652 | 892 209 | 890 532 | 778 225 | 644 893 |
| Santé | 78 989 | 2 168 769 ¹ | 321 729 | 445 323 | 442 508 |
| Services sociaux | 3 157 888 | 3 192 739 | 3 181 228 | 2 572 428 | 2 583 366 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 92 989 | 88 498 | 101 647 | 105 892 | 92 837 |
| Environnement | 528 052 | 437 350 | 374 218 | 449 597 | 411 853 |
| Loisirs et culture | 274 856 | 264 191 | 257 904 | 273 296 | 285 744 |
| Logement | 209 842 | 212 068 | 244 704 | 372 267 | 386 695 |
| Planification et aménagement des régions | 34 153 | 26 412 | 29 624 | 35 548 | 22 206 |
| Service financiers (intérêts) | 319 914 | 272 032 | 260 160 | 229 960 | 134 783 |
| Autres transferts à des fins particuliers, administrations publiques provinciales | 110 764 | 3 567 | 925 | 1 714 | 8 155 |
| Total des recettes | 44 329 474 | 46 681 044 | 45 349 842 | 46 681 980 | 47 348 339 |

Voir note(s) à la fin du tableau.

Tableau 2.11

**Recettes et dépenses des administrations publiques locales générales - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière) - Fin**

| | 1998 | 1999 ¹ | 2000 ¹ | 2001 ¹ | 2002 ¹ |
|--|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Milliers de dollars | | | | |
| Services généraux de l'administration publique | 4 237 621 | 4 711 618 | 3 884 537 | 4 323 363 | 4 534 038 |
| Organismes exécutifs et organismes législatifs | 298 056 | 308 072 | 312 151 | 302 683 | 299 856 |
| Administration générale | 3 630 662 | 4 045 259 | 3 246 550 | 3 665 614 | 3 796 428 |
| Autres services généraux | 308 903 | 358 287 | 325 836 | 355 066 | 437 754 |
| Protection de la personne et de la propriété | 6 767 336 | 6 819 085 | 7 216 777 | 7 737 391 | 7 929 343 |
| Cours de justice | 86 955 | 93 454 | 105 725 | 113 565 | 120 424 |
| Services de police | 3 990 077 | 4 183 635 | 4 204 226 | 4 694 240 | 4 829 476 |
| Lutte contre les incendies | 2 127 865 | 2 132 868 | 2 422 623 | 2 470 545 | 2 493 490 |
| Services de réglementation | 295 154 | 305 999 | 337 675 | 328 318 | 334 109 |
| Autres services de protection de la personne et de la propriété | 267 285 | 103 129 | 146 528 | 130 723 | 151 844 |
| Transports et communications | 8 492 782 | 8 822 465 | 9 308 728 | 9 146 558 | 9 458 388 |
| Transport routier | 5 448 647 | 5 584 439 | 6 027 084 | 6 092 918 | 6 299 152 |
| Enlèvement de la neige et de la glace | 668 885 | 792 534 | 966 656 | 976 418 | 1 005 366 |
| Stationnement | 183 651 | 198 667 | 254 029 | 244 783 | 282 506 |
| Transport en commun | 2 060 326 | 2 109 395 | 1 892 491 | 1 625 022 | 1 620 901 |
| Autres services de transports et de communication | 131 273 | 137 430 | 168 468 | 207 417 | 250 463 |
| Santé | 860 300 | 763 441 | 847 578 | 1 125 623 | 1 119 464 |
| Soins hospitaliers | 90 693 | 43 166 | 57 244 | 60 467 | 46 686 |
| Soins médicaux | 6 952 | 4 417 | 296 | 251 | 251 |
| Soins préventifs | 441 322 | 438 994 | 462 912 | 518 154 | 549 188 |
| Autres services de santé | 321 333 | 276 864 | 327 126 | 546 751 | 523 339 |
| Services sociaux | 5 171 253 | 4 982 959 | 5 528 045 | 5 037 753 | 5 317 794 |
| Assistance sociale | 3 792 110 | 3 505 014 | 3 769 097 | 3 290 564 | 3 368 166 |
| Autres services sociaux | 1 379 143 | 1 477 945 | 1 758 948 | 1 747 189 | 1 949 628 |
| Éducation | 183 812 | 176 403 | 173 670 | 182 288 | 186 439 |
| Conservation des ressources et développement de l'industrie | 813 459 | 912 009 | 898 691 | 890 576 | 855 195 |
| Agriculture | 169 997 | 145 661 | 145 187 | 160 785 | 135 031 |
| Promotion touristique | 33 480 | 34 358 | 76 649 | 56 230 | 70 043 |
| Commerce et industrie | 276 929 | 358 573 | 327 718 | 308 314 | 305 198 |
| Autres services concernant la conservation des ressources et le développement de l'industrie | 333 053 | 373 417 | 349 137 | 365 247 | 344 923 |
| Environnement | 6 250 761 | 6 388 056 | 6 723 261 | 7 179 955 | 7 211 489 |
| Approvisionnement en eau et épuration de l'eau | 2 575 007 | 2 527 436 | 2 551 354 | 2 663 327 | 2 687 277 |
| Canalisations d'égouts et épuration des eaux-vannes | 2 126 514 | 2 162 555 | 2 377 564 | 2 383 805 | 2 360 379 |
| Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets | 1 411 095 | 1 583 269 | 1 459 038 | 2 013 996 | 2 039 357 |
| Autres services concernant l'environnement | 138 145 | 114 796 | 335 305 | 118 827 | 124 476 |
| Loisirs et culture | 4 741 202 | 5 003 778 | 5 527 259 | 5 874 298 | 5 712 728 |
| Loisirs | 3 605 402 | 3 786 203 | 4 028 268 | 4 306 443 | 4 210 048 |
| Culture | 1 116 275 | 1 194 384 | 1 473 661 | 1 516 022 | 1 444 323 |
| Autres services de loisirs et de culture | 19 525 | 23 191 | 25 330 | 51 833 | 58 357 |
| Logement | 1 098 613 | 1 142 914 | 1 438 890 | 1 548 255 | 1 650 291 |
| Planification et aménagement des régions | 696 463 | 742 136 | 757 619 | 837 771 | 851 607 |
| Urbanisme et zonage | 406 758 | 419 906 | 459 834 | 529 816 | 518 210 |
| Aménagement des agglomérations urbaines et des régions | 289 698 | 322 219 | 297 774 | 307 944 | 333 386 |
| Autres services concernant la planification et l'aménagement des régions | 7 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| Service de la dette | 2 803 772 | 2 668 034 | 2 486 620 | 2 440 170 | 2 437 875 |
| Intérêts | 2 730 759 | 2 597 600 | 2 416 372 | 2 374 176 | 2 339 774 |
| Autres services de la dette | 73 013 | 70 434 | 70 248 | 65 994 | 98 101 |
| Autres dépenses | 130 418 | 263 379 | 240 283 | 98 268 | 125 062 |
| Total des dépenses | 42 247 792 | 43 396 277 | 45 031 958 | 46 422 269 | 47 389 713 |
| Surplus (déficit) | 2 081 682 | 3 284 767 | 317 884 | 259 711 | (41 374) |

¹ En 1999, le large surplus s'explique par un transfert de capital aux hôpitaux municipaux (pour radiation de dette) de l'administration publique générale de la Colombie-Britannique de 1,9 milliard de dollars.

Tableau 2.12

Recettes et dépenses des commissions/conseils scolaires - TOTAL DU CANADA¹
(Système de gestion financière)

| | 1998 | 1999 [†] | 2000 [†] | 2001 [†] | 2002 [†] |
|---|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Milliers de dollars | | | | |
| Recettes de sources propres | 9 186 870 | 9 593 045 | 9 823 220 | 10 099 997 | 10 269 394 |
| Impôts fonciers et impôts connexes | 7 801 048 | 8 009 046 | 8 157 425 | 8 374 307 | 8 496 100 |
| Impôts fonciers généraux | 7 602 321 | 7 814 361 | 7 958 852 | 8 169 777 | 8 288 196 |
| Subventions tenant lieu d'impôts fonciers | 96 439 | 89 993 | 91 625 | 94 308 | 96 069 |
| Administration publique fédérale | 40 772 | 36 637 | 37 383 | 38 575 | 39 276 |
| Entreprises publiques fédérales | 2 330 | 2 116 | 2 142 | 2 185 | 2 219 |
| Administrations publiques provinciales et territoriales | 48 405 | 46 928 | 47 711 | 49 017 | 49 930 |
| Entreprises publiques provinciales et territoriales | 3 148 | 3 026 | 3 072 | 3 153 | 3 216 |
| Administrations publiques municipales | 484 | 483 | 493 | 511 | 525 |
| Entreprises publiques locales | 1 300 | 803 | 824 | 867 | 903 |
| Taxes d'affaires | 26 780 | 28 381 | 29 194 | 30 361 | 30 778 |
| Autres impôts fonciers et impôts connexes | 75 508 | 76 311 | 77 754 | 79 861 | 81 057 |
| Autres impôts | 599 | 650 | 669 | 696 | 706 |
| Licences et permis | 599 | 650 | 669 | 696 | 706 |
| Vente de biens et services | 1 304 790 | 1 492 498 | 1 572 588 | 1 629 187 | 1 673 960 |
| À d'autres administrations publiques | 457 962 | 483 870 | 545 557 | 566 917 | 583 865 |
| À la collectivité | 846 828 | 1 008 628 | 1 027 031 | 1 062 270 | 1 090 095 |
| Locations | 49 226 | 56 675 | 57 469 | 59 510 | 61 069 |
| Autre vente de biens et services | 797 557 | 951 953 | 969 562 | 1 002 760 | 1 029 026 |
| Revenus de placements | 54 598 | 65 691 | 66 907 | 69 306 | 71 405 |
| Autres intérêts | 4 641 | 5 892 | 6 061 | 6 303 | 6 390 |
| Autres revenus de placements | 49 957 | 59 799 | 60 846 | 63 003 | 65 015 |
| Autres recettes de sources propres | 25 835 | 25 160 | 25 631 | 26 501 | 27 223 |
| Recettes divers de sources propres | 25 835 | 25 160 | 25 631 | 26 501 | 27 223 |
| Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique | 26 403 758 | 23 340 146 | 23 548 987 | 24 580 153 | 25 389 071 |
| Administration publique fédérale | 82 258 | 90 975 | 95 784 | 95 495 | 99 305 |
| Éducation | 82 258 | 90 975 | 95 784 | 95 495 | 99 305 |
| Administrations publiques provinciales et territoriales | 26 161 478 | 23 088 695 | 23 289 593 | 24 316 237 | 25 116 062 |
| Éducation | 25 637 572 | 22 688 501 | 22 881 134 | 23 891 416 | 24 677 938 |
| Service de la dette (intérêts) | 523 906 | 400 194 | 408 459 | 424 821 | 438 124 |
| Administrations publiques municipales | 160 022 | 160 476 | 163 610 | 168 421 | 173 704 |
| Éducation | 160 022 | 160 476 | 163 610 | 168 421 | 173 704 |
| Total des recettes | 35 590 628 | 32 933 191 | 33 372 207 | 34 680 150 | 35 658 465 |
| Éducation | 31 309 610 | 31 955 580 | 32 306 272 | 33 457 752 | 34 331 229 |
| Service de la dette | 781 558 | 745 047 | 719 791 | 592 248 | 574 338 |
| Intérêts | 781 414 | 737 104 | 711 818 | 583 985 | 565 843 |
| Autres frais de la dette | 144 | 7 943 | 7 973 | 8 263 | 8 495 |
| Total des dépenses | 32 091 168 | 32 700 627 | 33 026 063 | 34 050 000 | 34 905 567 |
| Surplus (déficit) | 3 499 460 | 232 564 | 346 144 | 630 150 | 752 898 |

¹ En 1998, le large surplus s'explique par un transfert de capital aux commissions scolaires (pour radiation de dette) de l'administration publique générale de la Colombie-Britannique de 3,6 milliards de dollars.

Tableau 2.13

**Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada
(Système de gestion financière)**

| | 1998-1999 | 1999-2000 ^r | 2000-2001 ^r | 2001-2002 ^r | 2002-2003 ^p |
|--|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Recettes de sources propres | 18 726 | 20 830 | 25 330 | 27 028 | 28 182 |
| Contributions aux régimes de sécurité sociale | 14 800 | 17 037 | 21 407 | 23 533 | 25 043 |
| Revenus de placements | 3 926 | 3 793 | 3 923 | 3 495 | 3 140 |
| Revenus d' intérêts | 3 926 | 3 793 | 3 923 | 3 495 | 3 140 |
| Intérêts reçus de l'administration publique fédérale | 649 | 715 | 735 | 535 | 165 |
| Intérêts reçus des administrations publiques provinciales et territoriales | 3 277 | 3 063 | 2 965 | 2 725 | 2 739 |
| Autres revenus d'intérêt | | 15 | 223 | 235 | 235 |
| Total des recettes | 18 726 | 20 830 | 25 330 | 27 028 | 28 182 |
| Services sociaux | 18 500 | 19 118 | 19 836 | 20 872 | 21 864 |
| Assistance sociale | 18 500 | 19 118 | 19 836 | 20 872 | 21 864 |
| Total des dépenses | 18 500 | 19 118 | 19 836 | 20 872 | 21 864 |
| Surplus (déficit) | 226 | 1 712 | 5 494 | 6 156 | 6 319 |

Tableau 2.14

**Recettes et dépenses du Régime des rentes du Québec
(Système de gestion financière)**

| | 1998-1999 | 1999-2000 ^r | 2000-2001 ^r | 2001-2002 ^r | 2002-2003 ^p |
|---|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Recettes de sources propres | 5 036 | 5 666 | 6 837 | 7 476 | 8 151 |
| Contributions aux régimes de sécurité sociale | 4 327 | 4 952 | 5 973 | 6 699 | 7 367 |
| Vente de biens et services | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Revenus de placements | 709 | 714 | 864 | 776 | 784 |
| Total des recettes | 5 036 | 5 666 | 6 837 | 7 476 | 8 151 |
| Services sociaux | 5 651 | 5 873 | 6 163 | 6 506 | 6 877 |
| Assistance sociale | 5 651 | 5 873 | 6 163 | 6 506 | 6 877 |
| Total des dépenses | 5 656 | 5 873 | 6 163 | 6 506 | 6 877 |
| Surplus (déficit) | (615) | (207) | 674 | 969 | 1 274 |

Tableau 2.15

Revenus et dépenses des entreprises publiques fédérales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre¹
(Système de gestion financière)

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 |
|---|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Milliers de dollars | | | | |
| Revenus | | | | | |
| Vente de biens et services | 13 036 456 | 12 305 595 | 11 784 326 | 12 562 135 | 10 830 751 |
| Revenus de placements | 6 326 108 | 7 718 562 | 7 236 275 | 9 853 395 | 9 485 643 |
| Subventions | 667 065 | 500 206 | 530 878 | 529 493 | 509 584 |
| Autres revenus | 151 742 | 169 242 | 1 001 770 | 205 428 | 90 067 |
| Total des revenus | 20 181 371 | 20 693 605 | 20 553 249 | 23 150 451 | 20 916 045 |
| Dépenses | | | | | |
| Coût des biens et des services, y compris les salaires et les traitements | 13 439 634 | 12 477 580 | 12 556 633 | 13 309 887 | 11 359 342 |
| Service de la dette | 2 219 932 | 2 554 252 | 2 713 257 | 3 028 530 | 2 675 710 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 12 527 | 13 664 | 12 078 | 13 441 | 12 150 |
| Provision pour amortissement et épuisement | 388 478 | 371 266 | 370 437 | 372 693 | 321 369 |
| Autres dépenses | 647 495 | 1 219 366 | 815 974 | 1 197 985 | 1 571 413 |
| Total des dépenses | 16 708 066 | 16 636 128 | 16 468 379 | 17 922 536 | 15 939 984 |
| Bénéfice net (perte) | | | | | |
| Bénéfice net (perte) avant provision pour impôt sur le revenu | 3 473 305 | 4 057 477 | 4 084 870 | 5 227 915 | 4 976 061 |
| Provision pour impôt sur le revenu | 33 350 | 137 528 | 221 172 | 254 245 | 329 806 |
| Bénéfice net (perte) après provision pour impôt sur le revenu | 3 439 955 | 3 919 949 | 3 863 698 | 4 973 670 | 4 646 255 |

¹ Comprend les autorités monétaires: Banque du Canada et le compte du fonds de change.

Tableau 2.16

Revenus et dépenses des entreprises publiques provinciales et territoriales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre -
TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)

| | 1996 ¹ | 1997 ¹ | 1998 ¹ | 1999 ¹ | 2000 |
|---|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Milliers de dollars | | | | |
| Revenus | | | | | |
| Vente de biens et services | 47 894 016 | 49 327 425 | 59 453 698 | 65 669 098 | 74 606 214 |
| Revenus de placements | 4 639 899 | 3 338 380 | 3 573 007 | 4 937 977 | 5 801 320 |
| Subventions | 847 078 | 844 453 | 1 111 173 | 1 338 668 | 1 456 484 |
| Autres revenus | 496 525 | 446 569 | 509 957 | 490 256 | 1 047 251 |
| Total des revenus | 53 877 517 | 53 956 828 | 64 647 834 | 72 435 999 | 82 911 269 |
| Dépenses | | | | | |
| Coût des biens et des services, y compris les salaires et les traitements | 28 050 736 | 29 496 068 | 38 583 931 | 44 422 393 | 52 243 230 |
| Service de la dette ¹ | 11 951 686 | 9 945 907 | 10 157 471 | 11 063 129 | 11 256 629 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 20 649 | 20 887 | 12 591 | 15 302 | 15 281 |
| Provision pour amortissement et épuisement | 4 866 841 | 4 699 939 | 4 833 321 | 4 491 833 | 4 389 439 |
| Autres dépenses | 3 550 672 | 7 508 699 | 1 262 142 | 2 302 139 | 2 002 447 |
| Total des dépenses | 48 440 584 | 51 671 501 | 54 849 455 | 62 294 796 | 69 907 027 |
| Bénéfice net (perte) | | | | | |
| Bénéfice net (perte) avant la provision pour impôt sur le revenu | 5 436 933 | 2 285 327 | 9 798 379 | 10 141 203 | 13 004 242 |
| Provision pour impôt sur le revenu | 15 081 | 4 898 | 8 109 | 8 734 | 12 705 |
| Bénéfice net (perte) après provision pour impôt sur le revenu | 5 421 852 | 2 280 429 | 9 790 270 | 10 132 469 | 12 991 537 |

¹ Ne comprend pas l'intérêt capitalisé pendant la construction d'immobilisations.

Tableau 3.0

**Bilan consolidé des administrations publiques générales fédérale, provinciales, territoriales et locales¹, au 31 mars
(Système de gestion financière)**

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 |
|--|---------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Actif financier | | | | | |
| Encaisse et dépôts | 26 581 | 28 444 | 28 166 | 32 520 | 37 653 |
| Débiteurs | 26 686 | 28 947 | 28 819 | 33 157 | 41 418 |
| Avances | 68 147 | 68 422 | 73 904 | 89 000 | 101 861 |
| Titres | 78 546 | 91 043 | 98 189 | 126 239 | 142 492 |
| Autre actif financier | 6 903 | 7 472 | 10 576 | 8 353 | 8 029 |
| Total de l'actif financier | 206 863 | 224 328 | 239 654 | 289 269 | 331 453 |
| Passif | | | | | |
| Découverts bancaires | 6 568 | 6 477 | 8 069 | 7 924 | 9 293 |
| Créditeurs | 62 492 | 68 801 | 68 379 | 70 988 | 73 398 |
| Avances | 14 224 | 15 369 | 16 701 | 16 784 | 16 346 |
| Monnaie en circulation | 3 243 | 3 346 | 3 428 | 3 601 | 3 763 |
| Bons du trésor | 135 835 | 113 061 | 96 831 | 104 090 | 92 280 |
| Obligations d'épargne | 42 410 | 40 028 | 39 038 | 36 775 | 37 244 |
| Obligations | 528 262 | 516 507 | 531 286 | 535 749 | 544 966 |
| Autres titres | 24 648 | 54 261 | 62 814 | 55 719 | 56 164 |
| Dépôts | 42 311 | 48 192 | 50 631 | 59 716 | 59 517 |
| Dû aux régimes de pension | 178 367 | 184 353 | 188 659 | 194 508 | 194 771 |
| Autre passif | 19 621 | 21 251 | 22 478 | 33 776 | 40 795 |
| Total du passif | 1 057 981 | 1 071 646 | 1 088 314 | 1 119 630 | 1 128 537 |
| Avoir (dette nette) | (851 118) | (847 318) | (848 660) | (830 361) | (797 084) |
| Avoir (dette nette) par habitant (\$) | (28 472) | (28 086) | (27 906) | (27 049) | (25 709) |
| Population au 1^{er} avril (milliers) | 29 893 | 30 168 | 30 412 | 30 699 | 31 004 |

¹ Les administrations publiques locales comprennent les administrations publiques générales et les commissions scolaires.

Tableau 3.1

Bilan consolidé des administrations publiques générales provinciales, territoriales et locales, au 31 mars – TOTAL DU CANADA
Système de gestion financière

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 |
|--|---------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Actif financier | | | | | |
| Encaisse et dépôts | 13 419 | 13 751 | 13 542 | 14 203 | 17 013 |
| Débiteurs | 24 203 | 26 518 | 26 869 | 29 841 | 38 352 |
| Avances | 28 493 | 29 388 | 30 001 | 38 225 | 40 318 |
| Titres | 101 156 | 113 913 | 119 798 | 144 749 | 159 967 |
| Autre actif financier | 6 610 | 6 390 | 8 725 | 6 571 | 6 332 |
| Total de l'actif financier | 173 881 | 189 960 | 198 935 | 233 589 | 261 982 |
| PASSIF | | | | | |
| Découverts bancaires | 3 307 | 3 258 | 3 787 | 4 020 | 4 692 |
| Créditeurs | 32 459 | 36 520 | 35 847 | 39 919 | 39 249 |
| Avances | 12 481 | 13 588 | 15 078 | 15 390 | 15 373 |
| Monnaie en circulation | . | . | . | . | . |
| Bons du trésor | 4 942 | 4 102 | 4 430 | 8 498 | 7 838 |
| Obligations d'épargne | 8 917 | 9 549 | 10 821 | 9 876 | 10 828 |
| Obligations | 229 772 | 228 197 | 237 784 | 241 225 | 249 667 |
| Autres titres | 36 876 | 41 728 | 46 461 | 44 417 | 43 594 |
| Dépôts | 34 320 | 39 648 | 40 626 | 48 677 | 47 890 |
| Dû aux régimes de pension | 64 162 | 66 897 | 66 252 | 66 162 | 65 586 |
| Autre passif | 9 361 | 12 210 | 12 041 | 24 033 | 29 049 |
| Total du passif | 436 597 | 455 697 | 473 127 | 502 217 | 513 766 |
| L'Avoir (dette nette) | (262 716) | (265 737) | (274 192) | (268 628) | (251 784) |
| L'Avoir (dette nette) par habitant (\$) | (8 789) | (8 808) | (9 016) | (8 751) | (8 121) |
| Population au 1^{er} avril (milliers) | 29 893 | 30 168 | 30 412 | 30 699 | 31 004 |

¹ Les administrations publiques locales comprennent les administrations publiques générales et les commissions scolaires.

Tableau 3.2

**Bilan de l'administration publique générale fédérale, au 31 mars
(Système de gestion financière)**

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|--|---------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Actif financier | | | | | |
| Encaisse et dépôts | 14 693 | 14 624 | 18 317 | 20 640 | 19 386 |
| Débiteurs | 4 423 | 4 585 | 5 089 | 4 169 | 6 654 |
| Avances | 39 073 | 43 939 | 50 787 | 61 555 | 63 893 |
| Titres | 4 873 | 8 922 | 10 504 | 11 539 | 14 157 |
| Autre actif financier | 1 082 | 1 851 | 1 782 | 1 697 | 1 746 |
| Total de l'actif financier | 64 144 | 73 921 | 86 479 | 99 600 | 105 836 |
| Passif | | | | | |
| Découverts bancaires | 3 219 | 4 282 | 3 904 | 4 601 | 5 846 |
| Créditeurs | 34 275 | 35 167 | 32 842 | 35 252 | 34 573 |
| Avances | 1 820 | 1 659 | 1 406 | 985 | 949 |
| Monnaie en circulation | 3 346 | 3 428 | 3 601 | 3 763 | 3 914 |
| Bons du trésor | 112 300 | 96 950 | 99 850 | 88 700 | 94 201 |
| Obligations d'épargne | 30 479 | 28 217 | 26 899 | 26 416 | 24 021 |
| Obligations | 312 712 | 319 484 | 319 280 | 320 055 | 318 071 |
| Autres titres | 12 533 | 16 353 | 11 302 | 12 570 | 7 765 |
| Dépôts | 8 544 | 10 005 | 11 039 | 11 627 | 12 231 |
| Dû aux régimes de pension | 117 456 | 122 407 | 128 346 | 129 185 | 126 921 |
| Autre passif | 9 041 | 10 437 | 9 743 | 11 746 | 12 034 |
| Total du passif | 645 725 | 648 389 | 648 212 | 644 900 | 640 526 |
| Avoir (dette nette) | (581 581) | (574 468) | (561 733) | (545 300) | (534 690) |
| Avoir (dette nette) par habitant (\$) | (19 278) | (18 890) | (18 298) | (17 588) | (17 074) |
| Population au 1^{er} avril (milliers) | 30 168 | 30 412 | 30 699 | 31 004 | 31 315 |

Tableau 3.3

**Bilan des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)**

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 |
|--|---------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Actif financier | | | | | |
| Encaisse et dépôts | 6 259 | 5 840 | 5 094 | 5 457 | 5 674 |
| Débiteurs | 18 132 | 20 698 | 21 243 | 24 075 | 28 763 |
| Avances | 26 581 | 27 582 | 28 330 | 36 195 | 38 485 |
| Titres | 127 576 | 141 855 | 142 850 | 166 423 | 178 636 |
| Autre actif financier | 2 455 | 1 993 | 2 948 | 2 181 | 2 556 |
| Total de l'actif financier | 181 003 | 197 968 | 200 465 | 234 331 | 254 114 |
| Passif | | | | | |
| Découverts bancaires | 2 843 | 2 747 | 3 255 | 3 504 | 4 153 |
| Créditeurs | 27 454 | 31 004 | 30 593 | 34 084 | 32 541 |
| Avances | 6 693 | 7 770 | 8 712 | 8 346 | 9 211 |
| Bons du trésor | 6 547 | 5 441 | 5 511 | 10 393 | 9 733 |
| Obligations d'épargne | 8 917 | 9 549 | 10 821 | 9 876 | 10 828 |
| Obligations | 225 960 | 227 294 | 236 665 | 243 632 | 249 389 |
| Autres titres | 37 045 | 42 159 | 46 707 | 44 657 | 43 834 |
| Dépôts | 34 336 | 39 695 | 40 676 | 48 718 | 47 931 |
| Dû aux régimes de pension | 64 162 | 66 897 | 66 252 | 66 162 | 65 586 |
| Autre passif | 8 792 | 10 635 | 9 544 | 21 125 | 22 721 |
| Total du passif | 422 749 | 443 191 | 458 736 | 490 497 | 495 927 |
| L'excédent de l'actif financier sur le passif | (241 746) | (245 223) | (258 271) | (256 166) | (241 813) |
| Par tête (\$) | (8 087) | (8 128) | (8 493) | (8 345) | (7 800) |
| Population au 1^{er} avril (milliers) | 29 893 | 30 168 | 30 412 | 30 699 | 31 004 |

Tableau 3.4

**Bilan des administrations publiques locales, au 31 décembre¹
(Système de gestion financière)**

| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|--|---------------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Actif financier | | | | | |
| Encaisse et dépôts | 7 160 | 7 911 | 8 448 | 8 746 | 11 339 |
| Débiteurs | 7 953 | 7 678 | 8 116 | 7 985 | 11 808 |
| Avances | 2 359 | 2 236 | 2 088 | 2 485 | 2 288 |
| Titres | 11 182 | 12 164 | 13 262 | 16 134 | 19 139 |
| Autre actif financier | 5 328 | 4 971 | 5 834 | 4 432 | 3 818 |
| Total de l'actif financier | 33 982 | 34 960 | 37 748 | 39 782 | 48 392 |
| Passif | | | | | |
| Créditeurs | 7 351 | 7 885 | 8 276 | 8 570 | 9 466 |
| Emprunts bancaires | 1 823 | 1 946 | 2 075 | 2 142 | 3 066 |
| Avances | 4 412 | 4 302 | 4 708 | 5 358 | 3 552 |
| Obligations | 39 640 | 39 239 | 36 106 | 33 265 | 35 950 |
| Autre passif | 1 726 | 2 102 | 2 504 | 2 909 | 6 329 |
| Total du passif | 54 952 | 55 474 | 53 669 | 52 244 | 58 363 |
| Avoir (dette nette) | (20 970) | (20 514) | (15 921) | (12 462) | (9 971) |
| Avoir (dette nette) par habitant (\$) | (709) | (686) | (528) | (410) | (325) |
| Population au 1^{er} avril (milliers) | 29 577 | 29 893 | 30 168 | 30 412 | 30 699 |

¹ Comprend les hôpitaux municipaux. Ne comprend pas les commissions scolaires de Terre-Neuve jusqu'en 1998 et les offices municipales d'habitation du Québec.

Tableau 3.5

**Bilan du régime de retraite non provisionné de l'administration publique fédérale - Régimes de retraite non provisionnés des employés¹, au 1^{er} avril
(Système de gestion financière)**

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---------------------------------------|---------------------|---------|---------|---------|---------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Actif | | | | | |
| Avances aux administrations publiques | 117 456 | 122 407 | 128 346 | 129 185 | 126 921 |
| Passif | | | | | |
| Rentes | 117 456 | 122 407 | 128 346 | 129 185 | 126 921 |

¹ L'écart entre la variation de l'Avoir des régimes de retraite des ménages et la variation dans la dette nette est principalement dû à des réévaluation des « obligations de l'administration publique envers les régimes de retraite » suite à de nouvelles estimations actuarielles.

Tableau 3.6

**Bilan des régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux, au 1^{er} avril - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)**

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 |
|---|---------------------|--------|--------|--------|--------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Actif | | | | | |
| Avances aux l'administrations publiques | 39 194 | 41 906 | 42 961 | 44 737 | 46 557 |
| Passif | | | | | |
| Rentes | 39 194 | 41 906 | 42 961 | 44 737 | 46 557 |

Tableau 3.7

**Bilan du Régime de pensions du Canada, au 1^{er} avril
(Système de gestion financière)**

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Actif financier | | | | | |
| Titres | 32 459 | 30 833 | 30 299 | 29 591 | 28 276 |
| Obligations de l'administration publique fédérale | 3 456 | 3 444 | 3 426 | 3 403 | 3 386 |
| Obligations des administrations publiques provinciales et territoriales | 28 742 | 27 222 | 26 764 | 26 158 | 24 860 |
| Obligations des entreprises publiques provinciales et territoriales | 261 | 167 | 109 | 30 | 30 |
| Placements à court terme dans les obligations du Canada | .. | 619 | 0 | 0 | 0 |
| Dépôts à l'Office d'investissement du Régime Pensions Canada | .. | 12 | 2 032 | 8 042 | 14 717 |
| Débiteurs | .. | 2 275 | 2 394 | 2 624 | 2 692 |
| Compte du Régime de pensions du Canada | 4 205 | 5 447 | 6 261 | 6 420 | 6 770 |
| Total, actif financier | 36 664 | 39 186 | 40 986 | 46 677 | 52 455 |
| Total, passif | 0 | 86 | 85 | 102 | 102 |
| Excédent de l'actif financier sur le passif | 36 664 | 39 100 | 40 901 | 46 575 | 52 353 |

Tableau 3.8

**Bilan du Régime des rentes du Québec, au 1^{er} avril
(Système de gestion financière)**

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 |
|--|---------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Actif financier | | | | | |
| Dépôts dans les institutions publiques | 15 519 | 16 682 | 16 173 | 18 350 | 17 297 |
| Débiteurs | 5 | 6 | 40 | 30 | 151 |
| Total, actif financier | 15 524 | 16 688 | 16 213 | 18 380 | 17 448 |
| Passif | | | | | |
| Découverts bancaires, créditeurs et avances | 105 | 95 | 86 | 101 | 137 |
| Total, passif | 105 | 98 | 86 | 101 | 137 |
| Excédent de l'actif financier sur le passif | 15 419 | 16 593 | 16 127 | 18 279 | 17 311 |

Tableau 3.9

Bilan des entreprises publiques fédérales, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre¹
(Système de gestion financière)

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 |
|---|---------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | Milliers de dollars | | | | |
| Actif financier | | | | | |
| Encaisse et dépôts | 7 761 645 | 8 758 429 | 10 741 815 | 10 655 834 | 11 908 116 |
| Débiteurs | 7 545 914 | 8 176 880 | 8 071 308 | 8 422 286 | 8 299 616 |
| Revenus courus et frais payés d'avances | 1 129 812 | 1 358 026 | 1 608 538 | 2 081 365 | 1 985 567 |
| Avances | 15 114 211 | 19 189 689 | 20 896 742 | 25 161 992 | 29 111 523 |
| Titre | 65 111 380 | 74 750 508 | 85 271 466 | 97 123 444 | 107 096 865 |
| Autre actif financier | 3 824 559 | 4 834 158 | 9 842 595 | 3 741 765 | 2 428 221 |
| Total, actif financier | 100 487 521 | 117 067 690 | 136 432 464 | 147 186 686 | 160 829 908 |
| Stocks | 2 373 253 | 1 627 909 | 1 762 934 | 1 840 287 | 1 276 534 |
| Immobilisations nettes | 6 620 944 | 5 781 407 | 5 673 976 | 5 634 194 | 6 998 560 |
| Frais différés | 368 080 | 477 378 | 202 741 | 271 541 | 251 440 |
| Autre actif | 205 702 | 110 309 | 269 977 | 198 108 | 159 974 |
| Total, actif | 110 055 500 | 125 064 693 | 144 342 092 | 155 130 816 | 169 516 416 |
| Passif et avoir net | | | | | |
| Passif | | | | | |
| Découverts bancaires | 24 328 | 35 430 | 0 | 5 109 | 332 |
| Dépôts d'épargne | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Créditeurs | 4 101 768 | 3 909 514 | 4 361 946 | 5 670 073 | 3 618 469 |
| Dépenses courues et crédits reportés | 1 655 612 | 1 808 505 | 2 496 995 | 2 298 915 | 2 413 168 |
| Avances | 27 847 470 | 34 726 430 | 36 821 177 | 46 682 354 | 53 126 037 |
| Obligations | 20 714 159 | 24 818 028 | 29 883 179 | 30 703 875 | 33 522 022 |
| Autres titres | 12 329 895 | 14 350 922 | 15 308 450 | 15 919 537 | 17 694 265 |
| Dépôts | 892 500 | 915 921 | 2 397 458 | 2 064 864 | 2 634 378 |
| Participation minoritaire | 2 334 | 0 | 744 513 | 0 | 0 |
| Autre passif | 35 521 507 | 38 752 920 | 46 214 596 | 44 904 036 | 48 806 412 |
| Total, passif | 103 089 573 | 119 317 670 | 138 228 314 | 148 248 763 | 161 815 083 |
| Avoir net | | | | | |
| Capital actions | 1 777 818 | 1 818 230 | 1 898 230 | 1 963 230 | 2 099 272 |
| Excédent | 5 188 109 | 3 928 793 | 4 215 548 | 4 918 823 | 5 602 061 |
| Excédent non affecté | 602 308 | 826 188 | 593 772 | 1 001 139 | 1 490 879 |
| Excédent affecté | 0 | 0 | 368 197 | 680 506 | 961 355 |
| Excédent d'apport | 4 585 801 | 3 102 605 | 3 253 579 | 3 237 178 | 3 149 827 |
| Total, avoir net | 6 965 927 | 5 747 023 | 6 113 778 | 6 882 053 | 7 701 333 |
| Total, passif et avoir net | 110 055 500 | 125 064 693 | 144 342 092 | 155 130 816 | 169 516 416 |

¹ Comprend les autorités monétaires : Banque du Canada et le compte du fonds de change.

Tableau 3.10

**Bilan des entreprises publiques provinciales et territoriales, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre - TOTAL
DU CANADA
(Système de gestion financière)**

| | 1996 ^f | 1997 ^f | 1998 ^f | 1999 ^f | 2000 |
|-----------------------------------|---------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | Milliers de dollars | | | | |
| Actif financier | | | | | |
| Encaisse, dépôts et débiteurs | 7 694 581 | 7 595 927 | 7 499 105 | 10 134 816 | 12 162 693 |
| Avances | 6 059 780 | 6 281 301 | 8 599 139 | 27 767 343 | 26 996 262 |
| Titres | 33 699 320 | 30 592 003 | 29 763 416 | 30 461 258 | 34 306 612 |
| Autre actif financier | 2 067 005 | 1 822 735 | 2 274 788 | 3 484 115 | 3 002 368 |
| Total, actif financier | 49 520 686 | 46 291 966 | 48 136 448 | 71 847 532 | 76 467 935 |
| Stocks | 2 030 287 | 2 039 525 | 2 319 047 | 2 402 857 | 2 232 248 |
| Immobilisations - nettes | 124 179 295 | 120 750 724 | 120 378 504 | 105 157 478 | 106 612 854 |
| Frais différés | 7 211 390 | 7 824 470 | 10 258 281 | 7 955 428 | 9 416 232 |
| Total actif | 182 941 659 | 176 906 685 | 181 092 281 | 187 363 295 | 194 729 270 |
| Passif et avoir net | | | | | |
| Passif | | | | | |
| Dépôts d'épargne | 8 197 111 | 8 591 624 | 8 935 511 | 9 878 158 | 10 931 568 |
| Créditeurs | 5 179 821 | 5 562 066 | 5 568 997 | 10 937 009 | 11 672 883 |
| Avances | 43 316 152 | 36 435 220 | 36 386 049 | 63 714 042 | 68 844 715 |
| Obligations | 80 473 814 | 76 743 392 | 78 395 481 | 48 249 034 | 45 581 940 |
| Autres titres | 3 769 598 | 6 239 227 | 5 465 866 | 10 657 613 | 10 425 310 |
| Autre passif | 15 904 851 | 23 027 811 | 23 095 602 | 26 494 593 | 26 861 940 |
| Total, passif | 156 841 347 | 156 599 340 | 157 847 506 | 169 930 449 | 174 318 355 |
| Total, avoir net | 26 100 312 | 20 307 345 | 23 244 777 | 17 432 847 | 20 410 914 |
| Total, passif et avoir net | 182 941 659 | 176 906 685 | 181 092 282 | 187 363 296 | 194 729 270 |

Tableau 4.0

**Emploi, moyenne annuelle¹
(Système de gestion financière)**

| | 1998 | 1999 ^r | 2000 ^r | 2001 ^r | 2002 ^p |
|--|-------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Nombre moyen d'employés | | | | |
| Secteur public | 2 779 802 | 2 773 810 | 2 790 360 | 2 808 898 | 2 840 758 |
| Gouvernement | 2 518 900 | 2 511 983 | 2 524 255 | 2 542 558 | 2 576 857 |
| Les administrations publiques provinciales, territoriales et locales | 2 187 918 | 2 180 337 | 2 184 822 | 2 193 694 | 2 217 376 |
| Administration publique générale fédérale | 330 981 | 331 646 | 339 434 | 348 863 | 359 481 |
| Militaire | 91 970 | 89 559 | 87 400 | 79 169 | 82 217 |
| Administrations publiques provinciales et territoriales | 1 300 392 | 1 295 512 | 1 303 180 | 1 311 768 | 1 330 393 |
| Administrations publiques générales, provinciales et territoriales | 335 035 | 336 605 | 338 061 | 338 654 | 333 868 |
| Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales ² | 270 238 | 269 145 | 272 985 | 275 887 | 280 745 |
| Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales | 695 118 | 689 762 | 692 134 | 697 227 | 715 780 |
| Administrations publiques locales | 887 527 | 884 825 | 881 642 | 881 926 | 886 983 |
| Administrations publiques générales, locales | 341 046 | 341 485 | 340 827 | 341 339 | 344 609 |
| Commissions scolaires locale | 546 481 | 543 340 | 540 815 | 540 587 | 542 374 |
| Entreprises publiques, fédérales | 91 359 | 89 990 | 89 743 | 89 131 | 88 429 |
| Entreprises publiques, provinciales et territoriales | 122 758 | 124 422 | 128 156 | 128 047 | 125 185 |
| Entreprises publiques, locales | 46 786 | 47 414 | 48 206 | 49 162 | 50 287 |

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Afin de respecter la confidentialité, les données pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont incluses dans Administrations publiques provinciales et territoriales.

Tableau 4.1

**Salaires et traitements, total annuel¹
(Système de gestion financière)**

| | 1998 | 1999 ^r | 2000 ^r | 2001 ^r | 2002 ^p |
|--|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Millions de dollars | | | | |
| Secteur public | 103 039,1 | 107 750,0 | 114 634,8 | 117 060,1 | 121 073,7 |
| Gouvernement | 91 825,4 | 96 155,8 | 102 560,1 | 104 683,8 | 108 963,4 |
| Les administrations publiques provinciales, territoriales et locales | 77 351,7 | 80 142,7 | 83 378,9 | 85 995,0 | 89 113,8 |
| Administration publique générale fédérale | 14 473,6 | 16 013,1 | 19 181,2 | 18 688,8 | 19 849,6 |
| Militaire | 3 158,9 | 3 383,2 | 3 507,8 | 3 832,9 | 3 996,3 |
| Administrations publiques provinciales et territoriales | 44 398,2 | 46 397,7 | 48 784,4 | 50 279,5 | 51 659,0 |
| Administrations publiques générales, provinciales et territoriales | 13 700,8 | 14 169,7 | 14 848,5 | 15 506,3 | 15 785,9 |
| Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales ² | 9 566,1 | 10 053,5 | 10 640,9 | 10 628,0 | 11 099,7 |
| Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales | 21 131,3 | 22 174,5 | 23 295,0 | 24 145,2 | 24 773,3 |
| Administrations publiques locales | 32 953,6 | 33 745,0 | 34 594,5 | 35 715,4 | 37 454,8 |
| Administrations publiques générales, locales | 12 044,6 | 12 124,8 | 12 457,5 | 13 015,6 | 13 498,3 |
| Commissions scolaires locale | 20 908,9 | 21 620,2 | 22 137,0 | 22 699,8 | 23 956,5 |
| Entreprises publiques, fédérales | 3 472,1 | 3 465,4 | 3 647,3 | 3 519,5 | 3 422,6 |
| Entreprises publiques, provinciales et territoriales | 5 640,1 | 5 955,9 | 6 173,4 | 6 511,3 | 6 239,8 |
| Entreprises publiques, locales | 2 101,6 | 2 172,9 | 2 254,0 | 2 345,5 | 2 447,9 |

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Afin de respecter la confidentialité, les données pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont incluses dans Administrations publiques provinciales et territoriales.

Qualité des données, concepts et méthodologie

Nous exposerons les concepts de base qui définissent les données présentées, ainsi que la méthodologie à la base de l'enquête et la qualité des données sous ses grands aspects. Nous ferons ressortir les forces et les limites des données et aiderons l'utilisateur à faire un usage et une analyse plus efficaces de cette information. Les indications que nous donnons faciliteront aussi les comparaisons avec les données d'autres enquêtes ou sources d'information et les conclusions à tirer au sujet des variations dans le temps.

- description des concepts des données
- méthodologie statistique
- définition des principales variables

Description des concepts des données

Introduction

Nous recueillons et assemblons les données en nous reportant au guide de classification *Système de gestion financière (SGF)*. Nous réunissons cette information pour toute la population du secteur public (voir le diagramme du secteur public) selon le dénombrement qu'en fait la Division des institutions publiques et la description qu'en donne le Registre des entreprises de Statistique Canada. S'il est possible d'effectuer un tel recensement, c'est qu'on peut utiliser les états financiers vérifiés accessibles au public, les comptes publics et d'autres renseignements administratifs émanant des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales et de leurs organes. On le complète par des données d'enquête sur les hôpitaux et des données sur les collèges et les universités que recueillent respectivement l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) et le Centre de la statistique de l'éducation (CSE). Quant aux données relatives aux entreprises publiques locales, provinciales, territoriales et fédérales, elles sont tirées des rapports annuels de sources publiques et des déclarations trimestrielles d'enquête.

Description et utilisation des données

Les données que nous présentons viennent des états financiers par lesquels les administrations publiques et leurs organismes décrivent d'ordinaire leur situation financière.

Elles portent notamment sur les aspects suivants :

- actif, passif et avoir figurant au bilan
- produits, charges et excédent ou déficit
- emploi et salaires et traitements dans le secteur public (complément d'information)

Ces statistiques ont deux grands usages. Elles mesurent d'abord la situation financière selon les composantes et les sous-composantes du secteur public. Ces mesures statistiques servent à une grande diversité d'économistes et d'analystes de l'industrie des secteurs privé et public. Les données servent en outre à étalonner les estimations trimestrielles relatives aux administrations publiques dans le Système canadien de comptabilité nationale (SCCN).

Couverture

L'économie intérieure se compose des secteurs des particuliers, des entreprises et des administrations publiques. La présente publication porte tant sur les administrations publiques que sur les entreprises, financières ou non, que contrôlent les administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales et qui exercent des activités commerciales dans le secteur des entreprises.

Unité statistique

À des fins statistiques, Statistique Canada définit une hiérarchie d'unités pour chaque organisme. Voici par ordre décroissant d'importance les quatre unités statistiques types qui sont employées :

- entreprise
- compagnie
- établissement
- emplacement

Dans la présente publication, l'unité statistique utilisée est l'entreprise. Dans l'univers statistique du secteur public, ce sont les *unités institutionnelles* que l'on mesure. Elles se comparent aux entreprises dans la hiérarchie que nous venons de décrire. Le secteur public contient toutes les unités institutionnelles *contrôlées et principalement financées* par les administrations publiques. Une telle unité est « une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de prendre des engagements, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités »^{1,2,3}. Le contrôle en question peut prendre la forme d'une propriété exclusive de l'unité institutionnelle ou d'une participation majoritaire à son capital-actions donnant droit de vote. La disponibilité d'un jeu complet d'états financiers annuels est le préalable de toute caractérisation d'une entité comme unité institutionnelle du secteur public.

Concepts, définitions et pratiques comptables

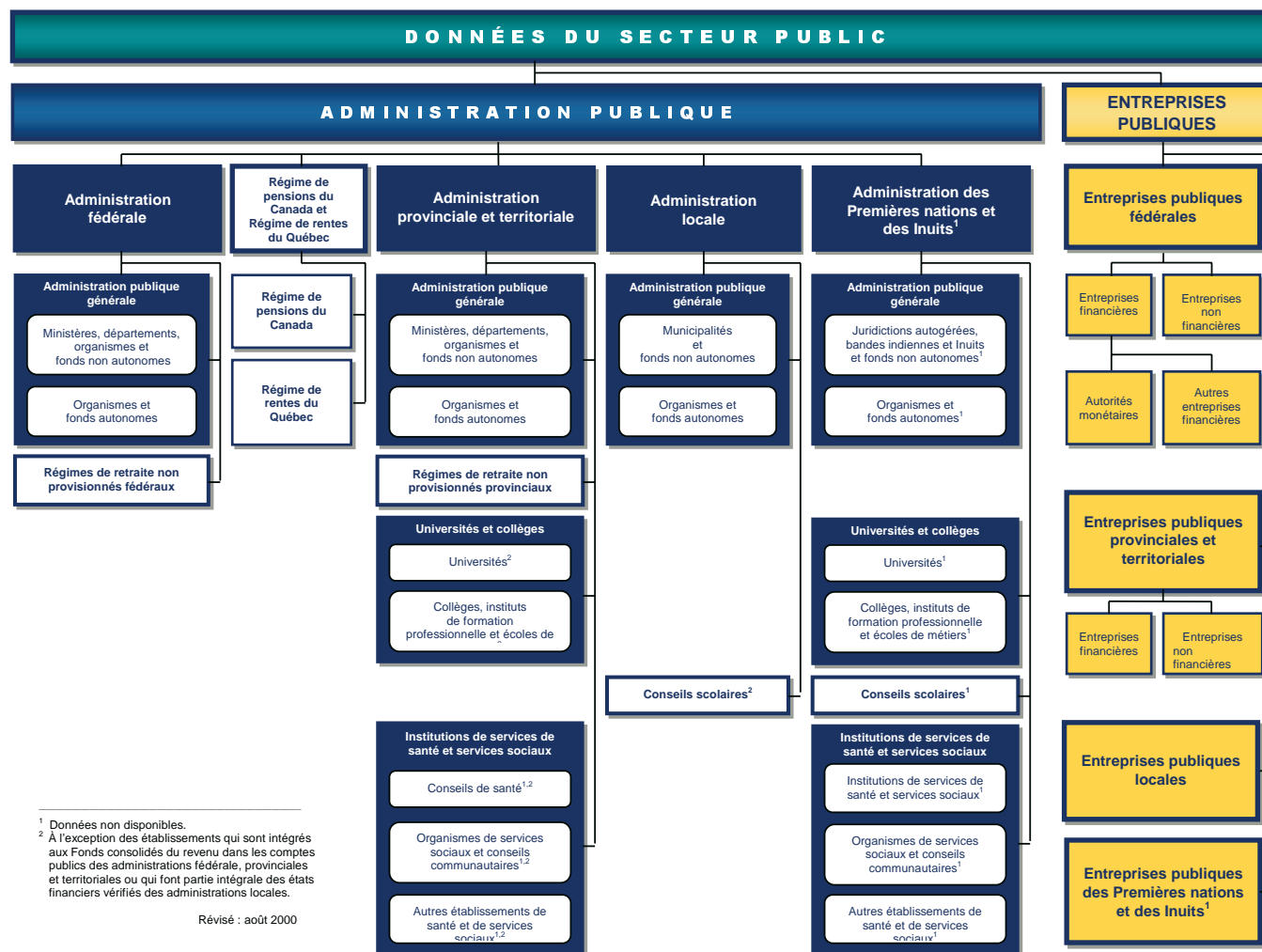
Les concepts et les définitions qui intéressent la plupart des administrations (fédérale, provinciales, territoriales et locales) sont fondés sur les lignes directrices du Conseil sur la comptabilité et la vérification dans le secteur public (CCVSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Les méthodes comptables doivent être conformes aux Principes comptables généralement reconnus (PCGR) de l'ICCA.

¹ Source: *Système de comptabilité nationale 1993*, ch. IV, p. 87, par. 4.2.

² *Le Système de comptabilité nationale 1993 est le guide international d'élaboration des comptes nationaux. Il présente un cadre comptable complet par lequel on peut assembler des données économiques et les présenter sous une forme se prêtant à l'analyse économique, à la prise de décisions et à l'élaboration de politiques.*

³ *IMF Government Finance Statistics (GFS) Manual 2001*, ch. 2, p. 8, par. 2.11.

Tableau explicatif 1
L'Univers statistique SGF



Classification financière et présentation

Parce qu'il n'y a pas de classification type des postes financiers qui soit généralement reconnue, nous avons dû élaborer le *Système de gestion financière (SGF)* de sorte que l'information présentée soit homogène pour toutes les entreprises du secteur public. Nous avons quelque peu condensé la nomenclature financière employée dans cette publication pour une présentation générale selon les composantes du secteur public et les niveaux d'administration publique.

Le Système de gestion financière (SGF) est un cadre comptable conçu pour la production de séries statistiques à la fois cohérentes et compatibles. Il porte sur les données d'opérations financières et d'emploi de toutes les unités statistiques du niveau de l'entreprise du secteur public. Il existe des liens directs entre ce système, la classification fiscale de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les statistiques des finances publiques (SFP) de la classification fonctionnelle des dépenses du Fonds monétaire international (FMI). Les deux systèmes SGF

et SFP classifient les dépenses publiques selon les objets ou les articles de dépense principaux. De même, ils classifient les recettes selon l'assiette fiscale ou la source.

Méthodologie statistique

Plan d'enquête

Nous avons combiné les sources d'information suivantes pour le recensement de toutes les unités de la population d'intérêt, à savoir l'univers statistique du secteur public :

1. Données sur l'emploi et les salaires et traitements dans le secteur public en provenance des services centraux de la paie des administrations fédérale, provinciales et territoriales; les données correspondantes sur les autres unités du niveau de l'entreprise du secteur public viennent de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (EERH) réalisée par la Division du travail de Statistique Canada.

2. Données sur les unités des entreprises publiques des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales en provenance des rapports annuels de sources publiques et des enquêtes réalisées par la Division des institutions publiques de Statistique Canada.
3. Données administratives en provenance des comptes publics et des états financiers vérifiés des administrations fédérale, provinciales et territoriales et de leurs organismes pour la production des statistiques de situation financière; elles sont complétées par des données financières directement fournies par les administrations provinciales et territoriales.
4. Données sommaires sur les administrations locales en provenance des dossiers administratifs des ministères provinciaux et territoriaux des Affaires municipales.

Tableau explicatif 2**Recettes et nombre de salariés selon les sources de données, 2001-2002**

| Source de données | Nombre d'unités statistiques du niveau de l'entreprise | Porportion des recettes totales | Porportion du nombre moyen de salariés |
|--|--|---------------------------------|--|
| Entreprises publiques des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales | 636 | 5 % | 10 % |
| Administration fédérale – comptes publics et entreprises liées | 57 | 38 % | 12 % |
| Administrations provinciales et territoriales – comptes publics et entreprises liées | 2 496 | 42 % | 47 % |
| Ministères provinciaux de l'Éducation et des Affaires municipales (municipalités, entreprises liées et conseils scolaires) | 5 486 472 | | |
| Administrations locales | 5 958 | 15 % | 31 % |
| Total | 9 147 | 100 % | 100 % |

La base de sondage comprend 9 147 unités formant la population d'intérêt. Les enquêtes trimestrielles auprès des entreprises publiques nous ont apporté des données pour les comptes nationaux du secteur des entreprises financières ou non. Par ailleurs, nous avons puisé des données annuelles pour toutes les unités statistiques du secteur public aux sources administratives accessibles au public.

Collecte et traitement

Les rapports comptables publics accessibles au public et fondés sur les structures et les pratiques de comptabilité et de déclaration des diverses administrations publiques sont la principale source de données administratives exploitée pour la production des séries statistiques annuelles sur le secteur public. L'information puisée aux sources d'information

disponibles se présente pour l'essentiel sous des formes hétérogènes et pour une diversité de jeux de variables. Pour fondre les données en question, il a fallu transformer ces sources en un jeu commun de variables livrant une information complète sur les états financiers. Nous avons dû laisser certains détails de côté, les données en question n'étant pas disponibles à toutes les sources.

Nous avons recueilli des données au niveau de l'entreprise tant pour la composante « administrations publiques » que pour la composante « entreprises publiques » du secteur.

Vérification et imputation

Nous soumettons les données à plusieurs vérifications de cohérence interne et de repérage de valeurs extrêmes. Pour les unités manquantes (sans réponse), nous procédons à une imputation à l'aide des données passées disponibles; sinon, nous imputons par la méthode du « plus proche voisin » (imputation par donneur). Cette dernière méthode fait intervenir les données auxiliaires disponibles pour un remplacement des données de l'unité manquante par celles d'une entité ayant les mêmes caractéristiques.

L'observation de la population du secteur public est presque totale. L'imputation de non-réponse varie selon les sous-composantes de ce secteur; le taux global d'imputation s'établit à moins de 2 %, tout comme d'ailleurs l'incidence générale de l'imputation sur les principales variables financières.

Estimation

Les estimations viennent d'une simple totalisation des données tirées des sources d'information pour chaque entreprise de la population d'intérêt.

Nous avons analysé les résultats d'enquête combinés avant leur diffusion. Il s'agit en général de procéder à un examen détaillé des réponses (surtout dans le cas des entreprises les plus grandes), à une analyse des conditions économiques générales et des tendances passées et à des comparaisons avec d'autres sources de données.

Exactitude des données

Nous faisons des efforts considérables pour que toutes les opérations de collecte et de traitement obéissent à des normes élevées, mais les estimations obtenues sont inévitablement entachées d'une certaine erreur. Il y a deux catégories d'erreurs qui se glissent dans l'information statistique, à savoir les erreurs d'échantillonnage et les erreurs non dues à l'échantillonnage. Les secondes sont les seules qui interviennent dans ce programme, puisqu'il n'y a pas d'échantillonnage pour la production des estimations.

Elles ont des causes diverses et sont difficiles à mesurer. Leur importance peut varier selon la finalité des données. Comme exemples d'erreurs non dues à l'échantillonnage, on peut citer les lacunes de l'information communiquée par les organes du secteur public et les erreurs de traitement à l'étape de la saisie des données, par exemple.

Comparabilité des données et sources liées

Les statistiques agrégées du Système de gestion financière (SGF) diffèrent souvent de celles qui sont publiées par les gouvernements des secteurs de compétence sur lesquels elles portent. Le SGF utilise pourtant des données détaillées provenant de ces secteurs de compétence comme entrées pour ses propres calculs. Souvent, les données d'entrée du SGF ne sont définitives que plusieurs années après la date de référence, et plus les données d'entrée sont récentes, plus elles sont susceptibles d'être révisées. Pour ce qui est des données du SGF des deux dernières années, celles de l'année la plus récente sont fondées principalement sur des prévisions budgétaires et celles de l'année précédente, sur des rapports annuels non vérifiés. Ces données finissent par être remplacées par des comptes publics/états financiers officiels publiés par chacun des secteurs de compétence sur lesquels porte le SGF. Pour Statistique Canada, la disponibilité ultérieure de ces données révisées ou définitives exige, par ricochet, que les données du SGF soient modifiées en conséquence. Bien que les données les plus récentes soient nécessairement moins fiables que les données vieilles de plusieurs années, l'utilisation d'information provisoire se traduit par de nettes améliorations sur le plan de la rapidité de publication. Les données sont maintenant publiées dans un délai de trois mois après la fin de la période de référence. Compte tenu de ce qu'apporte la rapidité de publication à la pertinence des données, cette option est dans l'intérêt des utilisateurs des données.

Par ailleurs, les séries annuelles sont continuellement évaluées au moyen d'une analyse de tendance, ainsi qu'à des comparaisons à d'autres séries financières pour en assurer la qualité et la cohérence. Par exemple, les données du secteur des administrations publiques sont comparées dans un processus d'étalonnage annuel aux statistiques des Comptes nationaux canadiens en ce qui concerne les tableaux Entrées–sorties ainsi que la série du Produit national brut.

C'est en 1997-1998 qu'on a modifié la procédure de caractérisation des dépenses de l'administration publique générale et des établissements de santé et de services sociaux du palier provincial-territorial selon les fonctions « services de santé » et « services sociaux » et leurs sous-fonctions. Ainsi, les données relatives à ces fonctions avant 1997-1998 ne seront comparables que si on agrège ces dernières.

Dans le Système de gestion financière, les statistiques ont fait l'objet d'amples révisions d'ordre méthodologique à l'occasion de ce qu'on a appelé la révision historique du Système canadien de comptabilité nationale (SCCN). On a ainsi mieux harmonisé le SGF et le SCCN. Les détails sur les modifications apportées aux statistiques SGF figurent dans la publication 68F0023X1B « Système de gestion financière ». Nous avons étendu le champ d'observation du secteur public canadien pour pouvoir statistiquement décrire de nouvelles sous-composantes. À cause de cette amélioration des méthodes, les données de la présente édition de la publication ne sont pas directement comparables à celles des versions antérieures. On peut consulter les statistiques

révisées du secteur public en harmonisation jusqu'à l'exercice 1988-1989 selon le cadre classificatoire du SGF.

Période de référence

Avec ces séries annuelles, nous visons à décrire pour une certaine période de référence ce que font les administrations publiques en production de biens et de services et en distribution correspondante de ressources dans l'économie. Les données financières des établissements de santé et de services sociaux et de l'administration publique générale qui sont tirées de sources administratives ont pour cadre l'exercice qui va d'avril à mars. Quant aux données financières des municipalités, des établissements d'enseignement et des entreprises publiques, elles s'alignent le plus souvent sur l'année civile.

Confidentialité

La Loi interdit à Statistique Canada de rendre publique toute donnée susceptible de révéler de l'information obtenue en vertu de la Loi sur la statistique et se rapportant à toute personne, entreprise ou organisation reconnaissable sans que cette personne, entreprise ou organisation le sache ou y consente par écrit. Diverses règles de confidentialité s'appliquent à toutes les données diffusées ou publiées afin d'empêcher la publication ou la divulgation de toute information jugée confidentielle. Au besoin, des données sont supprimées pour empêcher la divulgation directe ou par recoupement de données reconnaissables.

Limites des données

En raison de certaines contraintes de déclaration financière, nous n'avons pu obtenir de données de bilan des sous-composantes suivantes du secteur public : entreprises publiques locales, universités, collèges et établissements de santé et de services sociaux.

Pour se prêter à une analyse transversale ou longitudinale en série chronologique, les définitions des données doivent être les mêmes dans et entre les périodes. En d'autres termes, les différences et les similitudes des données doivent être réelles et ne pas s'expliquer par des changements de concepts ni de définitions pour leur production.

Que des données soient exploitables à des fins d'analyse dépend du cadre conceptuel de leur utilisation. Il importe donc de savoir que les administrations publiques emploient des conventions comptables différentes. Certaines sont en comptabilité de caisse, d'autres en comptabilité d'exercice et d'autres encore combinent les deux méthodes, ce que l'on appelle communément la comptabilité de caisse modifiée. Des corrections peuvent permettre d'harmoniser les données issues de l'application de ces diverses conventions, mais une conversion entière à un même cadre comptable est impossible. Le Système de gestion financière accepte généralement les conventions comptables adoptées par les diverses administrations publiques.

L'administration publique évolue sans cesse dans sa structure. Une année, une fonction ou un service peut être assuré par

un ministère et, l'année suivante, la responsabilité peut en être confiée à un organisme indépendant ou même passer en sous-traitance. Il serait donc difficile de comparer d'année en année les structures de déclaration et les opérations financières sans d'abord apporter de nombreuses corrections aux données de base. On a conçu le Système de gestion financière pour un remplacement des formes diverses des rapports financiers des administrations publiques en établissant des séries statistiques homogènes qui permettent d'utiles comparaisons avec les divers rapports, financiers ou non, en provenance des pouvoirs publics.

Plusieurs facteurs nuisent à une comparabilité intergouvernementale complète des données du Système de gestion financière. Ainsi, les opérations intergouvernementales ne sont pas toujours déclarées au même moment par les deux parties et les fins d'exercice peuvent aussi différer. Précisons en outre que les responsabilités se partagent différemment entre les paliers de l'administration publique et que les niveaux de service varient également. Nous n'avons nullement tenté de corriger les données en fonction de l'hétérogénéité de la prestation des services publics à tout palier ou entre paliers. Il reste que la convention de consolidation du SGF, qui permet de regrouper deux niveaux d'administration publique et plus en une même unité de consolidation (*administrations provinciales et locales*, par exemple), vient considérablement réduire l'incidence de cette hétérogénéité des services. Nous nous efforçons constamment de rendre les mesures plus utiles par l'adoption de concepts, de définitions et de cadres et de systèmes classificatoires uniformes.

Définition des principales variables

Emploi et salaires et traitements dans le secteur public : il s'agit des effectifs des administrations publiques et de leur rémunération.

- **Salarié :** quiconque est rémunéré pour services rendus ou se trouve en congé payé et à l'égard de qui l'employeur est tenu de produire un feuillet supplémentaire T4 à l'intention de l'Agence des douanes et du revenu du Canada; sont exclus les experts-conseils établis à leur compte et les salariés d'entreprises faisant de la sous-traitance pour une entité du secteur public
 1. **Salarié à plein temps :** tout salarié qui travaille habituellement toutes les heures de la semaine de travail normale de l'établissement.
 2. **Salarié à temps partiel :** tout salarié qui travaille moins que toutes les heures de la semaine de travail normale de l'établissement.
 3. **Employé :** tout salarié qui reçoit une rémunération de base sous forme de traitement hebdomadaire, mensuel ou annuel fixe.
- **Salaires et traitements :** les salaires et traitements comprennent les jetons de présence, les bonis et primes, les commissions, les gratifications, le revenu en nature, les indemnités imposables et les paiements salariaux à titre

rétroactif; on les estime en valeur brute, c'est-à-dire avant les retenues de paiements salariaux aux régimes d'impôt sur le revenu, d'assurance-emploi ou de retraite; comme les salaires et traitements s'accumulent dans le temps, on comptabilise les paiements rétroactifs le mois et l'année où ils sont effectués; est enfin exclu le revenu supplémentaire de travail sous forme de cotisations patronales aux régimes de retraite, d'assurance-maladie et autres de même nature

Bilan : état financier sommaire de l'actif financier, du passif et de l'avoir à un moment quelconque, ordinairement à la fin de l'exercice.

- **Actif financier :** actif à caractère financier comme l'encaisse, les comptes débiteurs et les titres
- **Passif :** obligations d'une entité qui sont nées d'opérations passées et qui peuvent donner lieu à la cession d'actifs ou à la prestation de services, qu'il s'agisse de découverts bancaires, de comptes créditeurs, d'avances, de numéraire en circulation, de bons du Trésor, d'obligations garanties ou non ou d'autres titres
- Valeur nette (avoir) : excédent de l'actif financier sur le passif

Consolidation : regroupement des statistiques financières relatives à deux entités ou plus de manière à éliminer les soldes et les opérations entre entités et donc à prévenir tout double compte.

- États consolidés des administrations publiques : terme général désignant la consolidation des comptes de l'administration fédérale, des administrations provinciales et territoriales, des administrations locales et du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec

Recettes et dépenses : recettes, dépenses et excédent ou déficit.

- Les **recettes** sont notamment l'impôt sur le revenu et les taxes à la consommation, l'impôt foncier et les taxes apparentées, le produit de la vente de biens et de services, le revenu de placements et les transferts généraux et spéciaux en provenance des autres sous-secteurs publics
- Les **dépenses** se font notamment en services comme les suivants : protection des personnes et des biens, transports et communications, santé, services sociaux, éducation, conservation des ressources et développement industriel, environnement, loisirs et culture, travail, emploi et immigration, logement, établissements de recherche et service de la dette
- **Excédent :** excédent des recettes sur les dépenses
- **Déficit :** excédent des dépenses sur les recettes

Annexe I

Classification des recettes et des dépenses de l'administration publique

Recettes

Recettes de sources propres

1. Impôts sur le revenu

- (a) **Impôts sur le revenu des particuliers** – Cette catégorie comprend les prélèvements généraux sur le revenu des particuliers et les bénéfices des entreprises non constituées en société, ainsi que les prélèvements spéciaux sur le revenu, telle une surtaxe, auxquels les administrations publiques recourent de temps en temps. Le produit de l'impôt sur les gains de capital des particuliers et des entreprises non constituées en société est également inclus. Les crédits d'impôt remboursables font également partie de cette catégorie et sont ramenés à leur valeur brute aux fins de leur inscription aux comptes des recettes ou des dépenses.
- (b) **Impôts sur les profits des sociétés** – Cette catégorie comprend la plupart des impôts levés par les administrations fédérale et provinciales sur les bénéfices imposables des sociétés. Les impôts spéciaux levés à l'occasion sur les sociétés et les crédits d'impôt remboursables sont également inclus. Ils sont ramenés à leur valeur brute aux fins de leur comptabilisation à titre de recettes et de dépenses.
- (c) **Impôts sur l'exploitation minière et forestière** – Cette catégorie représente les impôts particuliers qui sont parfois levés sur les bénéfices des sociétés du secteur des ressources naturelles. Elle comprend aussi les crédits d'impôt remboursables que l'on ramène à leur valeur brute aux fins de leur comptabilisation à titre de recettes et de dépenses. Antérieurement, les impôts visés étaient traités comme des recettes tirées des ressources naturelles.
- (d) **Impôts directs des non résidents** – Cette catégorie comprend l'impôt fédéral retenu à la source sur les versements aux non résidents (particuliers ainsi que sociétés) de dividendes, d'intérêts, de loyers, de redevances, de pensions alimentaires, d'honoraires de gestion et de sommes provenant d'arrangements fiduciaires ou successoraux, ainsi que les retenues visant les compagnies d'assurance Étrangères.
- (e) **Autres impôts sur le revenu** – Cette catégorie regroupe tous les impôts sur le revenu qu'on ne peut classer ailleurs.

2. Taxes à la consommation

- (a) **Taxes générales de vente** – Il s'agit du produit de la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et des taxes provinciales sur les ventes au détail. En avril 1996, l'administration fédérale a conclu une entente avec trois provinces (Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse) en vue d'harmoniser la taxe de vente provinciale et la TPS fédérale. Les remises de l'administration fédérale à ces trois provinces au titre de la nouvelle taxe de vente harmonisée (TVH) rentrent également dans la présente catégorie.
- (b) **Taxes sur les boissons alcoolisées** – Comprend la Taxes d'accise sur le nombre de gallons d'alcool, ainsi tout impôt spécial, taxe ou droit d'accise perçu sur la production et la vente de boissons alcoolisées.
- (c) **Taxes sur le tabac** – Cette catégorie englobe les impôts spéciaux, comme la taxe d'accise, les droits d'accise et les taxes provinciales particulières, prélevés sur la production et la vente des produits du tabac. Les taxes générales de vente et les droits de douane applicables à ces produits sont comptabilisés sous les rubriques portant ces titres, respectivement.
- (d) **Taxes sur les divertissements** – Cette catégorie regroupe les taxes perçues sur les droits d'entrée dans les cinémas et les théâtres ainsi que sur les activités récréatives, culturelles et autres divertissements. Les taxes levées par les administrations provinciales sur les paris mutuels des champs de course et sur les jeux de hasard des casinos rentrent aussi dans cette catégorie.
- (e) **Taxes sur les carburants** – Cette catégorie regroupe le produit des taxes spéciales sur l'essence, le carburant pour aéronef, le carburant diesel, le propane et d'autres substances utilisées comme carburant.
- (f) **Droits de douane** – Cette catégorie concerne uniquement le palier fédéral; elle comprend le produit des droits imposés sur les marchandises importées au Canada, comme les biens manufacturés, les aliments, les boissons et le tabac.
- (g) **Bénéfices remis tirés de la vente des boissons alcooliques** – Cette catégorie englobe l'ensemble des bénéfices remis par les régies des alcools appartenant à l'État. Puisque ces régies fonctionnent comme des monopoles fiscaux, leurs bénéfices sont traités comme des taxes sur les produits (impôts indirects).

- (h) **Bénéfices remis tirés des jeux de hasard** – Cette catégorie englobe l'ensemble des bénéfices remis par les loteries et autres sociétés de jeux appartenant à l'État. Comme ces loteries et autres sociétés sont des monopoles fiscaux, leurs bénéfices sont traités comme des taxes sur les produits (impôts indirects).
- (i) **Autres taxes à la consommation** – Cette catégorie englobe la taxe de transport aérien, les taxes sur les repas et les chambres d'hôtel, ainsi que les taxes à la consommation diverses.
3. **Impôts fonciers et impôts connexes**
- (a) **Impôts fonciers généraux** – Au Canada, l'imposition des biens immobiliers (terrains et construction) est répartie entre les administrations provinciales et locales. Dans les données statistiques sur les administrations provinciales, le produit de l'impôt foncier n'inclut pas les montants perçus pour les administrations locales qui leur sont versés; les administrations locales, quant à elles, ajoutent à l'impôt foncier qu'elles perçoivent elles-mêmes le montant qui est perçu en leur nom et qui leur est versé. Les biens immobiliers que possèdent et occupent la plupart des administrations publiques sont exonérés de l'impôt foncier. Pour compenser une administration pour la perte de recettes due à cette exemption, les administrations fédérale et provinciales versent une compensation tenant lieu de taxe foncière aux administrations provinciales et locales qui lèvent les impôts fonciers. Cette catégorie englobe les prélèvements sur terrains (redevances forfaitaires d'exploitations perçus sur les propriétés foncières qui bénéficient d'améliorations locales ou d'aménagements durables supplémentaires), les impôts fonciers particuliers (impôt levé par une municipalité sur un groupe particulier de propriétés en paiement d'un service, comme l'installation de trottoirs, ne visant que ces propriétés), de même que les compensations tenant lieu de taxes foncières.
- (b) **Impôts sur le capital** – Cette catégorie comprend l'impôt prélevé par les administrations fédérale et provinciales sur le capital versé aux sociétés.
- (c) **Autres impôts fonciers et impôts connexes** – Cette catégorie comprend les droits de cession immobilière, les taxes d'affaires et les impôts sur le patrimoine.
4. **Autres impôts**
- (a) **Impôts sur la masse salariale** – Cette catégorie englobe les recettes fiscales correspondant aux cotisations versées par les employeurs au prorata des traitements et salaires. Dans certaines provinces, le produit de ces charges sert à financer plusieurs fonctions, tandis que dans d'autres, il est affecté spécialement au financement des services de santé et(ou) d'éducation ou de formation des travailleurs. En 1998, quatre provinces, à savoir Terre-Neuve, le Québec, l'Ontario et le Manitoba, percevaient des impôts sur la masse salariale. Les contributions des employeurs au RPC, au RRQ, au régime d'assurance-emploi etc., dont le montant, dans une certaine mesure, se fonde également sur les salaires et traitements, sont comptabilisées sous la rubrique « Contributions aux régimes d'assurance sociale ».
- (b) **Immatriculation (droits et permis) des véhicules automobiles** – Cette catégorie regroupe les produits des droits d'enregistrement, des permis de conduire et d'autres droits relatifs à la propriété et à l'utilisation de véhicules automobiles.
- (c) **Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles** – Cette catégorie comprend les taxes perçues au titre de la propriété privée ou de la production de ressources naturelles. La taxe sur la propriété franche des droits miniers rentre dans cette catégorie. Les droits de permis versés pour pouvoir entreprendre des activités touchant les ressources naturelles, à l'exception des activités d'exploration, sont également inclus.
- (d) **Impôts divers** – Cette catégorie englobe les primes d'assurances-agricoles, les impôts sur les primes d'assurance, les permis de chasse et de pêche, les permis de vente d'alcool et autres licences et permis, les amendes et pénalités imposées aux entreprises, ainsi que les dons des entreprises.
5. **Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments** – Cette catégorie comprend les primes perçues par certaines provinces et utilisées spécialement pour financer les régimes d'assurance-hospitalisation et soins médicaux et d'assurance-médicaments.
6. **Contributions aux régimes de sécurité sociale** – Ces contributions sont ventilées selon cinq catégories : cotisations au régime d'assurance-emploi; cotisations aux commissions des accidents du travail; contributions aux régimes de retraite non provisionnés; cotisations au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec; autres contributions aux régimes de sécurité sociale.
7. **Vente de biens et de services** – En qualité de fournisseurs de biens et de services publics, les entités qui font partie de la composante des administrations publiques du secteur public entreprennent des opérations de nature commerciale avec les organismes ou particuliers du secteur privé et avec d'autres entités de la composante des administrations publiques. Les recettes qu'elles tirent de ces opérations sont classées dans la catégorie « Vente de biens et de services », que l'on pourrait définir comme les rentrées de droits et redevances payées au prorata du coût de la distribution des biens et des services publics fournis aux payeurs.
8. **Revenus de placements** – Cette catégorie comprend les redevances sur les ressources naturelles, les bénéfices commerciaux remis, les intérêts et les autres revenus de placements.
9. **Autres recettes de sources propres** – Cette catégorie englobe les autres amendes et pénalités, les transferts de nature capitale de sources propres, les dons et diverses recettes de sources propres.

Transferts

10. **Transferts à des fins générales en provenance d'autres composantes de l'administration publique** – Les transferts à des fins générales sont ventilés selon le palier d'administration publique d'où provient le transfert. Les transferts en provenance de l'administration fédérale sont catégorisés comme suit : Transferts de capitaux en provenance de l'administration; Subventions statutaires; Part de l'impôt fédéral sur les dividendes privilégiés et sur les bénéfices de certaines entreprises de services publics; Paiements de garantie des recettes fiscales; Péréquation; Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux; Réciprocité fiscale; Paiements de stabilisation fiscale
11. **Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique** – Les transferts à des fins particulières sont ventilés selon le palier d'administration publique qui les accorde. Cette catégorie couvre les transferts qui s'appliquent à des activités particulières, comme les transferts de l'administration fédérale aux provinces pour l'amélioration de certaines autoroutes, les transferts des administrations provinciales aux municipalités pour la collecte des eaux usées et l'élimination des déchets, ainsi que les transferts des administrations provinciales aux établissements d'enseignement et de la santé pour les aider à financer leurs activités.

Dépenses

12. **Services généraux de l'administration publique** – Cette catégorie englobe les services exécutifs et législatifs, l'administration générale et les autres dépenses de nature générale.
13. **Protection de la personne et de la propriété** – Cette catégorie comprend tous les frais encourus pour dispenser les services destinés à assurer la sécurité des personnes et de la propriété. La protection dépasse la simple sauvegarde contre des attaques extérieures et des actions criminelles; elle couvre aussi les mesures destinées à protéger les particuliers de toute négligence et de tout abus, ainsi que celles qui ont pour objet d'assurer la bonne marche des affaires de la société. Cette catégorie englobe la défense nationale, les cours de justice, les services correctionnels et de réadaptation, les services de police, la lutte contre les incendies et les services de réglementation.
14. **Transports et communications** – Cette catégorie couvre les dépenses reliées à toutes les phases de l'acquisition, de la construction, de l'exploitation et de l'entretien des installations et du matériel de transport et de communication pertinents ainsi que celles qui sont affectées à l'ingénierie et aux relevés techniques connexes. Cette catégorie inclut les transferts des administrations publiques à leurs entreprises publiques qui s'occupent d'activités de transport, en particulier les services de transport en commun et les services ferroviaires. La catégorie englobe le transport aérien, le transport routier, le transport en commun, le transport par chemin de fer, le transport maritime, le transport par pipelines et les télécommunications.
15. **Santé** – Cette fonction regroupe les dépenses engagées par les administrations publiques pour s'assurer que tous les citoyens aient accès à tous les services de santé nécessaires. On classe à cette fonction les dépenses des entités connexes des hôpitaux, c'est-à-dire les entités qui existent pour fournir des biens et des services aux patients, aux membres du personnel et à d'autres (services de restauration, stationnement, etc.). Les établissements de soins pour bénéficiaires internes et d'autres établissements de santé et de services sociaux fournissant des soins médicaux et des services d'infirmières autorisées sont considérés comme des établissements offrant des services de santé, tandis que ceux qui offrent le gîte et le couvert mais ne prodiguent que peu de services médicaux et infirmiers, voire aucun, sont considérés comme des établissements fournissant des services sociaux. La fonction de la santé comprend quatre sous-fonctions.
- (a) **Soins hospitaliers** – Cette sous-fonction couvre les dépenses relatives à toutes les formes de services hospitaliers, c'est-à-dire ceux fournis par les hôpitaux généraux et par les maisons spécialisées pour les maladies graves, les maladies chroniques, les maladies mentales, la convalescence et l'isolement. Les dépenses relatives aux écoles de sciences infirmières rattachées aux hôpitaux sont aussi incluses. Si ces écoles relèvent du ministère de l'Éducation, les dépenses pertinentes sont imputées à la sous-fonction « Enseignement post secondaire ». Les dépenses de tous les hôpitaux (privés, publics, religieux, etc.) sont imputées à cette sous-fonction, sauf celles des hôpitaux des forces armées et des anciens combattants, dont les dépenses sont imputées aux sous-fonctions « Défense nationale » et « Prestations aux anciens combattants », respectivement.
- (b) **Soins médicaux** – Cette sous-fonction englobe toutes les dépenses relatives aux programmes généraux de soins médicaux et de médicaments, aux services de dentisterie et d'infirmières visiteuses ainsi qu'aux services de consultations externes. Elle inclut aussi les dépenses pour soins médicaux des hôpitaux et des établissements publics de soins pour bénéficiaires internes, celles des commissions des accidents du travail et d'autres établissements publics de santé et de services sociaux. Les transferts aux établissements privés de soins pour bénéficiaires internes et à d'autres établissements privés de santé et de services sociaux visant le financement des services médicaux qu'ils prodiguent sont également imputés à cette sous-fonction.
- (c) **Soins préventifs** – Cette sous-fonction inclut une grande variété de dépenses destinées à prévenir les maladies ou à en atténuer les effets. Elle couvre les services de santé publique, les services de dépistage des maladies contagieuses (y compris l'immunisation, le traitement, l'isolement et la quarantaine à l'extérieur des hôpitaux), les services d'inspection des aliments et des médicaments, les hôpitaux qui offrent des services préventifs aux malades, les établissements publics (non situés dans les hôpitaux, comme les établissements de soins pour bénéficiaires internes et d'autres établissements de santé et de services

sociaux) qui fournissent des soins infirmiers et des conseils sur l'hygiène et la nutrition, et les organismes publics engagés dans la recherche sur les causes et les conséquences de maladies et de toxicomanies particulières (comme les fondations dédiées au traitement du cancer). Dans cette sous-fonction on retrouve les transferts aux établissements privés qui prodiguent des soins préventifs, c'est-à-dire les établissements privés de soins pour bénéficiaires internes.

- (d) **Autres services de santé** – Cette sous-fonction regroupe les dépenses relatives aux établissements qui se spécialisent dans le traitement des déficients mentaux ou des personnes souffrant de troubles affectifs et aux services de laboratoire et de diagnostic, les subventions accordées aux organismes paramédicaux et les dépenses relatives à d'autres services liés à la santé, comme l'administration des ministères de la Santé, la statistique de la santé, la formation du personnel des établissements de santé, la réadaptation, les services ambulanciers, ainsi que les indemnités versées aux personnes blessées et à celles qui sont à leur charge, lorsque ces indemnités ne peuvent être attribuées aux autres sous-fonctions. Les dépenses pour la protection de la santé et l'inspection sanitaire, ainsi que les dépenses des entités connexes des établissements de santé et de services sociaux sont également incluses.

16. **Services sociaux** – La portée de cette fonction dépasse le concept de bien-être social qui englobe l'aide (transferts) et les services prodigués aux particuliers si désavantagés que les services universels de sécurité sociale ne permettent pas de leur procurer le bien-être nécessaire ou qui ne remplissent pas les conditions pour bénéficier de ces services. Cette fonction englobe les mesures prises par l'administration publique, soit seule, soit en collaboration avec les citoyens, pour venir en aide aux personnes ou aux familles dont le bien-être est rendu précaire par un concours de circonstances incontrôlables, ou pour prévenir de telles situations. La fonction comprend les six sous-fonctions suivantes :

- (a) **Assistance sociale** – Cette sous-fonction regroupe les paiements de transfert (y compris les crédits d'impôt remboursables) ayant pour objectif d'aider les particuliers et les familles à maintenir un niveau de revenu socialement acceptable. Bien que considérées comme une forme d'aide au revenu, les indemnités pour accident du travail, les prestations au titre des régimes de retraite des employés, les allocations aux anciens combattants et les indemnités aux victimes d'accidents d'automobiles sont imputées à une sous-fonction distincte. La présente sous-fonction comprend les dépenses relatives aux prestations de bien-être général accordées aux personnes désavantagées, aux crédits d'impôt remboursables et aux rabais d'impôt accordés aux particuliers ou aux familles à revenu faible et moyen. (Ces crédits et rabais d'impôt sont devenus de plus en plus des instruments de la politique sociale visant à annuler l'impôt que doivent verser les personnes âgées ou désavantagées, comme les

crédits d'impôt foncier et de taxe de vente), les dépenses au titre des régimes contributifs, dont le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, et des régimes non contributifs, comme la Sécurité de la vieillesse (y compris le Supplément de revenu garanti), les allocations familiales et les prestations pour enfants versées aux termes des programmes des administrations fédérale et provinciales, les prestations d'assurance-emploi, le supplément de loyer, les allocations au conjoint et les allocations aux aveugles et aux personnes handicapées. Les coûts administratifs relatifs à ces programmes sont également inclus.

- (b) **Indemnités aux victimes d'accidents du travail** – Cette sous-fonction inclut les dépenses administratives et le versement d'autres indemnités que celles couvrant les services de réadaptation et de soins médicaux, liées aux programmes d'indemnisation des accidents du travail.
- (c) **Prestations et autres paiements des régimes de retraite** – Cette sous-fonction regroupe les dépenses relatives aux opérations suivantes :
- (i) Prestations de retraite et autres prestations versées au titre des régimes de pension qui sont intégrés au cadre budgétaire de l'administration publique (régimes à mode de financement au fur et à mesure) comme le régime de retraite de la Fonction publique de la Saskatchewan.
- (ii) Les prestations de retraite et autres prestations versées au titre des régimes de pensions non provisionnés, c'est-à-dire les régimes dont les comptes sont entièrement séparés dans le Fonds consolidé du revenu, sans toutefois qu'ils représentent des unités institutionnelles distinctes comme le Compte de pension de retraite de la Fonction publique de l'administration fédérale, de mêmes que les excédents annuels (contributions de l'employé et de l'employeur plus les intérêts gagnés, moins les pensions et les bénéfices déboursés) des régimes de pension non-provisionnés, qui est considérée comme une créance de l'administration publique à l'égard des ménages.
- (d) **Prestations aux anciens combattants** – Cette catégorie englobe, outre les frais administratifs, les prestations de retraite, les allocations et les subventions, les dépenses afférentes à l'administration des hôpitaux pour anciens combattants, à la fourniture de produits médicaux et de prothèses, à la prestation de services médicaux, d'enseignement et de bien-être social, ainsi qu'aux remises de dettes en vertu de la Loi sur les terres visant les anciens combattants.
- (e) **Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile** – Cette sous-fonction inclut les indemnités versées aux victimes de dommages corporels prévues par les régimes d'assurance automobile des administrations publiques.

- (f) **Autres services sociaux** – Cette sous-fonction regroupe les dépenses associées aux services rendus aux personnes âgées, aux personnes incapables de mener une vie normale à cause d'un handicap physique ou mental, aux personnes provisoirement incapables de travailler à cause d'une maladie, aux ménages ayant des enfants à charge, aux personnes qui survivent à un conjoint, à un parent, etc. et à d'autres personnes dans le besoin. Elle inclut aussi les dépenses directes des établissements publics (hôpitaux, établissements de soins pour bénéficiaires internes, autres établissements de santé et de services sociaux) qui fournissent des services sociaux et les transferts aux organismes privés (comme les établissements de soins pour bénéficiaires internes) qui fournissent des services similaires.
17. **Éducation** – Cette fonction comprend les frais de mise en place, d'amélioration et de fonctionnement des systèmes d'éducation et la fourniture de services particuliers d'enseignement. On y retrouve aussi les dépenses des entités connexes des collèges et universités, c'est-à-dire les entités qui fournissent des biens et des services aux étudiants, aux membres du personnel et à d'autres personnes (librairies, services de restauration, résidences, stationnement). Elle est ventilée en quatre sous-fonctions, à savoir :
- (a) **Éducation primaire et secondaire** – Cette sous-fonction regroupe les dépenses associées aux services d'enseignement de la maternelle à la fin de l'école secondaire. Elle comprend aussi les dépenses affectées à la formation technique et professionnelle dispensée au niveau secondaire, celles relatives à l'administration générale et au maintien des normes, aux contributions des administrations publiques, à titre d'employeurs, aux régimes de retraite des enseignants, à l'aide aux étudiants, à la construction de bâtiments et au fonctionnement des programmes d'enseignement. On y classe les dépenses pour le transport des étudiants, les manuels scolaires, les ordinateurs ainsi que le matériel et les fournitures didactiques. Les écoles pour handicapés, ainsi que celles pour Indiens et Inuits et les transferts aux écoles primaires et secondaires privées appartiennent aussi à cette sous-fonction.
- (b) **Éducation post-secondaire** – Cette fonction concerne le genre d'enseignement généralement dispensé par les universités, les collèges communautaires décernant ou ne décernant pas de diplôme et les établissements d'enseignement spécialisé. Ces établissements comptent les écoles normales, les instituts techniques avancés et les collèges communautaires, les CÉGEPs, les conservatoires de musique et les écoles qui se spécialisent dans la formation des artistes, ainsi que les cours de sciences infirmières offerts par les universités et les collèges. Cette catégorie inclut les transferts et les dépenses directes imputées au fonctionnement des universités, des collèges et des établissements fournissant ce genre d'enseignement. On y classe également les bourses d'études et les autres formes d'aide financière aux étudiants (exonération de remboursement de prêts, exemption des intérêts, etc.), ainsi que les crédits remboursables d'impôt pour études. Les catégories de dépenses couvertes par cette sous-fonction sont essentiellement les mêmes que celles mentionnées à la sous-fonction « Éducation primaire et secondaire ».
- (c) **Services particuliers de recyclage** – Cette sous-fonction comprend les dépenses engagées pour rehausser le niveau d'habileté et de compétence des particuliers. Elle inclut le coût des cours offerts aux termes du Programme fédéral de formation de la main-d'œuvre et du nouvel accord sur le développement du marché du travail, les achats de services de formation en milieu de travail à l'intention des bénéficiaires de l'assurance-chômage, les allocations en espèces ou les subventions accordées aux travailleurs et aux personnes prêtes à travailler qui suivent une formation, les crédits d'impôt visant à encourager les sociétés à offrir une formation systématique à leurs employés et d'autres services semblables. Les dépenses relatives à la formation des policiers, qui sont imputées à la fonction « Protection de la personne et de la propriété » sont exclues.
- (d) **Autre éducation** – Cette sous-fonction regroupe les dépenses qui ne peuvent être classées dans aucune autre sous-fonction ou qui en chevauchent plusieurs. On inclut les dépenses d'administration générale des ministères de l'Éducation, le coût de l'activité statistique et de la recherche relative à la fonction d'éducation et les dépenses des programmes d'apprentissage. Les versements faits par une administration publique à une autre administration publique ou à un organisme du secteur privé pour favoriser l'apprentissage des langues officielles, ainsi que les coûts de cours spéciaux, comme les cours du soir et les cours par correspondance, font également partie de cette catégorie. Les dépenses des entités connexes des collèges et des universités, comme les librairies et les cafétérias sont aussi incluses.
18. **Conservation des ressources et développement de l'industrie** – Cette catégorie regroupe une vaste gamme de services liés à la conservation et à l'exploitation des ressources naturelles, ainsi qu'au développement et à la promotion de l'industrie. On la ventile dans les sous-catégorie suivante : agriculture, chasse et pêche, pétrole et gaz, forêts, mines, énergie hydraulique et tourisme.
19. **Environnement** – Quoique certaines composantes de cette fonction aient des points communs avec certaines sous-fonctions de la « Protection de la personne et de la propriété » ou de la « Santé », on les regroupe ici parce qu'elles visent toutes à assurer l'environnement le plus propice qui soit au genre humain et à réduire au minimum les effets nuisibles de la vie moderne sur cet environnement. Cette catégorie englobe les activités suivantes : approvisionnement en eau et épuration de l'eau, canalisations d'égout et épuration des eaux-vannes; enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets; contrôle de la pollution; autres services environnementaux.
20. **Loisirs et culture** – Cette fonction a pour objet de mesurer la participation de l'administration publique dans le domaine des loisirs à travers le développement, l'amélioration ou l'exploitation d'installations de loisirs ou par le versement de fonds à des particuliers et à des organismes privés qui se spécialisent dans la promotion des activités de loisirs.
21. **Travail, emploi et immigration** – Cette fonction regroupe les dépenses liées à l'établissement et à la promotion de bonnes relations de travail et de conditions d'emploi équitables, ainsi qu'à divers programmes d'immigration.

22. **Logement** – Cette fonction inclut maintenant toutes les dépenses de l'administration publique dans le secteur du logement, sauf les transferts (supplément au loyer) destinés à alléger les frais locatifs courants des particuliers que l'on impute à la sous-fonction « Aide sociale ».
23. **Affaires extérieures et aide à l'étranger** – Cette fonction regroupe les dépenses entraînées par les relations officielles que le Canada entretient avec d'autres états souverains. Cette fonction inclut les contributions destinées à favoriser la croissance économique et à améliorer les conditions sociales dans les pays étrangers, comme les dépenses de l'Agence canadienne de développement international. (Les dépenses occasionnées par la promotion à l'étranger du commerce et de l'immigration et par les échanges culturels avec d'autres pays sont classées respectivement sous « Commerce et industrie », « Immigration » et « Culture ».)
24. **Planification et aménagement des régions** – Cette fonction couvre les dépenses relatives aux affaires et aux services de développement communautaire et régional. Cette catégorie englobe les dépenses liées aux à l'urbanisme et au zonage, ainsi qu'à l'aménagement des agglomérations urbaines et des régions.
25. **Établissements de recherche** – Cette fonction comprend les dépenses imputables aux organismes tels le Conseil national de recherches du Canada et certains établissements de recherche provinciaux, dont l'activité principale est la recherche scientifique pure ou appliquée et la mise en œuvre des découvertes résultant de ces activités. Elle inclut aussi les subventions accordées aux particuliers et aux établissements privés qui poursuivent des travaux de recherche du même genre, ainsi que les crédits d'impôt remboursables au titre de la recherche et du développement. Par contre, elles ne couvrent pas les dépenses du Conseil de recherches médicales qui sont imputées à la fonction « Santé ».
26. **Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique** – Comme les recettes, les transferts entre administrations publiques sont classés et définis selon le palier d'administration qui les fournit. Les principaux transferts fédéraux à des fins générales sont décrits au paragraphe 6.15. Les transferts tenant lieu d'impôt foncier, qui, avant la Révision historique de 1997, étaient imputés à cette fonction sont maintenant portés au compte de la fonction à laquelle ils se rapportent. On inclut dans la présente fonction le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) qui remplace les transferts en vertu des accords sur le Financement des programmes établis et du Régime d'assistance publique du Canada qui rentraient dans la catégorie des transferts à des fins particulières et le transfert à l'administration fédérale par l'administration du Québec du produit des 3,0 points d'impôt sur le revenu des particuliers accordés à la province aux termes de l'ancien Programme des allocations aux jeunes. Les transferts à des fins particulières ne sont pas inclus ici. En effet, comme ils sont accordés à condition que le bénéficiaire mette en place des programmes particuliers, ils sont imputés aux fonctions correspondantes.
27. **Service de la dette** – Cette fonction comprend les sous-fonctions « Intérêts » et « Autres frais de la dette ». On exclut le remboursement de la dette, ainsi que les gains et pertes réalisés et non réalisés sur les opérations de change. Ces derniers sont maintenant portés au compte financier et ne sont plus considérés comme des dépenses.
28. **Autres dépenses** – Cette catégorie regroupe les dépenses que l'on ne peut imputer à aucune autre fonction. On s'en sert parfois durant les cycles d'estimation du budget des dépenses pour inclure des réserves pour éventualités destinées principalement à parer des modifications imprévues de l'activité économique. Elle inclut aussi les ajustements compensateurs et les écarts résiduels de l'exercice de consolidation.

Annexe II

Classification de l'actif et du passif

Actif financier

1. **Encaisse et dépôts** – Cette catégorie d'actif englobe les pièces de monnaie; les billets de banque, les mandats, les bons de poste, les chèques, les traites à vue, les montants en transit, les soldes des dépôts à vue, à préavis et à terme dans les banques et autres institutions financières comme l'Alberta Treasury Branches. Les dépôts à vue encaissables sont classés dans la catégorie des dépôts à terme où l'on fait la distinction entre les devises canadiennes et étrangères. Les avoirs en devises étrangères sont comptabilisés à leur valeur en dollars canadiens, calculée au taux de change de clôture courant.
2. **Comptes débiteurs** – Cette catégorie regroupe toutes les créances sur les comptes débiteurs découlant de la vente de biens et de services. Elle comprend aussi les produits enregistrés avec la méthode de comptabilité d'exercice, les subventions courues et les rajustements résiduels entre fonds et entre administrations que nécessite la consolidation des comptes débiteurs.

Cette catégorie se limite au revenu gagné, non encore perçu, qui sera vraisemblablement encaissé dans un avenir proche (comme les recettes à recevoir sur les biens ou services livrés). On distingue six catégories de débiteurs. Les « impôts » englobent tous les impôts à recevoir, y compris les arriérés. La catégorie des « intérêts » est explicite, tandis que celle des « comptes clients » sert à déclarer les montants exigibles à la suite de la vente de biens et de services. Les créances sur les comptes débiteurs résultant de transfert à des fins générales et de transferts à des fins particulières sont classées sous les rubriques « Composantes de l'administration publique » et toutes les créances dues aux administrations publiques par leurs entreprises sont classées sous la rubrique « Entreprise publique ». Enfin, les autres sommes que les impôts, les intérêts et les comptes clients identifiables que les membres du public doivent aux administrations publiques rentrent dans la catégorie résiduelle « Autres ».

3. **Avances** – Il s'agit de prêts, d'avances et d'autres créances qui ne peuvent être ni vendus, ni échangés sur le marché. Les transactions résiduelles reliées aux avances entre l'administration et ses fonds spéciaux ainsi que les ajustements entre les différents paliers d'administrations sont aussi incluses pour fins de consolidation. Les administrations publiques mettent des fonds directement à la disposition d'autres administrations publiques, de sociétés d'État et d'autres entités.
4. **Titres** – Cette catégorie comprend tous les titres détenus, qu'ils aient été acquis à des fins d'intérêt public (par exemple, pour garantir des prêts) ou de placements par l'entremise de courtiers en valeurs mobilières (titres négociables). Elle inclut aussi certains placements inter-administrations qui constituent des titres non négociables.

5. **Autres éléments d'actif financier** – Cette catégorie comprend les éléments d'actif financier qu'on ne peut classer dans une catégorie plus précise. Elle englobe les soldes débiteurs des comptes en souffrance et sert aussi aux écritures de régularisation relatives au montant résiduel résultant de la consolidation des postes autres éléments d'actif financier.

Passif

6. **Découverts bancaires** – Les découverts bancaires correspondent à un excédent de la valeur des chèques en circulation par rapport à celle des dépôts.
7. **Comptes créditeurs** – Cette catégorie comprend les sommes dues aux créditeurs pour l'achat de biens ou de services. Elle inclut aussi les charges enregistrées avec la méthode de comptabilité d'exercice, les subventions courues et les rajustements résiduels entre fonds et administrations que nécessite la consolidation des comptes créditeurs.
8. **Avances** – Cette catégorie correspond à celle du même nom dans les comptes de l'actif. Toutefois, on la subdivise en un nombre moins élevé de sous-groupes, conformément aux pratiques d'emprunt des administrations publiques. Aucune émission de titres ne fait partie de cette catégorie. On y précise si les avances sont remboursables en devises canadiennes ou étrangères.
9. **Pièces en circulation** – Il s'agit d'une dette de l'administration fédérale représentant la valeur de toutes les pièces détenues par les particuliers et les autres secteurs de l'économie. Cet élément du passif de l'administration fédérale n'est pas inscrit dans les comptes publics. Les chiffres, sont fournis par la Monnaie royale canadienne. Les billets de banque ne sont pas déclarés dans cette catégorie, puisqu'ils représentent un élément de passif de la Banque du Canada.
10. **Bons du Trésor** – Les bons du Trésor à court et à long terme sont compris dans cette catégorie. Les bons du Trésor ne produisent pas d'intérêt, mais ils sont vendus à escompte et viennent à échéance au pair (c'est-à-dire à leur valeur nominale).
11. **Bons du Canada** – Cette catégorie regroupe les bons du Trésor à court terme que le gouvernement du Canada vend uniquement sur le marché monétaire des États-Unis.
12. **Effet à court terme** – Cette catégorie regroupe les instruments à court terme autres que les bons du Trésor et les bons du Canada qui sont émis en devises canadiennes et étrangères et négociés sur le marché monétaire.

13. **Obligations d'épargne** – Contrairement à tous les autres genres d'obligations les obligations d'épargne du Canada peuvent être encaissées par leur propriétaire en tout temps à leur valeur nominale. Ces obligations sont non transférables et non négociables (autrement dit, elles ne sont pas échangées sur le marché obligataire); leur prix ne fluctue donc pas et elles peuvent être encaissées en tout temps à leur pleine valeur au pair. Le prix de rachat des obligations d'épargne du Canada est donc égal à leur valeur nominale plus l'intérêt accumulé. Les obligations d'épargne du Canada ne peuvent être achetées que par des Canadiens ou au nom de Canadiens.
14. **Obligations** – Il s'agit d'un titre de créance aux termes duquel l'émetteur promet de payer au détenteur un montant précis d'intérêt pendant une période précise et de rembourser le prêt quand celui-ci vient à échéance. Le tableau qui suit illustre les principaux acheteurs d'obligations négociables et non négociables.
15. **Autres titres** – Cette catégorie regroupe tous les titres que l'on ne peut classer dans les catégories susmentionnées à cause de leur genre (par exemple effets à moyen ou à long terme) ou à cause de l'imprécision des renseignements figurant dans les documents de référence. On y précise si les titres sont remboursables en devise canadienne ou étrangère.
16. **Dépôts** – Cette catégorie englobe les dépôts en fiducie, l'excès du fonds de roulement des entreprises (comme les montants détenus par certaines administrations provinciales pour le compte de leur entreprises publiques acceptant des dépôts du public ou de leurs équivalents), les dépôts faits par des entrepreneurs pour garantir l'exécution satisfaisante du travail et divers autres dépôts à durée indéterminée. Les rajustements résiduels entre fonds et administrations publiques que nécessite la consolidation du poste « dépôts ».
17. **Obligations envers les régimes de retraite** – Cette catégorie comprend les obligations de l'administration publique à titre d'employeur, ainsi que ses obligations envers les participants, c'est-à-dire celles à titre d'employeur et celles constituées par les cotisations des participants et des employeurs autonomes versées au Fonds consolidé du revenu. La partie non provisionnée des régimes de pension fiduciaires et non fiduciaires est comptabilisée, que l'administration publique la porte ou non au bilan. Le passif des régimes de pensions non fiduciaires est considéré comme non provisionné.
18. **Autres éléments de passif** – Cette catégorie résiduelle regroupe les montants qui ne peuvent être classés dans une catégorie plus précise. Comme dans le cas des « Autres éléments d'actif financier » (voir le paragraphe 5), elle sert aussi aux écritures relatives aux montants résiduels résultant de la consolidation du poste « autres éléments de passif » des comptes de plusieurs fonds ou de plusieurs administrations publiques.
19. **Excédent de l'actif financier sur le passif (ou excédent du passif sur l'actif financier)** – Il s'agit du compte de l'excédent (ou du déficit) accumulé.

Tableau explicatif 2

Principaux acheteurs d'obligations publiques

| Obligations de l'administration fédérale | Obligations des administrations provinciales et territoriales | Obligations des administrations locales |
|---|---|--|
| Régime de pensions du Canada Administrations provinciales Entreprises publiques Membre du public | Régime de pensions du Canada Administrations provinciales Entreprises publiques Membre du public | Ne s'applique pas Administrations provinciales Entreprises publiques Membre du public |

Annexe III – État de rapprochement I – Recettes et dépenses

Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques fédérales selon la base du SGF avec la revue financière pour l'exercice financier 2002-2003¹

| | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|---|---------------------|------------------|-------------------------|
| | millions de dollars | | |
| Totaux sur la base des comptes publics | | | |
| 1 Documents budgétaires ¹ | 173 490,0 | 163 075,0 | 10 415,0 |
| Déductions | | | |
| 2 Provision pour évaluation | 0,0 | (4 223,0) | 4 223,0 |
| 3 Société d'État consolidées | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 4 Recettes/dépenses internes | 0,0 | (93,9) | 93,9 |
| 5 Autres redressements | 0,0 | (74,4) | 74,4 |
| 6 Total des déductions | 0,0 | (4 391,3) | 4 391,3 |
| 7 Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux compris dans l'univers « SGF » | 4 877,3 | 4 395,9 | 481,4 |
| Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux | | | |
| 8 Ministères | 0,0 | 2 572,7 | (2 572,7) |
| 9 Fonds spéciaux | 2 625,9 | 53,2 | 2 572,7 |
| 10 Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux | 2 625,9 | 2 625,9 | 0,0 |
| 11 Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 1 et 7 moins 6 et 10) | 175 741,4 | 169 236,3 | 6 505,1 |
| Conversion de la base nette à la base brute | | | |
| 12 Montants portés au crédit | 2 820,9 | 2 820,9 | 0,0 |
| 13 Redressements pour crédits fiscaux | 12 223,7 | 12 223,7 | 0,0 |
| 14 Intérêts payés sur les remboursements d'impôt et de taxes | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 15 Autre intérêts payés (sur les retards de remboursements et escomptes de la TPS) | 14,6 | 14,6 | 0,0 |
| 16 Total des conversions de la base nette à la base brute | 15 059,2 | 15 059,2 | 0,0 |
| Autres ajustements | | | |
| 17 Remboursement des dépenses des années antérieures | (331,7) | (331,7) | 0,0 |
| 18 Autres recouvrements sur une base nette | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 19 Autres redressements SGF | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Recettes/dépenses omises du SGF : | | | |
| 20 Monnaie canadienne | (163,9) | 0,0 | (163,9) |
| 21 Gain/perte net de change | (215,1) | 0,0 | (215,1) |
| 22 Gain/perte sur réévaluation à la fin de l'année | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 23 Itèmes omis des fonds spéciaux | (151,1) | (308,1) | 157,0 |
| 24 Total des autres ajustements (lignes 17 à 23) | (861,8) | (639,8) | (222,0) |
| 25 Total de l'administration publique générale fédérale sur la base SGF (lignes 11, 16 et 24) | 189 938,8 | 183 655,7 | 6 283,1 |
| Composantes additionnelles de l'administration publique | | | |
| 26 Régimes de retraite non provisionnés fédéraux | 15 896,5 | 15 896,5 | 0,0 |
| 27 Déduction des intérêts payés aux régimes par l'administration générale publique | 11 988,6 | 11 988,6 | 0,0 |
| 28 Total de l'administration publique fédérale sur la base SGF (lignes 25 et 26 moins 27) | 193 846,7 | 187 563,6 | 6 283,1 |

¹ Source : Revue financière.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2000-2001¹

| N° | Terre-Neuve-et-Labrador | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|--|----------------|----------------|-------------------------|
| millions de dollars | | | | |
| Totaux sur la base des comptes publics | | | | |
| Selon les comptes publics de 2000-2001 | | | | |
| 1 | Compte courant | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 2 | Compte capital | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 3 | Comptes combinés | 3 728,1 | 3 758,1 | (30,0) |
| 4 | Comptes combinés selon les comptes public | 3 728,1 | 3 758,1 | (30,0) |
| Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF » | | | | |
| 5 | Workers' Compensation Commission of Newfoundland and Labrador | 170,6 | 128,2 | 42,4 |
| 6 | Newfoundland Municipal Financing Corporation | 39,3 | 40,0 | (0,7) |
| 7 | Newfoundland Medical Care Commission | 0,0 | 182,2 | (182,2) |
| 8 | Transportation Initiative Fund | 14,6 | 79,3 | (64,7) |
| 9 | Newfoundland and Labrador Housing Corporation | 106,4 | 19,9 | 86,5 |
| 10 | Sinking Fund | 89,0 | 0,3 | 88,7 |
| 11 | Autres fonds spéciaux | 77,1 | 4,8 | 72,3 |
| 12 | Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux | 497,0 | 454,7 | 42,3 |
| Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹ | | | | |
| 13 | Ministères | 108,2 | 29,5 | 78,7 |
| 14 | Workers' Compensation Commission of Newfoundland and Labrador | 7,1 | 40,7 | (33,6) |
| 15 | Newfoundland Municipal Financing Corporation | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 16 | Newfoundland Medical Care Commission | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 17 | Transportation Initiative Fund | 0,0 | 79,2 | (79,2) |
| 18 | Newfoundland and Labrador Housing Corporation | 7,8 | 0,0 | 7,8 |
| 19 | Sinking Fund | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 20 | Autres fonds spéciaux | 33,5 | 1,9 | 31,6 |
| 21 | Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux | 156,6 | 151,3 | 5,3 |
| 22 | Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21) | 4 068,5 | 4 061,5 | 7,0 |
| Conversion de la base nette à la base brute | | | | |
| 23 | Crédits d'impôt remboursables | 2,7 | 2,7 | 0,0 |
| 24 | Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 25 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 26 | Total des conversions de la base nette à la base brute | 2,7 | 2,7 | 0,0 |
| Autres ajustements | | | | |
| Déduction des: | | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | | |
| 27 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 28 | Recouvrements des ministères | 5,5 | 5,5 | 0,0 |
| 29 | Autres déductions | 13,6 | 10,2 | 3,4 |
| 30 | Autres postes | (35,4) | 92,0 | (127,4) |
| 31 | Total des autres ajustements (lignes - 30 moins 27 à 29) | (54,5) | 76,3 | (130,8) |
| 32 | Total sur la base SGF (lignes 22 26 et 31) | 4 016,7 | 4 140,5 | (123,8) |

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2000-2001¹ - Suite

| N ^o | Île-du-Prince-Édouard | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|--|----------------|----------------|-------------------------|
| millions de dollars | | | | |
| Totaux sur la base des comptes publics | | | | |
| Selon les comptes publics de 2000-2001 | | | | |
| 1 | Compte courant | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 2 | Compte capital | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 3 | Comptes combinés | 954,6 | 966,2 | (11,6) |
| 4 | Comptes combinés selon les comptes publics | 954,6 | 966,2 | (11,6) |
| Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF » | | | | |
| 5 | Tourism P.E.I. | 16,9 | 25,3 | (8,4) |
| 6 | Workers' Compensation Board of Prince Edward Island | 27,0 | 34,5 | (7,5) |
| 7 | Prince Edward Island Lotteries Commission | 15,1 | 15,1 | 0,0 |
| 8 | P.E.I. Business Development | 51,4 | 50,9 | 0,5 |
| 9 | P.E.I. Agricultural Insurance Corp | 10,3 | 10,4 | (0,1) |
| 10 | P.E.I. Special Projects Fund | 2,9 | 20,2 | (17,3) |
| 11 | Autres fonds spéciaux | 66,4 | 33,7 | 32,7 |
| 12 | Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux | 190,0 | 190,1 | (0,1) |
| Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹ | | | | |
| 13 | Ministères | 66,9 | 70,7 | (3,8) |
| 14 | Tourism P.E.I. | 10,1 | 0,3 | 9,8 |
| 15 | Workers' Compensation Board of Prince Edward Island | 3,1 | 0,0 | 3,1 |
| 16 | Prince Edward Island Lotteries Commission | 0,0 | 14,2 | (14,2) |
| 17 | P.E.I. Business Development | 43,8 | 3,6 | 40,2 |
| 18 | P.E.I. Agricultural Insurance Corp | 3,2 | 0,0 | 3,2 |
| 19 | P.E.I. Special Projects Fund | 1,0 | 20,2 | (19,2) |
| 20 | Autres fonds spéciaux | 22,2 | 37,6 | (15,4) |
| 21 | Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux | 150,3 | 146,6 | 3,7 |
| 22 | Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21) | 994,3 | 1 009,7 | (15,4) |
| Conversion de la base nette à la base brute | | | | |
| 23 | Crédits d'impôt remboursables | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 24 | Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 25 | Autres | 1,0 | 1,0 | 0,0 |
| 26 | Total des conversions de la base nette à la base brute | 1,0 | 1,0 | 0,0 |
| Autres ajustements | | | | |
| Déduction des: | | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | | |
| 27 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 28 | Recouvrements des ministères | 0,7 | 0,7 | 0,0 |
| 29 | Autres déductions | 0,0 | 3,6 | (3,6) |
| 30 | Autres postes | 9,8 | 29,0 | (19,2) |
| 31 | Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29) | 9,1 | 24,7 | (15,6) |
| 32 | Total sur la base SGF (lignes 22 26 et 31) | 1 004,4 | 1 035,4 | (31,0) |

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2000-2001¹ - Suite

| N° | Nouvelle-Écosse | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|--|----------------|----------------|-------------------------|
| millions de dollars | | | | |
| Totaux sur la base des comptes publics | | | | |
| Selon les comptes publics de 2000-2001 | | | | |
| 1 | Compte courant | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 2 | Compte capital | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 3 | Comptes combinés | 5 445,7 | 5 724,3 | (278,6) |
| 4 | Comptes combinés selon les comptes publics | 5 445,7 | 5 724,3 | (278,6) |
| Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers "SGF" | | | | |
| 5 | Insured Prescription Drug Plan Trust Fund | 104,2 | 104,2 | 0,0 |
| 6 | Workers' Compensation Board | 260,3 | 241,4 | 18,9 |
| 7 | Nova Scotia Municipal Finance Corporation | 41,8 | 41,7 | 0,1 |
| 8 | Nova Scotia Housing Development Corporation | 47,8 | 46,5 | 1,3 |
| 9 | Province of N.S. Sinking Fund | 206,6 | 206,6 | 0,0 |
| 10 | Regional Housing Authorities | 86,0 | 86,0 | 0,0 |
| 11 | Autres fonds spéciaux | 180,1 | 172,2 | 7,9 |
| 12 | Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux | 926,8 | 898,6 | 28,2 |
| Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹ | | | | |
| 13 | Ministères | 235,3 | 297,7 | (62,4) |
| 14 | Insured Prescription Drug Plan Trust Fund | 73,3 | 0,0 | 73,3 |
| 15 | Workers' Compensation Board | 29,6 | 34,5 | (4,9) |
| 16 | Nova Scotia Municipal Finance Corporation | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 17 | Nova Scotia Housing Development Corporation | 8,4 | 0,0 | 8,4 |
| 18 | Province of N.S. Sinking Fund | 0,0 | 206,6 | (206,6) |
| 19 | Regional Housing Authorities | 38,4 | 0,0 | 38,4 |
| 20 | Autres fonds spéciaux | 128,1 | 29,0 | 99,1 |
| 21 | Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux | 513,1 | 567,8 | (54,7) |
| 22 | Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21) | 5 859,4 | 6 055,1 | (195,7) |
| Conversion de la base nette à la base brute | | | | |
| 23 | Crédits d'impôt remboursables | 41,8 | 41,8 | 0,0 |
| 24 | Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 25 | Autres | 332,4 | 332,4 | 0,0 |
| 26 | Total des conversions de la base nette à la base brute | 374,2 | 374,2 | 0,0 |
| Autres ajustements | | | | |
| Déduction des: | | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | | |
| 27 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 28 | Recouvrements des ministères | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 29 | Autres déductions | 148,2 | 897,7 | (749,5) |
| 30 | Autres postes | 16,1 | 253,2 | (237,1) |
| 31 | Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29) | (132,1) | (644,5) | 512,4 |
| 32 | Total sur la base SGF (lignes 22 26 et 31) | 6 101,5 | 5 784,8 | 316,7 |

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2000-2001¹ - Suite

| N° | Nouveau-Brunswick | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|--|----------------|----------------|-------------------------|
| millions de dollars | | | | |
| Totaux sur la base des comptes publics | | | | |
| Selon les comptes publics de 2000-2001 | | | | |
| 1 | Compte courant | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 2 | Compte capital | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 3 | Comptes combinés | 4 795,6 | 4 976,2 | (180,6) |
| 4 | Comptes combinés selon les comptes publics | 4 795,6 | 4 976,2 | (180,6) |
| Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF » | | | | |
| 5 | General Sinking Fund | 385,1 | 178,2 | 206,9 |
| 6 | Workplace Health, Safety and Compensation Commission of New Brunswick | 183,7 | 11,8 | 71,9 |
| 7 | Lotteries commission of New Brunswick | 90,2 | 90,2 | 0,0 |
| 8 | Service New Brunswick | 42,9 | 41,1 | 1,8 |
| 9 | New Brunswick Municipal Finance Corporation | 24,1 | 24,0 | 0,1 |
| 10 | New Brunswick Highway Corporation | 4,5 | 224,5 | (220,0) |
| 11 | Autres fonds spéciaux | 127,7 | 27,4 | 100,3 |
| 12 | Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux | 858,2 | 697,2 | 161,0 |
| Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹ | | | | |
| 13 | Ministères | 160,5 | 251,8 | (91,3) |
| 14 | General Sinking Fund | 142,4 | 0,0 | 142,4 |
| 15 | Workplace Health, Safety and Compensation Commission of New Brunswick | 29,2 | (17,2) | 46,4 |
| 16 | Lotteries Commission of New Brunswick | 0,0 | 90,2 | (90,2) |
| 17 | Service New Brunswick | 27,3 | 0,0 | 27,3 |
| 18 | New Brunswick Municipal Finance Corporation | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 19 | New Brunswick Highway Corporation | 4,5 | 0,0 | 4,5 |
| 20 | Autres fonds spéciaux | 111,5 | 102,3 | 9,2 |
| 21 | Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux | 475,4 | 427,1 | 48,3 |
| 22 | Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21) | 5 178,4 | 5 246,3 | (67,9) |
| Conversion de la base nette à la base brute | | | | |
| 23 | Crédits d'impôt remboursables | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 24 | Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État | 287,1 | 287,1 | 0,0 |
| 25 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 26 | Total des conversions de la base nette à la base brute | 287,1 | 287,1 | 0,0 |
| Autres ajustements | | | | |
| Déduction des: | | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | | |
| 27 | Autres | (12,0) | 0,0 | (12,0) |
| 28 | Recouvrements des ministères | 18,5 | 18,5 | 0,0 |
| 29 | Autres déductions | 88,2 | 122,7 | (34,5) |
| 30 | Autres postes | (60,9) | (54,3) | (6,6) |
| 31 | Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29) | (155,6) | (195,5) | 39,9 |
| 32 | Total sur la base SGF (lignes 22 26 et 31) | 5 309,9 | 5 337,9 | (28,0) |

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2000-2001¹ - Suite

| N° | Québec | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|--|------------------|------------------|-------------------------|
| millions de dollars | | | | |
| Totaux sur la base des comptes publics | | | | |
| Selon les comptes publics de 2000-2001 | | | | |
| 1 | Compte courant | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 2 | Compte capital | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 3 | Comptes combinés | 48 873,1 | 47 779,9 | 1 093,2 |
| 4 | Comptes combinés selon les comptes publics | 48 873,1 | 47 779,9 | 1 093,2 |
| Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF » | | | | |
| 5 | Commission de la santé et de la sécurité du travail | 2 616,9 | 2 032,0 | 584,9 |
| 6 | Fonds de développement du marché du travail | 1 008,3 | 993,5 | 14,8 |
| 7 | Fonds de financement | 533,0 | 531,0 | 2,0 |
| 8 | Régie des assurances agricoles du Québec | 600,3 | 564,8 | 35,5 |
| 9 | Régie de l'assurance-maladie du Québec | 4 624,6 | 4 628,6 | (4,0) |
| 10 | Société d'habitation du Québec | 483,2 | 530,6 | (47,4) |
| 11 | Société de l'assurance automobile du Québec | 1 421,9 | 1 450,4 | (28,5) |
| 12 | Société immobilière du Québec | 564,2 | 738,0 | (173,8) |
| 13 | Autres fonds spéciaux | 5 809,1 | 6 626,7 | (817,6) |
| 14 | Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux | 17 661,5 | 18 095,6 | (434,1) |
| Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹ | | | | |
| 15 | Ministères | 815,2 | 8 822,2 | (8 007,0) |
| 16 | Commission de la santé et de la sécurité du travail | 41,2 | 126,7 | (85,5) |
| 17 | Fonds de développement du marché du travail | 1 005,1 | 48,8 | 956,3 |
| 18 | Fonds de financement | 492,5 | 530,6 | (38,1) |
| 19 | Régie des assurances agricoles du Québec | 312,6 | 0,3 | 312,3 |
| 20 | Régie de l'assurance-maladie du Québec | 4 597,2 | 10,3 | 4 586,9 |
| 21 | Société d'habitation du Québec | 297,5 | 0,0 | 297,5 |
| 22 | Société de l'assurance automobile du Québec | 42,1 | 113,1 | (71,0) |
| 23 | Société immobilière du Québec | 527,9 | 180,0 | 347,9 |
| 24 | Autres fonds spéciaux | 2 894,1 | 1 395,9 | 1 498,2 |
| 25 | Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux | 11 025,4 | 11 227,9 | (202,5) |
| 26 | Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 14 moins 25) | 55 509,2 | 54 647,6 | 861,6 |
| Conversion de la base nette à la base brute | | | | |
| 27 | Crédits d'impôt remboursables | 1 654,7 | 1,654,7 | 0,0 |
| 28 | Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 29 | Allocations aux jeunes | 540,8 | 540,8 | 0,0 |
| 30 | Autres recouvrements | 1 123,8 | 1 123,8 | 0,0 |
| 31 | Total des conversions de la base nette à la base brute | 3 319,3 | 3 319,3 | 0,0 |
| Autres ajustements | | | | |
| Déduction des: | | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | | |
| 32 | Hydro-Québec | 621,0 | 0,0 | 621,0 |
| 33 | Autres | 51,6 | 0,0 | 51,6 |
| 34 | Recouvrements des ministères | 137,0 | 137,0 | 0,0 |
| 35 | Créances douteuses | 205,7 | 205,7 | 0,0 |
| 36 | Autres déductions | 484,7 | 1 095,4 | (610,7) |
| 37 | Autres postes | (119,2) | (192,5) | 73,3 |
| 38 | Total des autres ajustements (lignes 37 moins 32 à 36) | (1 619,2) | (1 630,6) | 11,4 |
| 39 | Total sur la base SGF (lignes 26 31 et 38) | 57 209,3 | 56 336,3 | 873,0 |

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2000-2001¹ - Suite

| N ^o | Ontario | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|--|-----------------|-----------------|-------------------------|
| millions de dollars | | | | |
| Totaux sur la base des comptes publics | | | | |
| Selon les comptes publics de 2000-2001 | | | | |
| 1 | Compte courant | 63 353,8 | 61 021,3 | 2 332,5 |
| 2 | Compte capital | 0,0 | 3 516,4 | (3,516,4) |
| 3 | Comptes combinés | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 4 | Comptes combinés selon les comptes publics | 63 353,8 | 64 537,7 | (1 183,9) |
| Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF » | | | | |
| 5 | Workplace Safety & Insurance Board | 3 778,0 | 3 050,6 | 727,4 |
| 6 | Ontario Legal Aid | 294,5 | 263,3 | (13,8) |
| 7 | Independent Electricity Market Operator | 341,0 | 443,0 | (102,0) |
| 8 | Ontario Innovation Trust | 534,9 | 118,6 | 416,3 |
| 9 | Agricorp | 225,6 | 288,4 | (62,8) |
| 10 | Ontario Housing Corporation | 930,4 | 925,1 | 5,3 |
| 11 | Autres fonds spéciaux | 1 290,8 | 1 244,5 | 46,3 |
| 12 | Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux | 7 350,2 | 6 333,5 | 1 016,7 |
| Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹ | | | | |
| 13 | Ministères | 230,6 | 1 801,1 | (1 570,5) |
| 14 | Workplace Safety & Insurance Board | 261,8 | 318,4 | (56,6) |
| 15 | Ontario Legal Aid | 171,1 | 7,0 | 164,1 |
| 16 | Independent Electricity Market Operator | 0,0 | 8,4 | (8,4) |
| 17 | Ontario Innovation Trust | 500,0 | 0,0 | 500,0 |
| 18 | Agricorp | 57,4 | 0,0 | 57,4 |
| 19 | Ontario Housing Corporation | 576,7 | 0,0 | 576,7 |
| 20 | Autres fonds spéciaux | 575,0 | 129,3 | 445,7 |
| 21 | Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux | 2 372,6 | 2 264,2 | 108,4 |
| 22 | Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21) | 68 331,4 | 68 607,0 | (275,6) |
| Conversion de la base nette à la base brute | | | | |
| 23 | Crédits d'impôt remboursables | 1 016,6 | 1 016,6 | 0,0 |
| 24 | Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 25 | Autres intérêts | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 26 | Commissions sur taxes | 128,1 | 128,1 | 0,0 |
| 27 | Total des conversions de la base nette à la base brute | 1 144,7 | 1 144,7 | 0,0 |
| Autres ajustements | | | | |
| Déduction des: | | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | | |
| 28 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 29 | Recouvrements des ministères | 376,2 | 376,2 | 0,0 |
| 30 | Autres déductions | 2,5 | 279,9 | (277,4) |
| 31 | Autres postes | 1 160,5 | 266,8 | 893,7 |
| 32 | Total des autres ajustements (lignes 31 moins 28 à 30) | 781,8 | (389,3) | 1 171,1 |
| 33 | Total sur la base SGF (lignes 22 27 et 32) | 70 257,9 | 69 362,4 | 895,5 |

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2000-2001¹ - Suite

| N° | Manitoba | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|--|----------------|----------------|-------------------------|
| millions de dollars | | | | |
| Totaux sur la base des comptes publics | | | | |
| Selon les comptes publics de 2000-2001 | | | | |
| 1 | Compte courant | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 2 | Compte capital | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 3 | Comptes combinés | 6 752,1 | 6 615,2 | 136,9 |
| 4 | Comptes combinés selon les comptes publics | 6 752,1 | 6 615,2 | 136,9 |
| Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF » | | | | |
| 5 | The Manitoba Health Services Insurance Plan | 2 393,8 | 2 393,8 | 0,0 |
| 6 | The Public School Finance Board | 783,9 | 784,5 | (0,6) |
| 7 | The Council on Post-Secondary Education | 359,8 | 359,8 | 0,0 |
| 8 | The Workers' Compensation Board of Manitoba | 210,1 | 180,2 | 29,9 |
| 9 | Manitoba Housing and Renewal Corporation | 175,8 | 175,8 | 0,0 |
| 10 | Autres fonds spéciaux | 395,3 | 216,8 | 178,5 |
| 11 | Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux | 4 318,7 | 4 110,9 | 207,8 |
| Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹ | | | | |
| 12 | Ministères | 71,3 | 3 454,3 | (3 383,0) |
| 13 | The Manitoba Health Services Insurance Plan | 2 393,7 | 0,0 | 2 393,7 |
| 14 | The Public School Finance Board | 581,9 | 4,0 | 577,9 |
| 15 | The Council on Post-Secondary Education | 359,8 | 0,0 | 359,8 |
| 16 | The Workers' Compensation Board of Manitoba | 0,0 | 5,9 | (5,9) |
| 17 | Manitoba Housing and Renewal Corporation | 44,3 | 2,3 | 42,0 |
| 18 | Autres fonds spéciaux | 243,3 | 50,1 | 193,2 |
| 19 | Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux | 3 694,3 | 3 516,6 | 177,7 |
| 20 | Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 11 moins 19) | 7 376,5 | 7 209,5 | 167,0 |
| Conversion de la base nette à la base brute | | | | |
| 21 | Commissions fiscales | 8,3 | 8,3 | 0,0 |
| 22 | Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État et d'autres organismes ² | 1 155,6 | 1 155,6 | 0,0 |
| 23 | Crédits d'impôt remboursables | 130,2 | 130,2 | 0,0 |
| 24 | Total des conversions de la base nette à la base brute | 1 294,1 | 1 294,1 | 0,0 |
| Autres ajustements | | | | |
| Déduction des: | | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | | |
| 25 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 26 | Recouvrements des ministères | 18,1 | 18,1 | 0,0 |
| 27 | Autres déductions | 0,0 | 32,4 | (32,4) |
| 28 | Autres postes | 20,9 | (23,8) | 44,7 |
| 29 | Total des autres ajustements (lignes 28 moins 25 à 27) | 2,8 | (74,3) | 77,1 |
| 30 | Total sur la base SGF (lignes 20 24 et 29) | 8 673,4 | 8 429,3 | 244,1 |

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

² Inclus recouvrements d'intérêts payés par les fonds spéciaux.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2000-2001¹ - Suite

| N ^o | Saskatchewan | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|--|----------------|----------------|-------------------------|
| millions de dollars | | | | |
| Totaux sur la base des comptes publics | | | | |
| Selon les comptes publics de 2000-2001 | | | | |
| 1 | Compte courant | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 2 | Compte capital | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 3 | Comptes combinés | 6 753,6 | 6 695,9 | 57,7 |
| 4 | Comptes combinés selon les comptes publics | 6 753,6 | 6 695,9 | 57,7 |
| Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF » | | | | |
| 5 | Saskatchewan Student Aid Fund | 45,3 | 39,3 | 6,0 |
| 6 | Saskatchewan Housing Corporation | 160,9 | 181,9 | (21,0) |
| 7 | Saskatchewan Property Management Corporation | 198,7 | 211,0 | (12,3) |
| 8 | Workers' Compensation Board | 194,0 | 191,5 | 2,5 |
| 9 | Crop Insurance Corporation of Saskatchewan | 203,2 | 159,1 | 44,1 |
| 10 | Crown Investments Corporation | 232,4 | 28,9 | 203,5 |
| 11 | Autres fonds spéciaux | 496,8 | 479,8 | 17,0 |
| 12 | Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux | 1 531,3 | 1 291,5 | 239,8 |
| Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹ | | | | |
| 13 | Ministères | 116,4 | 474,8 | (358,4) |
| 14 | Saskatchewan Student Aid Fund | 42,1 | 0,0 | 42,1 |
| 15 | Saskatchewan Housing Corporation | 27,7 | 24,3 | 3,4 |
| 16 | Saskatchewan Property Management Corporation | 116,3 | 0,0 | 116,3 |
| 17 | Workers' Compensation Board | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 18 | Crop Insurance Corporation of Saskatchewan | 67,5 | 0,0 | 67,5 |
| 19 | Crown Investments Corporation | 0,0 | 13,5 | (13,5) |
| 20 | Autres fonds spéciaux | 184,5 | 52,6 | 131,9 |
| 21 | Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux | 554,5 | 565,2 | (10,7) |
| 22 | Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21) | 7 730,4 | 7 422,2 | 308,2 |
| Conversion de la base nette à la base brute | | | | |
| 23 | Crédits d'impôt remboursables | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 24 | Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État | 290,4 | 290,4 | 0,0 |
| 25 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 26 | Total des conversions de la base nette à la base brute | 290,4 | 290,4 | 0,0 |
| Autres ajustements | | | | |
| Déduction des: | | | | |
| 27 | Revenus des Sociétés d'État | | | |
| | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 28 | Recouvrements des ministères | 9,3 | 9,3 | 0,0 |
| 29 | Autres déductions | 36,3 | 793,1 | (756,8) |
| 30 | Autres postes | (4,9) | (102,1) | 97,2 |
| 31 | Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29) | (50,5) | (904,5) | 854,0 |
| 32 | Total sur la base SGF (lignes 22 à 26 et 31) | 7 970,3 | 6 808,1 | 1 162,2 |

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2000-2001¹ - Suite

| N° | Alberta | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|--|-----------------|-----------------|-------------------------|
| millions de dollars | | | | |
| Totaux sur la base des comptes publics | | | | |
| Selon les comptes publics de 2000-2001 | | | | |
| 1 | Compte courant | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 2 | Compte capital | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 3 | Comptes combinés | 23 287,2 | 18 006,7 | 5 280,5 |
| 4 | Comptes combinés selon les comptes publics | 23 287,2 | 18 006,7 | 5 280,5 |
| Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF » | | | | |
| 5 | Alberta Heritage and Savings Trust Fund | 707,7 | 707,7 | 0,0 |
| 6 | Workers' Compensation Board | 832,9 | 710,8 | 122,1 |
| 7 | Alberta Municipal Financing Corporation | 407,0 | 457,8 | (50,8) |
| 8 | Lottery Fund | 1 001,4 | 1 001,4 | 0,0 |
| 9 | Alberta School Foundation | 1 152,4 | 1 122,8 | 29,6 |
| 10 | Agriculture Financial Services Corporation | 280,2 | 311,7 | (31,5) |
| 11 | Autres fonds spéciaux | 2 128,4 | 1 522,5 | 605,9 |
| 12 | Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux | 6 510,0 | 5 834,7 | 675,3 |
| Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹ | | | | |
| 13 | Ministères | 1 628,9 | 1 254,5 | 374,4 |
| 14 | Alberta Heritage and Savings Trust Fund | 51,0 | 706,2 | (655,2) |
| 15 | Workers' Compensation Board | 0,0 | 6,0 | (6,0) |
| 16 | Alberta Municipal Financing Corporation | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 17 | Lottery Fund | 0,0 | 988,5 | (988,5) |
| 18 | Alberta School Foundation | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 19 | Agriculture Financial Services Corporation | 75,5 | 5,1 | 70,4 |
| 20 | Autres fonds spéciaux | 1 686,4 | 521,6 | 1 164,8 |
| 21 | Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux | 3 441,8 | 3 481,9 | (40,1) |
| 22 | Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21) | 26 355,4 | 20 359,5 | 5 995,9 |
| Conversion de la base nette à la base brute | | | | |
| 23 | Crédits d'impôt remboursables | 0,3 | 0,3 | 0,0 |
| 24 | Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 25 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 26 | Total des conversions de la base nette à la base brute | 0,3 | 0,3 | 0,0 |
| Autres ajustements | | | | |
| Déduction des: | | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | | |
| 27 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 28 | Recouvrements des ministères | 117,6 | 117,6 | 0,0 |
| 29 | Autres déductions | 21,8 | 475,7 | (453,9) |
| 30 | Autres postes | 2 383,5 | 904,7 | 1 478,8 |
| 31 | Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29) | 2 244,1 | 311,4 | 1 932,7 |
| 32 | Total sur la base SGF (lignes 22 26 et 31) | 28 599,8 | 20 671,2 | 7 928,6 |

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2000-2001¹ - Suite

| N° | Colombie-Britannique | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|----|--|---------------------|-----------------|-------------------------|
| | | millions de dollars | | |
| | Totaux sur la base des comptes publics | | | |
| | Selon les comptes publics de 2000-2001 | | | |
| 1 | Compte courant | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 2 | Compte capital | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 3 | Comptes combinés | 24 783,6 | 23 180,1 | 1 603,5 |
| 4 | Comptes combinés selon les comptes publics | 24 783,6 | 23 180,1 | 1 603,5 |
| | Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF » | | | |
| 5 | Workers' Compensation Board of B.C. | 1 651,3 | 1 632,0 | 19,3 |
| 6 | B.C. Buildings Corporation | 490,9 | 556,4 | (65,5) |
| 7 | B.C. Transportation Financing Authority | 476,5 | 960,3 | (483,8) |
| 8 | B.C. Housing Management Corporation | 228,3 | 228,3 | 0,0 |
| 9 | Forest Renewal B.C. | 221,5 | 285,7 | (64,2) |
| 10 | Health Facilities Association of British Columbia | 202,2 | 202,2 | 0,0 |
| 11 | Autres fonds spéciaux | 734,7 | 722,6 | 12,1 |
| 12 | Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux | 4 005,4 | 4 587,5 | (582,1) |
| | Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹ | | | |
| 13 | Ministères | 388,5 | 785,0 | (396,5) |
| 14 | Workers' Compensation Board of B.C. | 0,0 | 9,8 | (9,8) |
| 15 | B.C. Buildings Corporation | 340,9 | 438,5 | (97,6) |
| 16 | B.C. Transportation Financing Authority | 286,7 | 503,2 | (216,5) |
| 17 | B.C. Housing Management Corporation | 111,9 | 0,0 | 111,9 |
| 18 | Forest Renewal B.C. | 187,1 | 0,0 | 187,1 |
| 19 | Health Facilities Association of British Columbia | 202,2 | 0,0 | 202,2 |
| 20 | Autres fonds spéciaux | 365,8 | 77,3 | 288,5 |
| 21 | Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux | 1 883,1 | 1 813,8 | 69,3 |
| 22 | Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21) | 26 905,9 | 25 953,8 | 952,1 |
| | Conversion de la base nette à la base brute | | | |
| 23 | Crédits d'impôt remboursables | 47,6 | 47,6 | 0,0 |
| 24 | Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État | 803,1 | 803,1 | 0,0 |
| 25 | Commissions | 23,6 | 23,6 | 0,0 |
| 26 | Recouvrements du fédéral | 196,9 | 196,9 | 0,0 |
| 27 | Autres recouvrements | 329,0 | 329,0 | 0,0 |
| 28 | Total des conversions de la base nette à la base brute | 1 400,2 | 1 400,2 | 0,0 |
| | Autres ajustements | | | |
| | Déduction des: | | | |
| | Revenus des Sociétés d'État | | | |
| 29 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 30 | Recouvrements des ministères | 52,9 | 52,9 | 0,0 |
| 31 | Autres déductions | (44,7) | (614,5) | 569,8 |
| 32 | Autres postes | (275,6) | (101,6) | (174,0) |
| 33 | Total des autres ajustements (lignes 32 less 29 à 31) | (283,8) | 460,0 | (743,8) |
| 34 | Total sur la base SGF (lignes 22 28 et 33) | 28 022,3 | 27 814,0 | 208,3 |

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2000-2001¹ - Suite

| N ^o | Yukon | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|---|--------------|--------------|-------------------------|
| millions de dollars | | | | |
| Totaux sur la base des comptes publics | | | | |
| Selon les comptes publics de 2000-2001 | | | | |
| 1 | Compte courant | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 2 | Compte capital | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 3 | Comptes combinés | 527,8 | 492,7 | 35,1 |
| 4 | Comptes combinés selon les comptes publics | 527,8 | 492,7 | 35,1 |
| Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF » | | | | |
| 5 | Yukon Development Corporation | 5,7 | 0,3 | 5,4 |
| 6 | Compensation Fund (Yukon) | 18,6 | 14,0 | 4,6 |
| 7 | Yukon Housing Corporation | 13,9 | 13,9 | 0,0 |
| 8 | Autres fonds spéciaux | 2,2 | 2,1 | 0,1 |
| 9 | Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux | 40,4 | 30,3 | 10,1 |
| Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹ | | | | |
| 10 | Ministères | 0,5 | 7,7 | (7,2) |
| 11 | Yukon Development Corporation | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 12 | Compensation Fund (Yukon) | 5,3 | 0,0 | 5,3 |
| 13 | Yukon Housing Corporation | 4,7 | 0,0 | 4,7 |
| 14 | Autres fonds spéciaux | 0,2 | 0,0 | 0,2 |
| 15 | Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux | 10,7 | 7,7 | 3,0 |
| 16 | Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 9 moins 15) | 557,5 | 515,3 | 42,2 |
| Conversion de la base nette à la base brute | | | | |
| 17 | Crédits d'impôt remboursables | 1,8 | 1,8 | 0,0 |
| 18 | Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 19 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 20 | Total des conversions de la base nette à la base brute | 1,8 | 1,8 | 0,0 |
| Autres ajustements | | | | |
| Déduction des: | | | | |
| 21 | Revenus des Sociétés d'État | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 22 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 22 | Recouvrements des ministères | 4,4 | 4,4 | 0,0 |
| 23 | Autres déductions | (2,1) | (1,7) | (0,4) |
| 24 | Autres postes | 7,0 | (0,4) | 7,4 |
| 25 | Total des autres ajustements (lignes 24 moins 21 à 23) | 4,7 | (3,1) | 7,8 |
| 26 | Total sur la base SGF (lignes 16 20 et 25) | 564,0 | 514,0 | 50,0 |

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2000-2001¹ - Suite

| N ^o | Territoires du Nord-Ouest | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|--|----------------|---------------|-------------------------|
| millions de dollars | | | | |
| Totaux sur la base des comptes publics | | | | |
| Selon les comptes publics de 2000-2001 | | | | |
| 1 | Compte courant | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 2 | Compte capital | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 3 | Comptes combinés | 924,4 | 806,4 | 118,0 |
| 4 | Comptes combinés selon les comptes publics | 924,4 | 806,4 | 118,0 |
| Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF » | | | | |
| 5 | Northwest Territories Housing Corporation | 75,3 | 89,1 | (13,8) |
| 6 | Petroleum Products Revolving Fund | 16,5 | 13,3 | 3,2 |
| 7 | Workers' Compensation Board | 43,6 | 78,4 | (34,8) |
| 8 | Northwest Development Corporation | 5,0 | 4,5 | 0,5 |
| 9 | Autres fonds spéciaux | 7,0 | 9,1 | (2,1) |
| 10 | Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux | 147,4 | 194,4 | (47,0) |
| Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹ | | | | |
| 11 | Ministères | 6,5 | 48,5 | (42,0) |
| 12 | Northwest Territories Housing Corporation | 36,6 | 0,0 | 36,6 |
| 13 | Petroleum Products Revolving Fund | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 14 | Workers' Compensation Board | 0,6 | 0,0 | 0,6 |
| 15 | Northwest Development Corporation | 2,4 | 0,0 | 2,4 |
| 16 | Autres fonds spéciaux | 0,8 | 1,6 | (0,8) |
| 17 | Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux | 46,9 | 50,1 | (3,2) |
| 18 | Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 10 moins 17) | 1 024,9 | 950,7 | 74,2 |
| Conversion de la base nette à la base brute | | | | |
| 19 | Crédits d'impôt remboursables | 9,0 | 9,0 | 0,0 |
| 20 | Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 21 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 22 | Total des conversions de la base nette à la base brute | 9,0 | 9,0 | 0,0 |
| Autres ajustements | | | | |
| Déduction des: | | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | | |
| 23 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 24 | Recouvrements des ministères | 21,3 | 21,3 | 0,0 |
| 25 | Autres déductions | 4,4 | 44,0 | (39,6) |
| 26 | Autres postes | (17,7) | (6,2) | (11,5) |
| 27 | Total des autres ajustements (lignes 26 moins 23 à 25) | (43,4) | (71,5) | 28,1 |
| 28 | Total sur la base SGF (lignes 18 22 et 27) | 990,5 | 888,2 | 102,3 |

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2000-2001¹ - Fin

| N° | Nunavut | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|--|----------------|---------------|-------------------------|
| millions de dollars | | | | |
| Totaux sur la base des comptes publics | | | | |
| Selon les comptes publics de 2000-2001 | | | | |
| 1 | Compte courant | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 2 | Compte capital | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 3 | Comptes combinés | 815,7 | 753,9 | 61,8 |
| 4 | Comptes combinés selon les comptes publics | 815,7 | 753,9 | 61,8 |
| Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF » | | | | |
| 5 | Nunavut Development Corporation | 7,9 | 8,4 | (0,5) |
| 6 | Nunavut Business Credit Corporation | 0,8 | 0,7 | 0,1 |
| 7 | Nunavut Housing Corporation | 112,1 | 133,0 | (20,9) |
| 8 | Petroleum Products Revolving Fund | 90,1 | 77,3 | 12,8 |
| 9 | Autres fonds spéciaux | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 10 | Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux | 210,9 | 219,4 | (8,5) |
| Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹ | | | | |
| 11 | Ministères | 0,0 | 40,4 | (40,4) |
| 12 | Nunavut Development Corporation | 3,4 | 0,0 | 3,4 |
| 13 | Nunavut Business Credit Corporation | 0,3 | 0,0 | 0,3 |
| 14 | Nunavut Housing Corporation | 37,2 | 0,0 | 37,2 |
| 15 | Petroleum Products Revolving Fund | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 16 | Autres fonds spéciaux | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 17 | Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux | 40,9 | 40,4 | 0,5 |
| 18 | Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 10 moins 17) | 985,7 | 932,9 | 52,8 |
| Conversion de la base nette à la base brute | | | | |
| 19 | Crédits d'impôt remboursables | 3,7 | 3,7 | 0,0 |
| 20 | Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 21 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 22 | Total des conversions de la base nette à la base brute | 3,7 | 3,7 | 0,0 |
| Autres ajustements | | | | |
| Déduction des: | | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | | |
| 23 | Autres | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 24 | Recouvrements des ministères | 2,8 | 2,8 | 0,0 |
| 25 | Autres déductions | 29,8 | 23,2 | 6,6 |
| 26 | Autres postes | (81,4) | (47,8) | (33,6) |
| 27 | Total des autres ajustements (lignes 26 moins 23 à 25) | (114,0) | (73,8) | (40,2) |
| 28 | Total sur la base SGF (lignes 18 22 et 27) | 875,4 | 862,8 | 12,6 |

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2002-2003^P

| Terre-Neuve-et-Labrador | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|--------------|---------------------|-------------------------|
| | | millions de dollars | |
| Totaux selon les documents budgétaires¹ | 3 976 | 4 038 | (62) |
| Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires | 345 | 330 | 15 |
| Conversion de la base nette à la base brute | 8 | 8 | 0 |
| Autres ajustements | 8 | 56 | (48) |
| Mise à jour depuis budget | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | |
| Recouvrements de dépenses | | | |
| Charges provisionnelles | | | |
| Amortissement | | | |
| Gains/pertes sur la vente de titres financiers | | | |
| Autres ajustements | | | |
| Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale | 4 337 | 4 432 | (95) |
| Composantes de l'administration publique additionnelles | 364 | 544 | (180) |
| Institutions de santé et de services sociaux | 1 254 | 1 438 | (184) |
| Universités et collèges | 430 | 426 | 4 |
| Régimes de retraite non provisionnés | 0 | 0 | 0 |
| Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale | (1 320) | (1 320) | 0 |
| Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale | 4 701 | 4 976 | (275) |

¹ Source : À la disposition du public : Budget de Terre-Neuve-et-Labrador 2003-2004, Pièce III - Recettes, Pièce IV - Dépenses.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2002-2003^p - Suite

| Île-du-Prince-Édouard | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|---------------------|--------------|-------------------------|
| | millions de dollars | | |
| Totaux selon les documents budgétaires¹ | 986 | 1 014 | (28) |
| Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires | 25 | 25 | 0 |
| Conversion de la base nette à la base brute | 2 | 2 | 0 |
| Autres ajustements | 32 | 33 | (1) |
| Mise à jour depuis budget | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | |
| Recouvrements de dépenses | | | |
| Charges provisionnelles | | | |
| Amortissement | | | |
| Gains/pertes sur la vente de titres financiers | | | |
| Autres ajustements | | | |
| Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale | 1 045 | 1 074 | (29) |
| Composantes de l'administration publique additionnelles | 102 | 122 | (20) |
| Institutions de santé et de services sociaux | 369 | 392 | (23) |
| Universités et collèges | 89 | 86 | 3 |
| Régimes de retraite non provisionnés | 0 | 0 | 0 |
| Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale | (356) | (356) | 0 |
| Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale | 1 147 | 1 196 | (49) |

¹ Source : À la disposition du public : Budget 2003 de l'Île-du-Prince-Édouard, Annexe 1.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2002-2003^P - Suite

| Nouvelle-Écosse | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|--------------|---------------------|-------------------------|
| | | millions de dollars | |
| Totaux selon les documents budgétaires¹ | 5 423 | 5 430 | (7) |
| Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires | 500 | 450 | 50 |
| Conversion de la base nette à la base brute | 307 | 307 | 0 |
| Autres ajustements | 265 | 249 | 16 |
| Mise à jour depuis budget | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | |
| Recouvrements de dépenses | | | |
| Charges provisionnelles | | | |
| Amortissement | | | |
| Gains/pertes sur la vente de titres financiers | | | |
| Autres ajustements | | | |
| Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale | 6 495 | 6 436 | 59 |
| Composantes de l'administration publique additionnelles | 761 | 806 | (45) |
| Institutions de santé et de services sociaux | 1 572 | 1 614 | (42) |
| Universités et collèges | 758 | 761 | (3) |
| Régimes de retraite non provisionnés | 5 | 5 | 0 |
| Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale | (1 574) | (1 574) | 0 |
| Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale | 7 256 | 7 242 | 14 |

¹ Source : À la disposition du public : Estimations de la Nouvelle-Écosse pour 2003-2004, p. 1.1.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2002-2003^p - Suite

| Nouveau-Brunswick | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|---------------------|--------------|-------------------------|
| | millions de dollars | | |
| Totaux selon les documents budgétaires¹ | 5 391 | 5 388 | 3 |
| Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires | 50 | 88 | (38) |
| Conversion de la base nette à la base brute | 304 | 304 | 0 |
| Autres ajustements | 6 | 133 | (127) |
| Mise à jour depuis budget | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | |
| Recouvrements de dépenses | | | |
| Charges provisionnelles | | | |
| Amortissement | | | |
| Gains/pertes sur la vente de titres financiers | | | |
| Autres ajustements | | | |
| Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale | 5 751 | 5 913 | (162) |
| Composantes de l'administration publique additionnelles | 371 | 352 | 19 |
| Institutions de santé et de services sociaux | 1 171 | 1 161 | 10 |
| Universités et collèges | 376 | 367 | 9 |
| Régimes de retraite non provisionnés | 0 | 0 | 0 |
| Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale | (1 176) | (1 176) | 0 |
| Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale | 6 122 | 6 265 | (143) |

¹ Source : À la disposition du public : Budget du Nouveau-Brunswick pour 2003-2004, 2002-2003 révisé.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2002-2003^P - Suite

| Québec | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|
| | millions de dollars | | |
| Totaux selon les documents budgétaires¹ | 52 820 | 52 820 | 0 |
| Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires | 5 650 | 4 960 | 690 |
| Conversion de la base nette à la base brute | 3 012 | 3 012 | 0 |
| Autres ajustements | (3 296) | (323) | (2 973) |
| Mise à jour depuis budget | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | |
| Recouvrements de dépenses | | | |
| Charges provisionnelles | | | |
| Amortissement | | | |
| Gains/pertes sur la vente de titres financiers | | | |
| Autres ajustements | | | |
| Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale | 58 186 | 60 469 | (2 283) |
| Composantes de l'administration publique additionnelles | 5 105 | 4 889 | 216 |
| Institutions de santé et de services sociaux | 13 125 | 12 993 | 132 |
| Universités et collèges | 5 669 | 5 585 | 84 |
| Régimes de retraite non provisionnés | 5 044 | 5 044 | 0 |
| Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale | (18 733) | (18 733) | 0 |
| Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale | 63 291 | 65 358 | (2,067) |

¹ Source : À la disposition du public : Budget du Québec pour 2003-2004, Plan budgétaire, Tableaux 2.16 et 2.17.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2002-2003^p - Suite

| Ontario | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|---------------|---------------------|-------------------------|
| | | millions de dollars | |
| Totaux selon les documents budgétaires¹ | 66 391 | 65 907 | 484 |
| Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires | 5 126 | 4 206 | 920 |
| Conversion de la base nette à la base brute | 1 015 | 1 015 | 0 |
| Autres ajustements | (947) | 978 | (1 925) |
| Mise à jour depuis budget | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | |
| Recouvrements de dépenses | | | |
| Charges provisionnelles | | | |
| Amortissement | | | |
| Gains/pertes sur la vente de titres financiers | | | |
| Autres ajustements | | | |
| Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale | 71 585 | 72 106 | (521) |
| Composantes de l'administration publique additionnelles | 8 501 | 9 189 | (688) |
| Institutions de santé et de services sociaux | 17 788 | 18 771 | (983) |
| Universités et collèges | 8 758 | 8 463 | 295 |
| Régimes de retraite non provisionnés | 42 | 42 | 0 |
| Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale | (18 087) | (18 087) | 0 |
| Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale | 80 086 | 81 295 | (1 209) |

¹ Source : À la disposition du public : Budget de l'Ontario 2003-2004, p. B63-B65.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2002-2003^P - Suite

| Manitoba | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|--------------|---------------------|-------------------------|
| | | millions de dollars | |
| Totaux selon les documents budgétaires¹ | 7 067 | 7 063 | 4 |
| Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires | 583 | 575 | 8 |
| Conversion de la base nette à la base brute | 1 088 | 1 088 | 0 |
| Autres ajustements | 69 | 50 | 19 |
| Mise à jour depuis budget | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | |
| Recouvrements de dépenses | | | |
| Charges provisionnelles | | | |
| Amortissement | | | |
| Gains/pertes sur la vente de titres financiers | | | |
| Autres ajustements | | | |
| Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale | 8 807 | 8 776 | 31 |
| Composantes de l'administration publique additionnelles | 634 | 677 | (43) |
| Institutions de santé et de services sociaux | 2 217 | 2 341 | (124) |
| Universités et collèges | 824 | 743 | 81 |
| Régimes de retraite non provisionnés | 0 | 0 | 0 |
| Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale | (2 407) | (2 407) | 0 |
| Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale | 9 441 | 9 453 | (12) |

¹ Source : À la disposition du public : Budget du Manitoba pour 2003, p. B10 et p. B21.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2002-2003^p - Suite

| Saskatchewan | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|--------------|---------------------|-------------------------|
| | | millions de dollars | |
| Totaux selon les documents budgétaires¹ | 6 405 | 6 402 | 2 |
| Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires | 975 | 924 | 51 |
| Conversion de la base nette à la base brute | 282 | 282 | 0 |
| Autres ajustements | (323) | (375) | 52 |
| Mise à jour depuis budget | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | |
| Recouvrements de dépenses | | | |
| Charges provisionnelles | | | |
| Amortissement | | | |
| Gains/pertes sur la vente de titres financiers | | | |
| Autres ajustements | | | |
| Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale | 7 339 | 7 234 | 105 |
| Composantes de l'administration publique additionnelles | 654 | 700 | (46) |
| Institutions de santé et de services sociaux | 1 948 | 2 065 | (117) |
| Universités et collèges | 782 | 711 | 71 |
| Régimes de retraite non provisionnés | 0 | 0 | 0 |
| Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale | (2 076) | (2 076) | 0 |
| Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale | 7 993 | 7 934 | 59 |

¹ Source : À la disposition du public : Estimations de la Saskatchewan pour 2003/04 - Annexe des recettes, p. 12, Annexe des dépenses, p. 13.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2002-2003^P - Suite

| Alberta | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|---------------|---------------------|-------------------------|
| | | millions de dollars | |
| Totaux selon les documents budgétaires¹ | 22 575 | 20 756 | 1 819 |
| Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires | 825 | 910 | (85) |
| Alberta Power Pool - Rabais aux consommateurs pour les coûts de l'électricité | 0 | 0 | 0 |
| Autres fonds spéciaux | 825 | 910 | (85) |
| Conversion de la base nette à la base brute | 67 | 67 | 0 |
| Autres ajustements | (382) | (459) | 77 |
| Profits commerciaux non remis des Alberta Treasury Branches | (199) | 0 | (199) |
| Tous les autres ajustements : | (183) | (459) | 276 |
| Mise à jour depuis budget | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | |
| Recouvrements de dépenses | | | |
| Charges provisionnelles | | | |
| Amortissement | | | |
| Autres ajustements | | | |
| Totaux sur la base SGF - Administration publique générale provinciale et territoriale | 23 085 | 21,274 | 1 811 |
| Composantes de l'administration publique additionnelles | 2 045 | 2 345 | (300) |
| Institutions de santé et de services sociaux | 5 671 | 5 880 | (209) |
| Universités et collèges | 2 389 | 2 480 | (91) |
| Régimes de retraite non provisionnés | 0 | 0 | 0 |
| Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale | (6 015) | (6 015) | 0 |
| Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale | 25 130 | 23 619 | 1 511 |

¹ Source : À la disposition du public : Budget de l'Alberta pour 2003, Plan budgétaire, p. 61.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2002-2003^p - Suite

| Colombie-Britannique | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|----------------|---------------------|-------------------------|
| | | millions de dollars | |
| Totaux selon les documents budgétaires¹ | 24 975 | 28 475 | (3 500) |
| Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires | 522 | 477 | 45 |
| Conversion de la base nette à la base brute | 1 582 | 1 582 | 0 |
| Autres ajustements | (1 263) | (266) | (997) |
| Mise à jour depuis budget | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | |
| Recouvrements de dépenses | | | |
| Charges provisionnelles | | | |
| Amortissement | | | |
| Gains/pertes sur la vente de titres financiers | | | |
| Autres ajustements | | | |
| Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale | 25 816 | 30 268 | (4 452) |
| Composantes de l'administration publique additionnelles | 2 691 | 2 205 | 486 |
| Institutions de santé et de services sociaux | 8 372 | 7 923 | 449 |
| Universités et collèges | 2 582 | 2 545 | 37 |
| Régimes de retraite non provisionnés | 0 | 0 | 0 |
| Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale | (8 263) | (8 263) | 0 |
| Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale | 28 507 | 32 473 | (3 966) |

¹ Source : À la disposition du public : Budget et plan budgétaire de la Colombie-Britannique pour 2003-2004 à 2005-2006, mise-à-jour pour 2002-2003.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2002-2003^P - Suite

| Yukon | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|---------------------|-------------|-------------------------|
| | millions de dollars | | |
| Totaux selon les documents budgétaires¹ | 535 | 591 | (56) |
| Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires | 31 | 27 | 4 |
| Conversion de la base nette à la base brute | 2 | 2 | 0 |
| Autres ajustements | 45 | (18) | 63 |
| Mise à jour depuis budget | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | |
| Recouvrements de dépenses | | | |
| Charges provisionnelles | | | |
| Amortissement | | | |
| Gains/pertes sur la vente de titres financiers | | | |
| Autres ajustements | | | |
| Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale | 613 | 602 | 11 |
| Composantes de l'administration publique additionnelles | 23 | 22 | 1 |
| Institutions de santé et de services sociaux | 23 | 22 | 1 |
| Universités et collèges | x | x | x |
| Régimes de retraite non provisionnés | 0 | 0 | 0 |
| Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale | x | x | x |
| Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale | 620 | 608 | 12 |

¹ Source : À la disposition du public : Budget du Yukon pour 2003-2004, Information financières, p. (iv).

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2002-2003^p - Suite

| Territoires du Nord-Ouest | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|---------------------|--------------|-------------------------|
| | millions de dollars | | |
| Totaux selon les documents budgétaires¹ | 775 | 889 | (114) |
| Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires | 104 | 92 | 12 |
| Conversion de la base nette à la base brute | 11 | 11 | 0 |
| Autres ajustements | 86 | 29 | 57 |
| Mise à jour depuis budget | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | |
| Recouvrements de dépenses | | | |
| Charges provisionnelles | | | |
| Amortissement | | | |
| Gains/pertes sur la vente de titres financiers | | | |
| Autres ajustements | | | |
| Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale | 976 | 1,021 | (45) |
| Composantes de l'administration publique additionnelles | 20 | 31 | (11) |
| Institutions de santé et de services sociaux | 155 | 166 | (11) |
| Universités et collèges | 30 | 30 | 0 |
| Régimes de retraite non provisionnés | 0 | 0 | 0 |
| Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale | (165) | (165) | 0 |
| Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale | 996 | 1,052 | (56) |

¹ Source : À la disposition du public : Principales estimations des Territoires du Nord-Ouest pour 2003-2004, p. B13.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2002-2003^P - Fin

| Nunavut | Recettes | Dépenses | Recettes moins dépenses |
|--|------------|---------------------|-------------------------|
| | | millions de dollars | |
| Totaux selon les documents budgétaires¹ | 729 | 817 | (88) |
| Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires | 133 | 149 | (16) |
| Conversion de la base nette à la base brute | 7 | 7 | 0 |
| Autres ajustements | 90 | 62 | 28 |
| Mise à jour depuis budget | | | |
| Revenus des Sociétés d'État | | | |
| Recouvrements de dépenses | | | |
| Charges provisionnelles | | | |
| Amortissement | | | |
| Gains/pertes sur la vente de titres financiers | | | |
| Autres ajustements | | | |
| Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale | 959 | 1,035 | (76) |
| Composantes de l'administration publique additionnelles | 8 | 9 | (1) |
| Institutions de santé et de services sociaux | 0 | 0 | 0 |
| Universités et collèges | 26 | 27 | (1) |
| Régimes de retraite non provisionnés | 0 | 0 | 0 |
| Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale | (18) | (18) | 0 |
| Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale | 967 | 1,044 | (77) |

¹ Source : À la disposition du public : Principales estimations du Nunavut 2003-2004, p. 23, 24.

État de rapprochement IV

Rapprochement des dépenses des universités et collèges selon le SGF et des dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE) – Exercice financier 1998-1999

| | Terre-Neuve-et-Labrador | Île-du-Prince-Édouard | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Québec | Ontario | Manitoba |
|---|-------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|------------------|---------------------|-------------------|
| milliers de dollars | | | | | | | |
| Dépenses des universités et des collèges - selon le SGF² | 319,843 | 85,619 | 635,070 | 311,111 | 4,621,896 | 6,396,329 | 600,347 |
| Ajouter : | | | | | | | |
| Établissements intégrés dans les comptes publics ou les états financiers ³ | 0 | 0 | 27,020 | 92,273 | 124,760 | 19,466 | 0 |
| Capital sur les remboursements de la dette | 0 | 30 | 106 | 378 | 4 | 4,511 | 180 |
| Déduire : | | | | | | | |
| Rajustement pour la déclaration des dépenses nettes | 12,780 | 4,576 | 29,208 | 7,540 | 74,931 | 80,097 | 22,080 |
| Dépenses des universités et des collèges - selon le CSE⁴ | 307,063 | 81,073 | 632,988 | 396,222 | 4,671,729 | 6,340,209 | 578,447 |
| Ajouter : | | | | | | | |
| Aide fédérale et provinciale aux étudiants ³ | 28,094 | 5,589 | 44,135 | 41,762 | 687,517 | 735,792 | 79,257 |
| Autres dépenses ministérielles fédérales et provinciales ³ | 7,061 | 1,720 | 11,762 | 13,982 | 60,847 | 63,164 | 23,559 |
| Autres établissements postsecondaires ⁵ | 6,934 | 1,002 | 11,164 | 942 | 26,740 | 12,638 | 12,103 |
| Déduire : | | | | | | | |
| Entreprises auxiliaires | 15,287 | 5,559 | 62,174 | 31,222 | 147,544 | 648,048 | 36,459 |
| Programmes de formation professionnelle, de métier et d'éducation permanente | 55,841 | 13,365 | 24,350 | 20,923 | 54,458 | 426,422 | 50,674 |
| Autres établissements postsecondaires ⁶ | 0 | 0 | 1,248 | 1,340 | 72,825 | 0 | 1,875 |
| Dépenses à titre de l'enseignement postsecondaire - selon le CSE⁷ | 278,024 | 70,460 | 612,277 | 399,423 | 5,172,006 | 6,077,333 | 604,358 |
| | Saskatchewan | Ablerta | Colombie-Britannique | Territoires du Yukon | Nord-Ouest | Autres ¹ | Canada |
| milliers de dollars | | | | | | | |
| Dépenses des universités et des collèges - selon le SGF² | 663,724 | 1,958,658 | 2,383,471 | x | 46,734 | 0 | 18,022,802 |
| Ajouter : | | | | | | | |
| Établissements intégrés dans les comptes publics ou les états financiers ³ | 0 | (34,092) | 0 | x | 0 | 0 | 229,427 |
| Capital sur les remboursements de la dette | 248 | 2,712 | 6,244 | x | 0 | 0 | 14,413 |
| Déduire : | | | | | | | |
| Rajustement pour la déclaration des dépenses nettes | 14,170 | 46,496 | 46,320 | x | (581) | 0 | 337,617 |
| Dépenses des universités et des collèges - selon le CSE⁴ | 649,802 | 1,880,782 | 2,343,395 | x | 47,315 | 0 | 17,929,025 |
| Ajouter : | | | | | | | |
| Aide fédérale et provinciale aux étudiants ³ | 101,285 | 179,961 | 218,830 | x | 13,968 | 361 | 2,136,551 |
| Autres dépenses ministérielles fédérales et provinciales ³ | (4,654) | 11,165 | 118,207 | x | 969 | 80,182 | 387,964 |
| Autres établissements postsecondaires ⁵ | 4,359 | 0 | 7,483 | x | 0 | 0 | 83,365 |
| Déduire : | | | | | | | |
| Entreprises auxiliaires | 46,080 | 138,090 | 200,247 | x | 2,114 | 0 | 1,332,824 |
| Programmes de formation professionnelle, de métier et d'éducation permanente | 122,588 | 286,814 | 329,889 | x | 14,690 | 0 | 1,400,014 |
| Autres établissements postsecondaires ⁶ | 8,931 | 58,356 | 25,150 | x | 0 | 0 | 169,725 |
| Dépenses à titre de l'enseignement postsecondaire - selon le CSE⁷ | 573,193 | 1,588,648 | 2,132,629 | 10,478 | 45,448 | 80,543 | 17,644,820 |

¹ Dépenses ministérielles fédérales et provinciales au titre de l'enseignement dans les pays étrangers et les dépenses non distribués.

² Selon la publication Statistiques sur le secteur public, No 68-213-XIE au catalogue, tableau 2.8.

³ Incorporé à l'administration publique générale.

⁴ Résultats obtenus de l'enquête sur les statistiques financières des collèges communautaires et des écoles de formation professionnelle (STC/ECT-175-60164), de l'enquête sur les statistiques financières des universités et collèges (STC/ECT-175-60242) en collaboration avec l'Association canadienne du personnel administratif universitaire (ACPAU) et des estimations du CSE pour les établissements non-membres de l'ACPAU.

⁵ Programmes d'enseignement en sciences infirmières.

⁶ Écoles de formation professionnelle et d'aide infirmières.

⁷ Selon la publication L'éducation au Canada - 2001, No 81-229-XIB au catalogue, tableau 61

Annexe IV – État de rapprochement V – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale fédérale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2002

| | Actif | Passif | Avoir ¹ |
|--|---------------------|----------------|--------------------|
| | millions de dollars | | |
| I. Bilan des comptes publics au 31 mars 2002 | 88 861 | 624 111 | (535 250) |
| II. Ajustements faits pour passer au SGF | 16 976 | 15 174 | 1 802 |
| 1. Déconsolidation des sociétés d'État | 1 180 | 594 | 586 |
| 2. Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers du SGF | 12 313 | 3 795 | 8 518 |
| 3. Additions pour refléter le « traitement brut » du SGF | 8 780 | 8 780 | 0 |
| Découverts bancaires | 4 599 | 4 599 | 0 |
| Compte des accords de perception fiscale | 104 | 104 | 0 |
| Droits de tirage spéciaux | 1 549 | 1 549 | 0 |
| Compte des accords de perception fiscale | 924 | 924 | 0 |
| Dette détenue par l'administration fédérale | 1 604 | 1 604 | 0 |
| 4. Autres additions | 0 | 3 914 | (3 914) |
| Monnaie en circulation | 0 | 3 914 | (3 914) |
| 5. Déductions pour refléter les transactions exclues du SGF | 2 937 | 721 | 2 216 |
| Stocks et immobilisations | 2 216 | 0 | 2 216 |
| Transactions entre l'administration publique et les fonds spéciaux | 721 | 721 | 0 |
| III. Le bilan de l'administration publique générale fédérale sur la base du SGF au 31 mars 2002 | 105 837 | 639 285 | (533 448) |

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de Terre-Neuve-et-Labrador selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

| | Actifs | Passifs | Avoir ¹ |
|--|---------------------|-------------------|--------------------|
| | milliers de dollars | | |
| I. Le bilan de Terre-Neuve-et-Labrador selon les comptes publics au 31 mars 2001 | 660 693 | 9 350 009 | (8 689 316) |
| II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF | 2 325 267 | 2 338 026 | (12 759) |
| 1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF » | | | |
| Workplace Health Safety and Compensation Commission | 1 568 710 | 979 463 | 589 247 |
| Newfoundland and Labrador Housing Corporation | 408 526 | 36 594 | 371 932 |
| Newfoundland Municipal Finance Corporation | 396 168 | 396 168 | 0 |
| Autres | 424 761 | 429 412 | (4 651) |
| | 339 255 | 117 289 | 221 966 |
| 2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF | 1 213 412 | 1 502 556 | (289 144) |
| Fonds d'amortissement | 1 208 405 | 1 208 405 | 0 |
| Fonds d'amortissement - Comptes créditeurs | 128 | 128 | 0 |
| Escompte d'émission des bons du Trésor | 4 879 | 4 879 | 0 |
| Pertes de change non amorties | 0 | 289 144 | (289 144) |
| 3. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF » | 456 855 | 143 993 | 312 862 |
| Stocks et immobilisations | 295 932 | 0 | 295 932 |
| Opérations entre la province et les fonds spéciaux | 125 793 | 125 793 | 0 |
| Provision pour la dette garantie | 0 | 762 | (762) |
| Subventions reportées relativement aux TSPS | 0 | 17 438 | (17 438) |
| Fonds de roulement des sociétés de la Couronne | 35 130 | 0 | 35 130 |
| III. Le bilan de Terre-Neuve-et-Labrador sur la base du SGF au 31 mars 2001 | 2 985 960 | 11 688 035 | (8 702 075) |

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de l'Île-du-Prince-Édouard selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

| | Actifs | Passifs | Avoir ¹ |
|---|---------------------|------------------|--------------------|
| | milliers de dollars | | |
| I. Le bilan de l'Île-du-Prince-Édouard selon les comptes publics au 31 mars 2001 | 623 245 | 1 659 237 | (1 035 992) |
| II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF | 214 271 | 199 594 | 14 677 |
| 1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF » | 446 499 | 353 384 | 93 115 |
| Workers' Compensation Commission | 71 277 | 10 638 | 60 639 |
| P.E.I. Housing Corporation | 63 282 | 58 309 | 4 973 |
| P.E.I. Lending Agency | 129 355 | 135 032 | (5 677) |
| Autres | 182 585 | 149 405 | 33 180 |
| 2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF | 77 685 | 77 685 | 0 |
| Fonds d'amortissement | 0 | 0 | 0 |
| Fonds d'amortissement - comptes créditeurs | 3 | 3 | 0 |
| Encaisse | 3 558 | 3 558 | 0 |
| Détention de sa propre dette | 74 124 | 74 124 | 0 |
| 3. Autres additions | 11 000 | 7 274 | 3 726 |
| Dépôts relatifs aux TSPS | 11 000 | 0 | 11 000 |
| Surplus actuariel des régimes de retraite | 0 | 7 274 | (7 274) |
| 4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF » | 320 913 | 238 749 | 82 164 |
| Stocks et immobilisations | 82 164 | 0 | 82 164 |
| Opérations entre la province et les fonds spéciaux | 238 749 | 238 749 | 0 |
| III. Le bilan de l'Île-du-Prince-Édouard sur la base du SGF au 31 mars 2001 | 837 516 | 1 858 831 | (1 021 315) |

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de la Nouvelle-Écosse selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

| | Actifs | Passifs | Avoir ¹ |
|---|---------------------|-------------------|---------------------|
| | milliers de dollars | | |
| I. Le bilan de la Nouvelle-Écosse selon les comptes publics au 31 mars 2001 | 2 943 899 | 14 292 208 | (11 348 309) |
| II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF | 3 580 951 | 3 283 397 | 297 554 |
| 1. Ajustements de déconsolidation | 261 436 | 1 017 054 | (755 618) |
| Encaisse et placements à court terme | 78 481 | 0 | 78 481 |
| Débiteurs et avances | (315 081) | 0 | (315 081) |
| Prêts et placements | 498 036 | 0 | 498 036 |
| Emprunts bancaire et à court terme | 0 | 116 826 | (116 826) |
| Créditeurs et revenus reportés | 0 | 180 418 | (180 418) |
| Intérêts courus | 0 | 41 928 | (41 928) |
| Emprunts | 0 | 516 202 | (516 202) |
| Régimes de pension et autres obligations | 0 | 161 680 | (161 680) |
| 2. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF » | 2 352 928 | 1 537 336 | 815 592 |
| Workers' Compensation Board | 713 929 | 63 571 | 650 358 |
| N.S. Business Development Corporation | 153 528 | 142 723 | 10 805 |
| N.S. Municipal Finance Corporation | 519 032 | 514 374 | 4 658 |
| N.S. Housing Development Corporation | 452 399 | 388 141 | 64 258 |
| Autres | 514 040 | 428 527 | 85 513 |
| 3. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF | 3 061 400 | 3 248 002 | (186 602) |
| Fonds d'amortissement | 3 061 400 | 3 061 400 | 0 |
| Surplus actuariel des régimes de retraite | 0 | 186 602 | (186 602) |
| 4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF » | 1 571 941 | 484 887 | 1 087 054 |
| Stocks et immobilisations | 559 380 | 0 | 559 380 |
| Opérations entre la province et les fonds spéciaux | 446 727 | 446 727 | 0 |
| Frais reporté - taux de change | 565 834 | 0 | 565 834 |
| Dettes nettes des sociétés de la Couronne | 0 | 38 160 | (38 160) |
| III. Le bilan de la Nouvelle-Écosse sur la base du SGF au 31 mars 2001 | 6 524 850 | 17 575 605 | (11 050 755) |

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale du Nouveau-Brunswick selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

| | Actifs | Passifs | Avoir ¹ |
|---|---------------------|-------------------|--------------------|
| | milliers de dollars | | |
| I. Le bilan du Nouveau-Brunswick selon les comptes publics au 31 mars 2001 | 1 213 200 | 7 839 100 | (6 625 900) |
| II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF | 8 229 239 | 7 754 460 | 474 779 |
| 1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF » | 1 092 893 | 430 563 | 662 330 |
| Commission de la santé de la sécurité et de l'indemnisation des accidents du travail | 713 756 | 61 756 | 652 000 |
| Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick | 358 401 | 357 636 | 765 |
| Autres | 20 736 | 11 171 | 9 565 |
| 2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF | 7 473 708 | 7 473 708 | 0 |
| Encaisse et placements à court terme | 297 100 | 297 100 | 0 |
| Fonds d'amortissement | 3 130 200 | 3 130 200 | 0 |
| Escomptes non amortis | 620 790 | 620 790 | 0 |
| Dépôts de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick | 297 302 | 297 302 | 0 |
| Dette à long terme émise par la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick | 3 061 100 | 3 061 100 | 0 |
| Intérêts à recevoir de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick | 67 216 | 67 216 | 0 |
| 3. Autres ajustements | 38 594 | 0 | 38 594 |
| Gains de change non amortis | 35 803 | 0 | 35 803 |
| Evaluation des investissements | 2 791 | 0 | 2 791 |
| 4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF » | 375 956 | 149 811 | 226 145 |
| Stocks et immobilisations | 40 756 | 0 | 40 756 |
| Opérations entre la province et les fonds spéciaux | 34 572 | 34 572 | 0 |
| Provision pour pertes sur prêts garantis | 0 | 30 900 | (30 900) |
| Excédent de l'actif des régimes de pension sur le passif | 68 400 | 10 200 | 58 200 |
| TSPS | 0 | 74 100 | (74 100) |
| Placements dans les sociétés de la Couronne | 49 400 | 0 | 49 400 |
| Pertes non matérialisées sur le taux de change | 182 800 | 0 | 182 800 |
| Autre | 28 | 39 | (11) |
| III. Le bilan du Nouveau-Brunswick sur la base du SGF au 31 mars 2001 | 9 442 439 | 15 593 560 | (6 151 121) |

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale du Québec selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

| | Actifs | Passifs | Avoir ¹ |
|---|---------------------|--------------------|---------------------|
| | milliers de dollars | | |
| I. Le bilan du Québec selon les comptes publics au 31 mars 2001 | 38 620 000 | 126 828 000 | (88 208 000) |
| II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF | 17 704 423 | 17 618 793 | 85 630 |
| 1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF » | 47 315 581 | 33 955 609 | 13 359 972 |
| Société de l'assurance automobile du Québec | 6 328 452 | 450 901 | 5 877 551 |
| Société d'habitation du Québec | 2 523 635 | 2 520 815 | 2 820 |
| Société québécoise d'assainissement des eaux | 3 343 550 | 3 343 550 | 0 |
| Commission de la santé et de la sécurité au travail | 8 773 476 | 535 614 | 8 237 862 |
| Corporation d'hébergement du Québec | 1 359 320 | 3 889 902 | (2 530 582) |
| Investissement-Québec | 830 092 | 805 591 | 24 501 |
| Autres | 24 157 056 | 22 409 236 | 1 747 820 |
| 2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF | 10 476 747 | 10 476 747 | 0 |
| Fonds d'amortissement | 2 062 000 | 2 062 000 | 0 |
| Passif du fonds d'amortissement | 17 000 | 17 000 | 0 |
| Fonds d'amortissement pour fins des régimes de retraite | 7 059 000 | 7 059 000 | 0 |
| Intérêt sur les emprunts du Fonds de financement | 218 413 | 218 413 | 0 |
| Escomptes non amortis sur emprunts | 680 334 | 680 334 | 0 |
| Espèces en banque | 440 000 | 440 000 | 0 |
| 3. Autres additions | 8 759 879 | 2 439 219 | 6 320 660 |
| Ajustements de déconsolidation | 289 885 | 1 553 376 | (1 263 491) |
| TCSPS | 1 255 000 | 0 | 1 255 000 |
| Emprunts des fonds spéciaux consolidés | 0 | 885 843 | (885 843) |
| Réserve | 950 000 | 0 | 950 000 |
| Avances au Fonds de financement | 6 264 550 | 0 | 6 264 550 |
| Autre | 444 | 0 | 444 |
| 4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF » | 48 847 784 | 29 252 782 | 19 595 002 |
| Stocks et immobilisations | 7 853 835 | 0 | 7 853 835 |
| Opérations entre la province et les fonds spéciaux | 26 112 934 | 26 112 934 | 0 |
| Provision pour emprunts garantis | 0 | 877 000 | (877 000) |
| Congés de maladie et vacances | 0 | 929 000 | (929 000) |
| Provision pour financer les immobilisations des réseaux | 968 000 | 968 000 | 0 |
| Gains ou pertes de change non matérialisés | 1 463 000 | 17 000 | 1 446 000 |
| Prêts d'Investissement-Québec | 687 210 | 0 | 687 210 |
| Déconsolidation - SQAÉ | 0 | 348 848 | (348 848) |
| Bénéfices non répartis des entreprises | 11 762 805 | 0 | 11 762 805 |
| Autres | 0 | 0 | 0 |
| III. Le bilan du Québec sur la base du SGF au 31 mars 2001 | 56 324 423 | 144 446 793 | (88 122 370) |

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de l'Ontario selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

| | Actifs | Passifs | Avoir ¹ |
|---|---------------------|--------------------|----------------------|
| | milliers de dollars | | |
| I. Le bilan de l'Ontario selon les comptes publics au 31 mars 2001 | 23 324 000 | 133 958 000 | (110 634 000) |
| II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF | 21 130 230 | 13 636 170 | 7 494 060 |
| 1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF » | 18 008 782 | 6 198 711 | 11 810 071 |
| Commission des accidents du travail | 11 798 000 | 539 000 | 11 259 000 |
| Caisse d'épargne de l'Ontario | 2 643 030 | 2 576 446 | 66 584 |
| Société d'habitation de l'Ontario | 1 439 968 | 2 321 547 | (881 579) |
| Société ontarienne d'assurance-dépôts | 28 924 | 13 805 | 15 119 |
| Autres | 2 098 860 | 747 913 | 1 350 947 |
| 2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF | 944 000 | 944 000 | 0 |
| Découverts bancaires | 944 000 | 944 000 | 0 |
| 3. Ajustements de déconsolidation | 19 402 900 | 10 533 366 | 8 869 534 |
| Encaisse et placements à court terme | (471 682) | 0 | (471 682) |
| Prêts à des entités consolidées | 19 773 602 | 0 | 19 773 602 |
| Prêts à d'autres entités | 100 980 | 0 | 100 980 |
| Dettes encourues au nom d'entités consolidées | 0 | 9 966 658 | (9 966 658) |
| Autres ajustements de déconsolidation | 0 | 566 708 | (566 708) |
| 4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF » | 17 225 452 | 4 039 907 | 13 185 545 |
| Stocks et immobilisations | 741 545 | 0 | 741 545 |
| Opérations entre la province et les fonds spéciaux | 4 039 907 | 4 039 907 | 0 |
| Placements dans les entreprises publiques | 12 444 000 | 0 | 12 444 000 |
| III. Le bilan de l'Ontario sur la base du SGF au 31 mars 2001 | 44 454 230 | 147 594 170 | (103 139 940) |

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale du Manitoba selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

| | Actifs | Passifs | Avoir ¹ |
|---|---------------------|-------------------|--------------------|
| | milliers de dollars | | |
| I. Le bilan du Manitoba selon les comptes publics au 31 mars 2001 | 4 546 000 | 10 834 000 | (6 288 000) |
| II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF | 11 228 982 | 14 217 745 | (2 988 763) |
| 1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF » | 2 782 131 | 1 568 741 | 1 213 390 |
| Workers' Compensation Commission | 846 037 | 111 370 | 734 667 |
| Manitoba Agricultural Credit Corporation | 298 117 | 323 018 | (24 901) |
| Manitoba Crop Insurance Corporation | 431 405 | 101 121 | 330 284 |
| Manitoba Housing and Renewal Corporation | 644 517 | 648 406 | (3 889) |
| Autres | 562 055 | 384 826 | 177 229 |
| 2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF | 12 604 013 | 12 604 013 | 0 |
| Fonds d'amortissement | 6 188 797 | 6 188 797 | 0 |
| Encaisse provenant du fonds d'amortissement | 411 559 | 411 559 | 0 |
| Debt Retirement Fund | 75 227 | 75 227 | 0 |
| Détention de sa propre dette | 43 474 | 43 474 | 0 |
| Coûts non amortis de la dette émise | 44 956 | 44 956 | 0 |
| Dette encourue pour les entreprises publiques | 5 840 000 | 5 840 000 | 0 |
| 3. Autres additions | 0 | 3 129 000 | (3 129 000) |
| Fluctuations de change non amorties | 0 | 220 000 | (220 000) |
| Dette envers les régimes de retraite | 0 | 2 909 000 | (2 909 000) |
| 4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF » | 4 157 162 | 3 084 009 | 1 073 153 |
| Stocks et immobilisations | 852 062 | 0 | 852 062 |
| Opérations entre la province et les fonds spéciaux | 1 943 923 | 1 943 923 | 0 |
| Provision pour perte future sur la dette garantie | 0 | 14 623 | (14 623) |
| Frais reportés concernant les établissements de santé | 236 000 | 0 | 236 000 |
| Fonds en fiducie | 1 124 942 | 1 124 942 | 0 |
| Autres | 235 | 521 | (286) |
| III. Le bilan du Manitoba sur la base du SGF au 31 mars 2001 | 15 774 982 | 25 051 745 | (9 276 763) |

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de la Saskatchewan selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

| | Actifs | Passifs | Avoir ¹ |
|---|---------------------|-------------------|--------------------|
| | milliers de dollars | | |
| I. Le bilan de la Saskatchewan selon les comptes publics au 31 mars 2001 | 6 079 106 | 13 089 965 | (7 010 859) |
| II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF | 2 662 137 | 4 798 458 | (2 136 321) |
| 1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF » | 5 571 743 | 2 522 426 | 3 049 317 |
| Workers' Compensation Commission | 1 074 047 | 81 428 | 992 619 |
| Saskatchewan Property Management Corporation | 425 132 | 350 605 | 74 527 |
| Saskatchewan Crop Insurance | 309 371 | 8 777 | 300 594 |
| Crown Investment Corporation | 1 810 883 | 1 418 332 | 392 551 |
| Autres | 1 952 310 | 663 284 | 1 289 026 |
| 2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF | 1 464 813 | 1 464 813 | (3 912 647) |
| Fonds d'amortissement | 876 624 | 876 624 | 0 |
| Découverts bancaires | 588 189 | 588 189 | 0 |
| 3. Autres additions | 0 | 3 912 647 | (3 912 647) |
| Obligations envers les régimes de retraite | 0 | 3 912 647 | (3 912 647) |
| 4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF » | 4 374 419 | 3 101 428 | 1 272 991 |
| Stocks et immobilisations | 1 038 665 | 0 | 1 038 665 |
| Opérations entre la province et les fonds spéciaux | 3 101 428 | 3 101 428 | 0 |
| Pertes de change non matérialisées | 234 326 | 0 | 234 326 |
| III. Le bilan de la Saskatchewan sur la base du SGF au 31 mars 2001 | 8 741 243 | 17 888 423 | (9 147 180) |

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de l'Alberta selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

| | Actifs | Passifs | Avoir ¹ |
|---|---------------------|--------------------|--------------------|
| | milliers de dollars | | |
| I. Le bilan de l'Alberta selon les comptes publics au 31 mars 2001 | 26 921 000 | 22 621 000 | 4 300 000 |
| II. Ajustements de déconsolidation | (11 386 323) | (3 675 718) | (7 710 605) |
| III. Etats financiers des départements | 15 534 677 | 18 945 282 | (3 410 605) |
| IV. Ajustements pour la production de données conformes au SGF | 18 809 379 | 5 416 249 | 13 393 130 |
| 1. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF | 330 709 | 330 709 | 0 |
| Escomptes non amortis sur emprunts | 41 835 | 41 835 | 0 |
| Encaisse | 288 874 | 288 874 | 0 |
| 2. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF » | 27 796 336 | 8 294 503 | 19 501 833 |
| Workers' Compensation Board | 4 337 558 | 464 234 | 3 873 324 |
| Alberta Municipal Finance Corporation | 3 666 316 | 3 516 403 | 149 913 |
| Alberta Heritage Savings Trust Fund | 12 430 611 | 174 292 | 12 256 319 |
| Alberta Social Housing Corporation | 921 925 | 662 959 | 258 966 |
| Autres | 6 439 926 | 3 476 615 | 2 963 311 |
| 3. Autre additions | 1 500 000 | 154 014 | 1 345 986 |
| Vente de Power Purchase Agreements | 1 500 000 | 0 | 1 500 000 |
| Gains ou pertes de change non matérialisés | 0 | 154 014 | (154 014) |
| 4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF » | 10 817 666 | 3 362 977 | 7 454 689 |
| Stocks et immobilisations | 8 324 069 | 0 | 8 324 069 |
| Opérations entre la province et les fonds spéciaux | 2 493 597 | 2 493 597 | 0 |
| Garanties et indemnités | 0 | 75 425 | (75 425) |
| Contributions de capital reportées non amorties | 0 | 810 | (810) |
| Financement éventuel des commissions scolaires | 0 | 793 145 | (793 145) |
| V. Le bilan de l'Alberta sur la base du SGF au 31 mars 2001 | 34 344 056 | 24 361 531 | 9 982 525 |

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de la Colombie-Britannique selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

| | Actifs | Passifs | Avoir ¹ |
|---|---------------------|-------------------|---------------------|
| | milliers de dollars | | |
| I. Le bilan sommaire de la Colombie-Britannique selon les comptes publics au 31 mars 2001 | 35 117 000 | 38 589 000 | (3 472 000) |
| II. Ajustements de déconsolidation | (8 728 059) | (938 204) | (7 789 855) |
| III. Etats financiers du « Consolidated Revenue Fund » | 26 388 941 | 37 650 796 | (11 261 855) |
| IV. Ajustements pour la production de données conformes au SGF | 47 089 343 | 51 275 856 | (4 186 513) |
| 1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF » | 67 438 019 | 54 640 107 | 12 797 912 |
| Workers' Compensation Commission | 8 984 282 | 964 731 | 8 019 551 |
| Indexed Canadian Equity Fund | 6 227 094 | 6 227 094 | 0 |
| Pension Bond Fund | 9 714 136 | 9 714 136 | 0 |
| Autres | 42 512 507 | 37 734 146 | 4 778 361 |
| 2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF | 5 293 272 | 5 293 272 | 0 |
| Fonds d'amortissement | 4 804 990 | 4 804 990 | 0 |
| Découverts bancaires | 314 282 | 314 282 | 0 |
| Détention de sa propre dette | 18 000 | 18 000 | 0 |
| Escomptes non amortis | 156 000 | 156 000 | 0 |
| 3. Autres additions | 1 169 317 | 881 900 | 287 417 |
| Ajout des fonds d'amortissements aux prêts consentis aux entreprises | 231 594 | 0 | 231 594 |
| Désendettement de fait | 937 723 | 881 900 | 55 823 |
| 4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF » | 26 811 265 | 9 539 423 | 17 271 842 |
| Stocks et immobilisations | 8 540 134 | 0 | 8 540 134 |
| Opérations entre la province et les fonds spéciaux | 9 527 477 | 9 527 477 | 0 |
| Avances de capitaux reportées | 8 743 654 | 0 | 8 743 654 |
| Autre | 0 | 11 946 | (11 946) |
| V. Le bilan de la Colombie-Britannique sur la base du SGF au 31 mars 2001 | 73 478 284 | 88 926 652 | (15 448 368) |

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale du Yukon selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

| | Actifs | Passifs | Avoir ¹ |
|---|---------------------|----------------|--------------------|
| | milliers de dollars | | |
| I. Le bilan du Yukon selon les comptes publics au 31 mars 2001 | 197 804 | 93 427 | 104 377 |
| II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF | 228 869 | 55 664 | 173 205 |
| 1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF » | 345 120 | 101 127 | 243 993 |
| Compensation Fund | 152 637 | 13 746 | 138 891 |
| Yukon Housing Corporation | 79 728 | 67 571 | 12 157 |
| Autres | 112 755 | 19 810 | 92 945 |
| 2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF | 116 251 | 45 463 | 70 788 |
| Stocks et immobilisations | 70 788 | 0 | 70 788 |
| Opérations entre le Territoire et les fonds spéciaux | 45 463 | 45 463 | 0 |
| III. Le bilan du Yukon sur la base du SGF au 31 mars 2001 | 426 673 | 149 091 | 277 582 |

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale des Territoires du Nord-Ouest selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

| | Actifs | Passifs | Avoir ¹ |
|---|---------------------|-----------------|--------------------|
| | milliers de dollars | | |
| I. Le bilan des Territoires du Nord-Ouest selon les comptes publics au 31 mars 2001 | 1 045 687 | 372 062 | 673 625 |
| II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF | (511 175) | (65 033) | (446 142) |
| 1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF » | 447 998 | 154 360 | 293 638 |
| Workers' Compensation Commission | 262 349 | 6 697 | 255 652 |
| NWT Housing Corporation | 150 270 | 116 679 | 33 591 |
| Autres | 35 379 | 30 984 | 4 395 |
| 2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF | 35 648 | 35 648 | 0 |
| Découverts bancaires | 14 506 | 14 506 | 0 |
| Payable à l'administration fédérale | 21 142 | 21 142 | 0 |
| 3. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF » | 994 821 | 255 041 | 739 780 |
| Stocks et immobilisations | 962 567 | 0 | 962 567 |
| Opérations entre le territoire et les fonds spéciaux | 29 088 | 29 088 | 0 |
| Dépenses de capital reportées | 0 | 213 881 | (213 881) |
| Financement reportés - TSPS | 0 | 10 065 | (10 065) |
| Northwest Territories Liquor Commission | 3 166 | 2 007 | 1 159 |
| III. Le bilan des Territoires du Nord-Ouest sur la base du SGF au 31 mars 2001 | 534 512 | 307 029 | 227 483 |

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale du Nunavut selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2001

| | Actifs | Passifs | Avoir ¹ |
|--|---------------------|----------------|--------------------|
| | milliers de dollars | | |
| I. Le bilan de Nunavut selon les comptes publics au 31 mars 2001 | 310 751 | 324 156 | (13 405) |
| II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF | (66 397) | 162 072 | (228 469) |
| 1. Ajustements de déconsolidation | 0 | 162 072 | (162 072) |
| Comptes créditeurs de Nunavut Arctic College | 0 | 3 670 | (3 670) |
| Comptes créditeurs des conseils scolaires régionaux | 0 | 57 | (57) |
| Dette à long terme de Nunavut Housing Corporation | 0 | 158 345 | (158 345) |
| 2. Autres additions | 0 | 106 | (106) |
| Obligations envers les régimes de retraite | 0 | 106 | (106) |
| 3. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF » ² | 66 397 | 0 | 66 397 |
| Stocks et immobilisations | 28 798 | 0 | 28 798 |
| Opérations entre le territoire et les fonds spéciaux | 0 | 0 | 0 |
| Investissement dans le Northwest Territories Power Corporation | 37 599 | 0 | 37 599 |
| III. Le bilan de Nunavut sur la base du SGF au 31 mars 2001 | 244 354 | 486 228 | (241 874) |

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

Annexe V – État de rapprochement VII – Emploi

Emploi dans l'administration publique et les entreprises publiques fédérales, au 31 décembre 2002¹ – Selon l'univers de Statistique Canada, le Conseil du trésor et la Commission de la fonction publique

| | | | | |
|--|--|--|---------------------|--|
| L'emploi dans l'administration publique et les entreprises publiques fédérales selon Statistique Canada 450 020 | L'emploi dans l'administration publique fédérale selon le Conseil du trésor du Canada 168 217 | Les étudiants de la Commission de la fonction publique | 1 761 | L'emploi dans l'administration fédérale selon la Commission de la fonction publique du Canada 172 981 |
| | | Employés des autres sociétés et organismes de l'administration publique fédérale qui font partie de l'univers de la Commission de la fonction publique | 3 061 ² | |
| | | Employés qui font partie de l'univers de la Commission de la fonction publique et du Conseil du trésor | 168 159 | |
| | | Employés qui ne sont pas nommés par la fonction publique | 58 | |
| | | Employés des autres sociétés et organismes de l'administration publique fédérale dont le Conseil du trésor n'est pas l'employeur | 85 925 ³ | |
| | | Personnel militaire de la Défense nationale | 84 474 | |
| | | la Force régulière | 61 982 | |
| | | la Force de réserves | 22 492 | |
| | | Personnel en uniforme de la Gendarmerie royale du Canada | 17 304 | |
| | | Employés des entreprises commerciales publiques fédérales | 89 278 | |

¹ Cet état des concordances fourni des données au 31 décembre 2002 et n'est pas précisément comparable à la moyenne annuelle.

² Comprend les employés d'entités telles que l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'Office nationale de l'énergie et le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada.

³ Comprend les employés d'entités telles que l'Agence des douanes et du revenu du Canada, la Société radio Canada, et le Conseil national de recherches du Canada.

État de rapprochement VIII

Rapprochement des données sur l'emploi dans l'administration publique (EERH)¹ et des données sur l'emploi dans le secteur public (DIP)², pour l'année civile 2002, moyennes annuelles

| | milliers d'employés |
|---|---------------------|
| Emploi dans l'administration publique d'après l'EERH³ | 725 |
| Plus : | |
| Éducation | 823 |
| Les institutions de services de santé et de services sociaux | 716 |
| Autres composantes ⁴ | 231 |
| Personnel militaire et réservistes | 82 |
| Employés de l'administration publique fédérale à l'extérieur du Canada | 2 |
| Entreprises publiques | 264 |
| Sous-total | 2 117 |
| Égale : | |
| Emploi dans le secteur public d'après la DIP | 2 842 |

Nota : Les données d'emplois ne sont pas en "équivalent temps-plein" et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

¹ Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures, STC.

² Division des institutions publiques, STC.

³ CANSIM tableau numéro 281-0024.

⁴ Incluent Énergie atomique du Canada Ltée., les Administrations de pilotage, les musées, les bibliothèques publiques, les hôpitaux et services sociaux fédéraux, certains hôpitaux provinciaux et les entités publiques oeuvrant dans les industries de la foresterie, des pêches, des transports et de la récréation.

Annexe VI – Transferts de capital

Tableau A1

Transferts de capital de l'administration provinciale générale affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique, pour les années 1991-1992 à 2002-2003

| Exercice Financier | Province | Sous-secteur | Transfert de capital |
|---------------------|---------------------------|---|----------------------|
| milliers de dollars | | | |
| 1991-1992 | Saskatchewan | Hôpitaux | 425 000 |
| 1991-1992 | Saskatchewan | Universités | 182 000 |
| 1992-1993 | Nouvelle-Écosse | Commissions scolaires | 218 216 |
| 1992-1993 | Nouvelle-Écosse | Hôpitaux | 123 389 |
| 1992-1993 | Nouvelle-Écosse | Universités | 59 291 |
| 1993-1994 | Île-du-Prince-Édouard | Hôpitaux | 56 478 |
| 1993-1994 | Île-du-Prince-Édouard | Commissions scolaires | 115 764 |
| 1993-1994 | Île-du-Prince-Édouard | Universités | 7 740 |
| 1993-1994 | Nouvelle-Écosse | Commissions scolaires | 16 091 |
| 1995-1996 | Ontario | Collèges | 52 579 |
| 1995-1996 | Ontario | Hôpitaux | 381 201 |
| 1995-1996 | Ontario | Commissions scolaires | 696 678 |
| 1995-1996 | Ontario | Universités | 184 028 |
| 1996-1997 | Manitoba | Hôpitaux | 124 859 |
| 1996-1997 | Manitoba | Établissements de soins pour bénéficiaires internes | 25 141 |
| 1996-1997 | Saskatchewan | Administrations municipales | 69 |
| 1996-1997 | Territoires du Nord-Ouest | Administrations municipales | 883 |
| 1998-1999 | Colombie-Britannique | Collèges | 965 433 |
| 1998-1999 | Colombie-Britannique | Administrations municipales | 1 984 772 |
| 1998-1999 | Colombie-Britannique | Commissions scolaires | 3 648 968 |
| 1998-1999 | Colombie-Britannique | Universités | 859 582 |
| 1999-2000 | Nouvelle-Écosse | Autres services de santé et de services sociaux | 160 000 |
| 1999-2000 | Québec | Hôpitaux | 765 000 |
| 1999-2000 | Alberta | Hôpitaux | 25 521 |

Tableau A2

Transferts de capital de l'administration provinciale générale affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique, par province et territoire, pour les années 1991-1992 à 2002-2003

| Exercice Financier | Terre-Neuve-et-Labrador | Île-du-Prince-Édouard | Nouvelle-Écosse | Nouveau-Brunswick | Québec | Ontario | Manitoba |
|---------------------|-------------------------|-----------------------|----------------------|-------------------|---------------------------|-----------|-----------------|
| milliers de dollars | | | | | | | |
| 1991-1992 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1992-1993 | 0 | 0 | 400,896 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1993-1994 | 0 | 179,983 | 16,091 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1994-1995 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1995-1996 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1,314,486 | 0 |
| 1996-1997 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 150,000 |
| 1997-1998 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1998-1999 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1999-2000 | 0 | 0 | 160,000 | 0 | 765,000 | 0 | 0 |
| 2000-2001 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2001-2002 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2002-2003 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Saskatchewan | Alberta | Colombie-Britannique | Yukon | Territoires du Nord-Ouest | Nunavut | Total du Canada |
| milliers de dollars | | | | | | | |
| 1991-1992 | 607,000 | 0 | 0 | 0 | 0 | ... | 607,000 |
| 1992-1993 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ... | 400,896 |
| 1993-1994 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ... | 196,074 |
| 1994-1995 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ... | 0 |
| 1995-1996 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ... | 1,314,486 |
| 1996-1997 | 69 | 0 | 0 | 0 | 883 | ... | 150,952 |
| 1997-1998 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ... | 0 |
| 1998-1999 | 0 | 0 | 7,458,755 | 0 | 0 | ... | 7,458,755 |
| 1999-2000 | 0 | 25,521 | 0 | 0 | 0 | ... | 950,521 |
| 2000-2001 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ... | 0 |
| 2001-2002 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ... | 0 |
| 2002-2003 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ... | 0 |

Annexe VII – Les données sur la population, Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché

Tableau A3

Estimations de la population, Canada, provinces et territoires, au 1^{er} avril (Personnes)^{1,2,3}

| Géographie | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Canada | 27 937 505 | 28 273 425 | 28 617 658 | 28 939 211 | 29 261 127 | 29 577 439 | |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 578 766 | 579 781 | 580 554 | 575 991 | 569 573 | 562 310 | |
| Île-du-Prince-Édouard | 130 459 | 130 838 | 131 973 | 133 261 | 134 519 | 135 737 | |
| Nouvelle-Écosse | 912 877 | 917 528 | 922 305 | 925 668 | 927 264 | 929 717 | |
| Nouveau-Brunswick | 744 289 | 747 507 | 748 976 | 750 245 | 751 547 | 752 645 | |
| Québec | 7 048 165 | 7 098 394 | 7 154 487 | 7 198 049 | 7 231 152 | 7 264 386 | |
| Ontario | 10 390 349 | 10 526 654 | 10 657 500 | 10 783 427 | 10 920 958 | 11 057 019 | |
| Manitoba | 1 107 890 | 1 111 417 | 1 116 286 | 1 121 493 | 1 127 891 | 1 132 288 | |
| Saskatchewan | 1 002 770 | 1 002 846 | 1 005 106 | 1 008 614 | 1 012 816 | 1 017 892 | |
| Alberta | 2 580 698 | 2 622 332 | 2 661 562 | 2 695 720 | 2 730 324 | 2 768 882 | |
| Colombie-Britannique | 3 352 560 | 3 444 498 | 3 545 414 | 3 651 953 | 3 758 069 | 3 857 725 | |
| Yukon | 28 446 | 29 642 | 30 366 | 30 027 | 30 573 | 31 689 | |
| Territoires du Nord-Ouest incluant Nunavut ⁴ | 60 236 | | | | | | |
| Territoires du Nord-Ouest ⁴ | | 39 244 | 39 714 | 40 473 | 41 491 | 41 612 | |
| Nunavut ⁵ | | 22 744 | 23 415 | 24 290 | 24 950 | 25 537 | |
| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
| Canada | 29 892 954 | 30 168 395 | 30 411 507 | 30 698 567 | 31 003 581 | 31 315 287 | 31 559 186 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 555 706 | 547 363 | 541 527 | 538 920 | 534 805 | 531 703 | 530 667 |
| Île-du-Prince-Édouard | 136 609 | 136 639 | 137 397 | 138 054 | 138 672 | 139 554 | 140 741 |
| Nouvelle-Écosse | 933 386 | 935 743 | 937 897 | 943 141 | 943 003 | 943 833 | 944 286 |
| Nouveau-Brunswick | 753 911 | 753 609 | 753 655 | 756 140 | 755 513 | 755 590 | 756 256 |
| Québec | 7 295 328 | 7 317 864 | 7 341 924 | 7 372 471 | 7 405 219 | 7 444 302 | 7 475 919 |
| Ontario | 11 200 123 | 11 342 775 | 11 471 791 | 11 637 072 | 11 828 116 | 12 009 211 | 12 141 863 |
| Manitoba | 1 136 172 | 1 136 528 | 1 140 568 | 1 145 063 | 1 147 793 | 1 149 054 | 1 152 722 |
| Saskatchewan | 1 020 881 | 1 023 769 | 1 025 825 | 1 022 681 | 1 018 309 | 1 012 732 | 1 007 758 |
| Alberta | 2 819 810 | 2 884 086 | 2 944 097 | 2 993 746 | 3 044 627 | 3 098 838 | 3 146 066 |
| Colombie-Britannique | 3 941 183 | 3 990 875 | 4 018 155 | 4 052 645 | 4 088 359 | 4 131 003 | 4 162 535 |
| Yukon | 32 129 | 31 709 | 30 892 | 30 574 | 30 193 | 29 899 | 29 928 |
| Territoires du Nord-Ouest ⁴ | 41 813 | 41 195 | 41 015 | 40 820 | 41 045 | 41 147 | 41 351 |
| Nunavut ⁵ | 25 903 | 26 240 | 26 764 | 27 240 | 27 927 | 28 421 | 29 094 |

¹ Postcensitaire provisoire, mise à jour et définitive : estimations de l'effectif de la population établies à partir des résultats du dernier recensement disponible rajustés pour le sous-dénombrement net et l'estimation de l'accroissement démographique survenu depuis la date de ce dernier recensement. Intercensitaire : estimations de l'effectif de la population établies à partir des estimations postcensitaires et les résultats rajustés pour le sous-dénombrement net des deux recensements encadrant l'année considérée.

² Estimations de population trimestrielles : Trimestre I= 1^{er} janvier; Trimestre II= 1^{er} avril; Trimestre III= 1^{er} juillet; Trimestre IV= 1^{er} octobre.

³ Du 1^{er} juillet 1951 au 1^{er} avril 1971, les estimations sont intercensitaires définitives, intercensitaires mises à jour du 1^{er} juillet 1971 au 1^{er} avril 1991, intercensitaires définitives du 1^{er} juillet 1991 au 1^{er} avril 1996, postcensitaires définitives du 1^{er} juillet 1996 au 1^{er} juillet 1999, postcensitaires mises à jour du 1^{er} octobre 1999 au 1^{er} juillet 2002 et postcensitaires provisoires par la suite.

⁴ Les estimations de population des Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut sont présentées séparément à partir du 1^{er} juillet 1991.

⁵ Avant le 1^{er} juillet 1991, seulement les estimations de population des Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut combinées sont disponibles.

Tableau A4

Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché, en termes de dépenses, désaisonnalisés

| Géographie | Canada |
|---------------------|-----------|
| Millions de dollars | |
| 1990/01 | 676 764 |
| 1991/01 | 678 172 |
| 1992/01 | 692 940 |
| 1993/01 | 714 776 |
| 1994/01 | 750 696 |
| 1995/01 | 801 904 |
| 1996/01 | 819 976 |
| 1997/01 | 867 828 |
| 1998/01 | 906 904 |
| 1999/01 | 949 136 |
| 2000/01 | 1 041 764 |
| 2001/01 | 1 114 128 |
| 2002/01 | 1 122 208 |
| 2003/01 | 1 211 120 |

Annexe VIII

Glossaire

- Actif** : bien appartenant à une personne propre susceptible de lui procurer un avantage économique futur.
- Actif financier** : actif de nature financière, comme par exemple les liquidités, les créances et les titres.
- Administration publique consolidée** : le terme général pour la consolidation de l'administration fédérale, des administrations provinciales et territoriales, des administrations locales, du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec.
- Bilan** : document exposant à une date donnée la situation financière de l'entité en ce qui a trait aux éléments d'actif, du passif et des avoirs propres. Ces éléments sont habituellement présentés à la fin de l'année financière.
- Comptabilité d'exercice** : méthode qui consiste à tenir compte des produits et des charges découlant des opérations d'un exercice lorsque les produits sont gagnés et les charges engagées, que les rentrées de fonds ou les décaissements soient survenus au cours de la même période ou non.
- Comptabilité de caisse** : méthode qui consiste à ne comptabiliser les produits et les charges que lorsque les opérations en question donnent lieu à des rentrées ou des sorties de fonds.
- Comptabilité de caisse modifiée** : recours à une convention de comptabilité de caisse au cours d'une période comptable, et inscription des produits à recevoir à la fin de la période, par exemple comptes fournisseurs, paiements de transfert et impôts dans certains cas. Ce type de comptabilité est surtout utilisé par les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales, mais il n'existe pas d'uniformité quant aux produits à recevoir.
- Consolidation** : regroupement des données statistiques financières pour deux entités ou plus de façon à éliminer les soldes et les transactions entre les entités.
- Convention brute** : présentation des revenus et dépenses et des postes du bilan sur une base brute sans aucune déduction.
- Déficit** : excédent des dépenses par rapport aux recettes.
- Dette brute** : ensemble du passif d'une administration publique.
- Dette garantie** : emprunts émis par des organismes externes au gouvernement (par exemple, entreprises publiques) qui sont garantis par une administration publique.
- Dette nette** : excédent du passif sur l'actif financier.
- Employé** : toute personne qui reçoit un salaire et toute personne en congé payé pour laquelle l'employeur est tenu de remplir une déclaration T-4 supplémentaire de l'Agence des douanes et du Revenu Canada. Non compris sont les consultants indépendants et les employés des compagnies sous contrat avec une entité du secteur public.
- Employé à temps plein** : toute personne qui travaille un nombre d'heures inférieur à celui de la semaine normale de travail de l'établissement.
- Excédent** : surplus des recettes par rapport aux dépenses.
- Flux financier** : enregistre le mouvement de l'actif et du passif entre deux périodes.
- Fonds d'amortissement** : fonds institué pour le rachat des obligations et des débetures.
- Fonds spéciaux** : organisme créé par les administrations publiques ou par un certain nombre d'administrations publiques qui agit en tant que prolongement spécialisé des organismes ministériels.
- Formation brute de capital fixe** : comprend les dépenses se rapportant aux biens tangibles durables devant être amorties sur une période d'un an ou plus. Seuls les nouvelles constructions ou le nouvel équipement ou machinerie sont inclus.
- Immobilisations** : biens tangibles, comme par exemple un terrain, des bâtiments, de l'équipement, etc. pour lesquels on peut s'attendre à ce que la durée de vie utile soit étendue sur plusieurs périodes comptables.
- Obligation (non garantie) ou débeture** : titre de créance négociable qui n'est généralement pas garanti par des biens spécifiques mais plutôt par la réputation de crédit de l'organisme qui l'a émis.
- Passif** : les passifs sont des obligations de l'entité par suite d'opérations dont le règlement pourra nécessiter le transfert d'actifs ou la prestation de services.
- Passif éventuel** : dettes potentielles qui peuvent se transformer en dettes réelles dont l'issue ultime dépend d'un ou de plusieurs événements futurs.
- Produit intérieur brut (PIB)** : est la valeur ajoutée par la main-d'oeuvre et le capital dans la transformation d'intrants achetés auprès d'autres producteurs de produits et services.
- Salaires et traitements** : les salaires et traitements comprennent les jetons de présence des administrateurs, les primes, les commissions, les gratifications, le revenu en nature, les allocations imposables et les rappels de salaire. Les estimations des salaires et traitements sont fondées sur des chiffres bruts, c'est-à-dire, avant déduction de l'impôt sur le revenu, des cotisations d'assurance-chômage, des cotisations à des caisses de retraite, etc. Les salaires et traitements accumulés avec le temps, comme les rappels de salaire, est prise en compte durant le mois et l'année au cours desquels elle est versée. Exclut les cotisations obligatoires et les contributions volontaires des employeurs en faveur des employés aux régimes de pensions et aux régimes privés et publics d'assurance sociale qui sont traités comme revenu supplémentaire du travail.
- Salarié** : toute personne dont la rémunération de base est calculée selon un taux fixe hebdomadaire, mensuel ou annuel.
- Avoir net** : excédent de l'actif financier sur le passif.

Annexe IX

Données CANSIM II diffusées par la Division des institutions publiques

Le Système canadien d'informations socio-économiques (CANSIM II) de Statistique Canada est également une source de données de la Division des institutions publiques. Ces données sont les suivantes :

| Série du Système de gestion financière | Numéro de tableau |
|--|-------------------|
| Recettes et dépenses | |
| Administration fédérale | 3850001 |
| Rapprochement de l'administration fédérale | 3850023 |
| Administration générale fédérale | 3850002 |
| Régimes de retraite non provisionnés fédéraux | 3850005 |
| Administrations générales provinciales et territoriales | 3850002 |
| Universités et collèges | 3850007 |
| Institutions des services de santé et services sociaux | 3850008 |
| Régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux | 3850005 |
| Administrations générales provinciales et territoriales | 3850001 |
| Rapprochement des administrations publiques provinciales et territoriales | 3850022 |
| Administrations générales locales | 3850004 |
| Conseils scolaires | 3850009 |
| Administrations locales | 3850003 |
| Régime de pensions du Canada | 3850006 |
| Régime de rentes du Québec | 3850006 |
| Consolidées de Régimes de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec | 3850001 |
| Consolidées de l'administration fédérale, des administrations provinciales et territoriales et des administrations locales (le RPC et le RRQ ne pas inclus) | 3850001 |
| Consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales | 3850001 |
| Consolidées des administrations publiques (inclut les administrations publiques fédérales, provinciales, territoriales et locales, ainsi que le RPC et le RRQ) | 3850001 |
| Actif et passif | |
| Dette de l'administration fédérale | 3850010 |
| Bilan de l'administration fédérale | 3850014 |
| Dette nette des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales | 3850017 |
| Bilan des régimes de retraite non-provisionnés fédéral, provinciaux et territoriaux | 3850018 |
| Bilan des administrations provinciales et territoriales | 3850014 |
| Bilan des administrations locales | 3850014 |
| Administrations consolidées | 3850014 |
| Bilan consolidés des administrations provinciales, territoriales et locales | 3850014 |
| Bilan du Régime de pensions du Canada et Québec (RPC et RRQ) | 3850019 |
| Entreprises publiques fédérales | |
| Les finances des entreprises fédérales, actif, passif et valeur nette, revenus et dépenses, pour le Canada et par branche d'activité | 3850013 |
| Les finances des entreprises publiques fédérales, des bénéficiaires non-répartis, pour le Canada et par branche d'activité | 3850012 |
| Les finances des entreprises publiques fédérales, revenus et dépenses, pour le Canada et par branche d'activité | 3850011 |

Série du Système de gestion financière - Fin**Numéro de tableau****Entreprises publiques provinciales**

| | |
|---|---------|
| Actif, passif et avoir net des entreprises provinciales et territoriales, selon l'industrie | 3850016 |
| Revenus et dépenses des entreprises publiques provinciales, territoriales et locales, selon l'industrie | 3850015 |

Contrôle et vente des boissons alcoolisées au Canada

| | |
|---|---------|
| Bénéfice net des régies des alcools et recettes des administrations provinciales et territoriales, exercices financiers se terminant le 31 mars | 1830005 |
| Volume et valeur des ventes de boissons alcoolisées et par habitant 15 ans et plus, exercices financiers se terminant le 31 mars | 1830006 |

Emploi et rémunération dans les administrations publiques

| | |
|--|---------|
| Emploi, salaires et traitements, secteur public | 1830002 |
| Emploi, salaires et traitements dans l'administration fédéral - selon la province ou le territoire | 1830002 |
| Emploi, salaires et traitements dans les administrations provinciales et territoriale | 1830002 |
| Emploi, salaires et traitements dans les administrations locales | 1830002 |
| Emploi, salaires et traitements dans l'administration publique fédérale, dans les régions métropolitaines de recensement, pour les mois de septembre | 1830003 |
| Ministère de la défense nationale, les membres des forces armées Canadiennes, salaires et traitements | 1830004 |